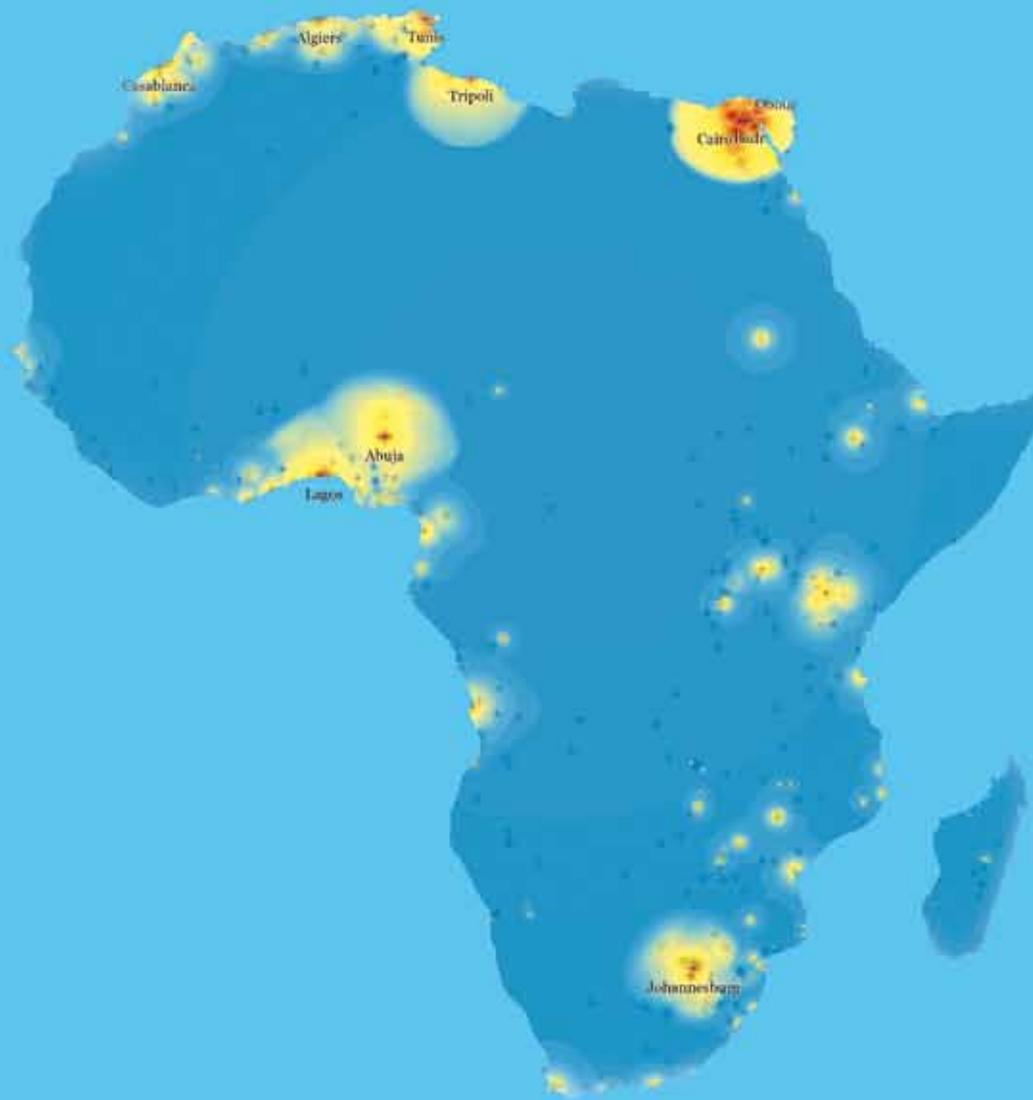


L'état des villes africaines 2018

La géographie de l'investissement africain



L'état des villes africaines 2018

La géographie de l'investissement africain

© IHS - Université Erasmus de Rotterdam (EUR), 2018

© Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), 2018

Avertissement

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent pas, de la part de l'Organisation des Nations Unies ou de l'IHS, une quelconque prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, leur système économique ou leur degré de développement. L'analyse, les conclusions et les recommandations du présent rapport ne reflètent pas nécessairement celles du Programme des Nations Unies pour les établissements humains ou de ses États membres. Toute référence au nom d'une entreprise, d'un produit ou d'un procédé commerciaux n'implique pas l'approbation de ce dernier par l'IHS ou l'organisation des Nations Unies. Aucun extrait de cette publication, à l'exclusion des photographies, ne peut être reproduit sans autorisation préalable, sous réserve d'en citer la source.

ONU-Habitat accorde à l'université de Witwatersrand, en vertu d'un contrat de licence, une licence non exclusive, mondiale exempte de redevances pour i) reproduire, ii) traduire, iii) publier, (iv) exécuter, (v) diffuser et communiquer, et utiliser d'une autre manière le contenu sous licence que constitue le rapport sur l'État des villes africaines 2018, à travers des revues, réunions et symposiums et à des fins de recherche et de développement académiques internes, et non à des fins commerciales.

La citation officielle de ce rapport est : ONU-Habitat et l'Université de Rotterdam (2018) « L'État des villes africaines 2018 : la géographie des investissements africains. » (Wall R.S., Maseland J. Rochell K. et Spaliviero M). Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat). (Wall R.S., Maseland J., Rochell K. and Spaliviero M). United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat).

Numéro HS : HS/053/18E

Numéro ISBN (volume) : 978-92-1-132807-3

Numéro ISBN (série) : 978-92-1-133397-8

Toutes les photos ont été gracieusement fournies par Dreamstime.com à l'exception de celles affichées aux pages 28, 39 et 183

image de couverture :

Levering and Wall, 2017



Conception et mise en page par
PFD Media Group | Londres, Royaume-Uni

Sommaire

Avant-propos	8
Résumé exécutif	13

Partie A : études générales

1. La géographie économique des investissements étrangers directs (IED) en Afrique	26
Ronald Wall	
2. Les investissements étrangers directs de la Chine en Afrique	106
Canfei He et Shengjun Zhu	

Partie B : études thématiques

1. L'impact des IED sur les inégalités de revenus en Afrique	128
Rupinder Kaur, Ronald Wall et Jan Fransen	
2. L'impact des investissements étrangers directs sur l'emploi en Afrique	140
Ronald Wall, Poonam Mehta et Rupinder Kaur	
3. Les villes subsahariennes dont les coûts de main-d'œuvre sont plus faibles attirent-elles plus d'IED ?	152
Addisu Lashitew et Ronald Wall	
4. Les facteurs déterminants des IED dans les secteurs basés sur le savoir en Afrique	162
Ronald Wall, Dorcas Nyamai et Colin McAweeney	
5. Réseaux d'infrastructures et investissements étrangers directs	172
Ronald Wall, Lynda Bitrus Elesu et Taslim Alade	
6. L'attraction des investissements étrangers directs pour de nouveaux projets immobiliers en Afrique subsaharienne	182
Max van Gils, Jeroen van Haaren et Ronald Wall	

7. Le paradoxe des IED et de la sécurité alimentaire en Afrique	192
Ronald Wall, Dorcas Nyamai et Akua Asubonteng	
8. Instruments politiques capables d'attirer des IED dans le secteur des énergies renouvelables	204
Ronald Wall, Stelios Grafikos, Alberto Gianoli et Spiros Stavropoulos	
9. Les smart cities au sein des réseaux des villes mondiales	214
Ronald Wall et Spiros Stavropoulos	
10. L'impact de la « compétitivité verte » sur les IED	222
Ronald Wall, Dorcas Nyamai et Meera Malegaonkar	

Partie C : études de cas de différentes villes

1. Johannesburg : intérêts communs et investissements des entreprises étrangères	232
Umakrishnan Kollamparambil et Rubina Jogee	
2. Le Caire : une ville d'investissement dynamique	252
Alia El Mahdi, Anwar El Nakeeb et Dalia Barakat	
3. Les investissements étrangers directs dans le Couloir Abidjan-Lagos	268
Rodrigue Majoie ABO	
4. Les investissements étrangers directs dans la ville de Kigali	284
Frederick Golooba-Mutebi	

Bibliographie	300
Annexes	317

Remerciements

Afin de pouvoir examiner dans le détail les conditions, tendances et effets des investissements étrangers directs sur le développement urbain du continent africain, ce rapport sur *l'État des villes africaines 2018* s'est appuyé sur de nombreux organismes internationaux, établissements universitaires et experts.

Il a été conçu et produit grâce à la coopération de l'IHS (Institut des études sur le logement et le développement urbain) de l'université Erasmus de Rotterdam (principale institution chargée de cette recherche) et ONU-Habitat (coordination globale).

Au sein d'ONU-Habitat, cette publication a été coordonnée par Joseph Maseland, Mathias Spaliviero, Katharina Rochell et Paula Pennanen-Rebeiro-Hargrave, avec l'aide de Monica Gakindi et Jessica Mundia.

Son auteur principal, le professeur Dr Ronald Wall, de l'IHS de l'université Erasmus et de l'université de Witwatersrand, Johannesburg, a coordonné et participé aux recherches ainsi qu'à la rédaction de ses chapitres, (*La géographie économique des investissements étrangers directs en Afrique*) et Canfei He et Shengjun Zhu (*Les investissements étrangers directs de la Chine en Afrique*).

Les études thématiques ont été préparées par Rupinder Kaur, Ronald Wall et Jan Fransen (*L'impact des IED sur les inégalités de revenus en Afrique*) ; Ronald Wall, Poonam Mehta et Rupinder Kaur (*L'impact des investissements étrangers directs sur l'emploi en Afrique*) ; Addisu Lashitew et Ronald Wall (*Les villes subsahariennes dont les coûts de main-d'œuvre sont plus faibles attirent-elles plus d'IED ?*) ; Ronald Wall, Dorcas Nyamai et Colin McAweeney (*Les facteurs déterminants des IED dans les secteurs basés sur le savoir en Afrique*) ; Ronald Wall, Lynda Bitrus Elesu et Taslim Alade (*Réseaux d'infrastructures et investissements étrangers directs*) ; Max van Gils, Jeroen van Haaren et Ronald Wall (*L'attraction des investissements étrangers directs pour de nouveaux projets immobiliers en Afrique subsaharienne*) ; Ronald Wall, Dorcas Nyamai et Akua Asubonteng (*Le paradoxe des IED et de la sécurité alimentaire en Afrique*) ; Ronald Wall, Stelios Grafikos, Alberto Gianoli et Spiros Stavropoulos (*Instruments politiques capables d'attirer des IED dans le secteur des énergies renouvelables*) ; Ronald Wall et Spiros Stavropoulos (*Les « Smart Cities » des réseaux de villes mondiaux*) ; et Ronald Wall, Dorcas Nyamai et Meera Malegaonkar (*L'impact de la « compétitivité verte » sur les IED*).

Les études de cas ont été préparées par les chercheurs Umakrishnan Kollamparambil et Rubina Jogee de l'université de Wits (*Johannesburg : intérêts communs et investissements des entreprises étrangères*) ; les chercheurs Alia El Mahdi, Anwar El Nakeeb et Dalia Barakat de l'université du Caire (*Le Caire : une ville d'investissement dynamique*) ; le chercheur indépendant Rodrigue Majoie ABO (*Les investissements étrangers directs dans le Couloir Abidjan-Lagos*) ; et Frederick Golooba-Mutebi (*Les investissements étrangers directs dans la ville de Kigali*).

Les études présentées en annexe ont été rédigées par Arthur Minsat et Thang Nguyen du centre de développement de l'OCDE (*Les investissements étrangers directs dans les villes africaines : aperçu des perspectives économiques africaines en 2016 et 2017*) ; et Lucia Gómez, Ronald Wall et Päivi Oinas (*Les investissements étrangers dans les pays périphériques de l'hémisphère sud*).

Plusieurs partenaires de gouvernements locaux ont été consultés lors de diverses réunions tenues en mai et juin 2017 dans le cadre de la préparation des études de cas. ONU-Habitat et IHS sont particulièrement reconnaissants envers Ravi Naidoo, Tom Scott, Aloysius Bongwa, Alia El Mahdi et Frederick Golooba-Mutebi pour leur disponibilité et leur soutien à ce projet.

Nous tenons également à remercier Graeme Harrison d'Oxford Economics pour ses recherches préliminaires en matière de prévisions et les premières conceptualisations de ce projet.

Notre processus d'évaluation comprenait une réunion du Conseil consultatif organisée et tenue par ONU-Habitat du 17 au 18 mai 2017 durant laquelle des experts interdisciplinaires fournirent de précieuses informations et pistes pour la finalisation de ce rapport. Ce conseil était présidé par Alioune Badiane, ancien directeur de la Division des Programmes à ONU-Habitat, co-président d'ICCCASU Ottawa Canada et président du groupe de réflexion urbaine pour l'Afrique TUTTA.

Cette réunion incluait les membres du conseil suivants : William Asiko, PDG du Fonds pour le climat des investissements en Afrique ; Edlam Yemeru, responsable de la section d'urbanisation, CENUA ; Alioune Badiane, ancien directeur de la Division des Programmes à ONU-Habitat ; Le-Yin Zhang, principale conférencière et directrice du MSc en développement économique urbain de l'unité de planification du développement Bartlett, à University College London (UCL) ; et David Thomas, unité de l'égalité des sexes à ONU-Habitat. Les membres du conseil Tom Scott, économiste en chef de la ville de Johannesburg, et Gulelat Kebede, conférencier et chercheur en urbanisation et développement économique, ont tous deux soumis leurs commentaires détaillés par écrit. Ronald Wall, Joseph Maseland, Mathias Spaliviero, Katharina Rochell et Jessica Mundia ont également participé à cette réunion.

Une téléconférence organisée courant 2017 avec la Banque africaine de développement réunissait Stefan Atchia, Saloua Sehili, Anna Okola, Aymen Ali, Alice Nabalamba et Ronald Wall. Les remarques les plus utiles de la Banque furent intégrées à la finalisation de ce rapport.

Nous tenons aussi à reconnaître les contributions et le soutien des personnes suivantes dans le cadre des différentes phases de ce projet : Kees van Rooijen, Carley Pennink, Jan Franssen, Aloysius Bongwa, Gerjan van Zoest, Bert van Kooij, Imraan Valodia, Jannie Rossouw, David Makhura, Ravi Naidoo, Tom Scott, Jaap Rozema, Mahlet Yilema, Giulia Gorjux, Koen Rutten, Amadou Oumarou, Petra van der Stoel-van Dijk, Marina Salimgareeva, Monserrat Budding-Polo Ballinas, Nigel Browne, Rene van der Zwet, Claudio Acioly, Alioune Badiane, Carmel Ferris, Adam Habib, Ian Jandrell, Sharon Welsh, George Sotiropoulos, Ana Biliska, Eunice Li, Alexandra Tsatsou, Canfei He, Shengjun Zhu (tous deux de l'université de Pékin), Herman Mashaba, Leah Ruth Knott, Tembeka Mhlekwa, Peter Plank, Warren Murray, Sean Durkan et Edmund Batley. Nous remercions également Lei Qu, Lois Wall, Phoenix Wall et Xavier Wall pour leur soutien.

PFD Media Group était chargé de l'édition et de l'épreuve de la version anglaise ainsi que de la traduction française et de la mise en page et de la conception du rapport.

Ce rapport n'aurait pas pu être réalisé sans le généreux concours financier du département du développement international (DFID), de la Banque africaine de développement et du gouvernement norvégien.

Nous tenons tout particulièrement à remercier fDi Markets (Financial Times), le Bureau van Dijk (ORBIS), Euromonitor International (Passport), Analyse Africa (Financial Times), l'African Business Magazine (2017), la base de données Zephyr, les données de IHS Global Insight, les cartes de la ville de Johannesburg, l'université de Pékin pour ses données sur les investissements chinois, ainsi que les auteurs qui ont fourni des données provenant des rapports sur la compétitivité mondiale (Forum économique mondial).

Avant-propos

ONU-Habitat



Ce rapport 2018 sur l'*État des villes africaines* est la quatrième publication sur l'Afrique dans le cadre de la série des rapports d'ONU-Habitat sur l'État régional des villes. Il s'inscrit dans la suite du premier rapport, publié en 2008, qui identifiait les problèmes urbains en Afrique. Les publications suivantes, en 2010 et en 2014 conclurent que l'Afrique devrait déterminer ses propres modes d'urbanisme, au lieu d'appliquer les paradigmes urbains des économies avancées des années 50 et 60, afin de mieux répondre aux problématiques du début du XXI^e siècle.

Ce rapport se distingue des séries traditionnelles dans la mesure où il ne traite pas d'urbanisme. Il suit plutôt le Plan d'Action de financement d'Addis-Abeba en tâchant d'identifier la façon dont l'Afrique pourrait envisager de financer sa stratégie de développement en attirant des investissements étrangers directs (IED) dans les villes africaines.

En se concentrant sur le développement économique urbain, ce rapport offre diverses pistes pour favoriser la dimension urbaine de la transformation structurelle de l'Afrique en faisant de l'industrialisation son principal vecteur de croissance inclusive.

Les recherches menées dans le cadre de ce rapport sont de nature très empirique. Toutes se basent sur des preuves rigoureuses et offrent des données et des informations inédites. Elles établissent un lien entre l'urbanisation et le développement national durable en fournissant des solutions crédibles pour réduire la pauvreté et le chômage, en soulignant le rôle que jouent les IED dans la création de nouvelles activités économiques ainsi que l'importance des partenariats publics et privés pour favoriser l'investissement urbain et créer des emplois décents.

Ce rapport montre par ailleurs que les IED peuvent exacerber les inégalités lorsque les gouvernements ne les gèrent pas correctement. Il jette un regard critique sur les avantages que présentent les IED dans les secteurs qui génèrent davantage de productivité et d'emplois (comme l'informatique et la production) en les comparant aux secteurs à forte intensité de capital et à valeur ajoutée limitée (comme le secteur des ressources). Ce rapport montre également que les gouvernements africains doivent associer l'attraction de l'IED à une urbanisation durable en mettant en place de solides politiques urbaines nationales, un urbanisme efficace, ainsi que des systèmes financiers et juridiques adéquats.

Je suis certaine que ce rapport sera un élément important pour mieux comprendre le rôle économique des villes, aujourd'hui et demain, dans le développement durable de l'Afrique en offrant notamment une perspective sur la mise en œuvre du nouvel agenda urbain.

Enfin, je tiens à féliciter l'HIS (Institut des études sur le logement et le développement urbain de l'université Erasmus de Rotterdam) ainsi que l'université de Witwatersrand à Johannesburg, pour leur direction dans le cadre de ces recherches. Je remercie également le Département britannique du développement international (DFID) et la Banque africaine de développement (BAD) pour leur parrainage financier et apport intellectuel. Je remercie en outre le gouvernement norvégien pour son soutien à long terme à la série de rapports sur l'État régional des villes.

Maimunah Mohd Sharif

Directrice exécutive d'ONU-Habitat

Avant-propos

IHS-Université Erasmus de Rotterdam



Il y a plusieurs années, j'ai assisté à une cérémonie de remise de diplômes à Nairobi, en compagnie du professeur Ronald Wall, géographe économique à l'IHS de l'université Erasmus à Rotterdam et à l'université de Wits à Johannesburg, à l'occasion de laquelle il avait fait un discours liminaire sur les flux des investissements étrangers directs (IED) vers les villes du monde et d'Afrique. Sa présentation avait été reçue avec beaucoup d'enthousiasme par M. Alioune Badiane, qui, à l'époque, était responsable des projets d'ONU-Habitat et avait émis l'idée d'élaborer un rapport sur l'État des villes africaines explorant la position de ces villes au sein des flux d'investissement internationaux. Cette idée avait été saluée à la fois par le Dr Jos Maseland, en charge de la série de rapports d'ONU-Habitat sur l'État des villes africaines, et par le professeur Wall. Le rapport fut enrichi par les travaux de Katharina Rochell et Mathias Spaliviero.

Je félicite ONU-Habitat et l'IHS de l'université Erasmus d'avoir noué un partenariat aussi productif, avec une mention spéciale à l'équipe principale mentionnée ci-dessus pour l'élaboration d'un rapport mondial particulièrement opportun et important.

Je félicite également les nombreux collaborateurs et chercheurs d'ONU-Habitat, de l'IHS de l'université

Erasmus et autres universités et institutions qui ont contribué à ce rapport. Je suis d'ailleurs ravi de pouvoir affirmer que plus de la moitié des chercheurs de ce rapport sont d'origine africaine, un développement encourageant que je soutiens tout particulièrement.

Dans la mesure où l'avancement des villes africaines constitue un enjeu important pour l'avenir du continent africain et du monde entier, les études de ce rapport ont traité les villes africaines comme des composantes intégrales d'un système mondial en constante évolution. Ses analyses ont exploré les effets des IED passés sur différents sites africains, en étudiant notamment les inégalités, l'emploi, la sécurité alimentaire, ainsi que des facteurs susceptibles de rendre les villes africaines plus attractives aux yeux des investisseurs, comme la bonne gouvernance, des infrastructures efficaces et l'intégration régionale.

Ce rapport montre que, bien qu'elle ne reçoive qu'une part modeste des IED mondiaux, l'Afrique affiche néanmoins le deuxième plus fort taux de croissance en matière d'investissements comparé à d'autres régions du monde. Une grande partie de cette croissance s'explique par l'urbanisation et la modernisation rapides du continent africain, deux éléments qui présentent une formidable opportunité de développement. Il convient toutefois de noter que cette opportunité repose sur la création de partenariats fiables, équitables et durables entre les acteurs locaux et régionaux et les entreprises étrangères. Une fois ces partenariats établis, l'intégration des villes africaines au réseau économique mondial devrait fortement se renforcer et s'accélérer. Parallèlement à la croissance, l'inclusion sociale, économique et environnementale sont des aspects qu'il est important de privilégier.

Bien que d'importantes recherches soient nécessaires pour comprendre cette problématique, ce rapport offre une modeste partie de la réponse. Nous espérons que les conclusions de ce travail inspireront de prochaines collaborations afin de poursuivre ces efforts.

Kees van Rooijen

Directeur de l'IHS (Institut des études sur le logement et le développement urbain) de l'université Erasmus de Rotterdam

Avant-propos

Banque africaine de développement



C'est avec grand plaisir que je présente ce rapport produit par ONU-Habitat et cofinancé par la banque africaine de développement, à partir des recherches approfondies menées par l'université de Witwatersrand à Johannesburg et l'IHS (Institut des études sur le logement et le développement urbain) de l'université Erasmus de Rotterdam (IHS-Erasmus).

Avec une population de plus de 1,2 milliard et un PIB total de 3,4 milliards de dollars américains, l'Afrique constitue une destination attractive pour les investissements étrangers directs (IED). En 2016, ces derniers s'élevaient à 56,5 milliards de dollars. On constate par ailleurs que les populations africaines à la forte croissance démographique privilégient de plus en plus les villes. Il est attendu que la population urbaine du continent africain atteindra 50 % en 2030, comparé à 36 % en 2016. Grâce aux économies d'échelle et à l'agglomération, les villes africaines constituent ainsi des moteurs de croissance économique et de productivité.

Ce rapport explore les diverses façons dont l'Afrique pourrait financer sa stratégie de développement par le biais d'IED dans ses villes. Il soutient que les pays africains doivent identifier les meilleures trajectoires pour leur développement, en tenant compte de leurs atouts géographiques tant au niveau national que municipal pour attirer des investissements publics et privés. Ce rapport s'intéresse plus précisément à trois principaux types

d'IED : la recherche de ressources, la recherche de marché et la recherche d'efficacité. Les villes jouent un rôle majeur dans ce domaine, notamment au niveau des derniers types, et les villes africaines devraient se positionner efficacement afin de saisir les nombreuses possibilités que leur offre l'économie mondiale.

De nombreux facteurs façonnent l'avenir des villes africaines. Je voudrais en mentionner trois ici.

Premièrement, la croissance des classes moyennes au pouvoir d'achat élevé stimule l'expansion de marchés que peuvent exploiter les IED à la recherche de marchés. La Banque est disposée à soutenir le financement de ces investissements, en accordant une priorité particulière aux investissements intra-africains qui contribuent à l'intégration continentale.

Deuxièmement, l'amélioration de la connectivité des villes par voie aérienne, terrestre et maritime, ainsi que la mobilité urbaine sont des facteurs indispensables pour attirer des IED. Les villes sont en effet la porte d'entrée des pays, ainsi que des régions et des couloirs économiques. Malheureusement, les fortes carences dont souffrent actuellement les villes africaines en matière d'infrastructures les empêchent de bénéficier pleinement des avantages que présente l'agglomération. Au cours des dix dernières années, la Banque a investi plus de 35 milliards de dollars américains dans les infrastructures africaines et continue de soutenir les infrastructures publiques et privées, comme les ports et les aéroports, afin de relier les villes d'Afrique à l'économie mondiale.

Troisièmement, la coordination entre les institutions nationales et municipales, les autorités publiques et le secteur privé doit être améliorée pour aider les villes à devenir des aimants plus puissants pour attirer les IED.

Je voudrais saisir cette opportunité pour remercier tous les partenaires et chercheurs impliqués dans l'élaboration de cet important rapport. Je suis particulièrement reconnaissant au département britannique du développement (DFID) en sa qualité de co-sponsor, à l'ONU-Habitat pour sa gestion de la production de ce rapport dans le cadre de la série sur l'état des villes, et à l'IHS-Erasmus et l'université de Witwatersrand pour leur travail assidu sur le terrain.

Pierre Guislain

Vice-Président, secteur privé, infrastructures et industrialisation, Banque africaine de développement

Introduction

Le présent rapport s'inscrit dans la lignée des trois rapports précédents sur l'État des villes africaines produits par l'ONU-Habitat en 2008, 2010 et 2014. Le rapport de 2008 était un exercice de référence qui visait à évaluer les conditions urbaines et de logement en Afrique. Il anticipait une forte croissance urbaine qui, au moment de sa publication, fut jugée « alarmiste », mais s'est depuis révélée exacte. Au vu des conditions prévalant en Afrique du Nord, le rapport de 2008 prévoyait également des troubles politiques, bien avant que le printemps arabe vienne lui donner raison trois ans plus tard. Ce rapport révélait également que l'Afrique n'était pas prête pour la croissance rapide de ses villes, notamment en termes d'arrangements institutionnels et de priorités de financement, dans la mesure où la majorité de sa population vivait encore en milieu rural. Le rapport de 2010 examina de manière plus approfondie les défis que présentaient les lacunes en matière de gestion urbaine, la pauvreté et la prolifération de colonies urbaines informelles (bidonvilles). L'accès problématique aux terres urbaines fut identifié et analysé comme l'un des nombreux aspects de la pauvreté et des inégalités socio-économiques en Afrique.

Le rapport de 2014 se concentrait quant à lui sur les transformations sociales, économiques, politiques, environnementales et autres que subissait l'Afrique. Concluant que l'application des modèles de développement urbain des économies avancées mondiales des années 50 et 60 ne constituait plus une voie de développement durable crédible, il préconisait que les pays et les villes d'Afrique optent pour un nouvel « urbanisme africain » capable de répondre aux multiples enjeux politiques, économiques et environnementaux associés à la forte croissance démographique urbaine. Ce rapport expliquait également qu'il n'existait pas de solution unique.

Ce quatrième rapport de la série de l'ONU-Habitat sur l'État des villes africaines reflète le plan d'action d'Addis-Abeba en matière de financement en tâchant de décrire les diverses façons dont l'Afrique pourrait envisager de financer sa stratégie de développement en attirant des investissements étrangers directs (IED) dans les villes africaines. Les fortes lacunes que présente l'Afrique en matière d'investissement dans ses économies urbaines, ses

infrastructures et ses ressources humaines sont un élément commun aujourd'hui. Ce rapport soutient que les pays africains devraient identifier les meilleures trajectoires pour leur propre développement en se concentrant sur leurs avantages et leurs inconvénients géographiques au niveau national et municipal afin d'attirer des investissements internationaux plus équitables auprès de sources publiques et privées. Cette démarche devrait être entreprise dans le but d'accélérer la transformation structurelle de l'Afrique et passer d'une croissance dominée par le secteur primaire à une croissance stimulée par la production, les services et les industries du savoir.

Les recherches menées dans le cadre de ce rapport ont débuté par une analyse des facteurs déterminants qui définissent la position actuelle de l'Afrique en termes de flux d'investissements étrangers directs. Elles identifient la géographie globale des investissements africains ainsi que les raisons pour lesquelles l'Afrique reçoit peu d'IED, analysent l'attraction que présente l'Afrique en termes d'investissement, et suggèrent des stratégies pour améliorer le classement mondial de l'Afrique pour attirer des investissements. Ce rapport établit également une corrélation entre l'urbanisation et le développement durable en explorant le rôle que jouent les IED urbains dans la création de nouvelles activités économiques et de partenariats entre les secteurs public et privé du point de vue des investissements urbains. Il conclut que lorsqu'ils sont judicieusement guidés, les IED constituent des solutions crédibles pour lutter contre la pauvreté urbaine et réduire le chômage. Il souligne également le fait que les IED peuvent exacerber les inégalités lorsque les gouvernements les exploitent sans discernement. Conformément aux objectifs de transformation structurelle de l'Afrique et à son ambition de retirer progressivement la main-d'œuvre des activités à faible valeur, ce rapport examine de manière critique les avantages que présentent les IED dans certains secteurs à forte productivité et à fort emploi comme l'informatique et la production, en les comparant à l'agriculture et aux secteurs à forte intensité de capital, comme le secteur des ressources.

Ce rapport montre également que les gouvernements africains doivent relier l'attraction des IED à une urbanisation durable et au développement de politiques



The 2008 State of African Cities report warned of political unrest before the Arab Spring unfolded three years later

©John Wollwerth

urbaines en intégrant ce facteur à leurs politiques, leur planification, leurs systèmes financiers et juridiques et leurs politiques macro-économiques nationales.

Ce rapport se compose de trois parties.

La partie A comprend des analyses générales et se concentre sur divers aspects des IED en Afrique : structure, tendances, prévisions, compétitivité, diversité économique, facteurs déterminants et impact. Tout au long de cette partie A, les implications politiques pour les pays et les villes africaines sont au cœur de nos réflexions.

La partie B explore les IED dans le détail par le biais d'études thématiques. Dans la version imprimée, nous examinons les inégalités de revenus, l'emploi et la sécurité alimentaire ; la version élargie disponible en ligne comprend aussi des études sur les coûts de main-d'œuvre, les industries fondées sur le savoir, les infrastructures, le secteur foncier, les instruments politiques, la compétitivité verte et les villes intelligentes (les « smart cities »).

La partie C explore les profils des IED de quatre villes africaines : Johannesburg et Le Caire, les deux principales agglomérations bénéficiaires d'IED en Afrique qui constituent des passerelles d'investissement vers le reste du continent ; et Abidjan et Kigali, deux villes beaucoup plus petites mais néanmoins dynamiques qui parviennent elles-aussi à attirer des IED. L'objectif général de cette partie est

d'analyser la façon et la mesure selon laquelle les politiques publiques peuvent rendre les villes plus attractives pour les investisseurs et comment les IED peuvent être employés pour améliorer le développement économique. Les études de cas des quatre villes de ce rapport révèlent par exemple que les villes doivent s'engager étroitement avec différents niveaux politiques, au-delà du niveau local. Les agglomérations urbaines également revêtent une importance majeure pour permettre aux pays de devenir plus attractifs aux yeux des investisseurs en raison de leurs capacités à diversifier le type et la nature des activités économiques qu'elles leur proposent. Les villes façonnent les performances économiques de l'ensemble des pays et des régions et doivent donc être considérés en tant que des éléments clés des économies d'échelle régionales. Afin d'améliorer le développement économique du continent africain et résoudre les problèmes que constituent les inégalités de revenus, le chômage et la pauvreté, les cinq principales régions africaines, devraient, dans le cadre du mandat de leurs organisations régionales respectives, travailler en étroite collaboration avec l'Union africaine de manière à cibler différentes sources d'IED à travers le monde. L'attraction d'IED au niveau mondial étant un domaine très compétitif, une bonne coopération régionale est essentielle pour renforcer la position de négociation de chaque ville et nation.

Sommaire exécutif

Au cours des dernières années, et plus particulièrement depuis la crise financière de 2008/2009, les investissements étrangers directs (IED) en direction de l'hémisphère sud ont affiché une hausse constante. Il s'agit d'une tendance favorable pour l'Afrique au vu des multiples défis qui pèsent sur le continent en matière de développement, ainsi que du manque de disponibilité et du coût de ses financements nationaux, un facteur qui a constamment freiné l'économie africaine. Malgré l'arrivée d'IED de plus en plus importants, la part de l'Afrique reste faible en termes de volume mondial d'IED, à environ 5 %, un chiffre négatif au regard des 15% que représente la part du continent en termes de population mondiale et de plus de 30% en termes de pauvreté mondiale. Le fossé actuel du PIB africain par habitant par rapport aux autres régions du monde est par ailleurs susceptible de s'aggraver si rien ne change.

On constate aujourd'hui un besoin clair et immédiat d'augmenter le nombre d'investissements étrangers en Afrique. Des interventions financières et politiques sont nécessaires pour soutenir la transformation africaine et aider le continent tout entier à passer d'IED consacrés au secteur primaire (ressources), à des IED consacrés aux secteurs secondaire et tertiaire (production, services et hautes technologies). Ces interventions faciliteraient la transformation économique structurelle et permettrait de générer des activités économiques à valeur ajoutée. Les IED sont une ressource clé pour optimiser le potentiel de croissance de l'Afrique dans la mesure où ils apportent des ressources financières, de nouvelles technologies, des connaissances et une expertise. Les investissements favorisent l'emploi, la productivité et la compétitivité en stimulant l'entrepreneuriat dans les destinations d'investissement. D'importantes injections de capitaux privés pourraient aider à combler les énormes lacunes dont souffre l'Afrique en matière d'infrastructures physiques et de qualité de l'environnement bâti, et faire de ce continent une destination plus attractive pour les IED du monde entier.

Principales constatations

Les villes jouent un rôle essentiel dans la transformation structurelle de l'Afrique car les environnements urbains facilitent la croissance de secteurs économiques critiques.

Les villes ont les capacités d'accueillir des industries qui ont affiché une croissance économique soutenue de 2003 à 2016, et cette tendance devrait se poursuivre. Les villes africaines peuvent stimuler leurs économies en se présentant comme des destinations attractives pour établir le siège ou les antennes de sociétés multinationales, ou d'autres activités, et devenir des pôles importants dans les stratégies d'entreprises. En tant que destinations d'IED potentielles, les villes doivent toutefois comprendre les raisons qui poussent les investisseurs à élargir leurs activités dans les pays étrangers. À l'ère de la mondialisation et à l'aube d'une quatrième révolution industrielle, le rôle des villes africaines et l'urbanisation doit être pris en compte dans la planification économique, spatiale et démographique à long terme du continent. Ce rôle est d'ailleurs énoncé dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine, ainsi que dans le Nouvel agenda urbain des Nations Unies, les rapports de l'ONU-Habitat sur l'État des villes africaines et le Rapport sur les villes africaines de la Banque mondiale.

Dans un contexte d'urbanisation rapide, les villes d'Afrique créent à la fois des problèmes et des solutions en matière d'incidence de la pauvreté urbaine. En l'absence d'une croissance économique proportionnelle en milieu urbain et rural, la pauvreté urbaine est devenue proportionnelle au taux de migration des campagnes vers les villes et de croissance urbaine. Inversement, le développement économique urbain permet de faire sortir des millions de personnes de la pauvreté, comme cela a été le cas en Asie de l'Est au cours des trois dernières décennies. Dans cette optique, les villes africaines pourraient devenir des pôles de productivité qui accélèrent la croissance économique et le bien-être général. Mais pour cela, les villes africaines doivent bénéficier de plus de visibilité dans l'économie mondiale en améliorant leur accessibilité, leur connectivité, leurs marchés et leur attractivité urbaine. Elles doivent aussi développer rapidement les compétences et les capacités productives de leurs travailleurs, ainsi que leurs connaissances, leurs technologies, et leurs capacités institutionnelles et commerciales. Les IED pourraient être un bon moyen d'enclencher ce processus.

Malgré ses capacités relativement faibles à attirer des IED par rapport à d'autres continents, l'Afrique affiche le deuxième taux de croissance le plus élevé au monde en



Les principaux objectifs de la stimulation des investissements en Afrique sont la réduction de la prolifération de zones de peuplement informelles et la sécurisation des approvisionnements en nourriture, eau et énergie en milieu urbain

©John Wollwerth

matière d'IED. Si ceci s'explique en partie par la faiblesse de ses investissements initiaux, ce chiffre prouve néanmoins qu'il existe une interaction croissante entre l'Afrique et l'économie mondiale. Les IED constituent désormais une source de financement importante et représentent environ un tiers des sources financières étrangères qui arrivent dans le continent.

Par ailleurs, plus une ville est globalement et régionalement reliée aux entreprises et aux villes du monde entier, plus les IED qu'elle attire sont importants. Les villes présentent des économies plus fortes lorsqu'elles facilitent le commerce international et se connectent à différents pôles économiques au niveau mondial afin de stimuler leurs propres marchés et industries. Les villes africaines devraient par conséquent élaborer des stratégies leur permettant de devenir des pôles majeurs de production, de services et de savoir au sein des marchés mondiaux. Les politiques spatiales comme le zonage industriel sont des solutions efficaces pour créer des opportunités en reliant la ville à ses zones périphériques. Ces politiques stimulent également le développement d'infrastructures physiques et de capital social, tandis que la promotion des IED améliore l'accessibilité et la connectivité urbaines. Dans cette optique, les principaux objectifs des villes devraient être de faciliter l'emploi urbain et de réduire la pauvreté, afin d'enrayer la prolifération de zones d'habitation informelles (bidonvilles) et de sécuriser

les approvisionnements en nourriture, eau et énergie en milieu urbain. Dans le contexte de la sécurité alimentaire, la révolution urbaine de l'Afrique devra éventuellement être menée de concert avec une révolution agricole.

Il convient toutefois de noter que les IED ne sont ni une panacée, ni la réponse absolue au développement de l'Afrique, dans la mesure où ils s'accompagnent d'effets à la fois positifs et négatifs. Les aspects négatifs le plus souvent reconnus des IED dans les économies en développement sont la disparition des entreprises locales ; leur tendance à être davantage axés sur la consommation que la production ; le fait qu'ils utilisent généralement la production pour satisfaire des marchés non-africains et leurs effets néfastes sur les inégalités salariales et le développement de compétences autochtones dans certains secteurs. Pour stimuler une croissance économique inclusive, les villes doivent par conséquent faire des choix judicieux en matière de recherche d'IED.

Analyse des IED en Afrique

Structure des IED

L'Europe occidentale est le plus grand investisseur en Afrique, devant l'Asie et l'Amérique du Nord. La proximité géographique est une importante préférence pour les sociétés multinationales qui s'implantent en Afrique, probablement à cause des similitudes culturelles et linguistiques et le fait que la proximité réduit les coûts des

transactions des entreprises étrangères. L'Afrique compte quatre principales destinations en matière d'IED urbains : Le Caire en Afrique du Nord, Lagos en Afrique de l'Ouest, Johannesburg en Afrique australe et Nairobi en Afrique de l'Est. L'Afrique centrale affiche un retard certain par rapport aux autres régions en termes d'IED, bien que la ville de Kigali, située en Afrique de l'Est mais jouxtant la région centrale, présente une tendance à la hausse pour attirer des IED. Seules quelques villes africaines comme Le Caire, Lagos et Johannesburg ont les moyens financiers de proposer des sources d'IED (en investissant hors de leurs pays). Abrisant le siège d'entreprises qui investissent dans des pays africains ou hors de l'Afrique, ces villes fonctionnent comme des passerelles pour les IED au sein du continent africain. Par ailleurs, elles peuvent attirer des investisseurs étrangers en leur proposant un climat d'affaires plus diversifié, ainsi que de bonnes infrastructures, de plus grandes réserves de capital humain et d'importants marchés de consommation.

Les tendances des IED

L'Afrique affiche la deuxième plus forte croissance exponentielle en matière d'arrivée d'IED au niveau mondial et constitue clairement une nouvelle destination mondiale pour les IED. Toutefois, des preuves d'une croissance négative des investissements en Afrique (communément perçue comme la région la plus performante) mettent la croissance des IED africains en perspective. Alors que les principaux pays bénéficiaires d'IED comme le Nigéria et l'Afrique du Sud continuent d'afficher une croissance modérée, on constate une croissance négative des investissements chez certains grands bénéficiaires comme l'Égypte, qui présente d'importants volumes d'investissement, mais une tendance à la baisse. On remarque aussi que les villes-passerelles attirent des IED de diverses régions du monde, indépendamment de leur distance géographique ou de leur héritage historique. Ce rapport montre que les pôles d'IED comme Johannesburg, Le Caire, Lagos et Nairobi, constituent des acteurs clés du marché mondial des IED (en termes de volume), et que les villes émergentes, comme Abidjan et Kigali, affichent également de bons résultats (en termes de croissance).

Sur les quatre secteurs industriels explorés dans le présent rapport (à savoir la production, les services, les hautes technologies et les ressources), les IED dans les hautes technologies et la production présentent les taux de croissance les plus élevés et créent le plus grand nombre d'emplois directs. Les quatre études de ville

présentées dans la partie C montrent en effet que ces villes constituent des pôles d'investissement clés pour les hautes technologies et la production en raison de leurs capacités à intégrer de nouvelles technologies, la disponibilité d'un capital humain hautement qualifié et leurs capacités de gouvernance institutionnelle. Dans de nombreux cas, ces flux d'IED ont réduit les inégalités de revenus et généré des emplois. Si le secteur des hautes technologies affiche le plus fort taux de croissance en matière d'IED, les IED consacrés au secteur manufacturier représentent néanmoins la plus grande part des investissements en Afrique. Il convient également de noter que le secteur des hautes technologies est étroitement lié aux activités manufacturières des IED ce qui crée des liens directs entre ces deux secteurs. Les IED dans le secteur de la production sont actuellement la plus importante source d'emplois en Afrique, bien que le secteur des hautes technologies soit en train de réduire l'écart. Ces deux secteurs ont montré qu'ils permettent de réduire les inégalités de revenus lorsque des compétences locales (capacités d'intégration) et des qualités institutionnelles adéquates sont en place. Le secteur primaire (agriculture et extraction de ressources) affiche, quant à lui, des taux de croissance négatifs à travers tout le continent africain.

Prévisions des IED

Dans l'ensemble, la croissance des IED dans les pays et régions d'Afrique se poursuivra probablement au cours des prochaines années. En revanche, il n'est pas certain que cette croissance soit durable. Il est possible que le verrouillage des investissements publics en matière de ressources freine la diversification des IED et affecte les secteurs urbains. L'attraction d'IED dans les secteurs de la production, des services, des hautes technologies et des industries du savoir devrait par conséquent compléter et améliorer les investissements dans l'agriculture et les industries extractives.

Il s'agit donc d'investir dans les villes qui favorisent les secteurs de croissance des investissements comme les TIC, l'alimentation, l'immobilier et les soins de santé.

L'Afrique de l'Est et de l'Ouest sont susceptibles de bénéficier d'une croissance soutenue des investissements. En Afrique de l'Ouest, la production et les hautes technologies affichent les taux de croissance les plus forts, et les IED ont déjà permis de réduire les inégalités salariales dans cette région. On estime que le secteur manufacturier sera celui qui attirera le plus d'IED dans les années à venir. Le Nigeria et la Côte d'Ivoire connaîtront plus particulièrement une croissance. En Afrique de



Les études de cas de Johannesburg (ci-dessus) et du Caire montrent que l'agglomération urbaine constitue un facteur important pour attirer des IED

© Patrick Allen

l'Est, les investissements dans le secteur des services afficheront les taux de croissance les plus élevés. Là aussi, les investissements dans le secteur de la production se développeront de façon positive, et le Kenya devrait connaître une forte croissance. L'Afrique de Nord devrait s'attendre à une stabilisation des IED. Le secteur des services détrônera celui de la production pour devenir l'activité la plus susceptible d'attirer des IED dans cette région. L'Égypte et le Maroc conserveront leur position de leaders pour attirer des investissements et afficheront une croissance économique régionale. Le développement économique de l'Afrique centrale restera quant à lui modeste dans un avenir proche. Les IED consacrés à la production et aux services devraient se maintenir à leurs niveaux actuels, tandis que les IED dans les ressources continueront de baisser. Le Rwanda, situé à la fois dans la partie centrale et orientale de l'Afrique, devrait connaître une croissance rapide et constitue un exemple de bonnes pratiques dans cette région.

Facteurs déterminants des IED

Les flux d'IED en Afrique affichent une corrélation directe avec les populations urbaines (marchés), l'ouverture commerciale, les abonnements de téléphonie mobile, la bande passante Internet, l'approvisionnement

en électricité et d'autres facteurs. La faiblesse des salaires n'est pas la principale raison qui pousse les entreprises multinationales à s'implanter à l'étranger. Celles-ci recherchent plutôt des villes et des pays qui présentent des populations importantes, de bons niveaux de vie, des marchés financiers sains, et de la concurrence en termes de production et de commercialisation de produits exclusifs.

Les études de cas du Caire et de Johannesburg montrent que l'agglomération urbaine constitue un facteur important pour attirer des IED. Les fortes concentrations urbaines à la main-d'œuvre diversifiée offrent en effet les compétences que recherchent les multinationales. Cet aspect est particulièrement important pour les IED fondés sur le savoir. Il est également démontré que les capitales africaines possèdent un réel avantage par rapport aux autres villes en raison de leur main-d'œuvre mieux qualifiée, leur capacités technologiques, une administration plus adéquate (droits d'utilisation des terres), et la disponibilité d'informations pertinentes (organismes gouvernementaux, groupes d'intérêt, entreprises). Ces facteurs, associés à des TIC de grande qualité et des coûts de transaction inférieurs, augmentent l'attraction des IED aux yeux des multinationales.

Les entreprises étrangères sont attirées par des destinations dotées de grands marchés intérieurs car ceux-ci fournissent de meilleurs retours sur investissement grâce à une meilleure utilisation des ressources. Par ailleurs, ces destinations affichent généralement de meilleurs résultats en termes de parité dans les secteurs industriels. Comparé à d'autres continents, les femmes africaines sont sous-représentées dans les secteurs formels qui devraient gagner en importance à l'avenir. Un autre facteur qui détermine fortement l'arrivée d'IED est la fiabilité des pouvoirs publics, associée à la stabilité civique et à la sauvegarde institutionnelle des intérêts des investisseurs (comme l'exécution des droits fonciers). Un bon accès à des crédits locaux est également très important pour attirer des IED car il renforce les initiatives du secteur privé. Enfin, les démocraties matures, qui sont généralement plus transparentes et plus ouvertes à une croissance inclusive, affichent de bons résultats en matière d'attraction des IED. Les démocraties présidentielles devancent d'ailleurs les démocraties parlementaires dans ce domaine. Nos recherches montrent ainsi que l'existence de systèmes présidentiels améliore la fiabilité et la responsabilisation des institutions publiques, ce qui encourage l'arrivée de davantage d'IED.

Les sociétés multinationales ont différentes raisons stratégiques d'étendre leurs activités à l'étranger. L'anticipation d'une croissance des marchés intérieurs et la proximité géographique à des marchés ou des clients sont les principales raisons qui poussent les entreprises du monde entier à s'implanter en Afrique, parallèlement à d'autres facteurs incitatifs, comme la disponibilité de travailleurs qualifiés, la réglementation et le climat économique (lié à la fiabilité), des infrastructures et une logistique modernes, la proximité à des pôles industriels (comme des sites de production ou de hautes technologies), la présence d'agences de promotion des investissements (API) ou d'autres formes de soutien gouvernemental, une bonne notation de crédit par les agences internationales, des stratégies d'approvisionnement intelligentes, la disponibilité de ressources naturelles et humaines, la réduction des coûts (frais généraux inférieurs), l'attractivité culturelle, la qualité de vie, la disponibilité de technologies et innovations locales, et la proximité d'universités et de chercheurs locaux innovants.

Impact des IED

Tous les secteurs des IED ont un impact positif sur le revenu national brut (RNB) par habitant, à l'exception du secteur des ressources. Ceci montre que les pouvoirs publics peuvent favoriser une augmentation du RNB par habitant en privilégiant les investissements dans les secteurs de la production, des services et des hautes technologies. Les inégalités de répartition des revenus est un autre domaine d'impact que l'on a souvent tendance à négliger. Nos études montrent que l'impact des IED sur les inégalités salariales est médié par certaines conditions locales comme la capacité humaine à absorber des nouvelles technologies, la disponibilité du capital humain, la présence de technologies locales et la qualité des institutions gouvernementales et privées.

Au niveau sectoriel, les IED consacrés aux secteurs des hautes technologies et à la production sont les plus efficaces pour réduire les inégalités de revenus, alors que les IED consacrés aux ressources et aux services n'ont pas d'impact significatif. Autrement dit, pour réduire leurs inégalités de revenus, les villes doivent renforcer leurs compétences technologiques, proposer des infrastructures TIC adéquates, ainsi qu'un réseau électrique solide et fiable et des entreprises locales de bonne qualité.

La capacité institutionnelle a, quant à elle, montré des résultats mitigés en matière de réduction des inégalités de revenus. On constate d'un côté que de bonnes compétences en matière de vérification et de reporting tendent à réduire la corruption des entreprises et à protéger les travailleurs, réduisant ainsi les inégalités de revenus. Mais d'un autre côté, les droits de propriété intellectuelle peuvent potentiellement empêcher la diffusion de nouvelles technologies. Dans ce type de situations, les IED ne profitent qu'à un petit groupe de bénéficiaires très qualifiés.

Les IED consacrés à la production sont les plus efficaces en matière de création d'emplois dans la mesure où ce secteur génère le plus grand nombre d'emplois directs. Par conséquent, l'attraction et la création d'emplois manufacturiers sont des aspects essentiels pour mener à bien la transformation économique de l'Afrique.

Bien que l'Afrique reçoive une part importante d'IED dans le secteur alimentaire, ces derniers ne contribuent pas à la sécurité alimentaire du continent car les IED alimentaires sont généralement destinés à l'exportation de produits agricoles bruts, plutôt qu'à la création d'une valeur ajoutée et aux marchés locaux. Par ailleurs, ce type d'IED est essentiellement de nature extractive et ne génère pas suffisamment d'emplois.

Les investissements de la Chine en Afrique

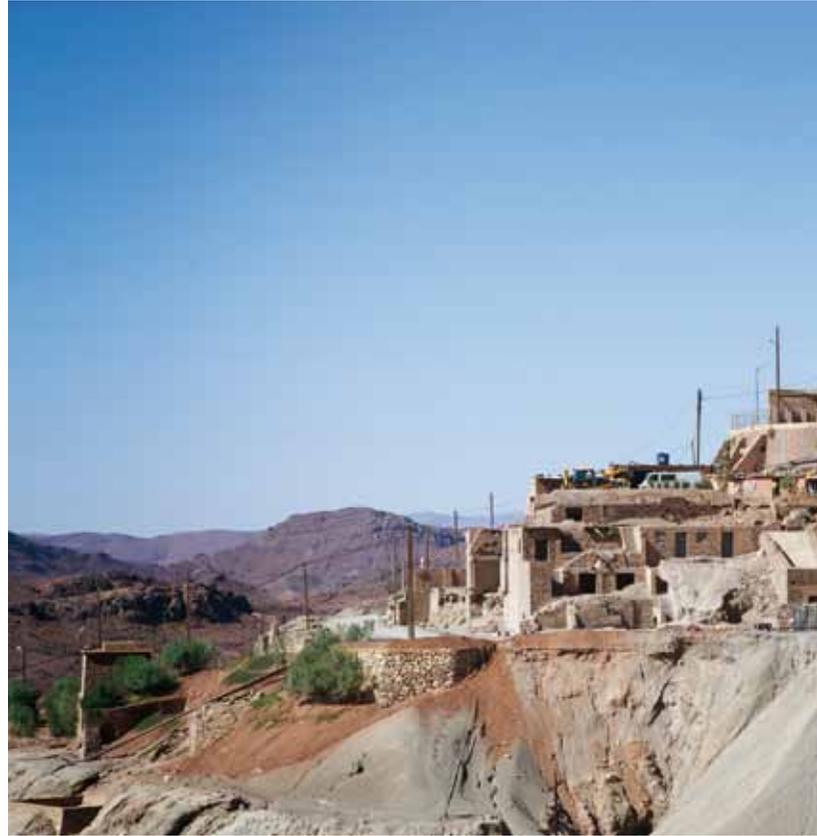
Les relations qu'entretient la Chine avec l'Afrique ont beaucoup évolué depuis l'idéologie de Mao Zedong qui cherchait à promouvoir et soutenir les mouvements anticoloniaux, pour privilégier désormais le commerce international, l'aide au développement et des interventions récentes, par le biais d'IED chinois. Dans ce contexte, l'investissement de la Chine en Afrique suscite des vues très polarisées.

Certains affirment que ces IED relèvent de l'exploitation, en quête de ressources, ou constituent une forme de néo-colonialisme.

Ce rapport analyse, en coopération avec l'université de Pékin, et sur la base des dernières données chinoises, les tendances des investissements de l'État chinois et des entreprises non étatiques en Afrique.

Ces études montrent que les investissements chinois en Afrique sont vastes et complexes mais qu'il est sans doute trop tôt pour émettre des jugements généralisés. Nos recherches montrent notamment, à travers plusieurs exemples, que l'investissement chinois en Afrique est diversifié et semble essentiellement axé sur le marché (recherche de nouveaux marchés, profit et main-d'œuvre bon marché) parallèlement à l'exploration de ressources. Il est également intéressant de noter que, contrairement à la théorie classique sur les IED, l'investissement chinois en Afrique cible généralement des pays présentant une stabilité politique plus faible de manière à explorer des États sous-investis et éviter de rivaliser avec les investisseurs d'économies avancées.

Ces recherches montrent par ailleurs que les entreprises chinoises ont contribué au développement de l'Afrique, notamment dans les domaines de l'énergie et des infrastructures, en bénéficiant de mesures incitatives pour créer des environnements d'investissement plus attractifs et bénéficier d'une part dans le développement économique du continent. Toutefois, l'implication des Chinois en Afrique se concentre principalement sur les secteurs agricole et extractif, les multinationales chinoises s'intéressant plus particulièrement à l'exportation. Ces résultats montrent néanmoins des avantages au niveau local par le biais de coentreprises, d'un partage des bénéfices avec les partenaires africains, la création d'emplois, l'établissement de centres de formation et le transfert de connaissances et de compétences. Malgré cela, les entreprises chinoises ont une réputation mitigée en Afrique. Si l'investissement chinois a contribué au développement social par la création d'emplois, une certaine prudence est de mise sur les avantages perçus



Tous les secteurs des IED ont un impact positif sur le revenu national brut par habitant, à l'exception du secteur des ressources

par la main-d'œuvre locale. Dans de nombreux cas, les conditions de travail sont douteuses et les postes de haut niveau sont principalement occupés par des individus chinois. Par ailleurs la responsabilité sociale des entreprises et les questions environnementales ne sont pas suffisamment traitées. La focalisation des investissements chinois sur l'opportunisme et le profit a tendance à l'emporter sur les intérêts des communautés locales.

Cela s'explique dans une certaine mesure par le fait que les entreprises chinoises publiques et non publiques importent les coutumes et normes de la culture d'entreprise de leur pays. Ces entreprises ont également tendance à apprendre sur le tas. La conclusion que « la Chine est prête pour l'Afrique, mais que l'Afrique n'est pas prête pour la Chine » indique que la politique gouvernementale africaine doit devenir plus proactive au niveau des pays et des régions, voire au niveau du continent tout entier.

1. Recommendations

- Les autorités publiques ont la possibilité de définir de bonnes conditions sociales, économiques, environnementales et politiques pour créer un climat



© Antonella865

d'investissement attractif. Cependant, davantage de preuves de l'impact des politiques économiques sont nécessaires pour stimuler le potentiel de croissance de l'Afrique. Des politiques fondées sur des preuves devraient être mises en place pour tenir compte de l'impact de différents secteurs d'IED sur les inégalités de revenus, l'emploi direct et la qualité de l'emploi.

- La diversification économique améliore la résilience des pays bénéficiaires d'IED. Un paysage sectoriel diversifié est par conséquent mieux à même de résister aux chocs économiques. Les économies urbaines les plus avancées se développent dans le plus de secteurs secondaire et tertiaire possible pour attirer des IED du monde entier. Une meilleure diversification des secteurs d'IED et une spécialisation intrasectorielle sont des facteurs clés pour favoriser une plus grande compétitivité économique et une meilleure résilience économique urbaine. La concurrence pour les mêmes sources d'IED pourrait être devenue une somme nulle.
- L'Afrique abrite plusieurs nouvelles destinations d'IED qui sont encore relativement fragiles. Les décideurs

devraient par conséquent faire preuve de prévoyance dans la diversification économique et coordonner l'action collective parmi les destinations d'IED afin de répondre aux intérêts régionaux en Afrique. La diversification économique devrait aller de pair avec une spécialisation continentale et régionale et la répartition du travail à travers les différents sites géographiques.

- L'industrie des ressources accuse une baisse aux niveaux économique et social. Les ressources obtiennent aujourd'hui des prix inférieurs sur les marchés mondiaux à ce qu'ils étaient auparavant. Les emplois directs générés par les IED consacrés aux ressources ont chuté au vu de la récente baisse globale des IED. Par ailleurs, les ressources créent peu de valeur ajoutée pour les pays africains. Les IED consacrés aux ressources n'ont plus leur place face au rôle de plus en plus important que jouent les villes en développant des économies urbaines solides où la croissance des IED dans les secteurs de la production, des services et des hautes technologies est devenue prioritaire.
- Les pays africains devraient concentrer leurs efforts pour attirer des investissements dans le domaine de la production à forte intensité de main-d'œuvre. La production peut en effet jouer un rôle clé dans la diversification économique de l'Afrique en tissant des liens avec d'autres secteurs et en générant un nombre relativement plus élevé d'emplois.

Recommandations au niveau de la ville

- Les villes n'ont pas grand-chose à proposer aux multinationales qui se spécialisent dans l'extraction de ressources primaires, surtout lorsque la production agricole ou extractive de celles-ci est exportée à l'étranger à l'état brut, sans subir de traitement ou de raffinage (pas de valeur locale ajoutée). Les investissements urbains ciblent plutôt des populations relativement jeunes et instruites de classe ouvrière, une bonne proximité géographique entre les constructeurs urbains et leurs marchés, et la masse critique nécessaire pour les entreprises qui se spécialisent dans les services afin d'obtenir un bon retour sur leurs investissements.
- Les villes devraient bénéficier d'un degré d'autonomie relativement élevé en façonnant leur environnement d'investissement et en accédant aux préférences de localisation que recherchent les entreprises multinationales. Au niveau urbain, les autorités

publiques africaines peuvent mettre en place des politiques spatiales qui répondent aux besoins des différents secteurs qui intéressent les multinationales. Ces secteurs sont notamment la machinerie industrielle, l'entrepôt et le stockage, les énergies renouvelables, l'alimentation, les soins de santé, les communications et l'immobilier. Pour cela, différentes politiques spatiales doivent être établies en fonction du type d'IED attiré. À titre d'exemple, l'entrepôt et le stockage sont susceptibles de prospérer dans les zones industrielles qui proposent des loyers faibles et où l'accessibilité constitue une importante condition préalable pour les entreprises qui cherchent à améliorer leur efficacité.

- Les autorités locales devraient concentrer leurs efforts sur les secteurs d'IED qui favorisent le développement économique, social et environnemental (croissance et inclusivité). La diversification économique est un facteur essentiel pour parvenir à un compromis équilibré entre ces différents aspects. Par exemple, un climat d'investissement favorable au niveau local devrait stimuler l'accumulation de capitaux dans le secteur de l'alimentation de façon à soutenir l'emploi local et établir des liens avec d'autres secteurs tels que les TIC, la logistique, l'eau et l'énergie.
- Les IED consacrés aux hautes technologies présentent un secteur de croissance très prometteur pour lutter contre le chômage, la pauvreté et les inégalités. Les urbanistes devraient créer des pôles technologiques pour permettre aux entreprises spécialisées dans les hautes technologies de se regrouper et mieux profiter des avantages de l'agglomération et de l'économie d'échelle. Les hautes technologies ont un impact positif sur la distribution des revenus et les inégalités lorsque les destinations d'IED possèdent de bonnes capacités d'absorption et des institutions de meilleure qualité. Les villes devraient ainsi investir dans des technologies et des infrastructures locales pour renforcer leurs capacités d'absorption des technologies étrangères et améliorer la qualité de leurs institutions en réduisant la corruption et en favorisant la transparence et la fiabilité.
- Des réseaux mobiles et un accès à Internet fiables attirent des IED fondés sur le savoir et constituent par conséquent des facteurs importants pour favoriser la croissance du secteur des hautes technologies. Des technologies et une éducation inclusives nécessitent également la promotion de la parité des sexes sur le

marché du travail. Les autorités publiques devraient par conséquent assurer la promotion des femmes à travers tous les secteurs formels de l'emploi. Par ailleurs, lorsque le capital humain (éducation tertiaire) se concentre sur les échelons supérieurs de la société, il est important que les investissements n'accroissent pas les inégalités.

- La production, qui représente la classe industrielle la plus importante, devrait faire des villes une priorité géographique. Cela permettrait de développer les marchés intérieurs et de rivaliser avec les marchés mondiaux pour les produits de base. La production devrait créer une valeur ajoutée dans les marchés nationaux de matières premières et entretenir des liens solides avec les secteurs primaire et tertiaire.
- Les nouvelles technologies fusionnent de plus en plus nos mondes numériques et biologiques, ce qui a un impact sur toutes les disciplines, économies et industries. Face à l'émergence des « technologies de quatrième génération », les multinationales seront plus susceptibles de produire davantage dans leurs propres pays (notamment par le biais de l'impression en 3D). Parce que les villes africaines se concentrent actuellement sur des productions destinées à des marchés étrangers, il sera de plus en plus important qu'elles adoptent de nouvelles technologies et se concentrent sur la production de leurs propres technologies afin d'approvisionner leurs marchés. Cet aspect est particulièrement important pour les villes qui ne souhaitent pas poursuivre leur dépendance sur des produits de haute technologie fabriqués par des économies plus avancées sur le plan technologique.
- Pour favoriser un développement social durable, les villes doivent savoir à quel moment investir et identifier les bons secteurs. Pour cela, l'interface entre le PIB, les IED et les inégalités de revenus devrait aider les décideurs locaux à faire les bons choix pour façonner leur climat d'investissement urbain. Les villes ne devraient cibler que des IED consacrés aux hautes technologies dans la mesure où il a été prouvé que ces investissements permettent de réduire les inégalités de revenus.
- Pour bâtir un marché intérieur robuste, il est impératif que les autorités locales développent les secteurs qui possèdent déjà un avantage comparatif, ou les secteurs connexes qui renforcent ceux-ci. Elles doivent également

trouver de nouvelles sources d'IED pour soutenir les entreprises nationales et leur permettre d'absorber et de diffuser plus facilement les nouvelles technologies, les connaissances et les compétences des entreprises multinationales.

- Le concept de ville intelligente (« smart city ») est un nouveau phénomène critique pour le développement urbain, notamment pour les villes qui souhaitent élargir leur rôle au niveau mondial. Les villes « plus intelligentes » présentées dans les études de ce rapport montrent qu'elles sont plus aptes à attirer des IED de sources plus éloignées. Pour indiquer que leur ville est une destination d'investissement « intelligente » et attractive, les administrations municipales peuvent mettre en place des agences de marchés publics ainsi que des commissions de la concurrence. Dans ce contexte, il est non seulement impératif de développer des villes intelligentes en Afrique, mais il est également important de créer un réseau (régional et international) de villes intelligentes dédiées qui collaborent et partagent des informations et des données bénéfiques.
- L'arrivée d'IED dans une ville intelligente renforce les capacités de financement des administrations municipales pour investir dans leurs infrastructures et leurs systèmes de transport public, en intégrant

différentes modalités et fonctions par le biais de solutions TIC. Ceci permet d'améliorer l'accessibilité entre les zones urbaines et la périphérie régionale, et de réduire les coûts de transaction pour les entreprises multinationales. Plus important encore, les infrastructures des régions urbaines doivent être mieux connectées et surveillées, avec, par exemple, la construction de routes modernes, de réseaux ferroviaire, informatique et ville-région, pour permettre à ces régions de devenir mieux connectées au niveau local et continental.

- De plus, l'une de nos études montre que l'ouverture des agglomérations urbaines aux IED immobiliers est un facteur essentiel qui exige de réduire les réglementations souvent complexes et rigoureuses qui régissent l'urbanisme africain, afin de faciliter et de promouvoir les IED dans ce secteur. Les villes qui font partie d'une destination d'IED plus large, comme notamment les villes situées dans des couloirs de développement, possèdent un réel avantage en termes d'investissement (taille de l'emprunt). Par exemple, Johannesburg fait partie d'un couloir qui s'étire jusqu'à Maputo (Mozambique). Les investisseurs sont attirés par ce type de destinations d'IED urbains en raison des liens qu'elles entretiennent avec les zones industrielles et agricoles de l'arrière-pays, ainsi que les constellations



Les IED consacrés à l'alimentation se focalisent généralement sur l'exportation de produits agricoles bruts et ne contribuent donc pas à la sécurité alimentaire

© Americanspirit

du noyau urbain et de la périphérie qui leur offrent un accès beaucoup plus large aux consommateurs et aux marchés du travail. L'étude de cas d'Abidjan montre par exemple que cette ville reçoit plus d'IED lorsque ses autorités publiques investissent dans le couloir de la côte ouest-africaine, et se connectent mieux à Accra et Lagos, deux principaux centres d'IED en Afrique de l'Ouest.

- Les décideurs locaux devraient adopter la révolution numérique pour réduire les coûts des transactions des entreprises multinationales qui interviennent dans leur ville et leur couloir. En reliant les couloirs d'IED aux villes de petite et moyenne taille et en élargissant les réseaux routier et ferroviaire, les grandes régions s'ouvriraient davantage et offriraient aux produits domestiques et étrangers un marché élargi. Cela permettra également d'élargir la base économique des villes régionales et de réduire la pression démographique sur les grandes villes, en répartissant les emplois à travers les villes de petite et moyenne taille.

Recommandations au niveau des pays

- Les pays africains devraient plus particulièrement cibler les investissements consacrés aux énergies renouvelables dans la mesure où ce secteur génère un plus grand nombre d'emplois que le secteur des énergies traditionnelles, et pour assurer la promotion d'une « croissance verte ». La compétitivité écologique correspond par ailleurs aux objectifs internationaux de réduction du carbone qui est un enjeu de plus en plus important pour les entreprises multinationales.
 - Les gestionnaires urbains perçoivent souvent la migration des campagnes vers les villes comme un phénomène indésirable dans la mesure où l'augmentation rapide de la population place une pression supplémentaire sur les institutions. Or, les migrants qui possèdent des compétences agricoles élémentaires peuvent s'avérer utiles dans les secteurs de l'agriculture périurbaine et de la transformation des aliments face à l'insécurité alimentaire urbaine future, en favorisant divers modes d'agriculture et d'horticulture urbains. De plus, au lieu d'exporter des produits agricoles ruraux, les récoltes pourraient être traitées au sein des villes pour répondre aux besoins des marchés de consommation domestique et créer de nouveaux emplois grâce aux compétences de ces migrants. Le présent rapport inclut une analyse des IED et de leurs effets sur la sécurité alimentaire
- qui indique que les autorités locales doivent remplir une fonction catalytique pour attirer des investissements qui améliorent la sécurité alimentaire.
- Les villes peuvent jouer un rôle clé dans les investissements consacrés à l'alimentation et les secteurs liés à l'alimentation (comme le secteur manufacturier et les technologies alimentaires). Par ailleurs, la partie B de ce rapport montre que le secteur alimentaire génère de l'emploi. Les politiques devraient viser à attirer des entreprises alimentaires qui ciblent plus particulièrement les marchés locaux et favorisent le partage des technologies, la coopération avec les entreprises locales, l'inclusion économique et la participation des femmes dans le marché du travail afin de renforcer la sécurité alimentaire dans les villes et les régions africaines. Ceci pourrait notamment aider les villes à résoudre le problème que présente la migration des populations pauvres vers les villes et l'inadéquation qui existe entre les compétences des nouveaux arrivants et les emplois existants du secteur urbain.
 - Le noyau et la périphérie transcendent diverses échelles spatiales. Les gouvernements devraient par conséquent élaborer des politiques qui attribuent aux villes des rôles spécifiques, en établissant par exemple des sites industriels dédiés ou des pôles technologiques. L'objectif final consiste à mettre en place des économies d'échelle par le biais d'efforts concertés afin de mieux utiliser les IED.
 - La proximité géographique est une autre considération importante pour les entreprises multinationales qui investissent en Afrique. La majorité des IED que reçoit l'Afrique du Nord proviennent d'Europe et du Moyen-Orient, tandis que les IED en Afrique de l'Est viennent principalement d'Asie. Les pays africains devraient par conséquent s'adapter aux préférences géographiques des entreprises multinationales en se basant sur l'origine de leurs IED afin de conserver et de renforcer leur position de leaders pour ces investissements..
 - Les IED chinois peuvent offrir de nouvelles perspectives à certains pays africains, notamment ceux d'Afrique centrale, lorsque ces derniers présentent des démocraties plus fortes. L'Afrique centrale, et certains pays enclavés comme le Rwanda ou la République démocratique du Congo peuvent par exemple attirer des IED chinois en améliorant leurs facteurs géographiques et politiques.

- Après avoir amélioré leurs capacités d'absorption, leur capital humain, leurs niveaux de technologie et la qualité de leurs institutions nationales, les gouvernements devraient identifier les autres facteurs qui influencent la relation qui existe entre les IED et l'emploi. Ces variables incluent notamment la taille de la population, l'ouverture au commerce et aux TIC (qui favorisent le transfert de connaissances et la diffusion de l'information). Les pays qui possèdent des populations plus importantes et mieux connectées (nombre d'abonnements à des services de téléphonie mobile) sont mieux à même de créer des emplois à partir des IED. Chaque secteur exige une approche particulière en fonction des exigences des entreprises multinationales dans le cadre de leurs activités à l'étranger. Dans le cas des IED alimentaires, par

Au cours des dernières années, la ville de Kigali est devenue une nouvelle passerelle d'investissement pour l'Afrique centrale qui offre une perspective à cette région qui reçoit peu d'IED

exemple, les gouvernements devraient investir dans des activités agricoles connectées à des secteurs manufacturiers pour transformer les cultures en aliments pour la consommation intérieure.

Recommandations au niveau régional

- Les cinq régions d'Afrique devraient développer des économies d'échelle pour créer un climat propice aux investissements. Les principaux centres d'attraction d'IED se répartissent à travers tout le continent : Le Caire, Johannesburg, Lagos, Abidjan et, dans une moindre mesure, Nairobi. Au cours des dernières années, la ville de Kigali est devenue une nouvelle passerelle d'investissement pour l'Afrique centrale (bien que située à l'extérieur de cette région). Kigali offre une perspective à cette région qui reçoit peu d'IED. Ce rôle de passerelle est bien adapté pour attirer des IED fondés sur le savoir.
- Les destinations d'IED fondés sur le savoir servent de passerelles aux centres d'IED connexes de la région. L'Afrique doit investir dans des infrastructures régionales, physiques et TIC, pour stimuler l'impact de cette source émergente d'IED.
- Les décideurs régionaux devraient renforcer davantage l'interdépendance qui existe entre les villes et les pays situés dans les couloirs d'IED. Des stratégies régionales comparant les avantages et le degré de complémentarité de différents grands centres urbains seraient particulièrement utiles. Les blocs régionaux devraient également tenter d'unir leurs forces afin de bâtir un marché intrarégional plus robuste pour leurs matières premières. Une meilleure interconnexion des infrastructures régionales combinée à des accords douaniers est essentielle pour y parvenir.
- Étant donné que les IED affichent une corrélation positive avec le commerce, les pays bénéficiaires d'IED seront des destinations plus attractives dès que les barrières commerciales régionales seront levées, notamment dans le cas des entreprises multinationales qui recherchent de nouveaux marchés. Dans ce contexte, l'intégration régionale constitue une bonne estimation de la compétitivité des IED.
- Le fait de relier les villes, pays et régions par le biais de bons réseaux routier et ferroviaire permet d'augmenter la taille du marché et constitue un facteur clé pour attirer des IED. Il est donc particulièrement important pour les pays enclavés de se connecter avec les villes portuaires par le biais de réseaux routiers et ferroviaires denses.

Recommandations au niveau continental

- L'Union africaine, en sa qualité d'organe chargé de coordonner les politiques de différents blocs économiques régionaux et de leurs membres, devrait faciliter l'action collective en matière d'investissement dans les secteurs de la production, des services et des hautes technologies. La production est un secteur qui a des retombées économiques sur tout le continent, tandis que les services affichent une croissance élevée, même si leurs retombées économiques ne concernent qu'une poignée de pays. De bonnes politiques pourraient permettre de répartir ces avantages plus uniformément. Les hautes technologies constituent un axe de croissance économique particulièrement prometteur ainsi qu'une catégorie d'investissement nécessaire pour permettre à l'Afrique de rattraper son retard sur le plan technologique.



Des réseaux mobiles et un accès à Internet fiables sont impératifs pour attirer des IED fondés sur le savoir et favoriser la croissance du secteur des hautes technologies © Photosky.

- Le présent rapport montre que l'Afrique constitue déjà un investisseur important en soi et encourage fortement les investissements entre les villes et les pays à travers tout le continent. Pour améliorer cette situation, il est impératif que les principaux centres urbains africains (passerelles d'investissement) rivalisent moins entre eux et se diversifient pour devenir complémentaires, en exploitant leurs avantages géographiques, en favorisant la coopération interrégionale et en s'adaptant aux préférences des investisseurs. Une bonne façon d'améliorer la collaboration entre les villes africaines serait de veiller à ce que les villes et les régions ciblent différentes sources d'IED et, dans certains cas, explorent différents secteurs d'investissements. L'Union africaine pourrait définir une stratégie visant à coordonner les efforts d'attraction des IED à travers tout le continent.
- La diversification des secteurs économiques est un facteur essentiel pour les villes bénéficiaires d'IED afin de renforcer leur position en tant que centres d'investissements régionaux et internationaux. Une bonne diversification économique accroît également la résilience des villes face aux changements volatils des investissements mondiaux dans tous les secteurs.
- Le manque de données, au niveau municipal ou à des niveaux inférieurs d'agrégation, constitue un obstacle souvent rencontré dans l'élaboration de ce rapport et commun à de nombreuses études sur l'Afrique. Des données de bonne qualité, comparatives et accessibles (quantitatives et qualitatives) sont par conséquent impératives. Le développement éclairé de politiques urbaines, régionales et continentales doit se fonder sur des preuves scientifiques. Il est donc essentiel que les institutions africaines investissent, au niveaux continental, régional, national et municipal, dans la collecte de données de haut niveau, ainsi que dans des méthodes et des technologies analytiques avancées pour permettre aux chercheurs africains d'effectuer des analyses appropriées.
- La position de négociation relativement faible des pays africains vis-à-vis des grands blocs politiques et économiques du reste du monde et des sociétés multinationales s'explique, dans une large mesure, par le manque de coopération des nations africaines en raison de différentes approches et de barrières linguistiques et culturelles. Cette situation a

inévitablement donné lieu à la pénurie actuelle que l'on constate au niveau des infrastructures régionales, aux restrictions en matière de circulation transfrontalière de personnes, biens et finances, ainsi qu'à un manque d'accords douaniers et migratoires. Ces éléments constituent des freins importants au développement potentiel des IED à travers tout le continent africain et nuisent à l'efficacité des approches coordonnées.

- Dans ce contexte, l'Union africaine, les associations de coopération des sous-régions africaines et les nations doivent trouver le moyen de surmonter ces obstacles majeurs pour « agir de concert », en dépit de leurs défis politiques, économiques et institutionnels. Des progrès rapides sont essentiels à cet égard pour créer des environnements d'investissement optimaux dans l'intérêt de toutes les nations africaines et de leurs villes.

Recommandations au niveau mondial

- Les organisations internationales peuvent encourager les investissements en Afrique en finançant des infrastructures régionales qui contribuent à améliorer la libre circulation des biens, des finances et du travail dans les régions africaines. Chaque sous-région africaine possède au moins un couloir de développement urbain et économique majeur et la communauté internationale pourrait contribuer à renforcer le développement de connexions sur ces infrastructures entre les principaux centres d'IED et d'autres villes des sous-régions. La parité des sexes dans le marché du travail est un facteur important pour attirer des IED dans les secteurs secondaire et tertiaire. L'Afrique doit favoriser une meilleure parité, et la communauté internationale peut lui apporter son soutien dans ce sens. Bien que les femmes africaines représentent une part relativement élevée de la main-d'œuvre totale, elles sont relativement sous-représentées dans les secteurs économiques formels qui devraient gagner en importance au cours des prochaines décennies. Une participation égale des hommes et des femmes ajoute des connaissances, des compétences et de la valeur au marché du travail.
- L'insécurité alimentaire constitue un nouveau problème souvent sous-estimé en Afrique qui se joue à plusieurs échelles. Les forces rurales, urbaines, régionales et mondiales se rencontrent au centre pour nourrir des millions de personnes en milieux urbain et rural à travers les investissements. Dans ce contexte, les organisations internationales doivent faire

de la sécurité alimentaire africaine, et de la sécurité alimentaire urbaine en général, une priorité essentielle.

- L'Afrique présente un formidable potentiel de production alimentaire avec des terres particulièrement fertiles et un taux de chômage de 60 % chez les jeunes. Mais pour cela, l'Afrique nécessite une « révolution agricole » allant de pair avec son urbanisation rapide. Les problèmes que constituent actuellement la pauvreté et l'agriculture de subsistance doivent être transformés pour donner lieu à une production alimentaire basée sur la technologie. En plus d'alimenter ses populations, l'Afrique pourrait générer des surplus pour alimenter d'autres parties du monde, créant ainsi des revenus d'exportation nécessaires, au lieu d'encourager l'exploitation des terres et les exportations alimentaires par des sociétés internationales. Pour cela, une nouvelle stratégie des IED alimentaires en Afrique devra être mise en place et des partenariats devront être créés avec les autorités locales pour stimuler le renforcement des capacités, les nouvelles technologies et la création d'emplois à travers la production alimentaire industrielle.
- La sécurité alimentaire est étroitement associée aux investissements dans les technologies, l'innovation, la logistique et les services du secteur alimentaire de tous les pays et villes d'Afrique. Les centres d'IED urbains devraient par conséquent servir de vecteurs pour attirer des IED de différentes sources. Ceci permettrait aux villes de devenir plus robustes et plus résilientes face aux chocs des marchés internationaux. Les organisations internationales pourraient contribuer à promouvoir la gouvernance nécessaire pour attirer des multinationales dans le secteur alimentaire. En faisant de bons choix politiques, l'Afrique pourrait garantir sa propre sécurité alimentaire et s'intégrer profondément dans l'économie mondiale. En vendant des produits alimentaires et en contribuant à l'amélioration de la sécurité alimentaire au niveau mondial, tout en renforçant ses propres économies nationales, l'Afrique pourrait générer des emplois, réduire les inégalités de revenus et assurer un meilleur bien-être pour ses populations.

La partie B de ce rapport imprimé contient trois des études thématiques sur les inégalités, l'emploi et la sécurité alimentaire. Les sept autres études ainsi qu'une annexe complète des documents de référence se trouvent dans la version en ligne de ce rapport disponible sur www.unhabitat.org

Partie A | Chapitre 1

La géographie économique de l'investissement étranger direct africain

Par Ronald Wall

Panneaux solaires dans la réserve naturelle de Salmonsdam, en Afrique du Sud. L'énorme potentiel des énergies renouvelables reste à exploiter laissant 645 millions d'Africains sans accès à l'électricité
© Photosky





1. Introduction



L'amélioration de la qualité de vie des Africains par la création de millions d'emplois était l'un des cinq objectifs clés annoncés par Akinwumi Adesina, Président de la Banque africaine de développement, lors de son discours inaugural en 2015

© AfDB

1.1. Programme de développement de l'Afrique et besoin d'investissements étrangers

Au cours des deux dernières décennies, la plupart des économies d'Afrique ont connu une croissance rapide et la grande pauvreté de l'ensemble du Continent est passée de 56 % en 1990 à près de 42 % en 2015. Les énormes améliorations apportées aux politiques économiques, la consolidation de la stabilité politique et l'amélioration du climat des affaires ont rendu l'Afrique de plus en plus attrayante pour les investissements étrangers directs (IED), qui se sont élevés à 56,5 milliards USD en 2016 (Banque africaine de développement (BAD) 2016).

Toutefois, malgré ces résultats, la pauvreté demeure un défi majeur, principalement à cause de la croissance rapide de la population. En 2015, les estimations situaient 400 millions d'Africains en situation de pauvreté. L'inégalité des revenus s'accroît,

le chômage des jeunes s'intensifie et les inégalités entre les sexes persiste. Le développement de l'Afrique reste très clairement vulnérable aux fluctuations de l'économie mondiale, tels que la récente récession mondiale, le Brexit, l'agitation politique aux États-Unis d'Amérique et les mutations économiques en Chine.

Le fort potentiel de développement de l'Afrique n'a pas encore été mis à profit dans la plupart des secteurs. Ainsi, en dépit d'un potentiel agricole considérable, de nombreux pays africains restent très exposés à l'insécurité alimentaire et dépensent des milliards de dollars pour l'importation de denrées alimentaires, tandis que de grandes quantités de produits agricoles sont produites et exportées par des firmes étrangères dans le cadre d'accords internationaux d'externalisation de terres pour nourrir des populations ailleurs dans le monde. Cela dit, l'Afrique détient 65 % des terres arables du monde.

Le continent pourrait répondre généreusement à ses propres besoins alimentaires et grâce à de bonnes interventions politiques, il pourrait nourrir la planète entière d'ici 2050.

Il en va de même pour l'énergie. Environ 645 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité car l'énorme potentiel d'énergies renouvelables du Continent demeure inexploité. Les efforts d'industrialisation n'ont pas été récompensés, principalement en raison de mauvaises politiques et de services financiers et de soutien inefficaces. Les politiques visant à mobiliser le secteur privé et les investissements étrangers directs (IED) pourraient faciliter l'accès des entreprises innovantes au financement, encourager l'esprit d'entreprise et créer des environnements commerciaux plus propices aux projets industriels.

Dans le contexte décrit précédemment, l'amélioration de la qualité de vie des populations africaines est l'un des cinq nouveaux objectifs clés de la Banque africaine de développement pour 2025. Cela comprend notamment la création de millions de nouveaux postes pour aider une majorité à sortir de la grande pauvreté. Cet objectif nécessiterait diverses formes d'intervention financière, l'attraction d'IED étant l'un des axes prioritaires. De nouveaux IED seront essentiels car l'inadéquation du financement public dans de nombreux pays africains ne permet pas de relancer les processus d'industrialisation. À l'avenir, les entreprises et investisseurs étrangers pourraient jouer un rôle de catalyseurs dans le développement de l'Afrique, s'ils étaient guidés par des politiques vraiment durables. Ce type de développement serait conforme à la stratégie 2013-2022 de la Banque africaine de développement (BAD) qui met l'accent, d'une part, sur la promotion d'une croissance inclusive et d'autre part, sur la transition vers la croissance verte. Les IED dans les énergies renouvelables peuvent être employés pour atteindre cet objectif car ils génèrent beaucoup d'emplois, outre le fait qu'ils permettent de produire des énergies propres. Le développement du financement du secteur privé, notamment les IED, est un aspect essentiel de la stratégie de la BAD.

L'Union africaine (Agenda 2063 de l'UA) a des aspirations similaires, qui sont consacrées dans son objectif premier : Un développement prospère, inclusif et durable pour l'Afrique. Ces deux objectifs de ces organisations sont tout à fait conformes au premier objectif de développement durable des Nations Unies : la réduction de la pauvreté.

Selon le *Rapport économique sur l'Afrique* (CUNEA 2017), le besoin de financement pour soutenir le programme de transformation de l'Afrique est considérable. Pour combler le déficit de financement de l'Afrique en matière d'infrastructures, quelque 94 milliards de dollars d'investissements annuels sont nécessaires sur une période de dix ans (FEM 2015). En outre, la dette totale de l'Afrique a régulièrement augmenté et devrait atteindre 32,4 % du PIB du Continent d'ici à 2017, ce qui suscite des inquiétudes quant à la viabilité de la dette de l'Afrique sur le long terme.

Divers textes nationaux, régionaux, africains et émanant du Continent, notamment le *Plan d'action pour le développement industriel accéléré en Afrique* (AIDA) en 2008 et l'*Agenda 2063* de l'UA ont souligné l'importance de l'industrialisation et de l'attraction des IED, en particulier dans le secteur manufacturier, pour apporter les capitaux, la technologie et l'expertise essentiels au Continent. En raison de ressources insuffisantes dans de nombreux pays africains pour financer le développement industriel, le fait d'attirer des IED est essentiel pour stimuler l'industrialisation et renforcer la diversification industrielle, via des transferts de connaissances et de technologies, et pour promouvoir la productivité et les performances à l'exportation (African Development

En raison de ressources insuffisantes dans de nombreux pays africains pour financer le développement industriel, le fait d'attirer des IED est essentiel pour stimuler l'industrialisation et renforcer la diversification industrielle, via des transferts de connaissances et de technologies, et pour promouvoir la productivité et les performances à l'exportation

Bank Group 2017; UNECA 2016). L'Afrique connaît parmi les taux d'urbanisation les plus élevés au monde (ONU-Habitat 2008 et 2014) et les IED en Afrique augmentent rapidement dans les secteurs secondaire et tertiaire, ceci implique que les IED en

Afrique doivent de plus en plus viser les villes où ces secteurs prospèrent.

La période de 1950 à 2050 est saluée comme « le siècle mondial de l'urbanisation » au cours de laquelle, globalement, la population mondiale passera d'une majorité rurale de 70 % à 70 % de la population vivant en milieu urbain. C'est un processus accéléré dans les deux régions du monde qui ont entamé relativement tard dans ce processus de transformation : l'Asie et l'Afrique. Diverses études, notamment les Rapports État des villes africaines de 2008, 2010 et 2014 d'ONU-Habitat, montrent que les taux d'urbanisation africains dépassent de loin les attentes initiales. D'autres (notamment Global Cities Institute, 2014) prévoient que plusieurs villes africaines deviendront parmi les plus importantes au monde. Les taux élevés d'urbanisation ne sont pas simplement attribuables à l'exode rural à grande échelle mais, à mesure que les populations urbaines grandissent, la croissance naturelle joue un rôle de plus en plus important dans l'urbanisation de l'Afrique,

L'urbanisation rapide en Afrique se traduit souvent par l'urbanisation de la pauvreté et se manifeste par la multiplication d'établissements informels en milieu urbain (bidonvilles) (*État des villes africaines 2014* d'ONU-Habitat). À la lumière de ce constat, le Rapport Africa's Cities de la Banque mondiale (2017) a identifié trois caractéristiques des villes africaines qui limitent le développement urbain. Premièrement, les villes africaines sont surpeuplées mais pas économiquement denses, ce qui signifie que les structures physiques, industrielles et commerciales ne se développent pas parallèlement à la croissance rapide de leur population. En somme, la croissance de la population urbaine africaine dépasse de loin la croissance économique en milieu urbain.

Deuxièmement, les villes africaines sont généralement fragmentées de l'intérieur et composées de petits quartiers déconnectés. Ces villes manquent généralement de réseaux de transport efficaces, ce qui limite l'accès aux opportunités d'emploi et réduit la productivité des entreprises, car elles ne savent pas tirer parti des économies d'échelle et des agglomérations urbaines (Lall et al. 2017; UNECA 2017b).

Troisièmement, les villes africaines coûtent cher aux investisseurs, en particulier aux investissements régionaux et internationaux, en raison des coûts de transaction élevés associés à un format urbain inefficace, par exemple un étalement urbain et des réseaux de transport sous-développés. (Lall et al. 2017).



En Afrique, les villes primaires comme Johannesburg représentent déjà une part considérable du PIB national

Par conséquent, orienter l'urbanisation africaine sur des voies plus durables n'est pas seulement un défi pour l'Afrique, mais exige également une coopération internationale pour assurer une gestion efficace de la croissance démographique et de l'utilisation des ressources, et permettre aux villes africaines de développer des économies et des sociétés durables.

De nos jours, les villes représentent environ 70 % du PIB mondial (Banque mondiale, 2009), ce qui confirme le rôle sous-jacent que joue l'urbanisation dans la libération du potentiel économique des villes. En Afrique, les grandes agglomérations comme Johannesburg représentent déjà une part considérable du PIB national. L'Agenda 2063 de l'Union africaine reconnaît sans détours la contribution substantielle des centres urbains au PIB africain, en ce sens qu'ils génèrent des emplois, réduisent la pauvreté et peuvent être considérés comme un moteur majeur de la transformation du Continent (Union africaine 2015). De même, l'Organisation des Nations Unies a reconnu dans son Objectif de développement durable sur l'urbanisation que les villes sont des pôles de productivité qui favorisent la croissance et le développement. (World Bank 2010).



© Nathan Pellow-jarman | Dreamstime

L'urbanisation rapide en Afrique se traduit souvent par l'urbanisation de la pauvreté et se manifeste par la multiplication d'établissements informels en milieu urbain (bidonvilles)

Le nouveau programme urbain d'ONU-Habitat (2016), porté par l'Assemblée générale des Nations Unies, souligne le rôle des villes dans la croissance économique et considère les villes comme des vecteurs d'une croissance économique inclusive et durable. Il valorise l'urbanisation pour la transformation structurelle qu'elle occasionne, une productivité plus élevée, une croissance inclusive, une diversification économique, des activités à valeur ajoutée et une utilisation efficace des ressources, tout en soutenant la transition durable des économies informelles vers des économies formelles. Cependant, des lacunes importantes subsistent tant dans la disponibilité des données que pour la compréhension empirique

des économies urbaines africaines. Cet état de fait empêche souvent de formuler des politiques fondées sur des données probantes et laisse la voie à des politiques moins efficaces voire inappropriées. Par conséquent, la disponibilité de données et de méthodes appropriées pour mesurer la contribution réelle des villes africaines à leurs économies est essentielle pour assurer l'efficacité du développement, de la planification et de la gestion urbaine futurs.

Le présent chapitre envisage plusieurs axes fondamentaux de recherche posés par ONU-Habitat pour étudier la géographie économique des IED en Afrique. Ces axes de recherche concernent : (1) la structure géographique des IED internationaux dans les villes et pays africains ; (2) les tendances des IED internationaux dans les régions et pays africains ; (3) les prévisions d'IED internationaux dans les régions et pays africains ; (4) la compétitivité et la diversification économique des villes africaines au sein du réseau d'IED internationaux ; (5) les facteurs et l'incidence des IED dans les villes et pays africains ; (6) les quatre cas de villes cités dans le rapport (Abidjan, Le Caire, Johannesburg et Kigali) ; (7) les facteurs sociaux, environnementaux et économiques des pôles d'IED

à Johannesburg ; et (8) les secteurs d'IED qui peuvent être bénéfiques aux villes africaines en termes de création d'emplois.

Ces études génériques constituent le point de départ de l'examen des investissements chinois en Afrique (partie A), des études thématiques (partie B) et des quatre études de cas de villes (partie C). Avant d'analyser les réponses aux questions d'ONU-Habitat, un aperçu théorique est fourni ici pour expliquer les investissements étrangers directs (IED) et leurs concepts du point de vue de la géographie économique sur laquelle reposent les différents chapitres de ce rapport.

a initié l'ère moderne d'intégration mondiale. Initialement dominée par les relations économiques coloniales, ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que la dynamique d'intégration s'est élargie et approfondie, et que la véritable mondialisation a pris de l'ampleur. Libéralisation des échanges et mobilité accrue des capitaux - facilitées par la diffusion rapide des TIC à partir des années 1980 - accélération de l'intégration économique qui, à son tour, a intensifié la concurrence pour les marchés, le commerce, l'investissement, les connaissances et les compétences. Ce processus implique des interactions



La révolution industrielle en Europe au milieu du XVIII^e siècle a inauguré l'ère moderne de l'intégration mondiale

© Anna Regeniter | Dreamstime

1.2. Intégration économique mondiale

La mondialisation continue de façonner notre monde, notamment par le commerce, l'intégration financière et la diffusion des connaissances. Les flux de capitaux au-delà des frontières nationales, tels que les investissements de portefeuille (actions), le financement de la dette et les investissements étrangers directs (IED), donnent une indication de l'intégration financière mondiale. Les IED sont considérés comme des facteurs clés de l'intégration économique mondiale (OECD 2009, Pazienza 2014).

Bien que des dynamiques d'intégration économique peuvent être identifiées à diverses périodes de l'Histoire, c'est l'avènement de la révolution industrielle en Europe vers 1760 qui

de plus en plus complexes entre entreprises, villes, pays et régions, dans le cadre de stratégies concurrentielles visant à attirer (Narula and Dunning 2000) les IED avec l'objectif commun d'améliorer les performances économiques (Begg, 1999; Kresl, 2013).

Aujourd'hui, les gouvernements nationaux et les conseils municipaux élaborent essentiellement des politiques visant à renforcer leur compétitivité mondiale et régionale (Kresl 2013), un facteur important dans leur quête de réussite économique (Kitson 2016). La compétitivité de l'économie urbaine peut se définir comme « la capacité d'une économie à améliorer ses parts de marché dans un secteur, tout en améliorant le niveau de vie » (Storper, 1997). Nombre de facteurs sont déterminants, notamment

la qualification de la population (capital de main d'œuvre) ; l'accessibilité et la connectivité (capital d'infrastructures) ; la capacité de production des entreprises (capital productif) ; les institutions et leurs réseaux (capital institutionnel) ; les connaissances et technologies disponibles (capital créatif) ; et l'attractivité d'un lieu (capital culturel).

L'ONU (2013) a prédit que 64,1 % des économies en développement et 85,9 % des économies développées auront une majorité de population urbaine d'ici à 2050. Une grande partie de la croissance de la population urbaine consécutive sera absorbée par les

L'ONU (2013) a prédit que 64,1 % des économies en développement et 85,9 % des économies développées auront une majorité de population urbaine d'ici à 2050

villes secondaires et tertiaires, mais les plus grandes agglomérations urbaines du monde représenteront une part importante du PIB mondial (Dobbs et al., 2011). L'accumulation rapide de personnes, de capitaux et de connaissances est essentielle à cette croissance. En outre, ce processus implique des flux entre les villes à différentes échelles spatiales (Jacobs 1969, Castells 1996) et il pourrait transformer les relations spatiales inégales qui existent entre les économies avancées et celles en développement (Harvey, 1982, Friedman, 1986, Shannon, 1989, Arrighi, 1999).

Malgré leurs différences fonctionnelles et spatiales, les réseaux mondiaux et les groupes locaux ont en commun qu'ils existent en raison de leur probabilité d'interaction. Selon Bathelt et al. (2004) ces interactions se situent entre les « pipelines mondiaux » d'informations, de technologies et de connaissances qui sont entretenus pour le contrôle, l'interaction et la coopération au sein du réseau d'entreprises et le « buzz local » des connaissances tacites et des retombées d'information. De même, *l'État des villes africaines 2014* souligne trois aspects importants pour obtenir un développement durable en Afrique. Premièrement, le développement économique devrait être dans une large mesure autonome sous l'impulsion de l'exploration nationale et des progrès technologiques. Deuxièmement, les

flux commerciaux et d'investissement en Afrique ainsi qu'entre l'Afrique et les autres continents, doivent se développer. Troisièmement, un développement économique durable est subordonné à l'amélioration de la gouvernance urbaine (UN Habitat 2014).

En raison de la mondialisation des entreprises, les activités des entreprises sont dispersées dans le monde entier dans divers types de villes et dans différents arrondissements urbains de ces villes. Certaines entreprises doivent co-habiter avec des entreprises de nature similaire, alors que d'autres ont besoin de la proximité de centres logistiques (notamment les aéroports et les gares) ou nécessitent des échanges de connaissances (par exemple, les universités et les centres de conférences). Des modèles spatiaux distincts sont formés entre et dans les villes, précisément parce que les fonctions de l'entreprise ont des contraintes de localisation différentes. Certaines fonctions ont tendance à être géographiquement dispersées, tandis que d'autres sont géographiquement concentrées (Dicken, 2011). Ceci est dû à l'avantage des contributions partagées, des effets de diffusion de l'information et des connaissances, et de la création d'un réservoir de main d'œuvre (Marshall, 1920). La proximité urbaine de différents types d'entreprises qui rend les agglomérations urbaines plus innovantes et productives (Jacobs, 1969) parce que l'interdépendance des entreprises, fournisseurs spécialisés, prestataires de services, industries et institutions connexes (universités et associations commerciales) facilitent la concurrence et la coopération (Porter, 2000).

1.3. Concepts fondamentaux et définitions des IED

Les IED sont des investissements réalisés par une entreprise dans un pays, dans une entreprise d'un autre pays, dans le but d'établir des intérêts et un contrôle durables (UNCTAD 2007). Les IED trouvent leur origine lorsqu'une entreprise multinationale décide de délocaliser certaines de ses activités dans un pays étranger et obtient ainsi la capacité de contrôler la production, l'innovation et les marchés (Athukorala 2009). La répartition géographique des IED est déterminée par les activités à valeur ajoutée des entreprises multinationales, car l'avantage géographique que présentent des lieux différents influence les décisions de localisation de l'entreprise (Dunning 1998).

En retour, ces initiatives ont une incidence sur le développement des ressources humaines, de l'emploi, les progrès technologiques et le commerce.

Les IED sont considérés comme un moteur important de la croissance économique des pays bénéficiaires (Bhandari, 2007) et seraient plus bénéfique que d'autres formes de capital telles que les prêts ou la capitalisation (Loungani et Razin, 2001). Bien que strictement parlant les IED ne concernent que des mouvements de capitaux, ils servent également de facilitateurs d'emploi, de promoteurs de productivité, et sont facteurs de concurrence entre entreprises, et de retombées technologiques. Les principaux avantages potentiels des IED pour un pays hôte sont : l'accès au financement, particulièrement important dans les pays où les capitaux sont rares, puisqu'ils permettent d'avoir accès aux processus de production, aux nouvelles technologies, aux nouveaux systèmes de gestion et au transfert de compétences afin de promouvoir la compétitivité locale. Ils favorisent en outre le développement d'industries locales en amont et en aval (interconnexions) et offrent un accès potentiel à de nouvelles niches de marché, sans oublier l'ouverture à la participation aux chaînes d'approvisionnement mondiales et régionales. Comme l'indique Faeth (2009), les économies en développement utilisent les IED pour accéder aux marchés internationaux, car il s'agit d'une source de financement importante et souvent, d'une option plus intéressante que les prêts bancaires locaux. Les pays utilisent encore les IED pour surmonter contraintes technologiques et financières (Demirhan et Masca 2008) et promouvoir la croissance et le développement économiques (Elizabeth Asiedu 2002).

Les entreprises recherchent plusieurs opportunités lorsqu'elles investissent à l'étranger. Tout d'abord, une entreprise peut se lancer sur un nouveau marché en vue de répondre à la demande locale ou de produire des produits destinés à la vente en dehors des frontières du pays d'accueil. Il s'agit respectivement des stratégies marchandes et des stratégies non-marchandes (E. Asiedu 2002). Les entreprises s'internationalisent si les avantages compétitifs obtenus à l'étranger sont suffisamment élevés pour assumer les frais supplémentaires et risques perçus. Selon le *Paradigme OLI* de Dunning, Brien et al. (2010) et Dimitropoulou et al. (2013), ces auteurs avancent que les entreprises décident d'investir à l'étranger lorsqu'elles ont un pouvoir de marché conféré par le fait de détenir (O) des produits ou des procédés de production, un avantage de localisation (L)

en situant leur actif dans un pays étranger et un avantage à l'internationalisation (I) de leurs activités à l'étranger dans des filiales à part entière, plutôt que de les réaliser dans le cadre d'échanges internationaux ou de relations en réseau avec d'autres entreprises (accords de licence et de franchise).

Enfin, les IED sont souvent distingués selon qu'il s'agisse d'IED horizontaux ou verticaux (Barba Navaretti & Venables 2004, Iammarino & McCann 2013). Les IED horizontaux concernent les investissements dans lesquels une entreprise

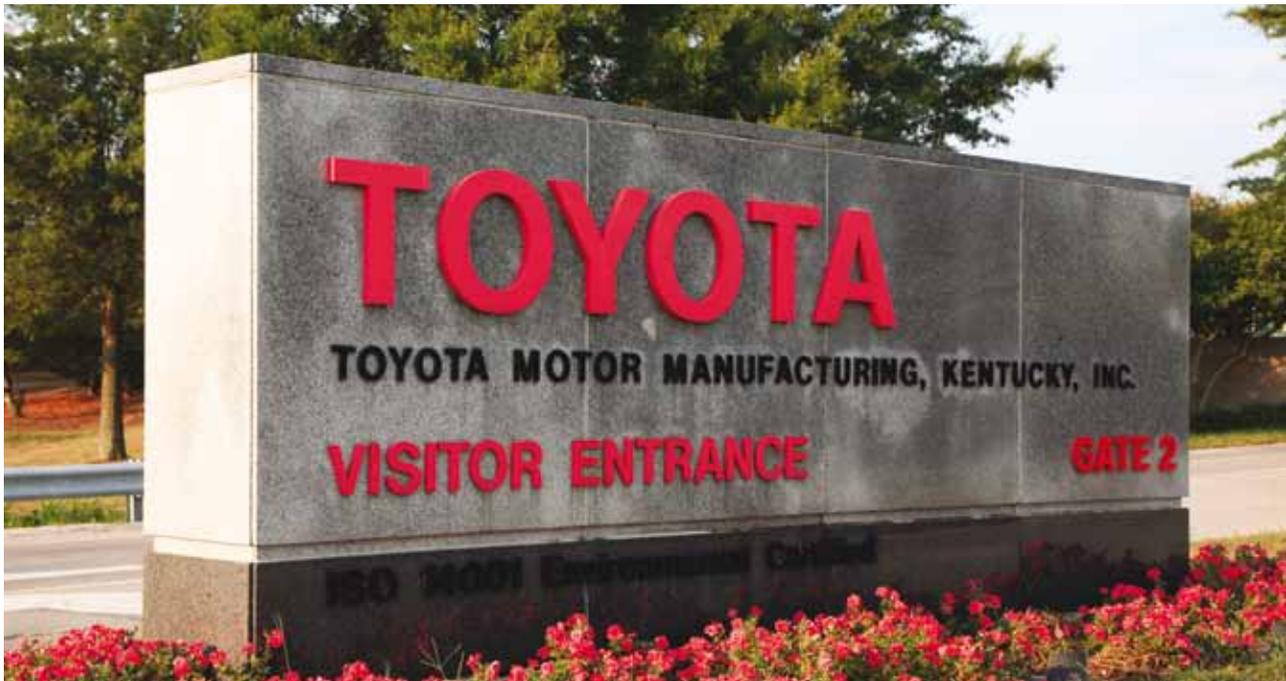
Les IED consistant à la recherche de marchés étrangers, comme leur nom l'indique, concernent les entreprises qui cherchent à fournir leurs biens et services aux marchés étrangers. Dans la plupart des cas, ces marchés étaient auparavant desservis par les exportations depuis le marché intérieur de l'entreprise.

réplique ses propres activités à l'étranger. Ainsi, Toyota produit intégralement des voitures au Japon et au Royaume-Uni. Pour ce type d'investissements, l'entreprise effectue un arbitrage entre la hausse des ventes (accès au marché), les avantages stratégiques et le coût réduit du transport obtenus en opérant à l'étranger, *par rapport* au coût de la désintégration d'entreprise. En revanche, les IED verticaux concernent les investissements dans le cadre desquels une entreprise décide de disperser géographiquement certaines fonctions de l'entreprise à l'étranger. Ainsi, Toyota a acheté un centre de distribution automobile distinct aux États-Unis d'Amérique. Dans ce cas, l'arbitrage est effectué entre les coûts des facteurs inférieurs associés à l'investissement à l'étranger et l'augmentation des coûts de cession et de désintégration des entreprises. Ainsi, les IED verticaux sont une forme plus complexe en vertu de laquelle différents éléments du processus de production sont localisés là où la production peut être optimisée (coûts de main-d'œuvre inférieurs) et là où les forces

d'agglomération urbaine et les retombées locales s'intègrent au processus décisionnel de l'entreprise.

En règle générale, les IED horizontaux prospèrent dans les villes ayant un bon accès au marché, tandis que les IED verticaux sont un phénomène plus complexe, en vertu duquel les facteurs de localisation sont fondamentaux pour une fonction d'entreprise particulière, par exemple la R&D, les finances, l'assemblage, la fonction commerciale, etc. Il s'agit de domaines au sujet desquels nous savons actuellement peu de choses, sauf qu'ils sont étroitement liés aux échelles géographiques et aux systèmes économiques spatiaux (Iammarino et McCann 2013). Les réseaux horizontaux et verticaux complexes résultants

Les IED consistant à la recherche de marchés étrangers, comme leur nom l'indique, concernent les entreprises qui cherchent à fournir leurs biens et services aux marchés étrangers. Dans la plupart des cas, ces marchés étaient auparavant desservis par les exportations depuis le marché intérieur de l'entreprise. Ce type d'IED est généralement une forme d'investissements horizontaux en vertu desquels les marchés (émergents) sont desservis par des filiales locales. Outre la taille du marché, l'accessibilité et l'infrastructure jouent un rôle essentiel pour ce type d'investissements. Ceci est démontré par les travaux de Chenal (2016), qui souligne l'importance des infrastructures, de la



La plus grande usine de production de Toyota en dehors du Japon se trouve aux États-Unis. Les IED horizontaux concernent les investissements dans lesquels une entreprise réplique ses propres activités à l'étranger

© James Martin

des entreprises opérant à différentes échelles, ainsi que leur interaction avec les forces urbaines locales, politiques institutionnelles et systèmes de connaissances, ont une incidence forte sur le développement économique des pays et des villes.

Dunning (1998) a distingué quatre types de motivations dans la localisation des IED dans des pays particuliers : 1) la recherche de marchés, 2) la recherche d'efficacité, 3) la recherche de ressources et 4) la recherche d'actifs stratégiques. Ce dernier aspect a gagné en importance au cours des dernières décennies.

planification et du financement pour les villes africaines en pleine croissance. Ces aspects concernent des multinationales qui visent généralement à produire et commercialiser leurs produits et services localement, et non pas à les exporter.

Les IED consistant à la recherche d'efficacité font référence aux entreprises qui tentent de réduire leurs coûts de production liés à la main d'œuvre, à l'équipement et aux matériaux. Les écarts de prix de ces facteurs de production font que les entreprises séparent géographiquement certaines fonctions de l'entreprise. Les coûts de production

inférieurs à l'étranger sont généralement associés à des salaires plus bas, des taxes/impôts moins élevés ou des exonérations d'impôts, des frais commerciaux réduits, ainsi que des subventions et des aides accordées par les pays d'accueil pour attirer les IED. Ce type d'investissements concerne souvent les IED verticaux. Par conséquent, les processus de production modernes deviennent globalement déconnectés et sont partiellement délocalisés vers un lieu plus efficient. La localisation de ces fonctions est déterminée par des facteurs de dispersion et d'agglomération, la dispersion se réfère notamment aux coûts élevés de production locale, à la forte concurrence locale, la congestion urbaine, les prix élevés du logement, etc. tandis

exemples sont les multinationales spécialisées dans les hautes technologies et les connaissances.

Les IED consistant à la recherche de ressources se réfèrent aux entreprises qui investissent à l'étranger pour acquérir certaines ressources à un coût moindre que celui de leur marché d'origine. Dans ce cas, la disponibilité des ressources naturelles, une bonne infrastructure (pour assurer l'approvisionnement physique) et des partenaires locaux pour obtenir des connaissances spécifiques sont des incitations importantes pour que ces entreprises choisissent d'investir à l'étranger. Les multinationales minières et alimentaires en sont l'illustration. Bien que tous les facteurs de motivation d'IED soient observés en Afrique, les



Une étude de 2015 fait valoir que la force de l'Afrique dans les matières premières a conduit à une concentration minimale sur la valeur ajoutée locale

© Demerzel21

que les forces d'agglomération concernent des marchés de taille plus importante, et l'accès aux marchés régionaux, un marché du travail spécialisé, des retombées locales de connaissances et, plus généralement, les loyers d'agglomération locaux (qui concernent les arbitrages concurrentiels entre différentes fonctions urbaines). Les IED consistant à la recherche d'efficacité peuvent donc être décrits comme un processus en vertu duquel les entreprises décident où une part du processus de production peut être idéalement située. Les

stratégies non marchandes et de recherche de ressources sont les plus fréquentes en raison de la forte présence historique des IED liés à l'extraction en Afrique. Cependant, comme on le verra plus loin, cette tendance est en train de changer, car les IED ciblent de plus en plus des secteurs à plus forte production et à forte intensité de connaissances.

Les IED fondés sur la recherche d'actifs stratégiques concernent les entreprises qui cherchent à acquérir les actifs d'autres entreprises pour accompagner des objectifs stratégiques à long terme, notamment le

maintien et le développement de la compétitivité internationale de l'entreprise. Ils concernent les multinationales qui cherchent explicitement à acquérir des actifs internationaux uniques (souvent des entreprises locales entières), afin de renforcer leurs opérations sur les marchés internationaux et sur leurs propres marchés. Cette catégorie d'investissements est motivée par la nécessité d'acquérir des actifs et des connaissances, qu'il s'agisse de capacités technologiques spécifiques et de forces de gestion ou d'expertise en marketing. Ce type d'investissements comprend à la fois des IED verticaux et horizontaux.

En outre, trois autres catégories d'IED peuvent être distinguées : les investissements « greenfield » (développement de nouveaux sites), les investissements dans les friches industrielles (réaménagement de sites existants) et les fusions et acquisitions (transfert de propriété d'installations existantes). Les deux premiers impliquent des investissements en capital et souvent de nouveaux emplois et la génération de connaissances sur un site, tandis que le dernier n'implique généralement que le changement de propriété d'un site. Les nouveaux investissements (dits « greenfield ») sont réputés plus positifs pour le développement, car ils impliquent la création de nouvelles entreprises (AfDB, 2016).

1.4. Interconnexion et hiérarchie entre villes et entreprises grâce aux réseaux d'IED

Depuis 1950, une caractéristique importante de l'économie mondiale a été l'interconnexion croissante entre différentes parties du monde, comme en témoigne la croissance rapide des IED. Les IED représentent aujourd'hui la part du lion du PNB mondial, ils sont donc sans doute devenus un des principaux mécanismes de l'économie mondiale et de son développement (Grimwade 2000, Dicken 2011). Ainsi, en 2004, les 500 premières multinationales représentaient 90 % des IED mondiaux et contrôlaient 50 % du commerce international (Rugman et Verbeke 2005). Grâce aux IED, les multinationales ont acquis de plus en plus d'expertise en gestion et en intégration d'activités transfrontalières (Narula et Dunning 2010), assurant un meilleur contrôle des marchés étrangers, des processus de production et des coûts. Les IED apportent des capitaux, des connaissances et des technologies à une région, cela augmente le taux d'emploi, stimule le développement des

entreprises locales et conduit au développement de nouveaux projets urbains. Il devient donc de plus en plus important pour les régions urbaines de bien comprendre leur positionnement relatif dans les réseaux mondiaux des IED.

Hymmer (1972) a prédit que la structure du système (réseau) mondial refléterait finalement l'organisation internationale des entreprises multinationales, c'est-à-dire que la division du travail entre régions géographiques correspondrait à la division hiérarchique du travail des entreprises multinationales. Il a été montré qu'une diffusion de l'industrialisation vers les économies en développement se produirait dans la mesure où les activités liées à la production se concentrent dans les villes en phases de développement intermédiaire et inférieur, tandis que les activités décisionnelles

Aujourd'hui, dans un monde où les multinationales et les IED déterminent de plus en plus le devenir des villes par la fourniture du financement, de l'emploi, du savoir, des technologies, du capital humain et des infrastructures, il existe une forte dépendance entre les villes (lieux) et leur part d'IED

des entreprises se concentreraient dans une poignée de villes du monde, notamment Londres, New-York, Paris et Tokyo. Dans le même ordre d'idées, l'article de Friedmann « The World City Hypothesis » (1986) indique premièrement que l'intégration fonctionnelle d'une ville à l'économie mondiale est déterminante pour son développement. Deuxième point : les grandes agglomérations sont utilisées par le capital mondial comme centres de l'organisation spatiale de la production et des marchés. Troisièmement, le réseau économique consécutif permet l'agencement de villes du monde sous forme de hiérarchies spatiales complexes.

Plus tard, Friedmann (1995) a fait valoir que les villes du monde sont classées hiérarchiquement selon la force économique des tissus urbains qu'elles

dirigent. Ainsi, les villes de haut rang sont les centres de contrôle de l'économie mondiale, suivies à un degré inférieur par les villes qui contrôlent les économies supra-régionales et, à un niveau subalterne, par les villes qui articulent les économies nationales et infranationales. Aujourd'hui, dans un monde où les multinationales et les IED déterminent de plus en plus le devenir des villes (Alderson et Beckfield, 2004) par la fourniture du financement, de l'emploi, du savoir, des technologies, du capital humain et des infrastructures, il existe une forte dépendance entre les villes (lieux) et leur part d'IED (réseau) (Wall 2009, Burger et al 2013). En d'autres termes, plus une ville est connectée, plus son niveau de développement urbain est élevé en termes de performances économiques et de qualité de vie (par exemple, produit urbain, aboutissement technique, innovation technologique et développement physique).

Il est clair que les IED ne s'installent pas au hasard dans n'importe quelle ville ou région, mais cherchent des endroits réunissant les bonnes conditions (Kostiainen 2002, Kitson et al. 2004 ; Burger et al. 2013). Par conséquent, il est essentiel d'identifier les facteurs qui attirent les IED afin d'assurer la compétitivité des villes et des régions. Dans le même temps, les gouvernements peuvent jouer un rôle important en considérant le type et l'échelle des investissements qui conviennent à la ville, et en choisissant les organisations spatiales et modèles d'infrastructures souhaitables pour un développement économique et urbain durable. Par conséquent, les gouvernements devraient adopter des modes d'urbanisation et d'industrialisation intersectoriels dans leur planification nationale du développement urbain (UNECA 2017b), sans omettre d'inclure les stratégies de dispersion de la population et la politique agricole domestique souhaitables – en particulier dans les pays à forte prépondérance urbaine (une part disproportionnée de la population urbaine nationale vivant dans la plus grande ville). Ainsi, dans *Perspectives économiques en Afrique 2016*, Wall (2016) a montré que les différentes tailles de villes, par leur regroupement, l'intégration régionale, la complémentarité et la collaboration, forment des économies d'échelle qui attirent les investisseurs (OCDE 2016). Ces clusters régionaux urbains attirent les IED car ils se composent de plusieurs villes primaires et de villes secondaires proches les unes des autres, reliées par des réseaux routiers, ferroviaires et portuaires bien établis.

1.5. IED et développement territorial

Plusieurs facteurs affectent les flux d'IED, notamment les salaires, les compétences, l'ouverture commerciale et financière, la qualité des infrastructures, les marges bénéficiaires, les ressources naturelles, la taille du marché, les facteurs macroéconomiques, les cadres politiques et les incitations fiscales (Bayraktar 2013). L'incidence de ces facteurs varie dans le temps et selon le stade de développement du pays (Dunning, 2009). D'autres déterminants de l'attraction des IED apparaissent dans les théories néo-institutionnelles, par exemple : la stabilité du système politique, la qualité du cadre juridique et la protection des droits de propriété (La Porta et al. 1997 ; Asiedu 2002 ; Kurtishi-Kastrati 2013). Blonigen (2005) avance que la protection juridique, la corruption et la corrélation entre la qualité institutionnelle médiocre et la qualité des infrastructures affectent également l'attraction des IED.

Un certain nombre de facteurs expliquent pourquoi l'Afrique n'est pas un grand bénéficiaire d'IED. Selon un rapport de la BAD (2011) couvrant la période de 1980 à 2007, la taille du marché, l'ouverture commerciale, l'agglomération urbaine et les ressources naturelles influencent de manière positive les IED en Afrique. De plus, la stabilité de l'environnement macroéconomique, l'efficacité de la main d'œuvre, les marchés locaux, les infrastructures, les taux d'inflation élevés, les systèmes juridiques sous-développés, la corruption et l'instabilité politique sont autant de déterminants positifs ou négatifs des flux d'IED (Asiedu, 2006).

Au cours des deux dernières décennies, l'Afrique est devenue une destination privilégiée pour les investissements d'économies développées d'Europe et d'Amérique du Nord et des pays émergents d'Asie de l'Est, notamment de la Chine et d'Inde, ainsi que des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, tels que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. (McMichael & Schneider 2011). Les ressources naturelles abondantes et une main-d'œuvre bon marché, entre autres facteurs, ont contribué à attirer ces investissements. Cependant, alors que les entrées d'IED en Afrique augmentent en termes absolus, en termes relatifs, ils stagnent si on les compare par exemple, à l'Asie et à l'Amérique latine. L'Afrique n'attire encore que moins de 5 % du total des investissements mondiaux (UNCTAD, 2015). Cela est dû en partie à la faible intégration économique globale du continent, qui limite à la fois son rôle dans le réseau mondial, et les avantages de la mondialisation. Cela peut être attribué à des institutions moins développées,

à une main-d'œuvre relativement non qualifiée, à une gouvernance inadéquate et à une faible productivité.

Les autres facteurs qui dissuadent les investisseurs en Afrique sont les faibles niveaux d'intégration économique et le commerce intra- et interrégional en Afrique subsaharienne. De plus, les économies africaines souffrent généralement d'une pénurie d'électricité, de technologies de communication peu fiables et d'un énorme déficit d'infrastructures cumulé de 900 milliards de dollars (Kuo, 2015). Le manque d'épargne, les marchés immobiliers sous-développés, les ports maritimes délabrés, le manque

à la hausse, à l'aulne des attentes positives de reprise macroéconomique mondiale (CENUA 2017).

Historiquement, l'Afrique est loin derrière les autres régions du monde en termes d'IED. Avant l'an 2000, l'Afrique représentait environ 2 % des influx internationaux d'IED (Anyanwu & Erhijakpor, 2004). Au cours de la première décennie du nouveau siècle, l'Afrique a vu une forte augmentation des IED, de 20 milliards de dollars en 2003 à 50 milliards de dollars en 2007 (ECA 2014). Néanmoins, bien que de nombreuses économies en développement connaissent maintenant une croissance plus



Les nouvelles technologies aident les Africains à surmonter les problèmes d'approvisionnement en électricité, ce qui a été l'un des facteurs qui découragent les IED

© Nova Lumos

de connectivité de transport et de communication, la pression excessive sur les ressources et la capacité de gestion urbaine, avec d'énormes lacunes en matière de logement et de services municipaux compliquent encore le problème. Il y a aussi un sérieux manque d'accès aux marchés financiers internationaux. En conséquence, les entreprises internationales sont moins attirées, faisant de l'Afrique le Continent le moins intégré du monde (Ben-Ari, 2014). En outre, les entrées d'IED ont diminué de 15 % en 2016 en raison de la faiblesse de la demande mondiale consécutive à la récession mondiale (CNUCED, 2016). Cependant, à moyen terme, les IED mondiaux devraient reprendre

importante que les économies avancées, le continent africain ne représente que 5 % des IED mondiaux, un tiers de ce que l'Amérique latine a reçu et un huitième de ce qui a été investis en Asie en 2015 (UNCTAD, 2015)

On soutient souvent que les IED en Afrique sont principalement tirés par l'extraction de ressources naturelles, une main-d'œuvre bon marché et la grande taille du marché (Asiedu 2006; Khadaroo & Seetanah 2009). Une étude de Chen et al, (2015) postule que ce qui entrave l'investissement en Afrique, est la force du Continent en termes de matières premières, ce qui a historiquement mené à une concentration minimale sur la valeur ajoutée locale. Onyeiwu et Shrestha (2004)



Les envois de fonds se réfèrent à des transferts monétaires effectués par des travailleurs étrangers en faveur de particuliers dans leur pays d'origine, une pratique qui fait concurrence à l'aide au développement et constitue l'un des flux financiers les plus importants vers les économies en développement

© Tktk

démontrent que des cadres institutionnels inappropriés ont également rendu la répartition des IED en Afrique très inégale en raison de la grande incertitude que la faiblesse de la gouvernance suscite chez les investisseurs. Ces résultats contribuent à la perception de l'Afrique comme un espace risqué pour faire des affaires et expliquent la très faible connectivité des investissements mondiaux avec l'Afrique.

Diverses études ont identifié les IED comme un moteur de l'intégration d'un pays dans l'économie mondiale, avec un effet positif sur les pays d'accueil. Cependant, Žilinský (2010) affirme que l'incidence des IED sur le développement d'un pays peut varier, selon qu'il s'agit d'investissements nouveaux ou de fusions et acquisitions, selon le secteur industriel, la durée, le lieu d'implantation et la disponibilité d'entreprises et de fournisseurs locaux. Les IED ne concernent pas seulement les mouvements

de capitaux au-delà des frontières, mais aussi la canalisation des richesses, des connaissances et des technologies, et la création d'opportunités d'emploi pour stimuler l'économie locale. En outre, une étude empirique menée par Silajdzica and Mehica (2015) a conclu que les IED sont essentiels pour les retombées en matière de connaissances, les progrès technologiques et la recherche et le développement (R&D) qui, à leur tour, assurent la promotion du progrès économique. En outre, les indicateurs macroéconomiques tels que l'épargne intérieure, le chômage et le taux de change sont également fortement influencés par les IED. Il a été démontré que les principaux pays bénéficiaires d'IED ont tendance à avoir des résultats commerciaux favorables et une balance des paiements plus solide, en raison, notamment, de la diminution des barrières commerciales, de la baisse des coûts



Tableau 1.1.
Indicateurs financiers pour l'Afrique (% courants, milliards d'USD)
2011-2016

Type d'investissement	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Recettes fiscales	36	34	33	33	40	39
Investissements nationaux	34	35	36	37	43	43
Réserves officielles	17	18	18	17	na	na
IED	3	4	4	4	5	6
Envois de fonds	4	4	4	4	6	6
Investissements de portefeuille	2	2	2	2	1	1
Aide au développement	4	3	4	4	5	5

Source : Données de la CENJA (2017), de la BAD (2016), du FMI (2016), de la CNUCED (2016) et de la Banque mondiale (2016)

de transport et de la prolifération des entreprises multinationales (Turok, 2004).

Il est généralement reproché que les IED posent un risque d'éviction d'entreprises locales, en particulier dans les économies en développement. Les IED peuvent empêcher ou réduire les investissements nationaux et avoir des conséquences négatives sur l'évolution économique nationale (Denisia, 2010). La théorie de la dépendance affirme que la dépendance économique vis-à-vis des économies avancées est préjudiciable aux pays en développement à long terme, et peut susciter des disparités socio-économiques et une fragmentation économique dans les économies en développement (Firebaugh and Beck 1994). Les investissements étrangers conduiraient également à la fragmentation de la production et à l'augmentation des inégalités entre travailleurs hautement qualifiés et travailleurs peu qualifiés (Tsai 1995). Les IED peuvent également inhiber le développement des compétences locales (Todaro, 1992). Adams (2009), dans son étude sur l'Afrique, a conclu que bien que les IED soient cruciaux pour la croissance, ils peuvent être insuffisants pour contribuer correctement au développement de l'Afrique. Néanmoins, malgré ces arguments négatifs, la plupart des théories soutiennent que les IED constituent un puissant facteur de développement. Des organisations internationales telles que la Banque mondiale, l'OCDE et le FMI encouragent les pays en développement à attirer les IED en vertu de l'approche néolibérale de la théorie de croissance économique selon laquelle les IED contribuent à la croissance économique : a) directement ; en comblant le déficit d'investissement et en accroissant les savoir-faire dans les pays hôtes et b) indirectement ; eu égard aux retombées économiques suscitées sur les entreprises nationales - telles que l'accès aux technologies, compétences et personnes étrangères et meilleures pratiques de gestion (Pazienza 2014).

1.6. Données et méthodologie utilisées dans ce rapport

Le tableau 1.1 est utilisé pour comparer les IED avec d'autres formes de financement. Les trois premiers éléments (recettes fiscales, investissements nationaux et réserves officielles) concernent les formes locales de financement, tandis que les quatre derniers se réfèrent à des sources internationales. Les recettes fiscales, les investissements nationaux et les avoirs des réserves officielles représentent clairement la part du lion des finances de l'Afrique, car ils se rapportent aux activités économiques internes de pays entiers. Il n'est donc pas

surprenant que les sources internationales, à savoir les IED, les envois de fonds, l'aide au développement et les investissements de portefeuille, soient beaucoup plus faibles. Néanmoins, selon l'OCDE (2016 et 2017), sur les quatre sources de financement externes, les IED représente environ 32 % (voir Annexe 1).

Les envois de fonds se réfèrent à des transferts monétaires effectués par des travailleurs étrangers à des particuliers dans leur pays d'origine, ce qui fait concurrence à l'aide au développement et constituent l'un des flux financiers les plus importants vers les économies en développement. Les investissements de portefeuille concernent les placements dans des titres internationaux en vertu desquels un propriétaire détient moins de 10 % des actions d'une entreprise. Ce constat contraste avec les IED qui permettent à un investisseur d'exercer un contrôle beaucoup plus important sur une entreprise. Au rang des sources privées externes, les IED sont clairement importants pour l'Afrique. Il s'agit d'une source différente des autres types de capitaux privés externes, car elle est motivée par les perspectives à long terme des investisseurs qui cherchent à réaliser des profits dans le cadre d'activités économiques qu'ils contrôlent directement. En revanche, les investissements de portefeuille et les prêts bancaires étrangers ne sont pas contrôlés par les investisseurs de portefeuille qui sont généralement animés par des considérations de profit à court terme, elles-mêmes influencées par divers facteurs (par exemple, les taux d'intérêt).

Les données d'IED utilisées dans ce rapport proviennent essentiellement de la base de données du Financial Times, FDI Markets Data, et se réfèrent à des investissements « greenfield », selon lesquels les sociétés mères créent des entreprises entièrement nouvelles dans des pays étrangers en développant de nouvelles installations opérationnelles à partir de zéro. La raison pour laquelle nous nous concentrons sur les IED nouveaux (excluant ainsi les fusions et acquisitions) dans ce rapport est non seulement que l'investissement dans un projet est un indicateur fort de l'attractivité d'une région ou d'une ville, mais aussi parce les données peuvent être agrégées de manière unique par secteur, activité, pays et ville. De plus, les projets « greenfield » comportent des exigences élevées en termes de profil d'entreprises car ils concernent normalement les investissements des multinationales. Lorsque les multinationales créent de nouvelles succursales opérationnelles, elles explorent les marchés intérieurs, ce qui exige la disponibilité

Compte tenu du contexte théorique de cette partie, il est évident que l'on connaît déjà beaucoup de choses sur les IED en Afrique. Toutefois, une part importante de l'information existante est générale ou datée

de capitaux nationaux, notamment des réseaux d'investissement et des mécanismes de coopération. En outre, les projets « greenfield » sont également réputés faciliter directement l'augmentation de la formation de capital, la croissance de la productivité locale et celle de l'emploi. Enfin, contrairement aux investissements financiers internationaux, tels que les fusions et acquisitions (« M&A »), les projets « greenfield » tendent à transférer les technologies de base et les processus de production vers le pays hôte. Pour ces raisons, mais aussi en raison de l'absence de données comparables et détaillées sur les fusions et acquisitions en Afrique, la majorité des analyses de ce rapport ont été réalisées sur la base d'IED nouveaux.

Par souci de simplicité, les résultats analytiques de ce rapport sont appelés IED, mais le lecteur doit garder à l'esprit qu'ils concernent principalement la frange « greenfield » de l'ensemble des IED. Néanmoins, une comparaison menée sur un échantillon de fusions et d'acquisitions (Zephyr 2017) et les données d'IED du rapport FDI Markets Data, a permis d'établir une très forte corrélation. Par conséquent, on peut déduire que les IED « greenfield » constituent un bon indicateur de l'ensemble des IED.

Les données du rapport FDI Markets Data du Financial Times ont été vérifiées en les comparant à des bases de données similaires, notamment celles utilisées pour les rapports de la CNUCED. Les données montrent des corrélations élevées avec leurs données. La corrélation entre le nombre d'investissements (volume) et la valeur des investissements (valeur en USD) dans les pays a également été testée. Il est constaté que l'utilisation de données en volume ou en valeur dans les analyses agrégées ne suppose de différence notable. En conséquence, selon le type d'analyse, ces modes de présentation des données ont été utilisés de façon interchangeable, bien que le plus souvent, la valeur des IED était la plus utilisée. Les données du rapport FDI Markets data devaient être complétées pour les valeurs manquantes et comparées avec d'autres bases

de données, notamment ORBIS, géocodées à l'aide des coordonnées géographiques et agrégées au niveau de la ville, du pays et du secteur. Outre les données de FDI Markets Data, d'autres sources de données sur les IED, notamment les bases de données de la Banque mondiale, de la CNUCED et de Passport ont également été utilisées pour ces analyses.

Les indicateurs des pays ou villes concernant l'attraction des IED ont été extraits de bases de données telles que Oxford Economics, ORBIS, Passport, « Analyze Africa » et les rapports sur la compétitivité

fixes, les effets aléatoires, les modèles de panel VAR, les modèles binomiaux négatifs et les modèles ARIMA pour la prévision (en utilisant les lots statistiques R et STATA). Dans les analyses statistiques, les relations causales étaient fondées sur des arguments théoriques, mais elles ne pouvaient souvent pas être testées empiriquement en raison des contraintes de temps et des limites des données.

Compte tenu du contexte théorique de cette partie, il est évident que l'on connaît déjà beaucoup de choses sur les IED en Afrique. Toutefois, une



Luanda, Angola. L'investissement « Greenfield » sont réputés plus positif pour le développement car il implique la création de nouvelles entreprises

© Fabian Plock

mondiale du Forum économique mondial. Enfin, dans l'élaboration de ce rapport, diverses méthodes et techniques ont été utilisées. Celles-ci comprennent des techniques SIG (utilisant les logiciels ArcGIS et QGIS) pour calculer et cartographier des types particuliers de données; les techniques d'analyse de réseau, notamment la « syntaxe spatiale », la « centralité intermédiaire », la « proximité » et les « métriques de niveau de centralité » (à l'aide des logiciels Ucinet, Netdraw et Gephi) ; ainsi que la modélisation de données transversales et de panel, par ex. : les effets

part importante de l'information existante est générale ou datée. Il existe peu de connaissances empiriques détaillées sur les réseaux mondiaux d'IED dans les villes et pays africains. Pour cette raison, le reste de ce rapport vise à contribuer à acquérir une connaissance plus détaillée de ce sujet. En conséquence, les sept thèmes de recherche mentionnés en début de chapitre (la structure, les tendances, les prévisions, la compétitivité, les déterminants et l'incidence des IED dans les pays et villes africains) sont étudiés à la suite.

2. La structure géographique des IED en Afrique



En termes d'IED de sièges, Johannesburg est en tête du classement, avec son aéroport international et ses infrastructures modernes qui jouent un rôle essentiel

© Richard Van Der Spuy

2.1. Résultats sur les réseaux d'IED totaux

Dans cette partie, le profil des flux d'IED en Afrique est décrit à différents niveaux d'agrégation spatiale et sectorielle : grandes régions (monde), régions formant le Continent africain, pays et villes. Le tableau 2.1 présente la répartition totale des IED en pourcentage (en USD) provenant des régions du monde vers l'Afrique et dans ses principales régions constituantes pour la période de 2003 à 2016.

L'Europe de l'Ouest, probablement en raison de sa proximité et de ses intérêts commerciaux et financiers, est le premier investisseur continental en Afrique (38 %), suivie de l'Asie-Pacifique (20 %) et de l'Amérique du Nord (15 %). Il est intéressant de

noter que l'Afrique est 4^e plus gros investisseur (vers lui-même), ce constat indiquant que l'investissement intra-africain est significatif. L'Europe de l'Ouest investit principalement en Afrique du Nord (47 %), en partie parce que cette région africaine est la plus proche de l'Europe, mais aussi en raison de sa forte dotation en ressources pour les secteurs de la pétrochimie et du tourisme. Viennent ensuite les IED en Afrique australe (44 %), ce qui reflète probablement l'importance de la langue anglaise et des liens historiques avec le Royaume-Uni de pays tels que le Botswana, l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe. L'Asie-Pacifique semble investir de manière assez uniforme à travers le continent africain, toutes les

valeurs se situant autour de 20 %. L'Amérique du Nord investit principalement en Afrique centrale (32 %) et en Afrique de l'Ouest (18 %), sans doute en raison de la présence de matières premières comme le pétrole. La proximité géographique, le commerce historique et les liens culturels avec le monde arabe, par exemple la

avec des infrastructures et des réseaux routiers bien développés, la disponibilité de travailleurs qualifiés, un environnement propice aux investissements étrangers et la facilité de faire des affaires, ce qui en fait un lieu d'investissements souhaitable (Mahdi et al. 2018). Il convient de noter que 40 % des 10 premiers pays sont

Tableau 2.1.
Pourcentage d'IED reçus par les régions africaines des régions du monde (2003-2016)

IED reçus par les régions africaines	% Afrique Centrale	% Afrique de l'Est	% Afrique du Nord	% Afrique australe	% Afrique de l'Ouest	% Afrique
Europe de l'Ouest	23	27	47	44	28	38
Asie et Pacifique	25	22	14	23	22	20
Amérique du Nord	32	14	11	15	18	15
Afrique	15	20	4	12	22	13
Moyen Orient	4	14	19	2	8	11
Europe de l'Est	1	4	5	1	1	3
Amérique latine	0	0	1	2	1	1
Investissements mondiaux en Afrique	100	100	100	100	100	100

Source : Wall, 2017, selon les données de fDi Markets

religion et la langue partagées, expliquent pourquoi les investissements les plus élevés sont réalisés en Afrique du Nord (19 %), en Afrique de l'Est (14 %) et en Afrique de l'Ouest (8 %). L'Afrique investit elle-même le plus dans les régions d'Afrique de l'Ouest (22 %) et d'Afrique de l'Est (20 %). Il est frappant de constater que les données de la première décennie du XXI^e siècle indiquent que l'Amérique latine (1 %) n'investit guère en Afrique, ce qui discrédite la notion de nouveaux liens d'investissement Sud-Sud entre les deux continents.

Le tableau 2.2 montre quelles villes africaines (sur 558 villes) ont reçu le plus d'IED (en USD) sur la période de 2003 à 2016, ainsi que leur classement sur environ 10 000 villes du monde. Le tableau présente également les taux de croissance positifs ou négatifs des IED de ces villes au cours de la même période.

Pour commencer, il indique que Le Caire occupe la 1^e position en termes d'attraction d'IED en Afrique, suivie en 2nd lieu par Johannesburg, puis Tanger (3^e), Lagos (4^e), Casablanca (5^e), Alger (6^e), Le Cap (7^e), Nairobi (8^e), Abidjan (9^e) et Dakar (10^e). L'étude de cas du Caire dans la partie C de ce rapport révèle que, même s'il faut noter la proximité de l'Europe et des États arabes, Le Caire est une ville dynamique

situés en Afrique du Nord, mais que nombre d'entre eux connaissent une croissance négative des IED, reflet sans doute des tensions politiques et sociales qui ont suivi le « printemps arabe ». Il convient également de noter que de nombreuses économies urbaines émergentes comme Abidjan, Accra et Kigali présentent des taux de croissance positifs élevés. Ceci est fréquent pour les villes en phase de rattrapage qui sortent d'une base économique plus faible. La partie C de ce rapport présente les études de cas détaillées d'Abidjan et de Kigali, ce qui permet d'obtenir une meilleure compréhension de la dynamique récente de croissance et de développement de ces villes et du rôle de l'IED dans ces villes.

Le classement mondial révèle que le Caire (64^e) et Johannesburg (69^e) se portent plutôt bien sur la scène mondiale des investissements. Cependant, aucune ville africaine ne se trouve parmi les 10 premières villes bénéficiaires d'IED, comme le montre la carte SIG de la répartition géographique des IED dans des milliers de villes du monde (carte 2.1).

La carte 2.1 illustre les 1 000 premières transactions d'IED (liens gris) entre villes (2003-2016). Plus la ligne est épaisse, plus le total des IED fait l'objet d'échanges entre deux villes. Si l'on additionne

Tableau 2.2.
Classement IED des villes africaines à l'échelle africaine et mondiale (2003-2016)

Villes	Classement en Afrique	Classement mondial	Pays	Région d'Afrique	Total (millions USD)	Croissance (%)
Le Caire	23	1	Égypte	Afrique du Nord	13716	-1.25
Johannesburg	25	2	Afrique du Sud	Afrique australe	13211	6.23
Tanger	32	3	Maroc	Afrique du Nord	10542	23.84
Lagos	15	4	Nigeria	Afrique de l'Ouest	9213	7.23
Casablanca	4	5	Maroc	Afrique du Nord	8370	9.38
Alger	1	6	Algérie	Afrique du Nord	8016	-14.74
Le Cap	0	7	Afrique du Sud	Afrique australe	6434	0.33
Nairobi	25	8	Kenya	Afrique de l'Est	5978	25.01
Abidjan	32	9	Côte d'Ivoire	Afrique de l'Ouest	5534	25.44
Dakar	15	10	Sénégal	Afrique de l'Ouest	4775	-1.75
Rabat	4	11	Maroc	Afrique du Nord	4737	-6.54
Marrakech	1	12	Maroc	Afrique du Nord	4258	-17.20
Accra	0	13	Ghana	Afrique de l'Ouest	4066	34.72
Dar es Salaam	25	14	Tanzania	Afrique de l'Est	3482	-4.75
Tunis	32	15	Tunisie	Afrique du Nord	3453	-7.78
Tete	15	16	Mozambique	Afrique australe	3441	-6.23
Luanda	4	17	Angola	Afrique australe	3022	2.06
Maputo	1	18	Mozambique	Afrique australe	2915	13.86
Djibouti	0	19	Djibouti	Afrique de l'Est	2899	-3.95
Oran	25	20	Algeria	Afrique du Nord	2845	-5.08
Port Elizabeth	32	21	Afrique du Sud	Afrique australe	2827	0.09
Durban	15	22	Afrique du Sud	Afrique australe	2701	7.10
Alexandrie	4	23	Égypte	Afrique du Nord	2553	-4.07
Addis Ababa	1	24	Éthiopie	Afrique de l'Est	2512	12.58
Port Harcourt	0	25	Nigeria	Afrique de l'Ouest	2470	-6.55
Kampala	25	26	Ouganda	Afrique de l'Est	2377	8.38
Kigali	32	27	Rwanda	Afrique de l'Est	2302	11.21
Abuja	15	28	Nigeria	Afrique de l'Ouest	2294	10.19
Midrand	4	29	Afrique du Sud	Afrique australe	2000	-4.93
Khartoum	1	30	Soudan	Afrique de l'Est	1963	-15.80
Beira	0	31	Mozambique	Afrique australe	1886	-5.20
Pretoria	25	32	Afrique du Sud	Afrique australe	1615	11.27
Lusaka	32	33	Zambie	Afrique australe	1572	15.43
Mombasa	15	34	Kenya	Afrique de l'Est	1386	4.90
Kinshasa	4	35	Congo (RDC)	Afrique centrale	1363	-2.75
Gaborone	1	36	Botswana	Afrique australe	1139	-0.01
East London	0	37	Afrique du Sud	Afrique australe	1084	5.66
Sharm El-Sheikh	25	38	Égypte	Afrique du Nord	1076	1.01
Port Said	32	39	Égypte	Afrique du Nord	1022	-7.06
Windhoek	15	40	Namibie	Afrique australe	958	9.11
Harare	4	41	Zimbabwe	Afrique australe	415	-0.63
Walvis Bay	100	42	Namibie	Afrique australe	401	-6.10
Total	558				582789	

Source : Wall, 2017, selon les données de fDi Markets



Shanghai préside le classement mondial des investissements étrangers, Le Caire, première destination en Afrique, figure 64^e rang mondial

© Bertrandb

les liens entrants (ou sortants) de chaque ville, il est possible d'en déduire les valeurs totales pour la ville en question. Les « nœuds » de la ville sortants sont codés en vert et représentent des sources d'investissements (villes qui investissent dans d'autres villes), tandis que les nœuds bleus (villes qui reçoivent des investissements d'autres villes) représentent le total des IED entrants. Clairement, les villes peuvent à la fois transmettre (vert) et recevoir des investissements (en bleu).

La carte montre que les 1 000 premiers investissements mondiaux ont principalement eu lieu entre les régions du Nord, en particulier entre l'Europe de l'Ouest, l'Amérique du Nord et l'Asie du Pacifique. La plupart des IED sortants se trouvent dans ces régions, ce qui indique que ces régions sont économiquement puissantes dans le contexte mondial. En ce sens, la carte illustre la distribution asymétrique du pouvoir économique dans le monde.

Le Sud global reçoit très peu d'IED de haut niveau et l'Afrique apparaît particulièrement déconnectée des principaux axes d'investissement. Seul le Caire et Johannesburg forment des points d'ancrage mondiaux dans le système économique mondial, et une explication plus détaillée est présentée en partie C. La faible visibilité de l'Afrique sur les flux mondiaux d'investissement ne s'explique sans doute pas par le

fait que le monde exclut l'Afrique, mais plutôt par la résultante d'un ensemble complexe de dynamiques et de conditions qui affectent négativement la perception des investisseurs quant au taux probable de retour sur investissement comparé au risque. Ces aspects ont déjà été abordés dans la partie théorique précédente et seront analysés plus avant dans ce chapitre.

La carte 2.2 montre également (dans la légende) les dix premières villes mondiales en termes d'IED sortants (vert) et d'IED entrants (bleu). Conformément à ce que l'on peut espérer, Shanghai est la 1^{ère} première destination d'investissements étrangers, suivie de Singapour (2^e), Londres (3^e), Pékin (4^e), Dubaï (5^e), Hong Kong (6^e), São Paulo (7^e), Paris (8^e), Bangalore (9^e) et Canton (10^e). La plupart de ces villes de haut rang se trouvent en Asie, révélant le récent déplacement de l'attention des investisseurs mondiaux vers cette partie du monde en termes d'IED dans la production de biens et dans les industries de services connexes. Parmi les villes ayant le pouvoir d'investir dans d'autres villes mondiales et d'exercer un contrôle sur leur production et leurs marchés, nous trouvons que les « suspects habituels » : Paris (1^e), Tokyo (2^e), Londres (3^e) et New York (4^e) dominent l'arène des investissements. New York, qui détenait le premier rang des investisseurs extérieurs dans la dernière moitié du XX^e siècle,



Paris est le plus grand investisseur mondial en termes d'investissements extérieurs par des villes et est également en tête du classement des villes qui investissent en Afrique

© Juliengrondin

Carte 2.1. Les 1000 premiers investissements étrangers parmi les villes mondiales (2003-2016)



Noeuds bleus : total IED entrants Noeuds verts : total IED sortants Lignes grises (liens) : 1000 premiers investissements

Source : Wall, 2017, selon les données de fDi Markets



a chuté de trois places dans l'importance des investissements mondiaux. Cela suggère une mutation de l'importance économique mondiale.

Ainsi, nous observons une augmentation de l'importance de trois villes de l'Est : Singapour (5^e), Séoul (6^e), Hong Kong (7^e) et Dubaï (9^e). De plus, la carte des flux d'IED suggère que les villes américaines de Chicago (8^e) et San Jose (10^e) (la capitale de la Silicon Valley) continuent de jouer un rôle important dans l'économie mondiale. Les points bleus en Afrique indiquent que de nombreuses villes africaines reçoivent effectivement des investissements mondiaux, même si ceux-ci sont comparativement de plus petits investissements.

La carte SIG (carte 2.2) représente la plupart des liens IED des villes du monde (nœuds verts) vers les villes africaines (nœuds bleus). Cette carte reflète également les flux d'IED des villes africaines (nœuds verts) vers d'autres villes africaines. D'après cette carte, il est clair que la principale région d'investissement pour l'Afrique est l'Europe occidentale, suivie de l'Amérique du Nord et de la région Asie-Pacifique. Encore une fois, en dépit du discours populaire sur la collaboration Sud-Sud émergente, il y a peu de signes de flux

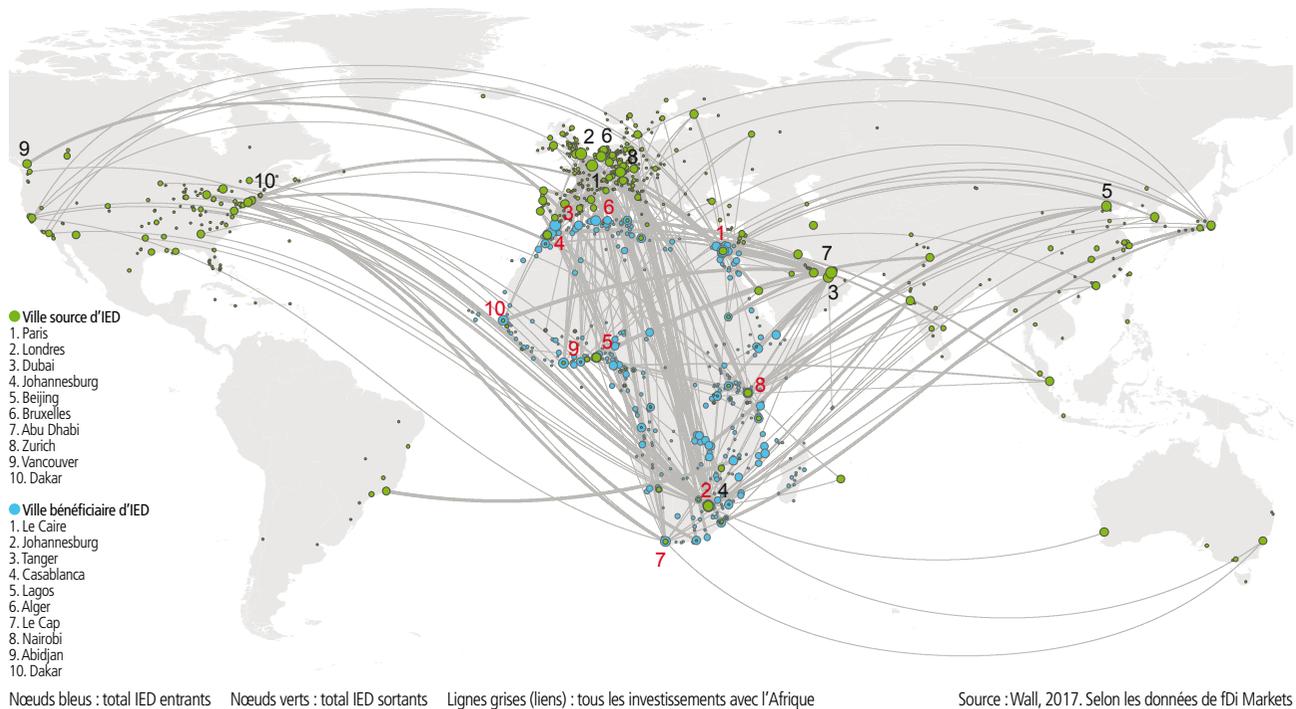
d'investissements Sud-Sud en Afrique, mis à part un lien fort en provenance de São Paulo. Cependant, les données suggèrent que si les liens d'IED les plus faibles sont également présentés, alors davantage de liens Sud-Sud seraient notoires. Cependant, cela ne signale pas de forts échanges économiques entre ces régions.

Les sources d'IED (nœuds verts) montrent quelles villes sont les plus gros investisseurs mondiaux en Afrique : Paris (1^e), Londres (2^e), Dubaï (3^e), Johannesburg (4^e), Pékin (5^e), Bruxelles (6^e), Abu Dhabi (7^e), Zurich (8^e), Vancouver (9^e) et Dakar (10^e). Il est intéressant de noter le fait que deux des dix premières villes sources se situent en Afrique, tandis que quatre sont en Europe. Encore une fois, nous observons sur la carte le classement des principales destinations africaines destinataires d'IED (nœuds bleus) dans la carte 2.3. Il ressort clairement de la carte que Johannesburg semble fortement liée au système économique mondial, tandis que Le Caire et d'autres villes nord-africaines sont fortement connectées aux villes du Moyen-Orient. Ces données ont été explorées plus loin, au moyen du logiciel Gephi « network analysis » conformément à ce qui est représenté dans la carte 2.3.

Dans ce « graphe de réseau », la distribution des IED est présentée selon l'unité de mesure de centralité du réseau. Il s'agit d'une mesure mathématique complexe de la position stratégique des villes africaines au sein du système mondial des IED. La carte n'est pas basée sur des coordonnées spatiales comme dans le cas de la cartographie SIG, mais représente la distribution mathématique des données d'investissements. Les nœuds bleus signalent les avantages stratégiques de villes africaines dans ce système, avec Johannesburg (1^e), Nairobi (2nde), Lagos (3^e), Le Caire (4^e), Lomé (5^e), Dar es Salaam (6^e) et Port Louis (7^e). La mesure indique que la plupart des IED d'Afrique transitent directement ou indirectement par ces villes. En d'autres termes, ces villes sont les passerelles d'investissements vers les économies africaines. Les incidences sur la fonction de passerelle d'investissements de l'une de ces villes auraient des répercussions sur l'ensemble du système des IED en Afrique.

Les nœuds rouges représentent les comtés sources d'investissement pour les villes africaines. L'analyse suggère que ces villes sont regroupées en trois grandes régions fonctionnelles. La première peut être considérée comme une circonscription

Carte 2.2. Tous les IED des villes mondiales dans les villes africaines (2003-2016)



arabe / nord-africaine (à gauche), tandis que la région moyenne représente généralement un supra-groupe anglophone subsaharien. Enfin, la troisième région est un ensemble plutôt étrange de villes portuaires, telles que Port Soudan, Richards Bay, Mossel Bay et Delta State.

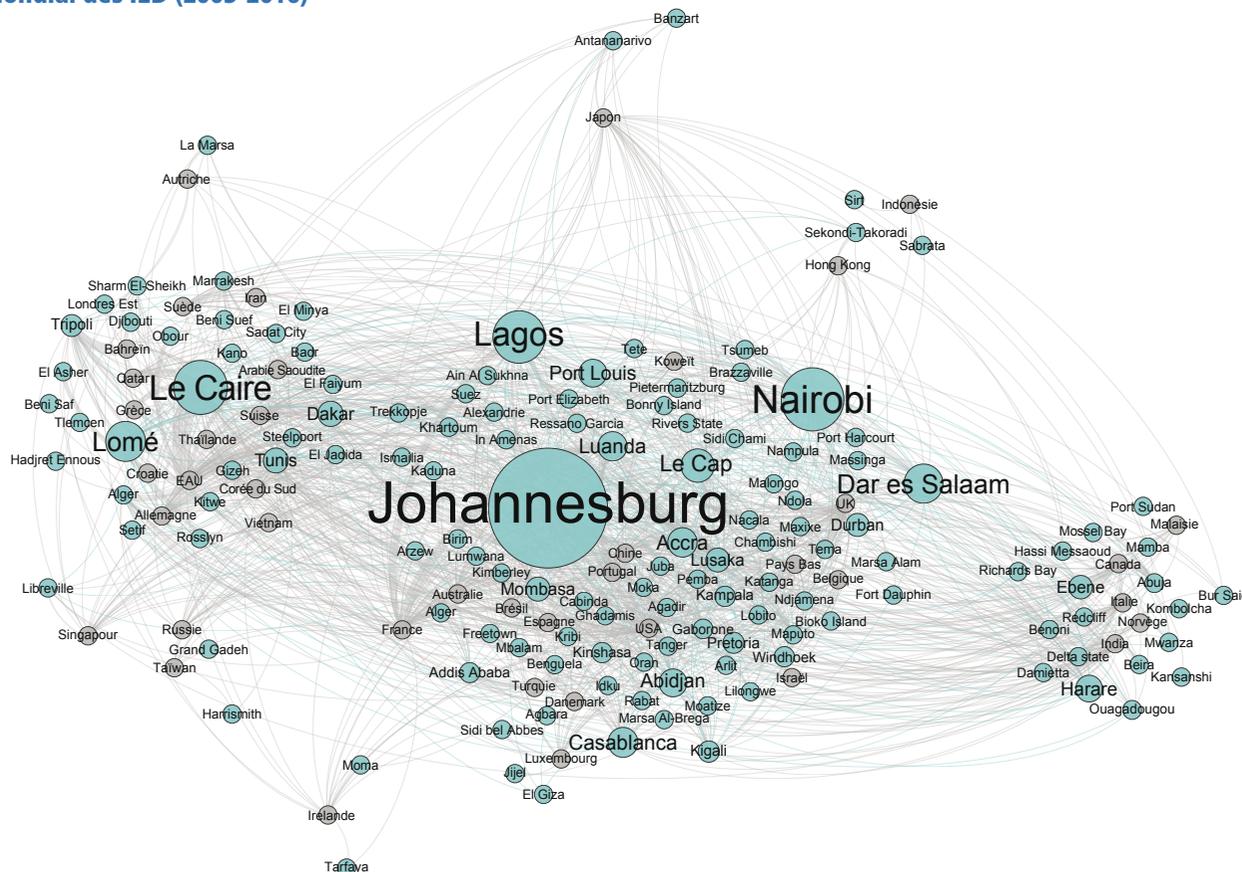
Si l'on considère uniquement les IED entre villes africaines (carte 2.4), on constate que les dix premiers investisseurs en Afrique sont : Johannesburg (1^e), Casablanca (2nde), Lagos (3^e), Nairobi (4^e), Le Caire (5^e), Port Louis (6^e), Dar es Salaam (7^e), Harare (8^e), Lomé (9^e) et Le Cap (10^e). En revanche, les 10 premiers récepteurs d'IED africains sont : Le Caire (1^e), Johannesburg (2nde), Tanger (3^e), Casablanca (4^e), Lagos (5^e), Algiers (6^e), Le Cap (7^e), Nairobi (8^e), Abidjan (9^e) et Dakar (10^e).

Ensuite, apparaissent également dans cette carte les pays codés par couleur en fonction de la force sur le marché de multinationales africaines locales. Il s'agit de BHP Billiton, SAB-Miller, Naspers, ou de la banque marocaine Attijariwafa Bank, de Maroc Telecom ou de la Banque Marocaine du Commerce, entre autres. Les pays dotés de la plus forte présence de sociétés multinationales sont l'Afrique du Sud (1^e), le Maroc (2nd), l'Égypte (3^e), le Nigeria (4^e), le Kenya (5^e), la Tanzanie (6^e), le Ghana (7^e), la Namibie (8^e), la Tunisie (9^e), et le Botswana (10^e).

2.2. Résultats sur les agglomérations d'IED en Afrique

La partie suivante s'intéresse aux « cartes thermiques » des IED en Afrique, eu égard au Total des IED, ainsi qu'aux secteurs d'investissement du Siège, hautes technologies, production, services et ressources (carte 2.5). Les cartes sont basées sur des techniques d'interpolation SIG qui prédisent les régions « les plus chaudes » : les plus attrayantes (rouge foncé) et « les plus fraîches » : les moins attrayantes (jaune pâle) en matière d'IED. Dans la première carte (en haut à gauche), apparaissent les principales agglomérations d'IED pour le Total des IED. La prédominance des villes d'Afrique du Nord est évidente, en particulier le corridor du Nil (Le Caire) et le couloir des montagnes de l'Atlas. En Afrique de l'Ouest, la force du corridor régional du Golfe de Guinée est évidente. Dans le sud du continent, la province du Gauteng et les corridors associés (le triangle d'IED de Johannesburg-Maputo-Durban) sont importants. Une 5^e agglomération émergente, à savoir le corridor du lac Victoria comprend les villes de Kigali, Kampala, Nairobi, Mombasa et Dar es-Salaam. Bien que cette région soit plus petite, elle affiche les plus forts taux de croissance d'IED. Outre ces grandes zones d'IED, il existe plusieurs agglomérations émergentes

Carte 2.3. Carte d'analyse de réseau des positions stratégiques des villes africaines au sein du système mondial des IED (2003-2016)



Noeuds turquoise : les villes africaines les mieux positionnées au sein des réseaux mondiaux d'IED
Noeuds gris : sources d'IED (pays)

Source : Salimgareeva et Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

en matière d'IED, comme le corridor Zimbabwe-Mozambique et le cluster éthiopien. La plupart des agglomérations d'investissement sont proches des océans, des deltas ou des lacs et le noyau interne (en particulier les pays enclavés) reçoit très peu d'investissements.

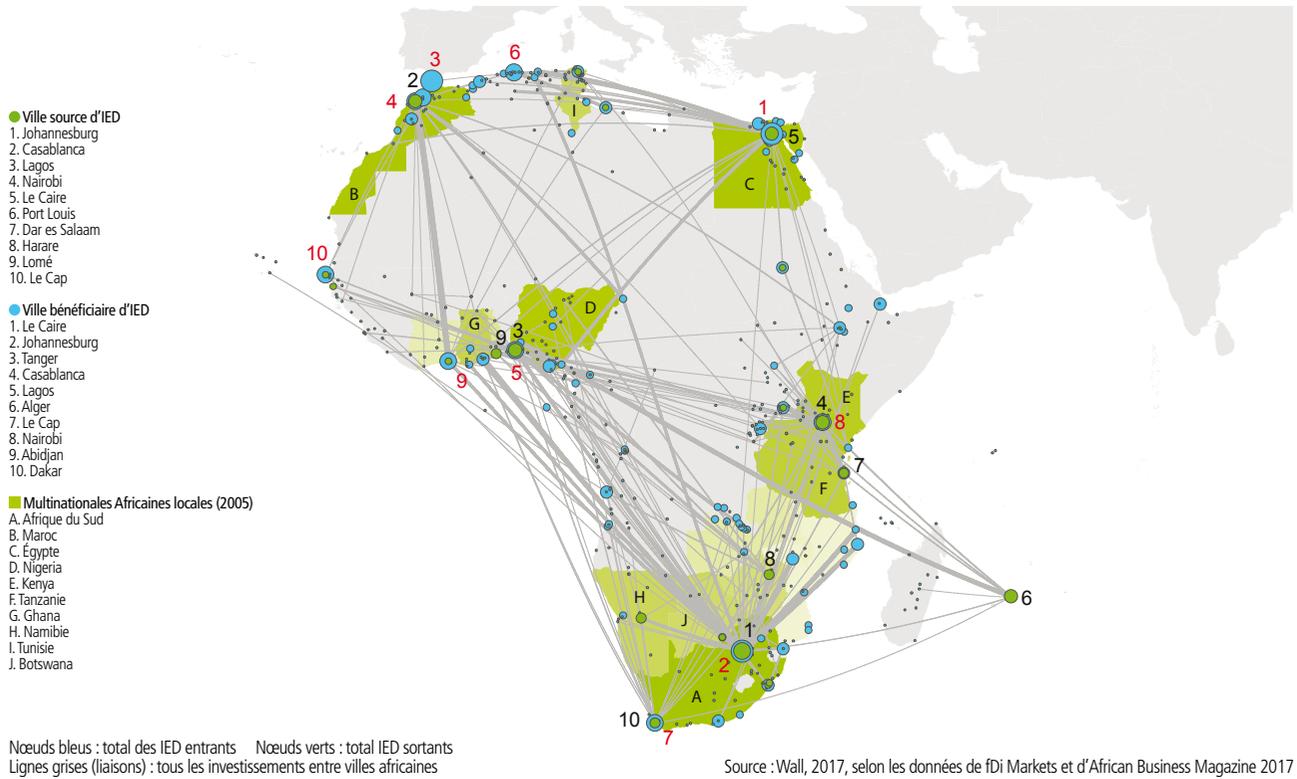
La carte suivante (en haut et au milieu) présente uniquement les investissements dans l'établissement de sièges sociaux étrangers. Johannesburg se distingue en tant que "capitale des IED de sièges sociaux en Afrique", suivie de Nairobi, de Lagos et du Caire. Ces dernières sont aussi des villes dotées de grands centres financiers, d'activités commerciales importantes et de bourses internationales. Outre ses liens historiques avec l'Europe, Johannesburg est caractérisée par des infrastructures modernes et un environnement relativement favorable aux entreprises nationales et internationales, qui rendent la ville attrayante pour les investisseurs étrangers.

(Ceci est expliqué plus en détail dans l'étude de cas de Johannesburg en partie C de ce rapport.)

Les clusters industriels et commerciaux sont des catalyseurs de la croissance industrielle en Afrique, car ils aident les entreprises à surmonter les contraintes de croissance et permettent aux gouvernements de faire face à de multiples contraintes de manière globale. Le regroupement facilite le partage des connaissances entre entreprises, l'accès à des infrastructures et services communs, aux bassins de main-d'œuvre et matières premières, et favorisent l'élargissement du marché (African Development Bank Group 2017).

La troisième carte de la carte 2.5 (en haut à droite) illustre les « IED en hautes technologies » en Afrique. Comme c'est le cas avec les IED « de sièges sociaux », ces investissements sont concentrés dans un nombre limité de domaines ; c'est-à-dire les principaux pôles de production et d'innovation de

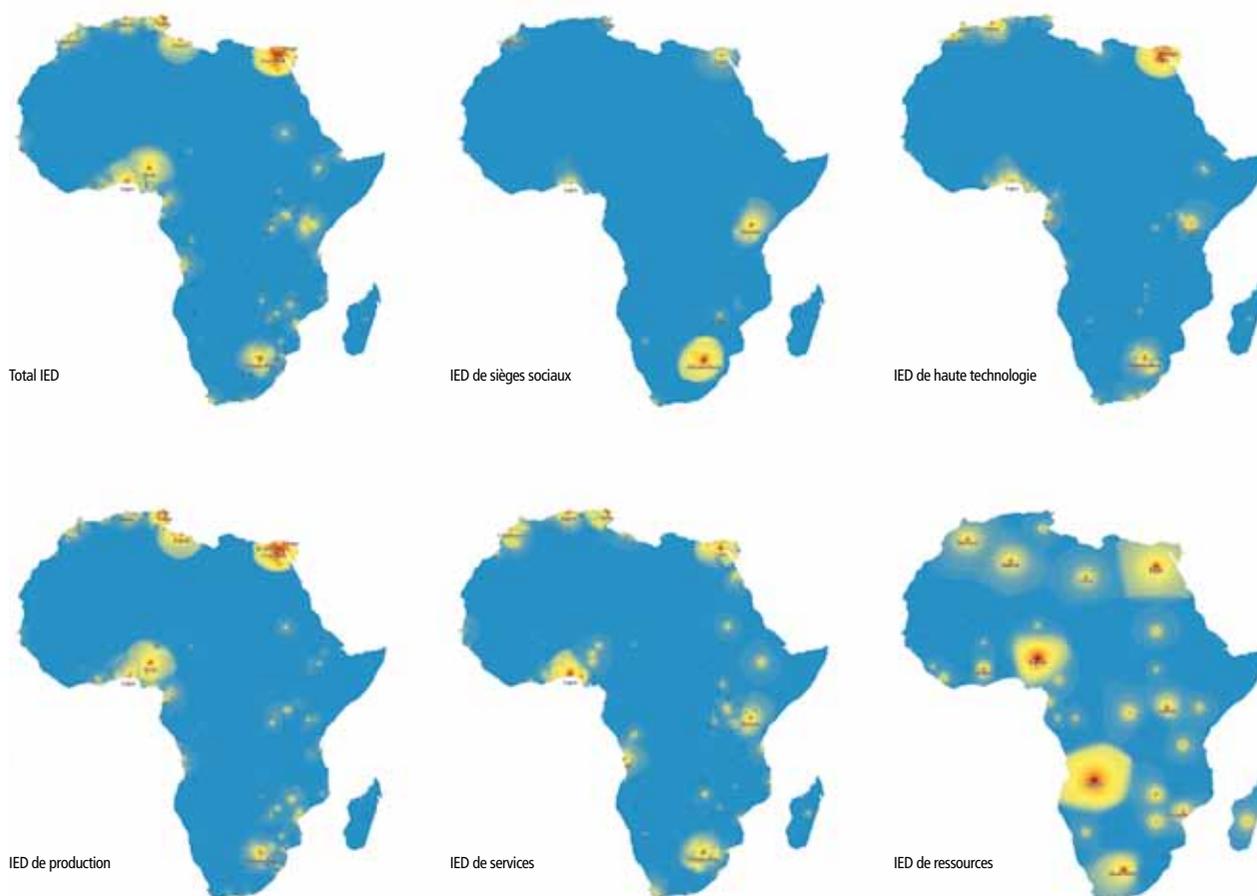
Carte 2.4. IED entre les villes africaines (2003-2016)



Une raffinerie de pétrole dans le port de Lagos. Les principaux pays riches en pétrole d'Afrique, comme le Nigéria, prennent la tête de l'IED des ressources

© Igor Groshev

Carte 2.5. Cartes thermiques des IED dans les villes africaines - pour le total des IED et divers sous-groupes (2003-2016)



Modèles générés par des méthodes d'interpolation SIG.
 Rouge : Le plus attractif Orange : Attractif Jaune : moins attractif Bleu : Pas attractif

Source: Levering et Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

l'Afrique. Le corridor du Nil (Le Caire) et le corridor de la province du Gauteng (Johannesburg) attirent particulièrement les investissements dans le domaine des hautes technologies. Le Caire et Johannesburg sont clairement les villes les plus compétitives d'Afrique pour les industries innovantes en raison de leur capital humain plus qualifié, de la plus grande taille de leur marché et de la solidité de leurs marchés financiers. Tous ces facteurs sont identifiés comme des déterminants d'« IED de connaissances » dans le chapitre pertinent de la partie B de ce rapport disponible en ligne (Wall et al. 2018).

Ces résultats sont vivement corrélés à la quatrième carte axée sur les « IED de production » (en bas à gauche) et à la carte des « IED de services » (en bas et au milieu). Cela confirme que les services commerciaux et financiers cohabitent généralement

géographiquement avec les activités manufacturières pour fournir des capitaux et des services de producteurs avancés. Les investissements dans les services sont à n'en pas douter les plus répandus des IED en Afrique, ce qui témoigne peut-être de la prestation d'une gamme diversifiée de services aux entreprises et entités publiques dans de nombreuses villes africaines.

Enfin, la carte finale (en bas à droite) concerne les « IED de ressources », investissements qui ciblent une production spécifique de produits de base (par ex. : le pétrole, les minéraux, les métaux et les produits agricoles). Les installations de production associées sont généralement situées dans des zones rurales plutôt que dans des villes et cette carte doit donc être générée au niveau des pays. Le point médian géographique de chaque comté a été utilisé

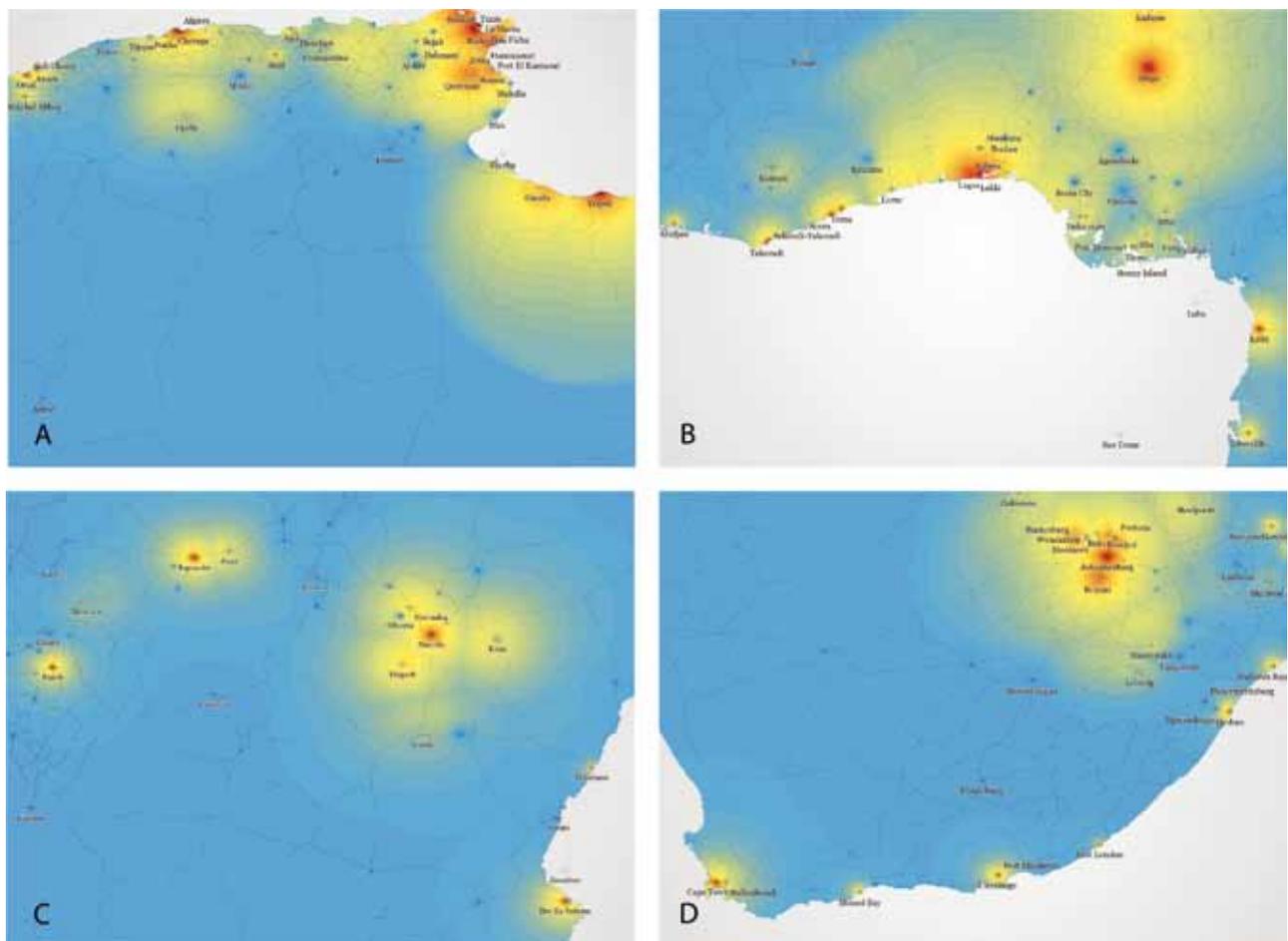
pour cartographier la vigueur des investissements dans les ressources. Sans surprise, les principaux pays africains riches en pétrole prennent la tête des IED de ressources : Angola (1^{er}), Nigeria (2nd), Égypte (3^e) suivis de l'Afrique du Sud, riche en minéraux (4^e). La plupart des pays africains connaissent une certaine force de l'investissement dans les ressources, reflex de l'intérêt mondial pour les produits africains.

Dans la partie suivante, à l'aide de la carte « Total des IED » (carte 2.5), nous nous concentrons sur quatre grands corridors africains d'IED (carte 2.6). Le premier est le couloir de l'Atlas (en haut à gauche) avec d'importantes villes attirant des IED, comme Alger, Casablanca, Tanger et Tunis. Leur proximité avec l'Europe et leur forte relation avec les villes du

Moyen-Orient explique sans doute cela. Le second est le corridor d'investissement du Golfe de Guinée (en haut à droite) avec les principaux centres urbains d'Abidjan, Abuja, Accra et Lagos, entre autres. Le troisième est le corridor du lac Victoria (en bas à gauche) comprenant des villes clés comme Dar es-Salaam, Kampala, Kigali, Mombasa et Nairobi. Enfin, le corridor de la province du Gauteng (en bas à droite) qui s'étend de l'agglomération primaire de Johannesburg aux villes portuaires de Durban, Maputo et Richards Bay. La carte indique également que l'économie de la ville du Cap est en réalité plutôt indépendante de l'agglomération de Gauteng.

Ensuite, nous nous concentrons sur les IED dans les villes clés de ces quatre grands corridors africains d'IED. L'adresse définie par le code postal

Carte 2.6. Cartes thermiques des quatre principaux corridors africains d'IED (2003-2016)



A : Le corridor des montagnes de l'Atlas B : Le corridor du golfe de Guinée C : Le corridor du lac Victoria D : Le corridor du Gauteng
 Source : Levering et Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

de chaque investissement a été cartographiée dans le SIG (carte 2.7) pour faire apparaître les grappes d'IED dans chacun des districts des quatre villes étudiées : Abidjan, Le Caire, Kigali et Johannesburg. Il s'agit d'un pont intéressant entre les informations sur les réseaux d'IED exogènes (provenant de l'extérieur) (par exemple, les cartes 2.1 à 2.4) et les informations relatives aux investissements endogènes (provenant de l'intérieur) au niveau urbain. Ceci est important car l'avenir de la planification urbaine reposera sur ce lien global-local, liant ensemble des données urbaines et économiques à plusieurs échelles. Ceci est partiellement étudié dans la dernière section de ce chapitre, dans laquelle les déterminants urbains des IED dans les districts de Johannesburg sont étudiés du point de vue économétrique. Dans chacune des quatre villes étudiées : Abidjan, Le Caire, Kigali et Johannesburg,

les chercheurs ont approfondi la connaissance qualitative et quantitative des motivations des investisseurs et celle des déterminants effectifs des IED (voir la partie C de ce rapport).

Dans la première carte (en haut à gauche), nous observons des grappes d'IED dans les districts du Caire, tandis que la carte en haut à droite présente les investissements à Abidjan. La carte suivante représente les groupes de Kigali (en bas à gauche) et les formations d'IED à Johannesburg (en bas à droite). De toute évidence, la répartition spatiale inégale des modèles d'IED n'est pas aléatoire, mais déterminée par des considérations délibérées et déterministes. Il serait donc intéressant pour de futurs travaux de recherche, d'explorer les facteurs et les caractéristiques urbaines à l'origine de cette distribution spatiale inégale.

Carte 2.7. Cartes thermiques des grappes d'IED dans les villes étudiées (2003-2016)



A: Grappes du Caire (Afrique du Nord) B: Grappes d'Abidjan (Afrique de l'Ouest) C: Grappes de Kigali (Afrique de l'Est) D: Grappes de Johannesburg (Afrique australe)
Source : Levering et Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

3. Tendances des IED mondiaux dans les régions et pays africains



L'Afrique du Nord est la seule région qui a connu une croissance négative des IED entre 2003 et 2016, probablement en raison des bouleversements politiques du Printemps arabe et des tendances du marché pétrolier

©Giusi Cosentino

3.1. Tendance des IED mondiaux et africains

La partie précédente portait sur l'analyse de la structure des IED en Afrique. Cette partie est consacrée à la dimension temporelle. Autrement dit, la tendance historique des investissements pour la période 2003-2016. L'objectif est de mieux comprendre les caractéristiques de croissance et de déclin des IED africains au fil du temps. Cette étude est menée sur une base comparative,

en référence à la croissance des IED à l'échelle mondiale et continentale, ainsi qu'à divers niveaux de cumul en Afrique, à savoir les cinq sous-régions africaines, les pays, villes, catégories d'investissements, secteurs et activités. Enfin, les résultats d'une étude exposant la portée spatiale des liens d'investissement en Afrique (distance des IED exprimée en kilomètres) sont analysés pour vérifier si les IED internationaux en Afrique sont

de plus en plus d'origine régionale ou d'origine plus globale. En d'autres termes, le réseau africain d'IED est-il en expansion ou se réduit-il ?

Dans le monde entier, les IED mondiaux dans toutes les régions du monde ont augmenté entre 2003 et 2009, après quoi ils ont diminué jusqu'en 2014. Cette situation est dû à la crise financière mondiale de 2008-2009 et à ses conséquences. Par la suite, les IED mondiaux ont repris leur croissance, comme l'ont suggéré des études telles que *Situation et perspectives de l'économie mondiale* (ONU, 2017).

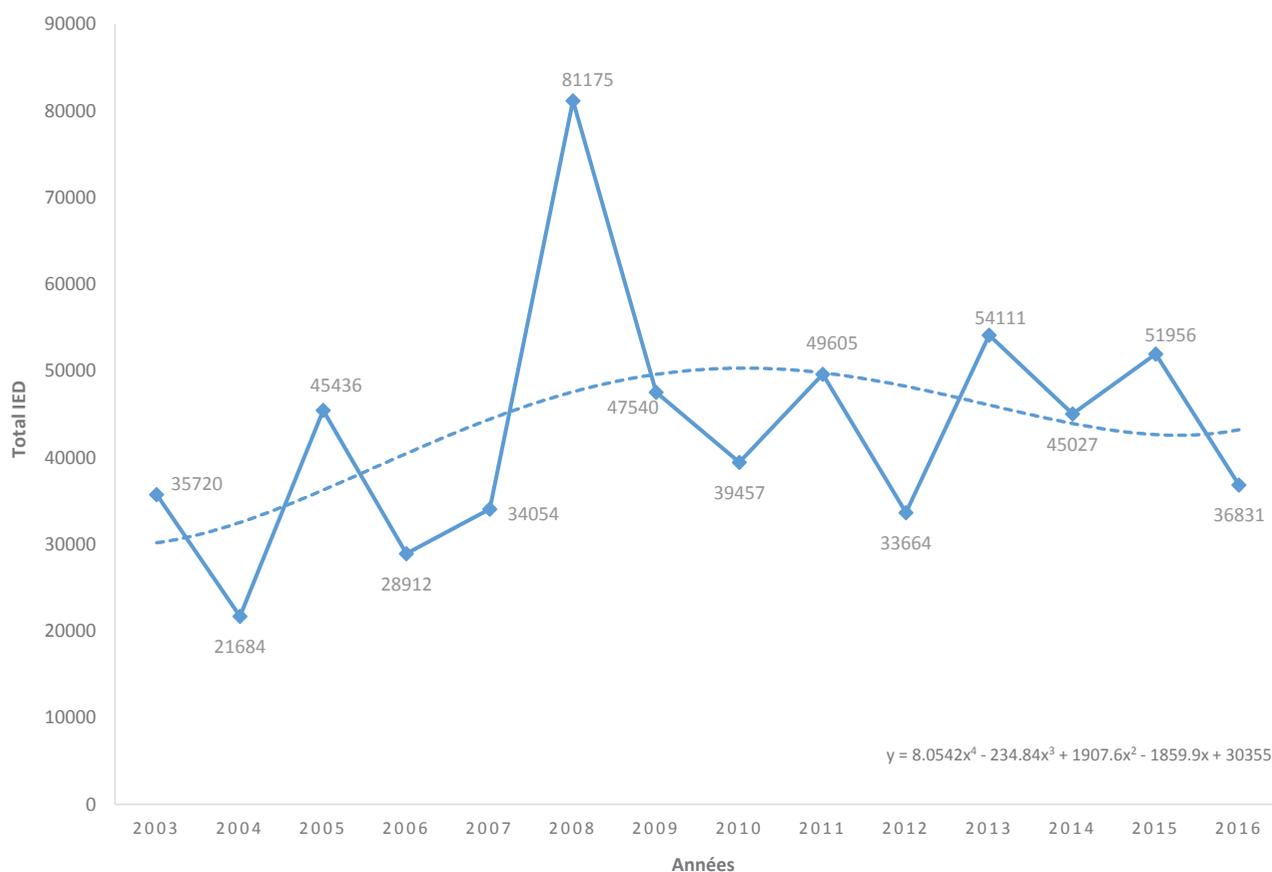
La figure 3.1 montre que les IED en Afrique suivaient la tendance mondiale, renforçant l'idée que les perspectives économiques africaines sont influencées par l'évolution de la scène mondiale et que, dans un système économique mondial interconnecté, les chocs et fluctuations de

l'activité économique se transmettent rapidement d'un pays à l'autre.

3.2. Tendance des IED dans les régions, pays et villes africaines

La dynamique des IED dans cinq régions d'Afrique révèle que l'Afrique du Nord, bien que cette région reçoive le plus grand volume d'IED sur la période 2003-2016, est la seule région qui connaît une croissance négative des investissements (- 1 %). Ceci est probablement dû aux bouleversements politiques et sociaux dans la région, notamment le Printemps arabe, ainsi qu'aux tendances mondiales et à celles du marché pétrolier. À l'autre extrême, l'Afrique de l'Est, malgré son deuxième plus faible volume d'IED, affiche le taux de croissance le plus élevé (7,5 %). Cela est probablement lié à sa faible base d'investissements et aux investissements

Figure 3.1. Tendance des IED en Afrique (2003-2016)



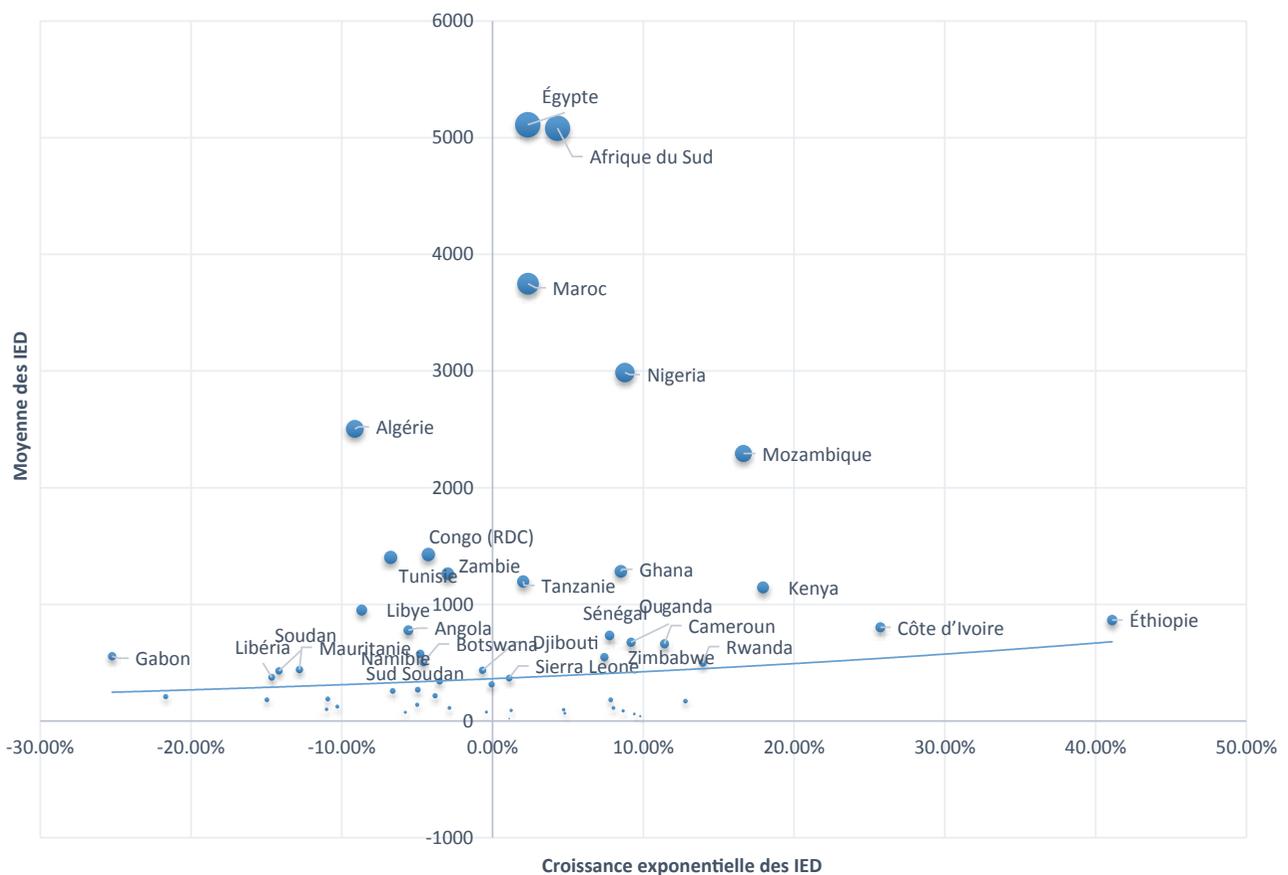
Source : Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

solides réalisés en Asie et au Moyen-Orient. Une forte croissance des IED s'est également produite en Afrique de l'Ouest (6,9 %), tirée par les investissements américains, en particulier dans le secteur des industries extractives. L'Afrique australe occupe la troisième place, combinant une croissance assez forte des IED (5,1 %) avec le deuxième volume d'investissements régionaux le plus élevé du continent. Cependant, ceci est principalement le résultat d'investissements en Afrique du Sud. L'Afrique centrale enregistre à la fois la plus faible croissance positive des IED et le plus faible volume. Si l'on considère le cumul des IED au niveau des pays (figure 3.2), il apparaît évident que la plupart des pays qui présentent un taux de croissance négatif des IED (déclin des flux d'IED) se situent dans les régions d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique du Nord.

Les pays dotés des plus forts taux de croissance positive sont : l'Éthiopie (1^{er}), la Côte d'Ivoire (2nd), le Kenya (3^e), le Mozambique (4^e) et le Rwanda (5^e). Toutefois, ces pays enregistrent tous de faibles volumes d'investissement. Les deux pays les plus forts du continent en termes de volume d'IED et de taux de croissance sont l'Afrique du Sud (1^{er}) et l'Égypte (2nd) suivis à distance par le Maroc (3^e), le Nigeria (4^e) et le Mozambique (5^e). L'Égypte, bien qu'hébergeant le volume d'investissements le plus élevé, présente un taux de croissance modérément négatif. La ligne de tendance du graphique révèle un rapport positif entre la croissance des IED et leur volume sur la période courant de 2003 à 2016.

Le niveau d'agrégation urbain inférieur (voir figure 3.3) indique que la plus forte croissance des IED pour les villes est relevée à Accra (1^{er}), Abidjan (2nd), Nairobi (3^e) et Tanger (4^e). Les flux d'IED ont

Figure 3.2. Croissance des IED dans les pays africains par rapport à la moyenne des IED (2003-2016)



Source : Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

Figure 3.3. Croissance des IED dans les villes africaines par rapport à la moyenne de leurs IED (2003-2016)



Source : Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

diminué plus rapidement à Alger, Khartoum et Marrakech. Dans ce contexte, il apparaît clair que Johannesburg a le profil d'investissements le plus équilibré en Afrique en termes de croissance et de volume, suivi à distance par Lagos, Casablanca, Tanger et Le Cap. Ici encore, nous observons la même courbe de croissance que dans le graphique précédent, ce qui signifie que, de manière générale, les IED dans les villes africaines étaient positifs sur la période 2003-2016.

3.3. Tendances des IED africains par industrie, secteur et activité

Tendances des industries des IED

A l'aide des mêmes données que celles sur les IED destinés à l'Afrique, nous nous concentrons maintenant sur les flux d'IED par industrie, secteur et activité. Le tableau suivant (Annexe 1.4

en ligne) présente les IED africains selon quatre grandes catégories d'agrégation industrielle : Hi-Tech, Industries manufacturières et IED dédiés aux Ressources. Ceux-ci ont été mesurés en termes de valeur de l'investissement (USD) plutôt qu'en termes de nombre d'opérations d'investissement (volume).

La plupart des IED en Afrique ont été réalisés dans les industries manufacturières. C'est le secteur d'IED le plus ancré et le plus stable, avec une avance considérable, bien que la croissance des investissements soit modérée (5 %). Les IED de ressources, bien qu'ils présentent une part significative, ont enregistré une forte croissance négative (-17 %) sur la période 2002-2016. Ceci est lié au cycle mondial des matières premières au cours de la dernière décennie, caractérisé par l'augmentation de la capacité de production mondiale et le ralentissement de la demande qui a entraîné une baisse des prix des produits de base dans le monde



L'IED dans le secteur des hautes technologies a de loin enregistré la plus forte croissance en Afrique de 2003 à 2016

© Photosky

Figure 3.4. Croissance des IED par secteur en Afrique par rapport à la moyenne des IED moyen des secteurs (2003-2016)



Points bleus : average sectoral FDI (USD) axe X = croissance sectorielle positive / négative des IED
 Source : Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

entier. Toutefois, il convient de noter que l'Afrique n'est plus simplement une destination d'IED pour l'extraction des ressources naturelles, mais une gamme beaucoup plus vaste d'IED est désormais dédiée, entre autres, aux biens et services à forte intensité de connaissances. Le rapport Perspectives économiques en Afrique (2017) indique que les entrées d'IED en Afrique en 2016 sont marquées par une diversification des investissements dans les services, les industries manufacturières et les projets liés aux infrastructures (African Development Bank Group 2017).

Les IED dans le secteur des hautes technologies en Afrique a de loin enregistré le taux de croissance le plus élevé au cours de la période observée. Néanmoins, c'est aussi le secteur qui présente le plus faible volume d'investissements et, comme en témoigne la carte thermique du SIG du Continent (carte 2.5), le secteur

d'investissement le moins étendu en Afrique était concentré principalement dans des villes de hautes technologies telles que Le Caire, Johannesburg, Lagos et Nairobi.

Tendances sectorielles des IED

Dans la figure 3.4 les données sur les IED sont ventilées en fonction des secteurs industriels. Les taux les plus élevés de croissance d'IED par secteur sont enregistré dans le celui des machines industrielles (ce qui suggère une hausse de la productivité), l'entreposage et le stockage (témoins d'une activité commerciale croissante), les énergies renouvelables (signe d'un développement positif à l'aulne du changement climatique), l'électronique grand public, les soins de santé, les communications et l'immobilier (indicateurs de la croissance des classes moyennes et de l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs).

Les IED dans les secteurs de matières premières telles que le charbon, le pétrole, le gaz, les minéraux et les métaux ont tous diminué. Cela pourrait cependant changer si l'offre et la demande en matières premières devaient s'équilibrer et que le cycle mondial des prix des matières premières basculait. Quoiqu'il en soit, il est clair que les IED africains passent progressivement du secteur primaire aux secteurs secondaire et tertiaire. C'est une évolution positive, même s'il reste à savoir quelle est l'ampleur des répercussions de ces IED plus diversifiés sur les économies locales.

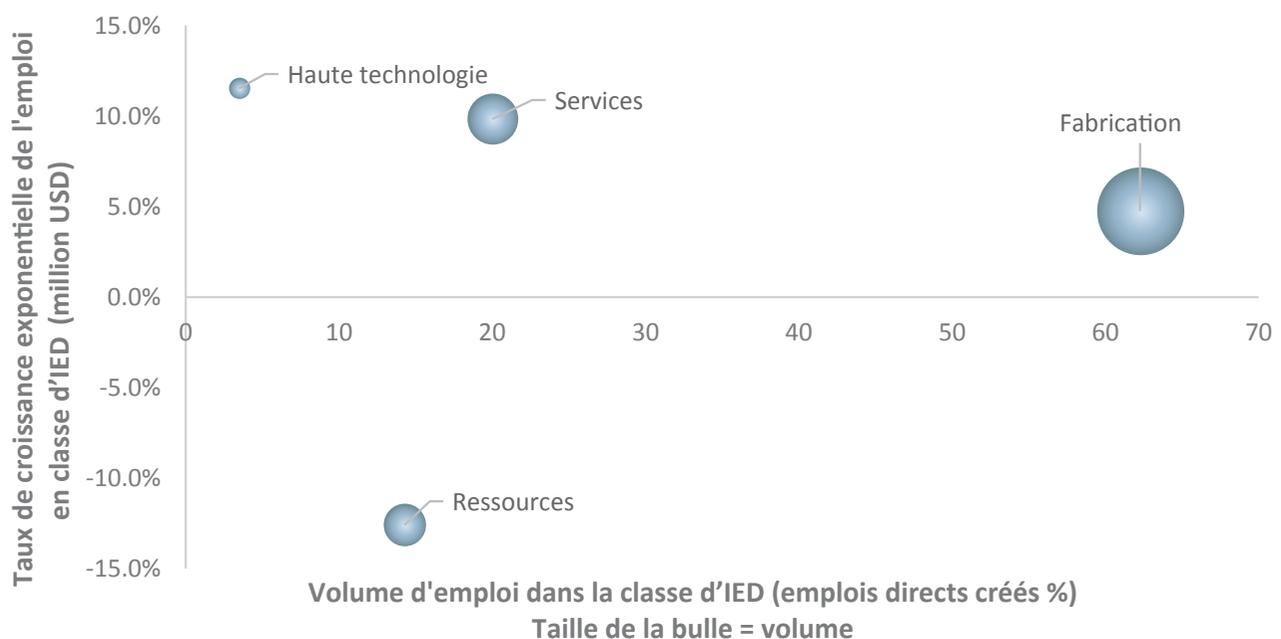
Alors que les données sur les investissements dans les unités d'extraction (produits de base) présentent une tendance des IED à la baisse, elles reçoivent toujours le deuxième plus gros volume d'investissement. Cette constatation entre en cohérence avec les récents travaux d'étude de l'OCDE qui montrent que les pays « non riches en ressources » deviennent des destinations de plus en plus attractives pour les IED (voir aussi l'Annexe 1 du rapport). Ceci est de plus confirmé par le rapport *Perspectives économiques en Afrique* (2017), qui précise que les IED sont de plus en plus dédiés aux pays et secteurs « non riches en ressources ». En 2015, les cinq économies africaines

L'Éthiopie, dans le cadre du programme « 2025 Vision Ethiopia » a mis l'accent sur le développement de parcs industriels et la promotion des industries manufacturières légères (textile, cuir, agroalimentaire et produits pharmaceutiques) pour devenir un centre de petites industries manufacturières

qui ont connu la croissance la plus rapide étaient toutes non riches en ressources, avec l'Éthiopie, la Côte d'Ivoire et le Rwanda en tête.

L'Éthiopie, dans le cadre du programme « 2025 Vision Ethiopia » a mis l'accent sur le développement de parcs industriels et la promotion des industries manufacturières légères (textile, cuir, agroalimentaire et produits pharmaceutiques) pour devenir un centre de petites industries manufacturières (African Development Bank Group 2017). Le volume le plus élevé d'activité d'IED se

Figure 3.5. Catégories d'IED africains – Emplois directs par croissance et volume (2003-2016)



Points bleus : volume de l'emploi axe X : croissance de l'emploi
Source : Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

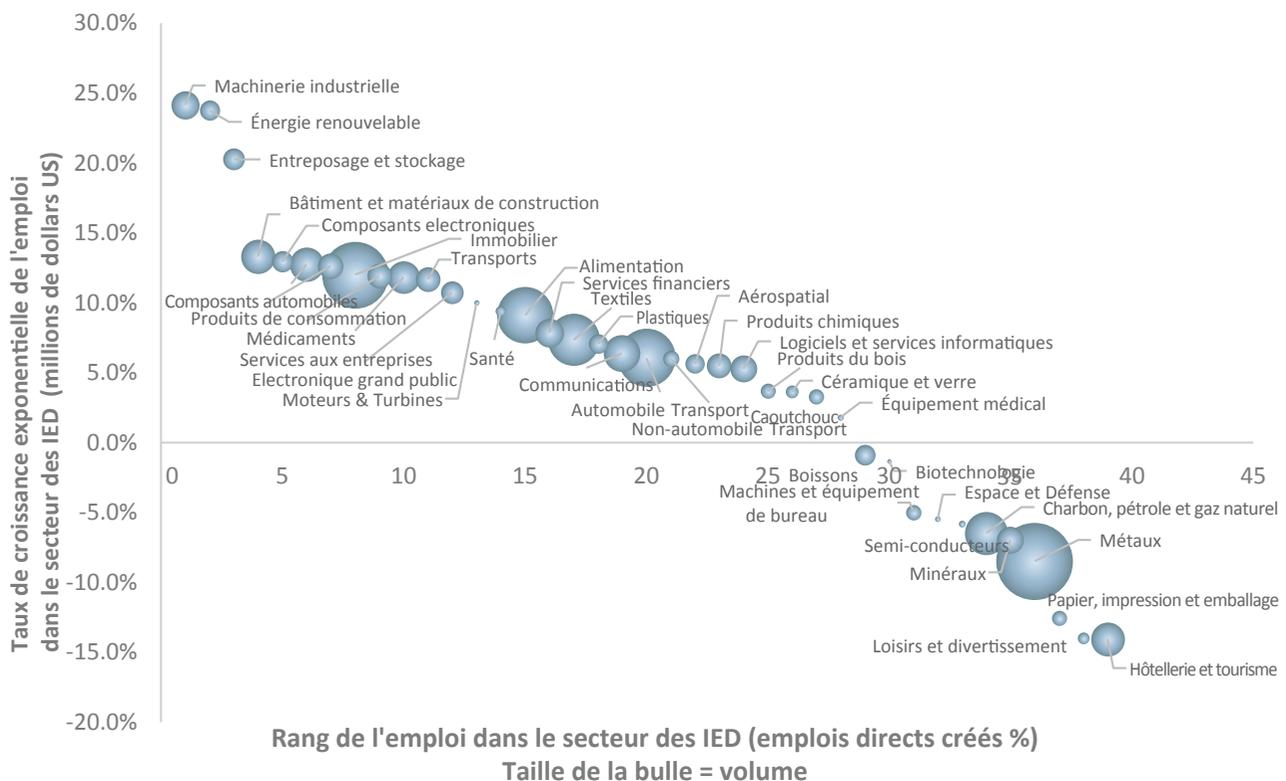
situé dans le secteur manufacturier (équipements de production) qui a connu une croissance modérée. (Ce point fera l'objet d'un développement dans la partie B du chapitre concernant l'incidence des IED sur l'emploi.) Ce type d'IED est le plus bénéfique aux économies africaines, suivi d'investissements dans le secteur de la construction, et il est compatible avec l'amélioration de la productivité de l'économie et le développement de zones urbaines grâce aux investissements effectués dans le logement, les services publics et les infrastructures de réseau dont toute économie a besoin.

Tendances des IED par activité

Les résultats positifs du développement économique futur de l'Afrique dans un contexte d'urbanisation accélérée dépendent avant tout d'un approvisionnement suffisant en énergie. Les IED investis dans le développement des TIC présentent le deuxième taux de croissance le plus élevé ainsi que des volumes d'investissement élevés, ce qui indique

que le développement de réseaux TIC de pointe est désormais prioritaire en Afrique. La logistique, la distribution et les transports constituent le troisième secteur d'IED le plus important en termes de croissance, ce qui indique que l'interdépendance des échanges africains entre les pays et régions, mais aussi avec l'étranger, s'améliore. Les services aux entreprises, les ventes et le marketing ainsi que les activités de vente au détail affichent également des taux de croissance des IED élevés en réponse aux opportunités offertes par la croissance démographique, l'urbanisation accélérée et la croissance des classes moyennes urbaines, avec un pouvoir d'achat accru des ménages. Les besoins en points de vente au détail sont croissants à mesure que les activités de vente et de marketing des produits de consommation augmentent, tandis que les besoins en services aux entreprises augmentent aussi, afin de résoudre la complexité croissante de cette activité et de satisfaire la production industrielle connexe.

Figure 3.6. Secteurs d'IED africains – Emplois directs par croissance et volume (2003-2016)



Points bleus : volume de l'emploi axe X : rang de l'emploi
Source : Wall, 2017. Selon les données de FDI Markets

3.4. IED bénéfiques pour l'Afrique - Croissance sectorielle de l'emploi

La création d'emplois pour réduire la pauvreté est un objectif majeur de nombreuses études sur le développement (Agenda 2063 de l'Union Africaine, Nouveau Programme urbain d'ONU-Habitat (2016), Stratégie 2013-2022 de la BAD et l'ODD 1 des Nations Unies, entre autres). Il n'est donc possible de dire que dès lors que les IED génèrent un niveau d'emploi élevé, ceci est favorable à la réalisation des objectifs mentionnés, de réduction de la pauvreté. Cette partie traitera tout d'abord des volumes d'emploi dans les principales catégories d'agrégation (Hi-Tech, services, industries manufacturières et ressources), suivie d'une analyse plus détaillée de 39 secteurs d'IED participant à la croissance de l'emploi sur

la période 2003-2016. Il est important de noter cependant que l'analyse se concentre sur les emplois créés directement par les multinationales dans ces catégories et secteurs et ne tient pas compte des retombées en termes d'emplois indirects.

Le diagramme de dispersion de la figure 3.5 affiche les performances des quatre principales catégories (hautes technologies, services, industries manufacturières et ressources) en termes de croissance de l'emploi et de volume. Il est évident qu'en Afrique, le secteur des hautes technologies enregistre le taux de croissance de l'emploi le plus rapide malgré le faible nombre d'emplois relatif. Cela implique que, par rapport aux autres catégories, les hautes technologies n'ont généré qu'un nombre limité d'emplois directs (très probablement pour



Les villes moyennes comme Mombasa doivent concentrer leurs stratégies sur les investissements nationaux et régionaux

© Jacek Sopotnicki

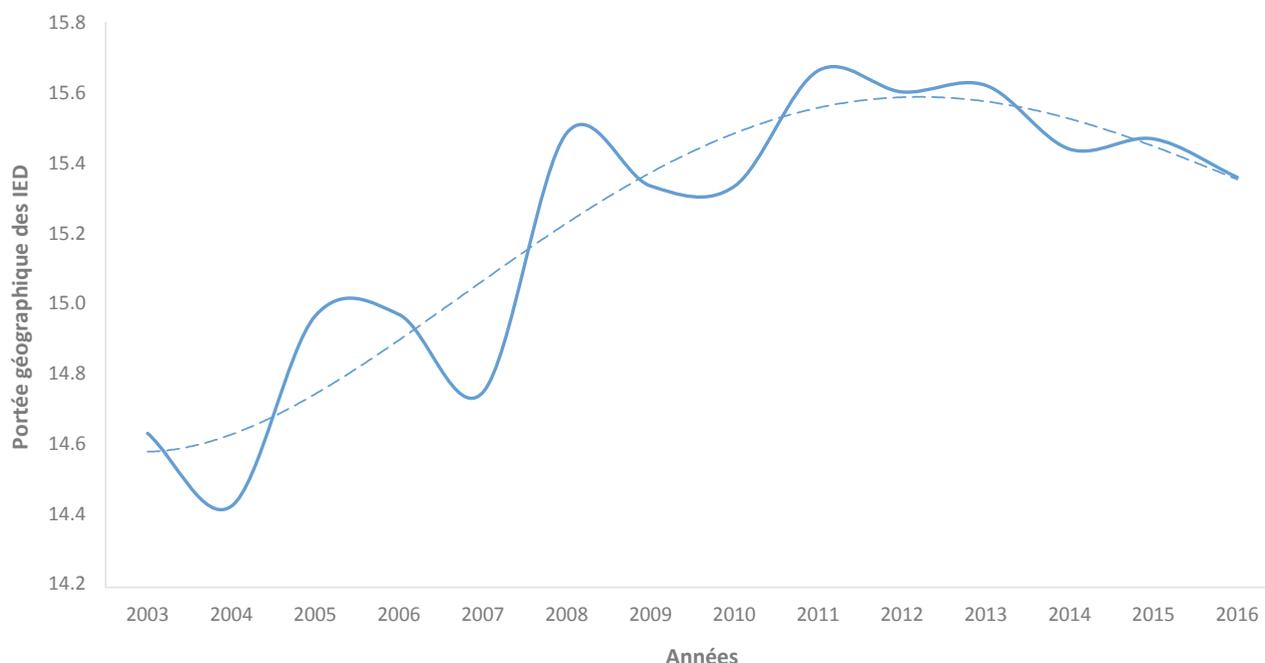
des employés hautement qualifiés) au cours de cette période. Pour les périodes précédant la récession (2003-2009) et durant la récession (2010-2016), une croissance relativement stable et positive est enregistrée. Ainsi, en termes de stabilité en période de volatilité, les technologies de pointe peuvent être un secteur porteur pour les gouvernements africains en quête de futurs IED. C'est d'autant plus vrai que cela peut aussi stimuler une innovation technologique indispensable dans les pays africains. Kaur et al (voir aussi la partie B du présent rapport) ont également montré que les IED de hautes technologies pouvaient réduire l'inégalité des revenus dans les pays africains, en particulier grâce à leurs liens en amont avec le secteur manufacturier. Il serait intéressant d'analyser à l'avenir l'effet d'entraînement que le secteur des hautes technologies peut avoir sur les entreprises locales et l'emploi. Néanmoins, en termes d'emplois directs, les volumes sont limités et ne remettent pas en cause de manière probante le niveau de chômage désastreux en Afrique.

La figure 3.5 indique en outre que le secteur des services affiche des taux de croissance de l'emploi

similaires à celui des hautes technologies, avec cependant un volume d'emploi beaucoup plus important (deuxième plus importante des quatre catégories). En revanche, l'emploi direct généré par le secteur des Services a fortement diminué, passant de 18,2 % en 2003-2009 à 2,2 % en 2010-2016. Bien que l'attrait des IED pour les services puisse interpeler les gouvernements, il sera probablement plus difficile à réaliser.

Les IED dans le secteur manufacturier ont connu une bonne croissance sur l'ensemble de la période (4,8 %) et le plus grand volume d'emploi (62 %), ce qui en fait un secteur très attractif. En effet, les IED manufacturiers sont les plus importants pour réduire les inégalités de revenus dans les pays africains (voir aussi la Partie B), car ils génèrent beaucoup d'emplois et ont le potentiel d'accélérer l'industrialisation en Afrique du fait de l'existence de liens en amont et en aval avec d'autres secteurs. Néanmoins, leur forte chute, passant de 17,4 % en 2003-2009 à 0,4 % en 2010-2016, ne peut être ignorée. Plus récemment, les investisseurs ont hésité à investir dans ce secteur et il pourrait devenir moins facile de les attirer à nouveau à l'avenir.

Figure 3.7. Portée géographique des IED en Afrique (2003-2016)



Ligne continue : portée totale des investissements (km) Ligne en pointillé : tendance au fil du temps
Source : Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

Enfin, la figure 3.5 montre que les IED dédiés aux ressources ont connu une forte croissance négative (- 12,6 %) sur la période 2003-2016. Même lorsque nous observons la phase d'expansion précédant la récession, l'emploi dans les ressources a diminué au début de manière modérée (-4,9 %), avant que sa chute ne s'accélère (- 23,3 %) durant la période de récession. En outre, le volume d'emploi du secteur des ressources est la deuxième plus faible des quatre catégories. Ces évolutions sont très liées à la baisse des prix des matières premières au cours des dernières années. De plus, les IED dans le secteur des ressources ne génère que deux emplois par million de Dollars (USD) d'IED (voir Wall, Mehta and Kaur (2018) dans la partie B). En outre, les IED dans le secteur des ressources sont vraisemblablement difficiles à attirer lorsque le prix mondial des matières premières est bas, outre leurs bénéfices très limités en termes de création d'emplois. Le fait que les pays riches en ressources soient obligés de se diversifier dans leurs secteurs manufacturiers, de services et de hautes technologies est sans doute un aspect positif du constat effectué ci-dessus.

Parmi les IED dans les industries manufacturières (figure 3.6), l'industrie (machines, bâtiment et construction, composants électroniques, composants automobiles, produits de consommation, immobilier, électronique grand public, alimentaire, textile, plastique et automobile), l'immobilier, l'agroalimentaire, le textile et l'automobile sont particulièrement intéressants dans la mesure où ils fournissent de grands volumes d'emploi.

Dans le secteur des services (figure 3.6), l'entreposage et le stockage, les services aux entreprises, les transports, les soins de santé, les services financiers et la communication affichent tous des taux d'emploi élevés. Les communications, les services financiers et les services aux entreprises sont particulièrement intéressants, avec des volumes d'emploi tout aussi respectables. Enfin, les IED des secteurs des ressources ont connu une croissance très négative en Afrique, en particulier le charbon et le gaz naturel, les minéraux et les métaux. Les métaux maintiennent cependant un très fort volume d'emploi (15,9 %) et restent donc intéressants pour toute politique de développement visant à l'éradication de la pauvreté.

3.5. Portée mondiale des IED en Afrique

Chaque investissement intervenant entre une ville internationale et une ville africaine, la distance physique de l'investissement (en km) peut être établie. Ainsi, un investissement de Shanghai à Nairobi est réalisé sur une distance beaucoup plus grande qu'un investissement émanant de Johannesburg vers Nairobi. Si nous additionnons

La portée mondiale moyenne des IED dans le monde a augmenté de 2003 à 2011, mais a légèrement diminué depuis. Cela implique le fait que les investisseurs se sont mondialisés en réalisant des investissements directs dans des centres de plus en plus éloignés.

toutes les distances d'investissement à une ville comme Nairobi et prenons ensuite la moyenne, nous obtenons une mesure de la « portée mondiale » de l'investissement à Nairobi. Ce critère peut être calculé pour chaque année et, s'il est positionné sur un graphique, il montre sur une échelle de temps, si l'investissement moyen à Nairobi provient de sources plus proches ou plus éloignées. En adoptant cette démarche pour toutes les villes du monde, on obtient un indicateur de portée mondiale. Ceci est illustré dans le graphique (voir Annexe 1.6 en ligne).

La portée mondiale moyenne des IED dans le monde a augmenté de 2003 à 2011, mais a légèrement diminué depuis. Cela implique le fait que les investisseurs se sont mondialisés en réalisant des investissements directs dans des centres de plus en plus éloignés. En conséquence, les villes les plus éloignées sont devenues plus globalement connectées. La tendance à la baisse depuis 2011 pourrait toutefois être en partie le résultat d'une baisse de l'appétence pour le risque, après les crises financières mondiales et en partie à cause des tensions géopolitiques et de l'instabilité politique prégnantes dans certaines parties du monde. La réémergence récente du nationalisme économique dans certaines économies fondamentales pourrait rimer avec

plus de bilatéralisme dans la dynamique de la mondialisation.

Dans le graphique de la figure 3.7, nous voyons que la portée mondiale moyenne des IED en Afrique suit clairement la tendance mondiale. Entre 2003 et 2011, les investissements en Afrique provenaient de plus en plus de sources plus lointaines. Depuis 2011, il y a eu toutefois un léger renversement

tendance à opérer plus localement. Les résultats ci-dessus indiquent que les municipalités devraient élaborer des stratégies de marketing internationales rigoureuses afin d'attirer les investisseurs, notamment par le biais d'agences de promotion des investissements, d'agences d'achat intelligentes et de commissions de la concurrence. L'objectif doit être d'accroître le portefeuille mondial et régional



La santé a connu l'un des taux de croissance les plus élevés de l'IED en Afrique

© Riccardo Lennart Niels Mayer

de cette tendance. Dans la partie B de ce rapport disponible en ligne, dans « Smart City Study » de Wall et Stavropoulos (2016), il ressort clairement que plus la portée mondiale d'une ville dans le système mondial des IED est élevée, plus le niveau d'intelligence urbaine est élevé. C'est sans doute lié au fait que les multinationales économiquement les plus importantes ne sont pas limitées par la distance et ont la capacité d'investir à travers le monde, tandis que les petites entreprises ont

d'investisseurs étrangers dans la ville. Les centres internationaux tels que Le Caire, Johannesburg, Lagos et Nairobi devraient se concentrer davantage sur l'expansion continentale mondiale et africaine, par ex. : la SADC et la CEDEAO. En revanche, des villes de taille moyenne comme Durban et Mombasa devraient se concentrer davantage sur l'amélioration de l'investissement national et régional.

4. Prévisions des IED mondiaux dans les régions et pays africains



Une forte concentration d'IED dans les industries extractives (notamment le secteur pétrolier) peut rendre les économies vulnérables aux fuites financières et économiques

© Vladyslav Morozov

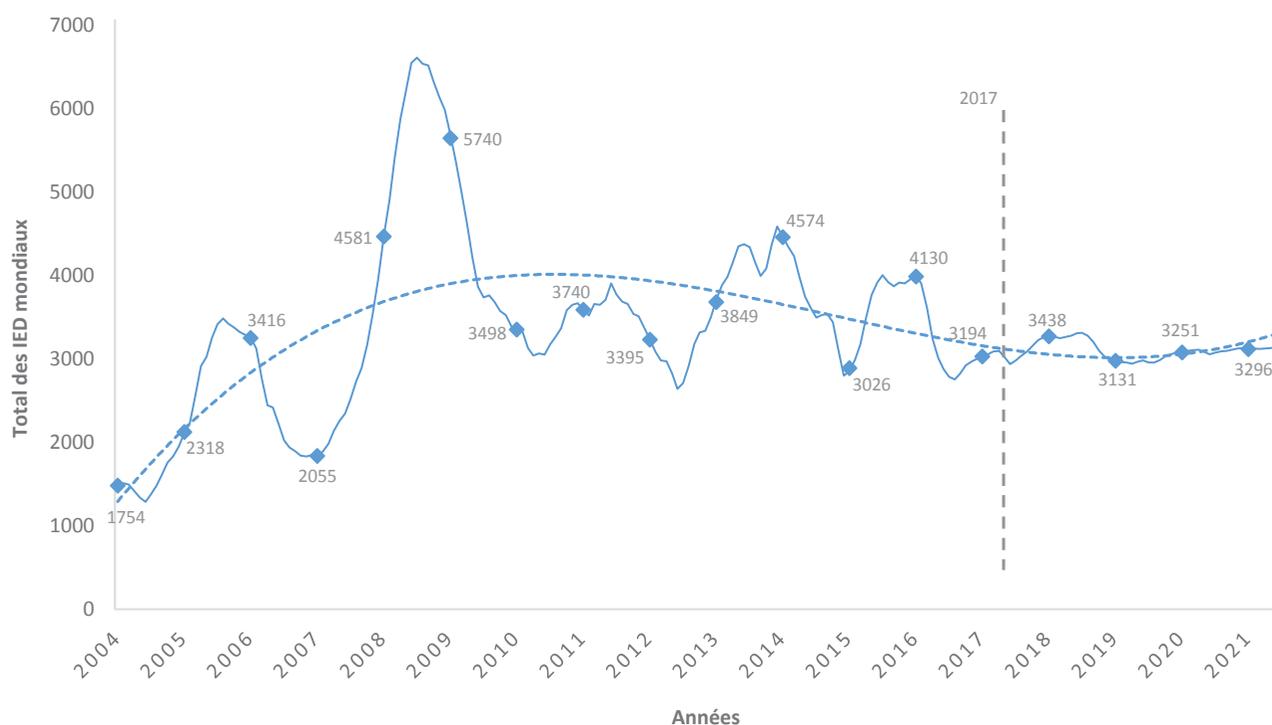
4.1. Introduction à la prévision

Tandis que la partie précédente visait à analyser les tendances des IED en Afrique, cette partie va plus loin, en utilisant les modèles ARIMA pour les prévisions abordées dans ce chapitre.

Bien que les flux d'IED se soient considérablement développés depuis les années 90 dans toutes les sous-régions d'Afrique, la croissance des investissements a considérablement varié selon la région et le secteur concernés (Suleiman, Kaliappan et Ismail 2013). Historiquement, l'Afrique du Nord a mieux réussi à attirer les IED que les autres régions, sans doute en raison de sa dotation en ressources naturelles et de sa proximité avec l'Europe. Dans l'Afrique australe, l'Afrique du Sud a nettement surperformé ses voisins au moment de retenir les investissements (Ganiou Mijiyawa 2012). Les autres pays recevant une part relativement importante des IED sont l'Algérie, l'Angola, le Maroc et le Nigeria (Dupasquier et Osakwe 2005). Dans un premier temps, les flux d'IED vers le Continent se sont largement concentrés sur les ressources, ce secteur emportant la part belle des IED injectés dans les économies africaines (Dupasquier et Osakwe 2005, Suleiman, Kaliappan et Ismail 2013).

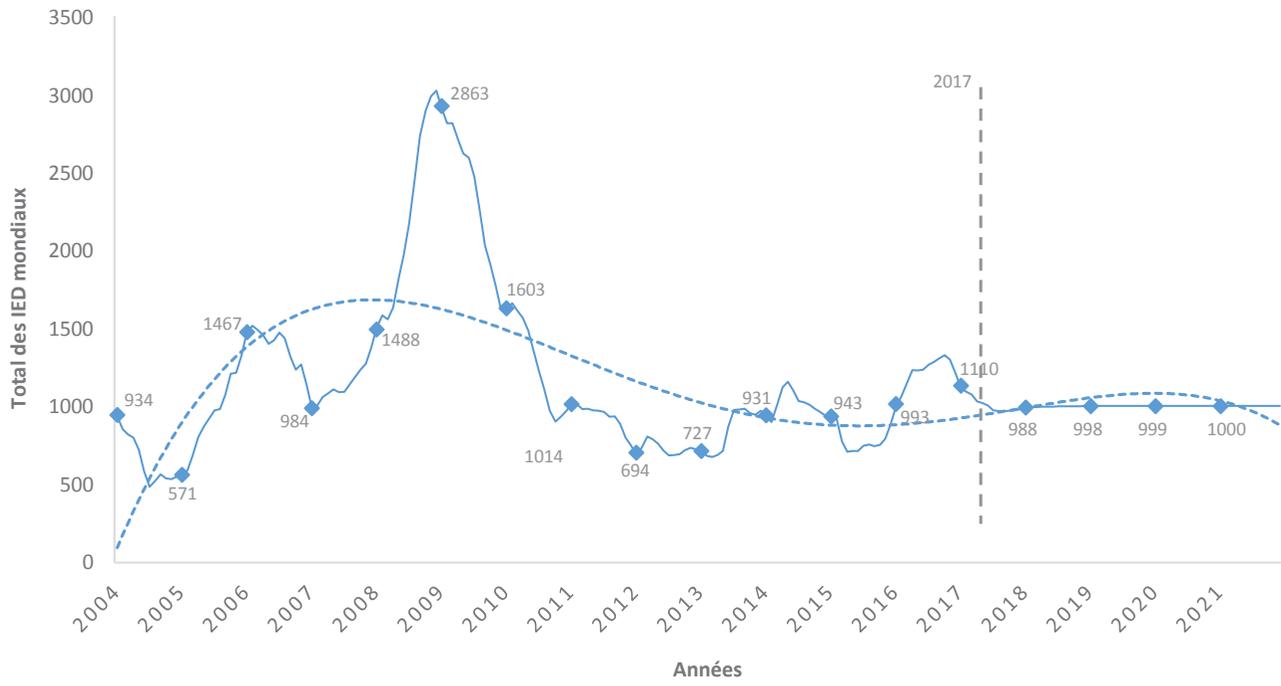
Bien que la croissance des IED en Afrique subsaharienne soit considérée comme résiliente (Beny et Cook 2009, Andersen et Jensen 2014), aucun consensus n'a été obtenu quant au caractère durable des modèles de croissance alimentés par les IED (Arbache et Page, 2010 ; Barbi et Costa 2016). En outre, une concentration des IED dans le secteur des ressources, en particulier les industries extractives (par ex. : le secteur pétrolier) peut rendre les économies vulnérables aux fuites financières et économiques et provoquer un développement sous-optimal des liens économiques nationaux. Une telle situation inhibe la croissance économique (Adams 2009) et un développement économique équilibré. Un déplacement de l'accent mis sur les IED du secteur des ressources (primaires) vers les secteurs secondaire et tertiaire peut donc accroître l'incidence des IED sur le développement (Akinlo 2004). Ainsi, dans cette partie, en prévoyant les flux d'IED de différents secteurs clés (catégories) et les cinq principales régions africaines, on peut se faire une idée de la probable future distribution des IED et aider les décideurs à planifier et élaborer des stratégies économiques.

Figure 4.1. Prévisions d'IED en Afrique (2004-2021)



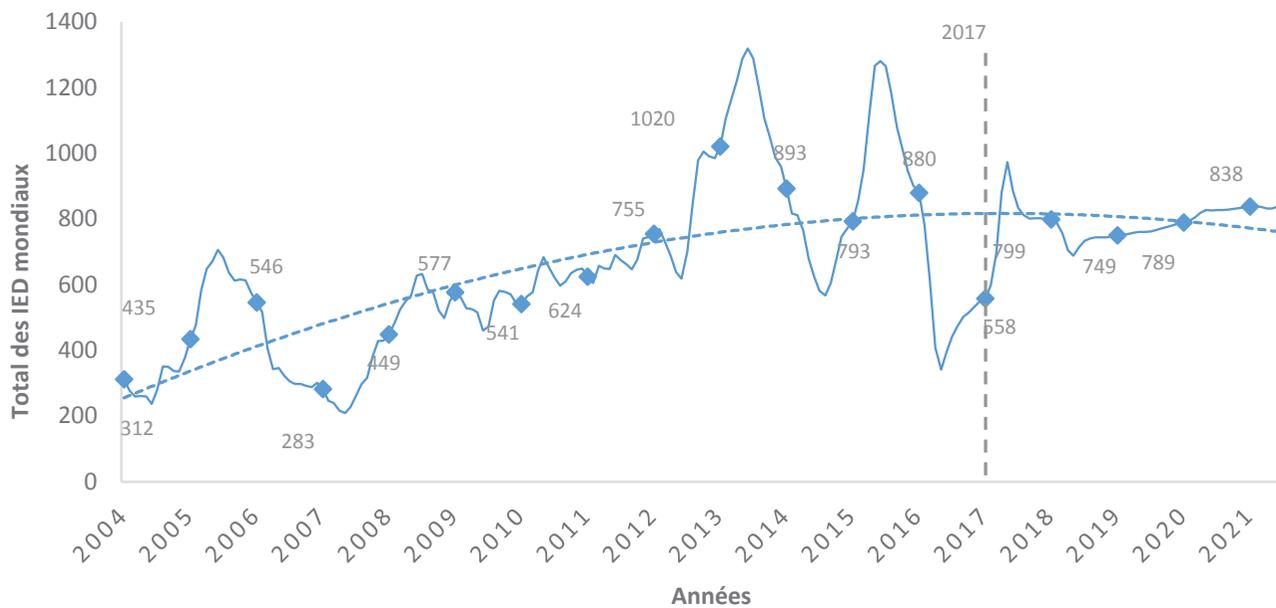
Source : Rutten et Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

Figure 4.2. Prévisions d'IED en Afrique du Nord (2004-2021)



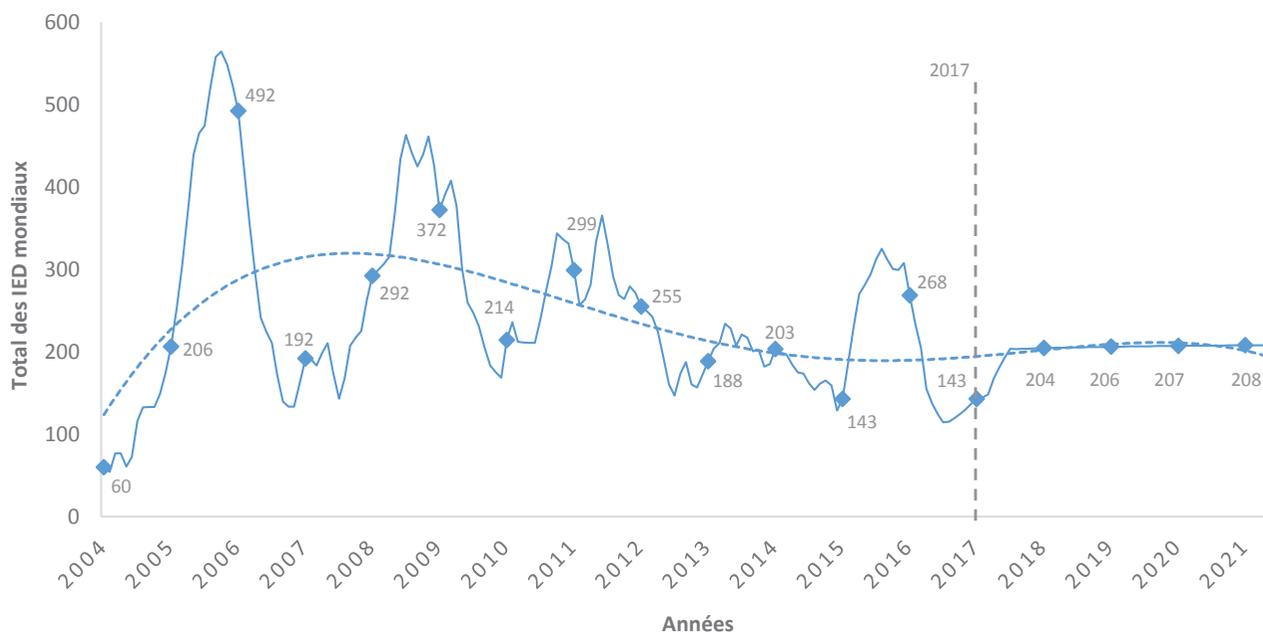
Source : Rutten et Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

Figure 4.3. Prévisions d'IED en Afrique de l'Ouest (2004-2021)



Source : Rutten et Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

Figure 4.4. Prévisions d'IED en Afrique Centrale (2004-2021)



Source : Rutten et Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

4.2. Prévisions d'IED pour l'Afrique et ses cinq régions clés IED en Afrique

La figure 4.1 montre comment la tendance des flux d'IED en Afrique a fluctué au fil du temps (ligne bleu foncé). La modélisation basée sur les séries chronologiques indique que, sur les cinq années jusqu'en 2021, le total des IED devrait augmenter de manière modérée. Cependant, ce modèle se rapporte à l'ensemble de l'Afrique et les prédictions diffèrent également considérablement, selon les régions et secteurs. Alors qu'à la fin des années 90, les IED africains étaient principalement dédiés au secteur primaire, les investissements se sont par la suite clairement orientés vers les secteurs secondaire et tertiaire (Mwilima 2003). L'augmentation des IED dans ces secteurs a sans doute contribué à la croissance économique des villes africaines et peut-être aussi à des formes plus durables de croissance économique et de développement. La probabilité de ce résultat sera accrue si les gouvernements africains s'engagent dans des réformes politiques attirant des types d'IED qui favorisent la durabilité économique et génèrent des emplois, notamment dans les secteurs secondaire et tertiaire (Adams 2009, Suleiman, Kaliappan et Ismail 2013). L'analyse

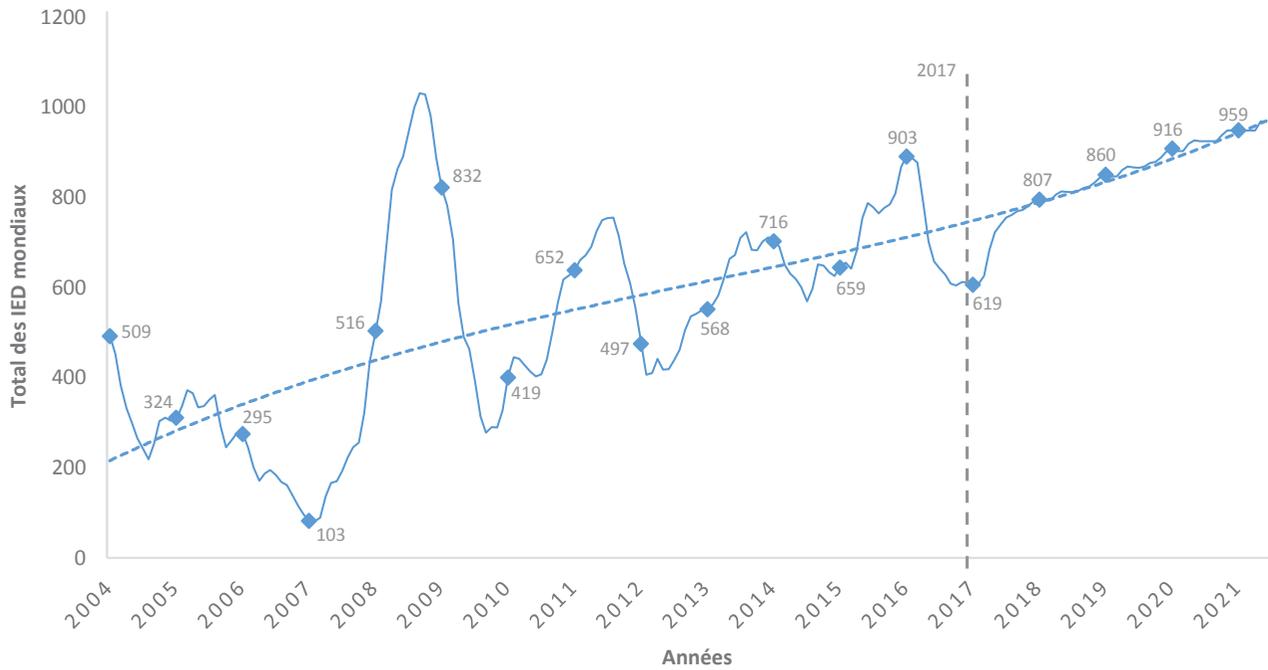
Les IED dans les secteurs des services et des industries manufacturières devraient maintenir une croissance stable tandis que les IED dans le secteur des ressources ne progresseront que lentement

suggère également que les IED dans le secteur des hautes technologies en Afrique devraient augmenter considérablement. En outre, les IED dans les secteurs des services et des industries manufacturières devraient maintenir une croissance stable tandis que les IED dans le secteur des ressources ne progresseront que lentement.

IED en Afrique du Nord

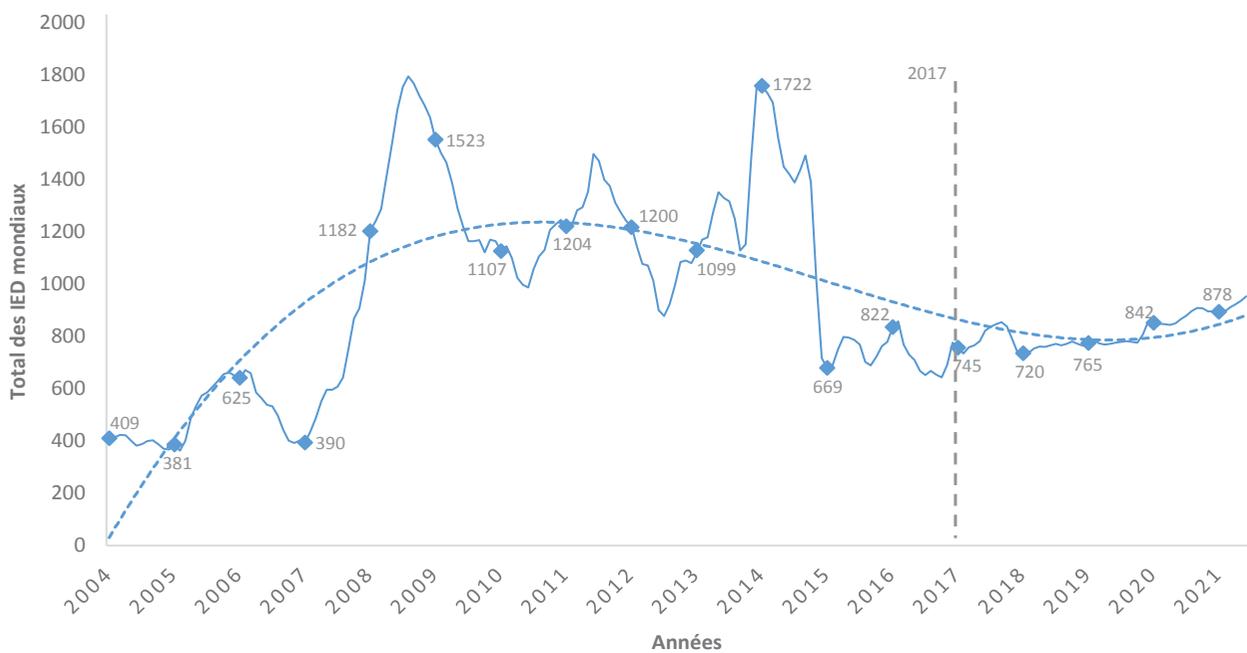
Même si l'Afrique du Nord reçoit le volume d'IED le plus élevé, ceux-ci devraient rester stables au cours des prochaines années (figure 4.2). La croissance des IED dans la région devrait principalement intervenir dans les secteurs des hautes technologies et des services, tandis que pour les ressources, la croissance

Figure 4.5. Prévisions d'IED en Afrique de l'Est (2004-2021)



Source : Rutten et Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

Figure 4.6. Prévisions d'IED en Afrique australe (2004-2021)



Source : Rutten et Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

demeurera modeste. Le secteur des services est susceptible de dépasser le secteur manufacturier en tant que principal bénéficiaire des IED dans la région. La tendance générale des investissements étrangers dans la région a été négative et cette tendance se maintiendra dans certaines parties de la région. Ceci est probablement le résultat des incidences durables du Printemps arabe sur les IED en Afrique du Nord et de la dépendance relative persistante de la région vis-à-vis de sa dotation en pétrole, malgré la proximité bénéfique des marchés de l'UE. Les IED en Algérie, en Libye et en Tunisie demeureront relativement faibles à l'avenir, tandis que les IED en Égypte et en particulier au Maroc devraient se remettre de la crise financière mondiale et de l'instabilité politique régionale.

IED en Afrique de l'Ouest

Les IED dans la région de l'Afrique de l'Ouest ont augmenté depuis la crise financière de 2008 ; une tendance qui devrait se poursuivre (figure 4.3). Les investissements dans le secteur des hautes technologies et des industries manufacturières augmenteront par rapport aux autres secteurs, tandis que le secteur manufacturier continuera d'enregistrer la valeur absolue la plus élevée d'IED. La tendance à la baisse des IED dans les ressources devrait se poursuivre avec cependant une stagnation des investissements dans le secteur des ressources, malgré l'importance historique du secteur pétrolier pour attirer les IED dans la région. Les investissements dans le secteur des services de la région de l'Afrique de l'Ouest devraient diminuer si les conditions demeurent les mêmes (par exemple, une meilleure intégration régionale, moins de corruption et une gouvernance plus transparente).

Pour le Nigeria, la plus grande économie de la région, les IED devraient marquer une tendance à la hausse malgré leur récent déclin. Depuis 2010, la tendance des IED en Côte d'Ivoire est à la hausse et elle devrait perdurer. Même si les IED au Ghana ont augmenté par rapport à 2010, ils ont commencé à diminuer à partir de 2014 ; tendance qui devrait persister au cours des cinq prochaines années.

IED en Afrique centrale

La croissance des IED en Afrique centrale a stagné au cours des 10 dernières années et devrait demeurer au niveau actuel. L'Afrique centrale est la région où la part de flux d'IED est la plus faible (figure 4.4).

Le niveau des IED dans les secteurs des industries manufacturières et des services demeure stable, tandis que la tendance des IED dans le secteur des ressources poursuivra sa tendance à la baisse. Les IED dans le secteur des hautes technologies ont été rares et ne devraient pas connaître de forte croissance dans les cinq prochaines années. La légère tendance à la baisse des IED en République Démocratique du Congo se poursuivra probablement, tandis que les IED au Rwanda devraient augmenter, le Rwanda devenant ainsi l'une des économies les plus prometteuses de la région.

IED en Afrique de l'Est

Le total des IED dans la région de l'Afrique de l'Est n'a cessé de s'accroître depuis 2000. Les prévisions indiquent que cette tendance restera positive et que les IED dans la région progresseront (figure 4.5). Le secteur manufacturier continuera de recevoir à la fois le plus grand nombre d'investissements, et une croissance positive. Les IED dans le secteur des services connaîtront le taux de croissance le plus élevé au cours des cinq prochaines années. La tendance dans le secteur des ressources continuera à la baisse. Les IED au Kenya devraient continuer de croître au cours des cinq prochaines années. En Éthiopie, pays qui n'a attiré des investissements importants que depuis 2014, les IED devraient conserver leur niveau actuel. Les IED de la Tanzanie devraient continuer de croître, mais la tendance a été très volatile au cours de la dernière décennie, et il est difficile de prévoir une accélération significative à court terme.

IED en Afrique australe

Sur la base de l'analyse des séries chronologiques, les IED devraient légèrement augmenter en Afrique australe, ce qui laisse supposer une reprise provisoire de la baisse des investissements survenue en 2014 (figure 4.6). La tendance des IED dans le secteur des services devrait être la plus prometteuse, suivie par le secteur manufacturier. Les IED dans le secteur des hautes technologies devraient augmenter modestement, tandis que les IED dans le secteur des ressources devraient fortement diminuer. Au niveau des pays, l'Afrique du Sud restera la principale destination des IED dans la région. La Zambie devrait se remettre de sa tendance négative, tandis que la situation du Mozambique s'améliorera légèrement par rapport à 2016.

5. Compétitivité économique, spécialisation et diversification des villes d'Afrique



L'image de marque des villes est devenue un élément clé pour obtenir des IED

© Maocheng

5.1. La concurrence des villes pour attirer les IED

Dans notre économie moderne, on dit souvent que les villes doivent rivaliser entre elles pour avoir accès à des ressources, des marchés et une influence économique. Mais malgré les nombreux discours théoriques sur ces « guerres de lieux », l'intensité de cette concurrence est un domaine qui reste sous-évalué. S'appuyant sur les travaux théoriques de Gordon (1999) et les principes de l'écologie évolutive et organisationnelle, cette partie propose un indicateur d'évaluation du degré de concurrence des villes africaines à partir de leurs modes d'interaction (réseaux) ainsi qu'une définition de leurs principaux concurrents. Cette analyse met en lumière l'importance de la diversification régionale

pour attirer davantage d'investissements étrangers directs (IED) vers les villes africaines. Elle part de l'hypothèse selon laquelle plus une ville attire des IED diversifiés, plus elle recevra des IED internationaux. Autrement dit, une ville qui n'attire que des IED spécialisés dans certains secteurs attirera moins d'IED.

Au cours des dernières décennies, les études urbaines et la littérature de la planification ont reconnu le fait que les villes rivalisent entre elles pour obtenir des marchés, des produits et des investissements, et stimuler la création d'entreprises, la croissance démographique, le tourisme, les grands événements et le financement (Harvey, 1989 ; Lever et Turok, 1999). Ces « guerres de lieu » (cf. Haider, 1992)

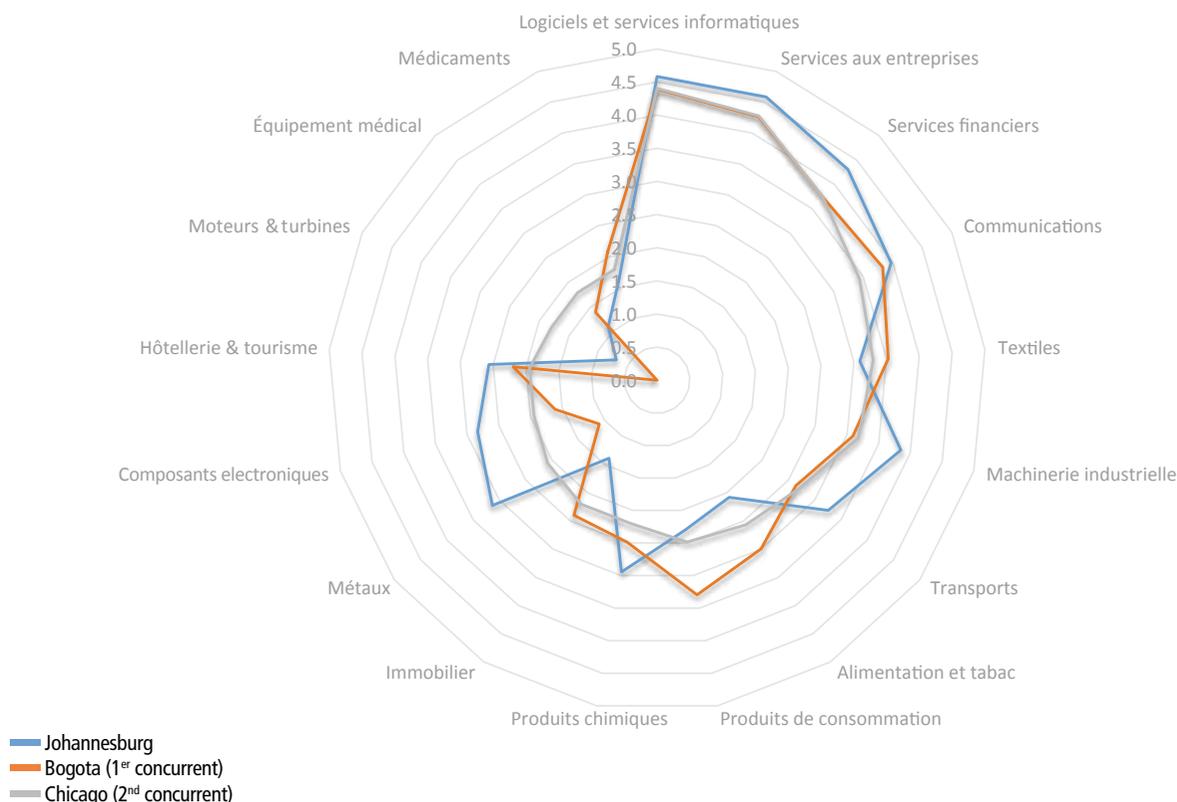
menées sur différents marchés peuvent se dérouler au niveau local, régional, national, continental, ou mondial (Gordon, 1999). Dans un monde où la distance physique joue désormais un moindre rôle (Cairncross, 2001 ; Friedman, 2007), les villes doivent améliorer leur compétitivité ou leurs capacités à rivaliser efficacement avec d'autres villes afin d'attirer des entreprises et des travailleurs leur permettant de maintenir ou de renforcer leur position au sein de la hiérarchie urbaine mondiale, régionale ou nationale, et d'accroître leur niveau de vie (Porter, 1990 ; Friedmann, 1995 ; Storper, 1997). Aujourd'hui, la compétition entre villes est particulièrement féroce et les autorités locales redoublent d'efforts pour améliorer (et maintenir) l'attractivité de leurs villes.

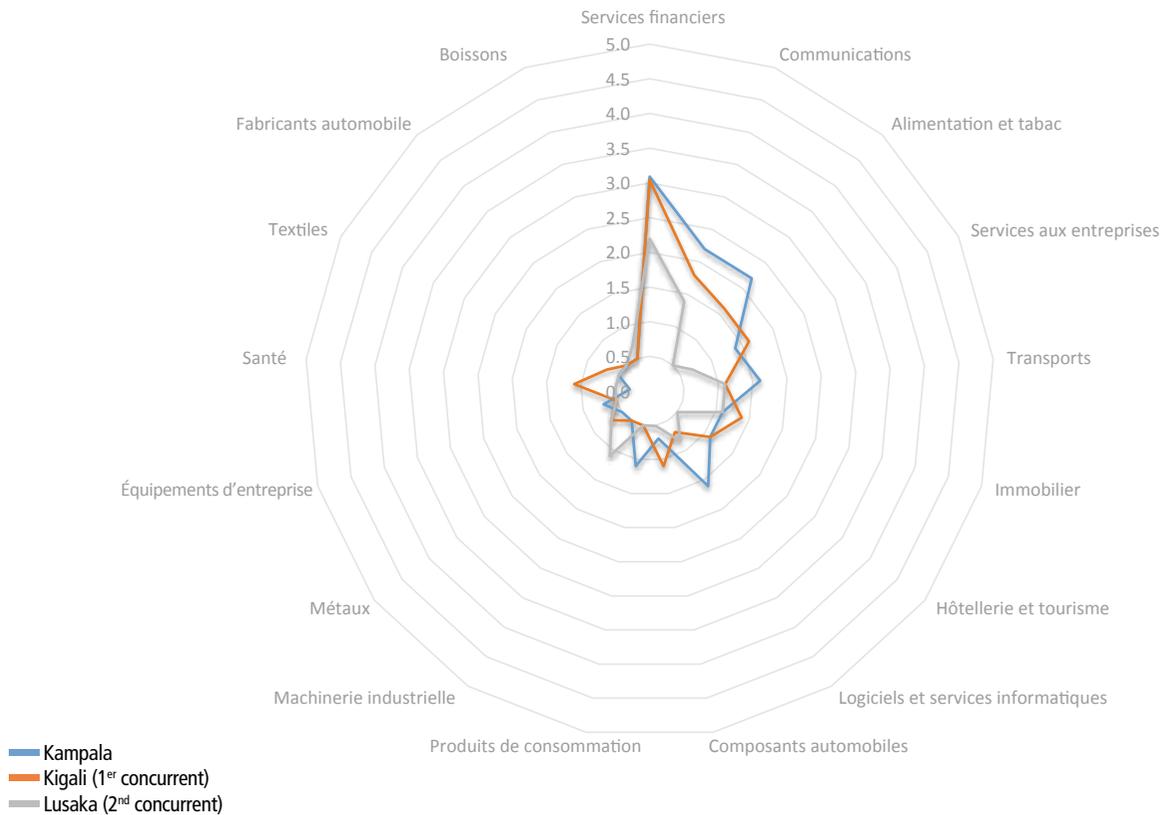
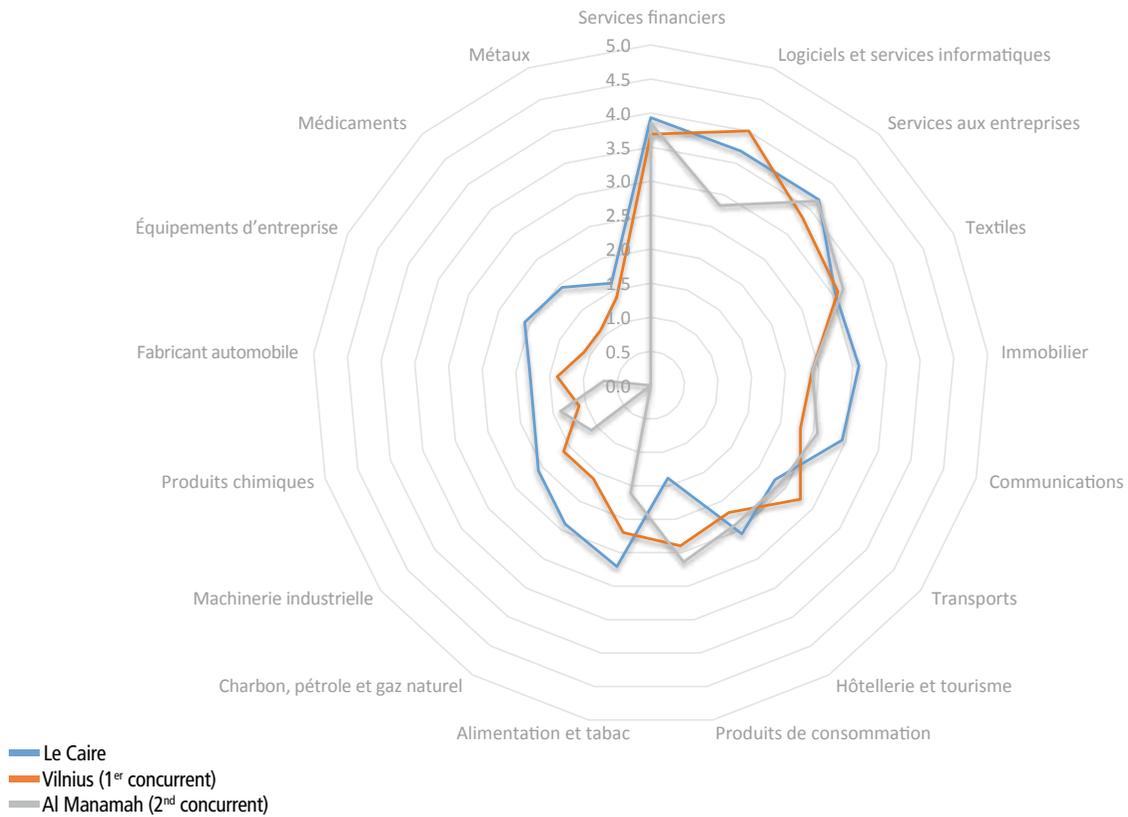
Dans ce contexte, la réduction des coûts pour les populations ciblées (crédits d'impôt, financement de projets) et la mise à disposition d'équipements, d'infrastructures matérielles et de réseaux de transport en commun sont devenues des aspects clés pour attirer et retenir les entreprises et les travailleurs.

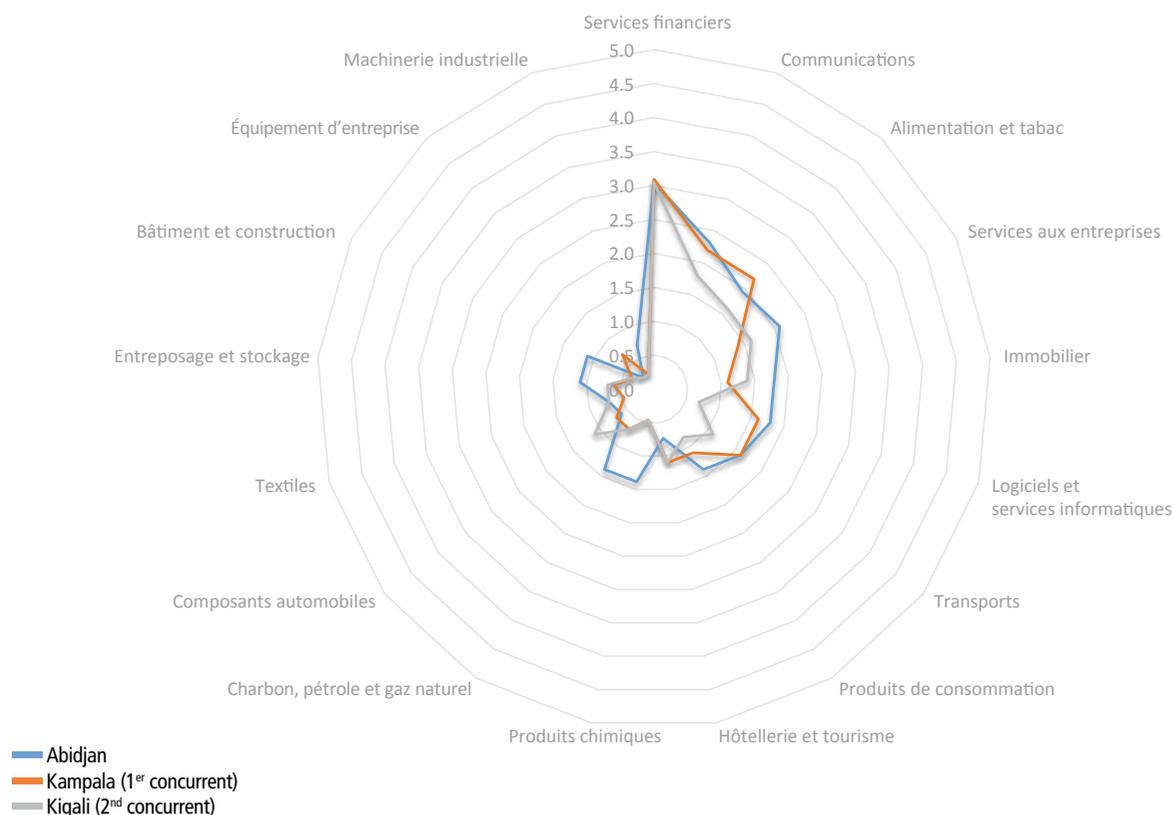
Comme on pourrait s'y attendre, le marketing et l'image de marque des villes sont devenus deux activités en plein essor (Paddison, 1993 ; Van den Berg et Braun, 1999) alors que les budgets alloués à la promotion des sites affichent une hausse constante (Hall et Hubbard, 1996 ; LeRoy, 2005).

Malgré la vaste quantité de recherches et politiques contemporaines, les données empiriques sur la concurrence urbaine restent encore relativement faibles. Bien que la plupart des études sur la compétitivité urbaine supposent que les villes rivalisent entre elles, l'intensité de cette concurrence est rarement mesurée. Or, pour pouvoir valider efficacement le concept de compétitivité urbaine, il est important de bien comprendre dans quelle mesure les villes rivalisent entre elles ainsi que les facteurs qui motivent cette compétition. En nous concentrant sur la concurrence urbaine plutôt que sur la compétitivité des villes, nous pourrions enrichir notre compréhension des villes compétitives (Burger et coll., 2013) et proposer une méthode permettant

Figure 5.1. Villes africaines concurrentes, en termes de similitude des secteurs d'IED (2003-2021)







Source : Wall, 2017. Selon les données de fDI Markets

d'identifier les concurrents les plus importants et nuancer l'hypothèse théorique selon laquelle toutes les villes seraient en concurrence égale (voir, par exemple, Haider, 1992 ; Markusen et Schrock, 2006). Dans cette section, nous calculerons la compétitivité de toutes les villes du monde en fonction de leurs secteurs d'investissement.

5.2. La concurrence d'Abidjan, du Caire, de Johannesburg et de Kigali pour attirer des investisseurs

Le modèle utilisé pour calculer la concurrence des villes porte le nom de « modèle de distance de Manhattan ».

Pour faire simple, ce modèle se base sur le principe selon lequel deux villes recevant le même volume d'investissements dans les mêmes secteurs industriels constituent des concurrents « parfaits » dans la mesure où elles présentent aux investisseurs étrangers le même degré d'intérêt. Ce modèle part du principe que chacune de ces villes peut être remplacée par l'autre. En se basant sur la taille et les secteurs d'investissement

de toutes les villes du monde, on peut ainsi calculer et classer les concurrents directs de n'importe quelle ville. Ce raisonnement est plus clair quand on examine les diagrammes des quatre villes étudiées dans ce rapport, à savoir Abidjan, Le Caire, Johannesburg et Kigali (figure 5.1).

Après avoir appliqué le modèle de distance de Manhattan aux données des IED, les principaux concurrents mondiaux de chacune de ces villes ont été définis et classés en conséquence (voir le tableau 5.1). On voit ici que les principaux concurrents mondiaux de Johannesburg sont Bogota (1^{er}), Chicago (2^e), Istanbul (3^e), Delhi (4^e) et Buenos Aires (5^e). Cela classement signifie que ces cinq villes se spécialisent dans les mêmes secteurs d'IED que Johannesburg et possèdent la même répartition de secteurs d'IED. Les concurrents du Caire sont Manama (1^{er}), Vilnius (2^e), Lima (3^e), Kiev (4^e) et Riyad (5^e). Les concurrents d'Abidjan sont Kampala (1^{er}), Kigali (2^e), Dar es Salam (3^e), Vientiane (4^e) et Lahore (5^e). Enfin, les concurrents de Kigali sont Kampala (1^{er}), Vientiane (2^e), Lusaka (3^e), Dakar (4^e) et Addis-Abeba (5^e).

Tableau 5.1.
Les cinq principaux concurrents des six villes étudiées, à treize échelles géographiques (2003-2021)

Région du monde	Concurrent	Shanghai	New York	Johannesburg	Le Caire	Abidjan	Kigali
Monde	1 ^{er}	Dubai	Sydney	Bogota	Al Manamah	Kampala	Kampala
	2 nd	Hong Kong	Dublin	Chicago	Vilnius	Kigali	Vientiane
	3 ^e	Singapore	Paris	Istanbul	Lima	Dar es Salaam	Lusaka
	4 ^e	Beijing	Tokyo	Delhi	Kiev	Vientiane	Dakar
	5 ^e	Paris	Madrid	Buenos Aires	Riyadh	Lahore	Addis Ababa
Afrique	1 ^{er}	Johannesburg	Johannesburg	Le Cap	Nairobi	Kampala	Kampala
	2 nd	Casablanca	Le Cap	Casablanca	Accra	Kigali	Lusaka
	3 ^e	Nairobi	Le Caire	Nairobi	Casablanca	Dar es Salaam	Dakar
	4 ^e	Le Cap	Nairobi	Le Caire	Tunis	Dakar	Addis Ababa
	5 ^e	Le Caire	Casablanca	Lagos	Lagos	Addis Ababa	Abidjan
Asie et région pacifique	1 ^{er}	Hong Kong	Sydney	Delhi	Auckland	Vientiane	Vientiane
	2 nd	Singapore	Tokyo	Manila	Baku	Lahore	Jinan
	3 ^e	Beijing	Hong Kong	Jakarta	Almaty	Dhaka	Dushanbe
	4 ^e	Tokyo	Beijing	Seoul	Rangoon	Karachi	Ipoh
	5 th	Sydney	Melbourne	Hanoi	Brisbane	Islamabad	Nanning
Amérique latine	1 st	São Paulo	São Paulo	Bogota	Lima	Medellin	Caracas
	2 nd	Mexico City	Mexico City	Buenos Aires	San Jose	Caracas	Recife
	3 rd	Buenos Aires	Bogota	Santiago	Panama City	Montevideo	Medellin
	4 th	Bogota	Buenos Aires	Rio de Janeiro	Guadalajara	Santo Domingo	Cali
	5 th	Santiago	Santiago	Mexico City	Santiago	Cali	Cordoba
Moyen-Orient	1 st	Dubai	Abu Dhabi	Riyadh	Al Manamah	Baghdad	Damas
	2 nd	Abu Dhabi	Ad Dawhah	Ad Dawhah	Riyadh	Arbil	Salalah
	3 ^e	Ad Dawhah	Riyadh	Abu Dhabi	Muscat	Damascus	Bagdad
	4 ^e	Riyadh	Jeddah	Al Manamah	Amman	Tehran	Arbil
	5 ^e	Jeddah	Al Manamah	Tel Aviv-Yafo	Jeddah	Salalah	Basra
Amérique du Nord	1 ^{er}	Manhattan	Toronto	Chicago	Washington	Baltimore	McAllen
	2 nd	Toronto	San Francisco	Montréal	Calgary	McAllen	Nashville
	3 ^e	Los Angeles	Los Angeles	Atlanta	Dallas	Halifax	Tampa
	4 ^e	San Francisco	Vancouver	Houston	Atlanta	Tampa	Kansas City
	5 ^e	Houston	Chicago	Los Angeles	Seattle	Nashville	Tempe
Reste de l'Europe	1 ^{er}	Moscou	Moscou	Istanbul	Vilnius	Sarajevo	Limassol
	2 nd	Bucharest	Varsovie	Warsaw	Kiev	Constanta	Samara
	3 ^e	Varsovie	Prague	Vilnius	Bratislava	Lefkosia	Valletta
	4 ^e	Istanbul	Istanbul	Prague	Krakow	Ljubljana	Lefkosia
	5 ^e	Budapest	Budapest	Kiev	Belgrade	Odesa	Banja Luka
Europe de l'Ouest	1 ^{er}	Paris	Dublin	Zurich	Luxembourg	Malaga	Innsbruck
	2 nd	Madrid	Paris	Helsinki	Glasgow	Alicante	Murcia
	3 ^e	Dublin	Madrid	Dusseldorf	Genève	Bern	Padova
	4 ^e	Barcelone	Berlin	Bruxelles	Lisbonne	Derby	Alicante
	5 ^e	Francfort	Amsterdam	Copenhague	Rome	Dundalk	High Wycombe

Afrique centrale	1 ^{er}	Douala	Douala	Douala	Kinshasa	Douala	Douala
	2 nd	Kinshasa	Kinshasa	Kinshasa	Douala	Kinshasa	Kinshasa
	3 ^e	Yaoundé	N'Djamena	Yaounde	Lubumbashi	N'Djamena	N'Djamena
	4 ^e	Lubumbashi	Yaoundé	Lubumbashi	N'Djamena	Yaounde	Lubumbashi
	5 ^e	N'Djamena	Lubumbashi	N'Djamena	Yaoundé	Lubumbashi	Yaoundé
Afrique de l'Est	1 ^{er}	Nairobi	Nairobi	Nairobi	Nairobi	Kampala	Kampala
	2 nd	Dar es Salaam	Dar es Salaam	Dar es Salaam	Kampala	Kigali	Addis Ababa
	3 ^e	Kampala	Kampala	Kampala	Dar es Salaam	Dar es Salaam	Khartoum
	4 ^e	Kigali	Addis Ababa	Addis Ababa	Addis Ababa	Addis Ababa	Dar es Salaam
	5 ^e	Addis Ababa	Kigali	Kigali	Kigali	Khartoum	Juba
Afrique du Nord	1 ^{er}	Casablanca	Le Caire	Casablanca	Casablanca	Tripoli	Alexandria
	2 nd	Le Caire	Casablanca	Le Caire	Tunis	Alexandrie	Tripoli
	3 ^e	Tunis	Tunis	Tunis	Alger	Alger	Agadir
	4 ^e	Alger	Alger	Alger	Tripoli	Nouveau Caire	Ville du 6 Octobre
	5 ^e	Tangier	Tripoli	Tanger	Rabat	Rabat	Gizeh
Afrique australe	1 ^{er}	Johannesburg	Johannesburg	Le Cap	Le Cap	Lusaka	Lusaka
	2 nd	Le Cap	Le Cap	Luanda	Luanda	Maputo	Harare
	3 ^e	Luanda	Luanda	Durban	Maputo	Hararé	Windhoek
	4 ^e	Durban	Maputo	Maputo	Durban	Windhoek	Maputo
	5 ^e	Maputo	Durban	Pretoria	Pretoria	Durban	Gaborone
Afrique de l'Ouest	1 ^{er}	Lagos	Lagos	Lagos	Accra	Abidjan	Dakar
	2 nd	Accra	Accra	Accra	Lagos	Dakar	Abidjan
	3 ^e	Abidjan	Abidjan	Abidjan	Abidjan	Kumasi	Kumasi
	4 ^e	Dakar	Dakar	Dakar	Dakar	Tema	Abuja
	5 ^e	Abuja	Abuja	Abuja	Kumasi	Sekondi-Takoradi	Tema

Source : Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

Il est important de noter que ces premiers résultats ne tiennent pas compte de la proximité géographique des villes, mais se basent uniquement sur la similitude de leurs secteurs d'IED et du nombre de ces investissements. La figure 5.1 montre pourquoi ces villes sont en concurrence. Quand on observe le diagramme de Johannesburg, on remarque que la solidité de ses investissements est représentée par la ligne bleue. La ville qui lui correspond le plus est Bogota, celle-ci est représentée par la ligne rouge. Si ces villes étaient des concurrents parfaits (100 %), ces lignes présenteraient un chevauchement exact. En règle générale, le chevauchement du marché des IED varie de 0 % (zéro concurrence) à 100 % (concurrence parfaite). La ligne verte, qui représente les secteurs des IED de Chicago correspond moins à la ligne bleue de Johannesburg qu'à celle de Bogota, cette ville est par conséquent le 2^e concurrent (moins parfait) de Johannesburg, après Bogota.

Quand on examine les concurrents du Caire, on remarque une relation similaire, comme dans le cas

d'Abidjan et Kigali, même si ces villes rivalisent dans différents secteurs. Ce point confirme l'hypothèse théorique selon laquelle toutes les villes du monde ne seraient pas en concurrence égale pour les mêmes IED (Markusen et Schrock, 2006). Il est également clair que Johannesburg rivalise avec des villes appartenant à une ligue beaucoup plus élevée (comme Bogota et Chicago) qu'une ville comme Kigali, qui reçoit moins d'investissement. Les concurrents de Kigali sont clairement des villes régionales de plus petite taille comme Addis-Abeba, Dakar, Kampala et Lusaka.

Le tableau 5.1 révèle que les métropoles « alpha » comme Shanghai et New York rivalisent dans une ligue urbaine encore plus élevée que Johannesburg. Les concurrents de Shanghai sont en effet Dubai (1^{er}), Hong Kong (2^e), Singapour (3^e), Beijing (4^e) et Paris (5^e). Les concurrents de New York sont Sydney (1^{er}), Dublin (2^e), Paris (3^e), Tokyo (4^e) et Madrid (5^e). Si Shanghai et New York sont deux destinations privilégiées pour les IED au niveau mondial, ces villes ne sont pas réellement en concurrence étant donné que leurs



Bogota est le principal concurrent de Johannesburg quand il s'agit d'attirer des IED, selon la méthodologie du modèle de distance de Manhattan

© Juan Carlos Tinjaca

profils d'investissements sectoriels sont très différents. Le tableau 5.1 montre aussi que quand on ajoute un critère géographique à l'équation, différents groupes de concurrents émergent dans le cas de chaque ville. Les meilleurs concurrents africains de Johannesburg, par exemple, sont Le Cap (1^{er}), Casablanca (2^e), Nairobi (3^e), Le Caire (4^e) et Lagos (5^e). De même, les meilleurs concurrents de Johannesburg peuvent être identifiés dans chacune des principales régions mondiales (tableau 5.1).

On peut aussi étudier les villes en concurrence au sein de différentes régions africaines. Par exemple, les principaux concurrents de Johannesburg en Afrique orientale sont Nairobi (1^{er}), Dar es Salam (2^e), Kampala (3^e), Addis-Abeba (4^e) et Kigali (5^e). Ce classement est illustré plus en détail dans la figure 5.4. Étant donné

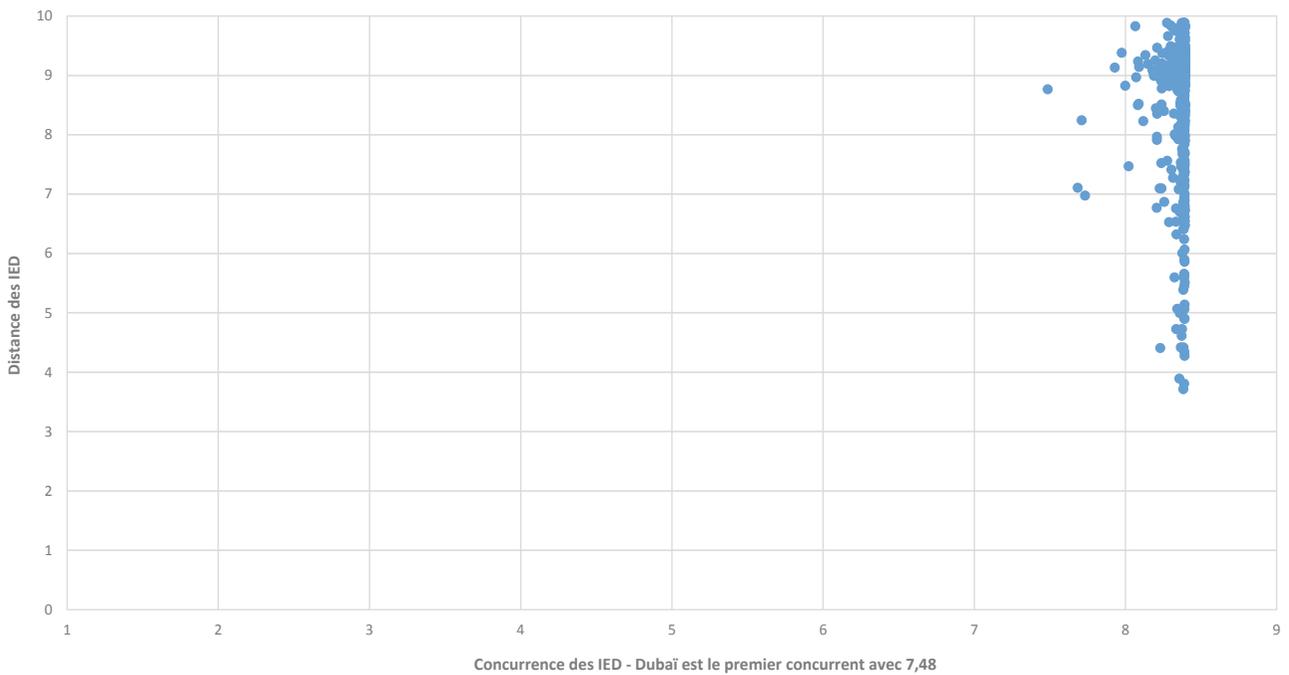
que chacune des villes étudiées attire des IED provenant de sources différentes (voir la figure 5.4), le marketing et l'acquisition de futurs IED les incitent à tisser des liens avec d'autres villes émettrices d'IED. Ce point prouve, là encore, que les villes ne sont pas en concurrence égale les unes avec les autres, mais qu'il existe différents écosystèmes de concurrence. Pour les décideurs, cela signifie qu'il est essentiel d'identifier les villes qui attirent le même type de profils d'IED et constituent par conséquent de « véritables » concurrents.

5.3. La diversification sectorielle des IED et la spécialisation des villes

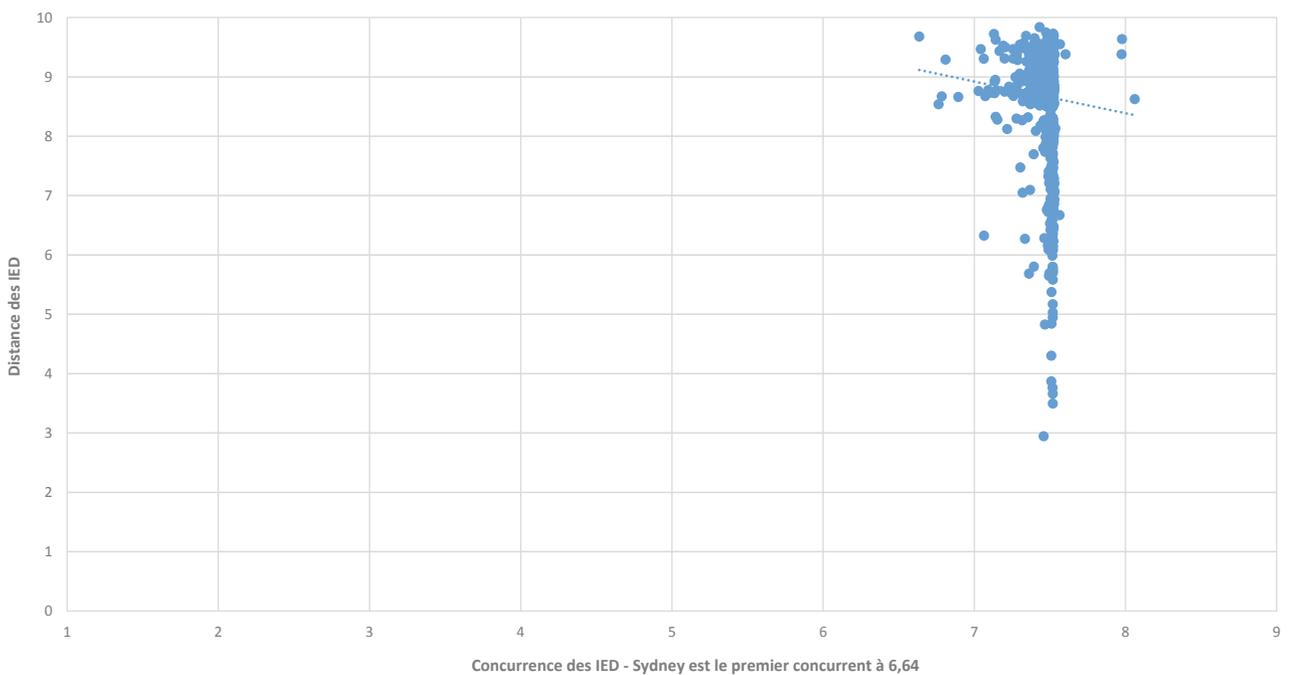
Les figures 5.2 et 5.3 exposent la relation qui existe entre la concurrence pour les IED (axe x) et la distance

Figure 5.2. Concurrence des villes pour attirer des IED basée sur la similitude des secteurs d'investissement (2003-2016)

Shanghai

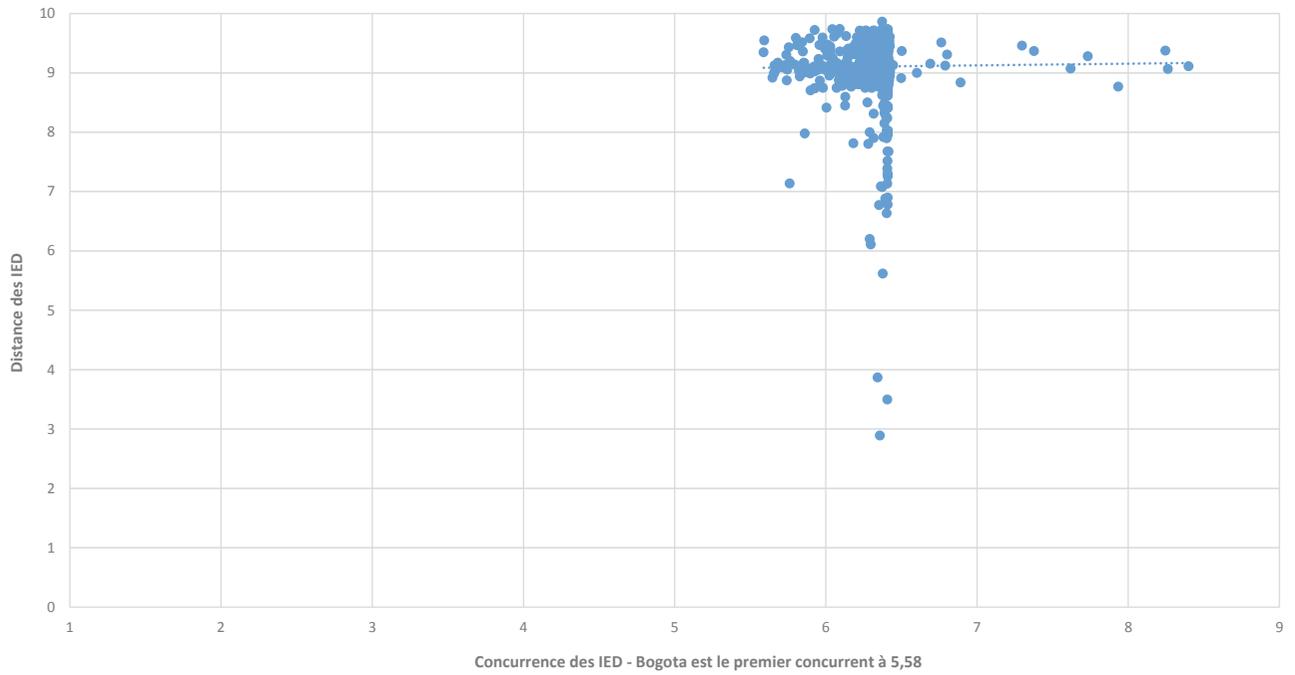


New York



Points bleus : villes du monde Axe X : concurrence des IED basée sur la similarité des secteurs d'investissement Axe Y : distance totale des investissements (km)
 Source : Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

Johannesburg



Points bleus : villes du monde Axe X : concurrence des IED basée sur la similarité des secteurs d'investissement Axe Y : distance totale des investissements (km)
Source : Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

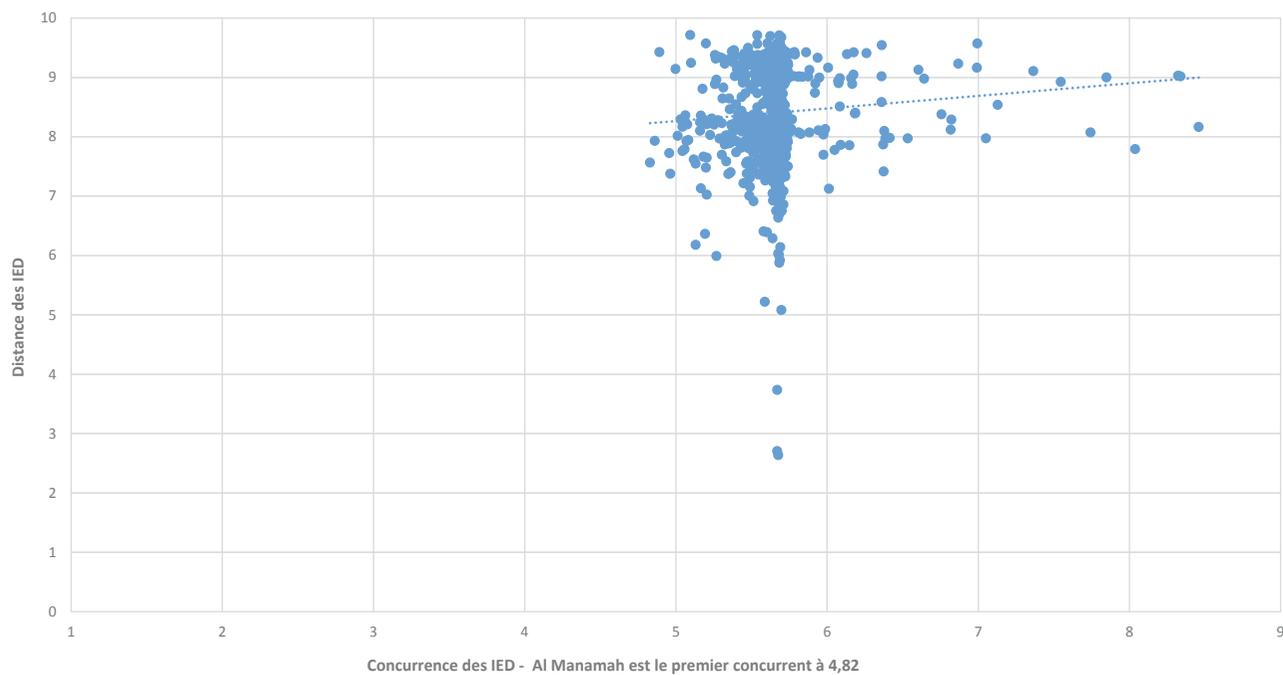


Les plus petites villes comme Kigali ont plus de concurrence pour les IED, car il y a des milliers d'autres villes avec une diversification sectorielle et des profils de spécialisation similaires

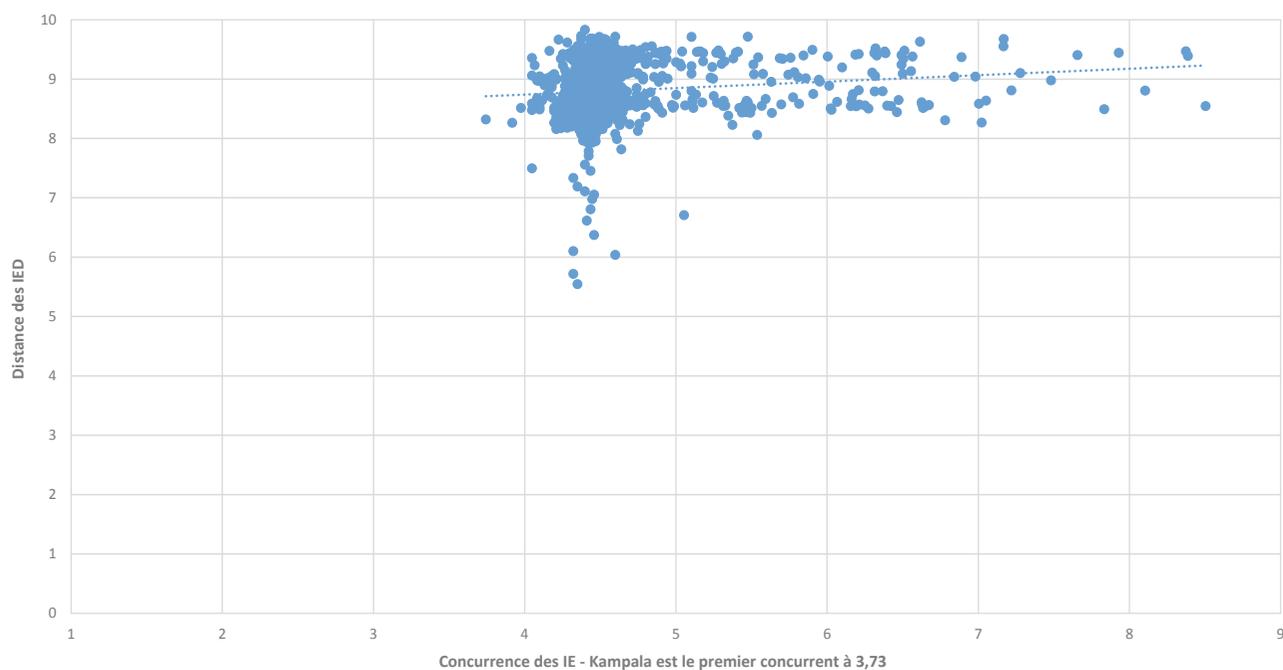
© Derejeb

Figure 5.3. Concurrence des villes pour les IED en termes de similitude des secteurs d'investissement (2003-2016)

Le Caire

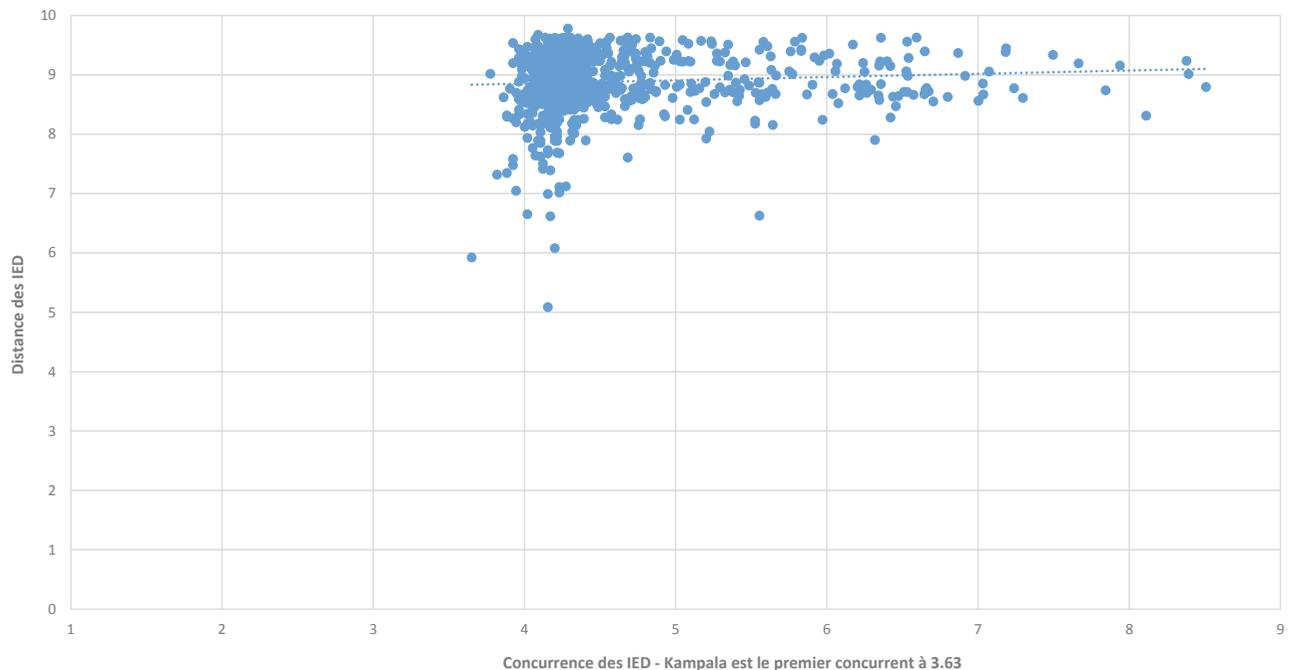


Abidjan



Points bleus : villes du monde Axe X : concurrence des IED basée sur la similarité des secteurs d'investissement Axe Y : distance totale des investissements (km)
 Source : Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

Kigali



Points bleus : villes du monde Axe X : concurrence des IED basée sur la similarité des secteurs d'investissement Axe Y : distance totale des investissements (km)
 Source : Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

des IED (axe y). La distance des IED a déjà été expliquée dans la partie 3.5. La concurrence pour les IED est définie comme les similitudes que présentent les villes au niveau des secteurs de leurs IED. Plus les villes (points bleus) s'approchent de l'axe y (à gauche), plus elles sont menacées de concurrence. Dans le cas de Shanghai (figure 5.2, graphique supérieur), on remarque que le groupe de villes mondiales se trouve tout à droite du graphique, et donc très loin de l'axe y. Ceci indique que Shanghai n'est guère menacée par ces autres villes dans la mesure où son profil d'IED est unique (la ville présente en effet le plus grand degré de diversité sectorielle et de spécialisation des IED) et qu'aucune autre ville ne peut réellement la remplacer.

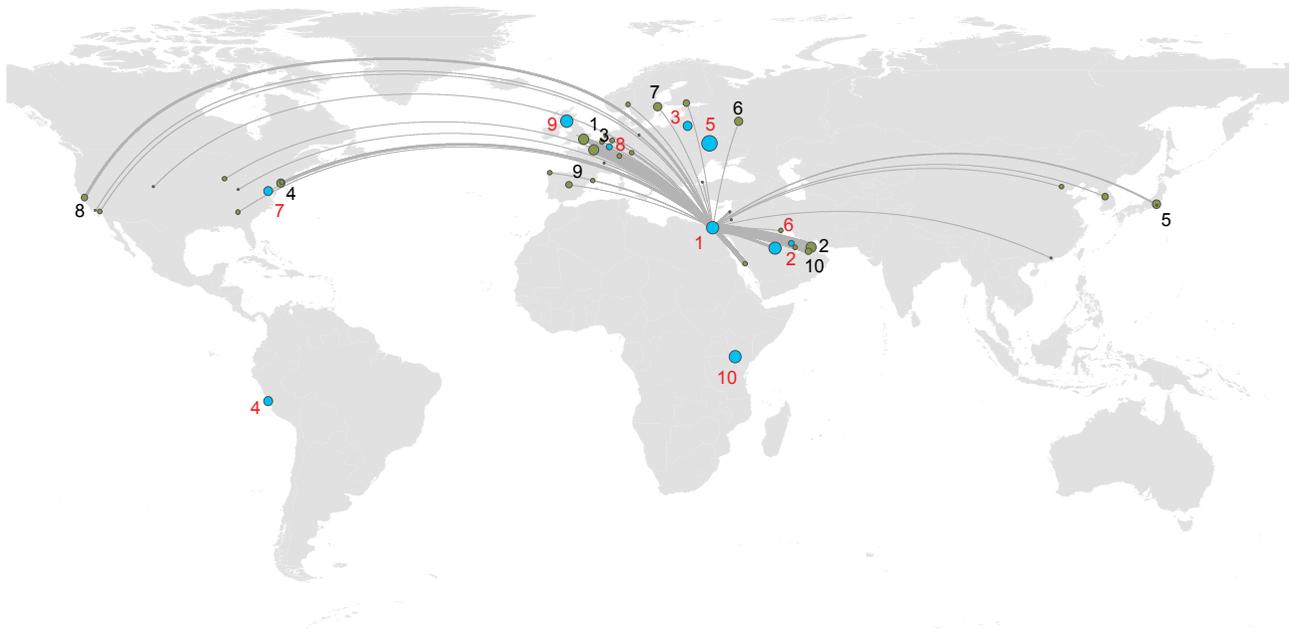
Dans le cas de New York (figure 5.2, graphique du milieu), le groupe de villes bleues est plus proche de l'axe y, car New York est en concurrence directe avec plusieurs villes qui présentent aux investisseurs un intérêt similaire. Ces villes ayant des profils similaires à celui de New York en termes de diversité et de spécialisation, elles peuvent donc lui servir de substituts. Dans le cas de Johannesburg (graphique du bas), le groupe de villes est encore plus proche de l'axe y. Johannesburg a beaucoup plus de concurrents pour attirer des IED que Shanghai et New York, car

les investisseurs mondiaux disposent d'un choix beaucoup plus vaste en termes de villes présentant des caractéristiques similaires. La situation du Caire (figure 5.3, graphique du haut) est encore plus difficile.

Dans les cas d'Abidjan (graphique du milieu) et de Kigali (graphique du bas), on remarque que la plupart des villes sont encore plus proches de l'axe y. Autrement dit, ces deux villes ont le plus grand nombre de concurrents. Ceci est dû au fait qu'il s'agit de petites villes ayant des profils de diversification sectorielle et de spécialisation très similaires à des milliers d'autres villes. Dans ce contexte, les investisseurs mondiaux peuvent faire leur choix parmi une multitude de villes pour accéder aux marchés communs et obtenir les biens et les services qu'ils recherchent.

Pour éviter de se faire distancer par un grand nombre d'autres villes dans la course aux IED, les villes doivent se diversifier ou se spécialiser afin de réduire la concurrence et afficher une meilleure résilience et une prospérité économique plus élevée. Cette constatation confirme plusieurs études antérieures (comme CESAP 2014) qui ont démontré que la diversification économique revêt une importance cruciale pour permettre aux pays et aux villes de réduire leur vulnérabilité économique, d'augmenter

Figure 5.4. Villes concurrentes du Caire, de Johannesburg, d'Abidjan et de Kigali (2003-2016)

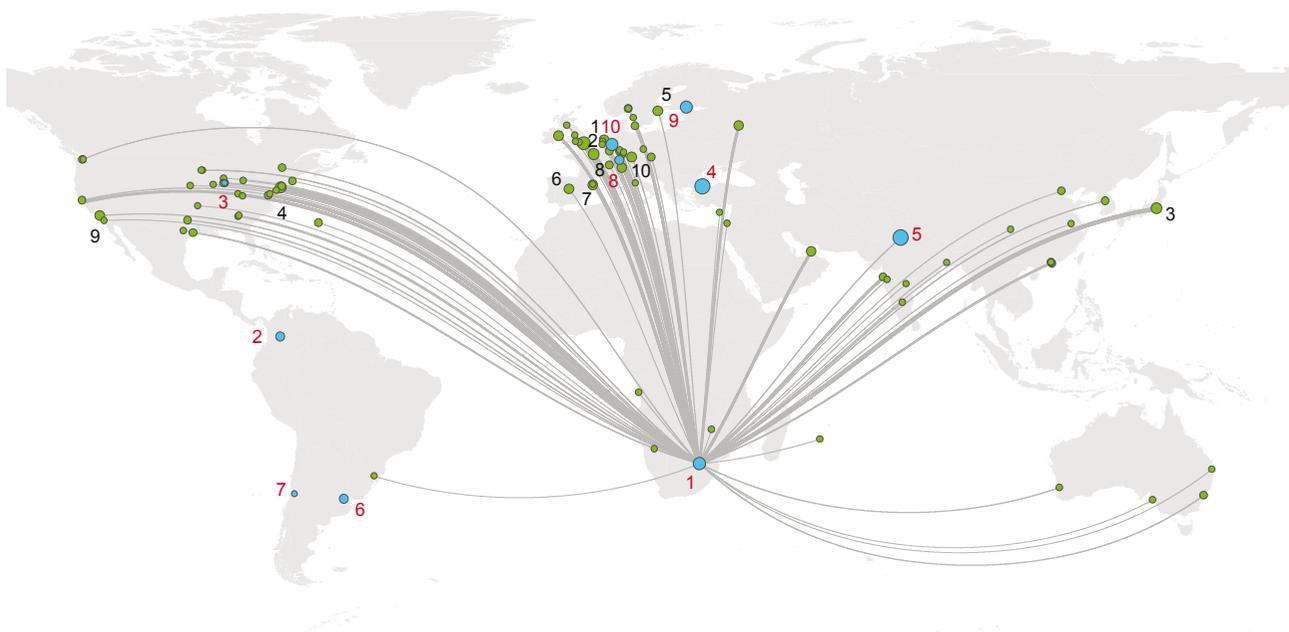


● Ville source d'IED

- | | | |
|-------------|--------------|---------------|
| 1. Londres | 5. Tokyo | 9. Madrid |
| 2. Dubai | 6. Moscou | 10. Abu Dhabi |
| 3. Paris | 7. Stockholm | |
| 4. New York | 8. San Jose | |

● Ville concurrente du Caire

- | | | |
|---------------|---------------|-------------|
| 1. Le Caire | 5. Kiev | 9. Glasgow |
| 2. Al Manamah | 6. Riyadh | 10. Nairobi |
| 3. Vilnius | 7. Washington | |
| 4. Lima | 8. Luxembourg | |



● Ville source d'IED

- | | | |
|-------------|--------------|----------------|
| 1. Londres | 5. Stockholm | 9. Los Angeles |
| 2. Paris | 6. Madrid | 10. Milan |
| 3. Tokyo | 7. Barcelone | |
| 4. New York | 8. Munich | |

● Ville concurrente de Johannesburg

- | | | |
|-----------------|-----------------|----------------|
| 1. Johannesburg | 5. Delhi | 9. Helsinki |
| 2. Bogota | 6. Buenos Aires | 10. Dusseldorf |
| 3. Chicago | 7. Santiago | |
| 4. Istanbul | 8. Zurich | |

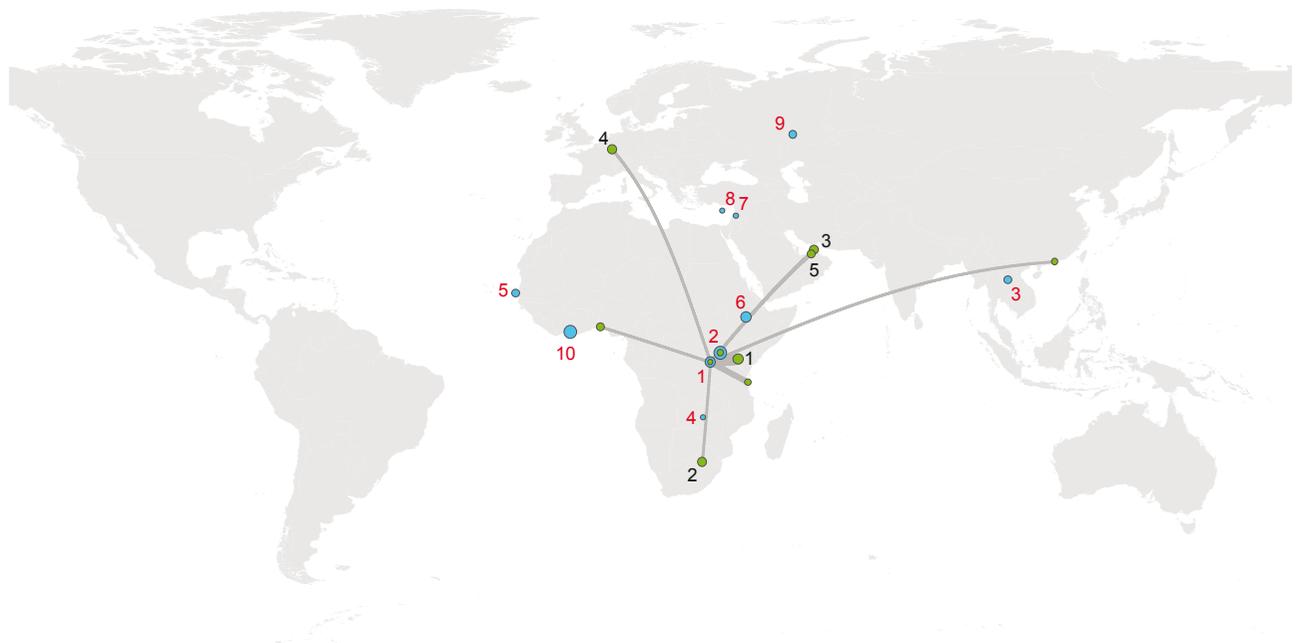


● **Ville source d'IED**

- | | |
|------------|-----------------|
| 1. Nairobi | 4. Johannesburg |
| 2. Paris | 5. Tokyo |
| 3. Londres | |

● **Villes concurrente d'Abidjan**

- | | | |
|------------------|--------------|-----------|
| 1. Abidjan | 5. Sarajevo | 9. Dakar |
| 2. Kampala | 6. Constanta | 10. Dhaka |
| 3. Kigali | 7. Lahore | |
| 4. Dar es Salaam | 8. Vientiane | |



● **Villes source d'IED**

- | | |
|-----------------|---------------|
| 1. Nairobi | 4. Luxembourg |
| 2. Johannesburg | 5. Abu Dhabi |
| 3. Dubai | |

● **Villes concurrentes de Kigali**

- | | | |
|--------------|----------------|-------------|
| 1. Kigali | 5. Dakar | 9. Samara |
| 2. Kampala | 6. Addis Ababa | 10. Abidjan |
| 3. Vientiane | 7. Damas | |
| 4. Lusaka | 8. Limassol | |

Source : Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

leur PIB et de bénéficier d'avantages concurrentiels dans des niches de produits. En améliorant le degré de différenciation et de sophistication de leurs produits et en exploitant leur potentiel d'exportation, les pays et les villes peuvent en effet viser un développement plus durable et une croissance plus efficace.

En reconnaissant que différentes villes font des choix différents et souvent contradictoires pour se diversifier, cette analyse fait ressortir à quel point il est important de bien comprendre la compétitivité unique de chaque ville afin de pouvoir adapter ses activités de planification stratégique. Nous avons vu qu'Abidjan, Le Caire, Johannesburg et Kigali possédaient chacune des concurrents très différents. Ces concurrents pourraient à l'avenir être explorés dans le détail pour identifier les facteurs sociaux, économiques, environnementaux et de localisation politique qui captent l'intérêt des IED. Parmi ces villes concurrentes, si, par exemple, Le Caire souhaitait se diversifier davantage dans un secteur où elle est peu présente (comme les biotechnologies), elle devrait identifier les villes qui fonctionnent mieux

En reconnaissant que différentes villes font des choix différents et souvent contradictoires pour se diversifier, cette analyse fait ressortir à quel point il est important de bien comprendre la compétitivité unique de chaque ville afin de pouvoir adapter ses activités de planification stratégique

dans ce secteur à l'échelle mondiale et déterminer les principaux facteurs de localisation qui attirent ce type d'IED. Grâce à ces connaissances, Le Caire pourrait alors élaborer une politique et des outils de planification appropriés et mener une action efficace pour se positionner comme un concurrent sérieux dans ce secteur d'IED. Ce point est examiné de façon plus détaillée dans la partie 7,3 ci-après.



Si New York (ci-dessus) et Shanghai sont deux principaux aimants d'IED sur le plan mondial, elles ne sont pas en concurrence directe dans la mesure où elles affichent des profils d'investissements sectoriels très différents

© Luciano Mortula

6. Facteurs déterminants et impact des IED dans les pays et les villes



En Asie, la participation des femmes dans les secteurs les plus avancés du marché du travail a contribué à attirer des IED

© Imtrphoto

6.1. Les facteurs de localisation qui attirent les IED en Afrique et en Asie

Selon Gomez et coll. (2017), il est important de mettre en place une politique efficace afin de réglementer les activités des entreprises étrangères, éviter tout effet néfaste et créer des mesures incitatives qui renforcent les développements bénéfiques, indépendamment de l'origine de l'investissement (voir aussi l'annexe 2). De même, les campagnes de promotion destinées aux investissements et les stratégies de marque doivent cibler avec précision les types d'investisseurs susceptibles de soutenir le développement durable au point de réception des investissements.

Nous avons mené des études quantitatives sur les facteurs qui contribuent à attirer les investissements dans les pays africains et asiatiques au moyen de diverses méthodes statistiques. Les données utilisées

proviennent du Financial Times (marchés des IED et Analyse Africa), de la Banque mondiale et de l'Indice de compétitivité mondiale du Forum économique mondial.

Le tableau 6.1 expose les résultats statistiques des facteurs qui déterminent les investissements étrangers directs (IED) en Afrique. Le modèle 1 (colonne 2) répertorie les indicateurs qui expliquent principalement les éléments qui attirent les investissements dans le continent. On remarquera tout d'abord que la participation des femmes dans la force de travail officielle ne contribue pas à attirer les IED en Afrique, contrairement à l'Asie (voir le tableau 6.2) où cet indicateur a un impact très significatif et positif. Il convient néanmoins de noter que ce point fait plus précisément référence aux femmes qui travaillent dans des secteurs économiques

formels (plus particulièrement les secteurs secondaires et tertiaires). Par conséquent, ces résultats ne doivent pas masquer le fait qu'il existe une forte participation de femmes africaines dans les secteurs agricoles et informels. Les résultats pour l'Afrique montrent que la participation des femmes dans ces secteurs haut de gamme n'est pas suffisante pour constituer un facteur qui attire les IED.

De plus, dans les années 80 et au début des années 90, la croissance de la population active féminine était considérablement plus élevée que celle de la population active masculine à travers toutes les régions du monde à l'exception de l'Afrique. Dans les pays industrialisés aux économies avancées, la hausse de la population active féminine est liée à l'achèvement de la transition de fécondité (Lim, 2002). L'augmentation du nombre de filles scolarisées associée à la baisse des taux de fécondité expliquerait l'évolution de la participation des femmes dans le marché du travail au cours des 25 dernières années en Asie (ADB 2016). Ce phénomène s'applique à pratiquement tous les pays d'Asie où la participation des femmes concerne de plus en plus les secteurs les plus avancés du marché du travail et contribue par conséquent à attirer des IED. Il reste encore beaucoup de travail à faire en Afrique pour accroître l'autonomisation des femmes dans ces secteurs, en encourageant notamment un environnement propice, en facilitant l'accès aux marchés, en renforçant la compétitivité, en améliorant les compétences et les technologies et en protégeant les droits (WIEGO 2008).

Les résultats statistiques suggèrent que trop peu de femmes travaillent dans ces secteurs pour avoir un impact significatif sur les considérations des investisseurs. Or, cela ne signifie pas pour autant que la participation des femmes africaines dans la population active est faible. En réalité, l'Afrique subsaharienne affiche l'un des taux les plus élevés (environ 60 %) de participation active des femmes au niveau mondial. Mais, comme on vient de le voir plus haut, cette participation concerne essentiellement les secteurs agricole et informel, et se caractérise par des salaires faibles et des conditions de travail précaires (OIT, 2002). Pour ces raisons, la contribution des femmes africaines pour attirer des IED n'est pas statistiquement significative. Cette tendance est toutefois positive (voir le tableau 6.1) et à mesure que la participation des femmes africaines augmentera dans le secteur du travail formel, elle gagnera en importance et aura un effet positif sur les investissements.

On remarque également dans le tableau 6.1, que la taille du marché intérieur a un impact positif très important pour attirer des IED en Afrique. Cette constatation correspond aux conclusions d'une étude de Gomez et coll. (2017), qui montre que la taille du marché, l'efficacité du marché, les capacités technologiques locales et les infrastructures financières constituent des facteurs essentiels pour attirer des IED dans les pays du Sud (voir le rapport de l'annexe 2). Cet aspect est élaboré dans le détail et confirmé dans le chapitre intitulé Connaissances des IED (voir la partie B de ce rapport disponible en ligne). Dans les études portant sur le développement, la taille du marché (mesurée par le PIB ou le PIB par habitant) est généralement considérée comme le facteur le plus important des IED (Artige et Nicolini, 2005). Par conséquent, les IED seront davantage attirés par les pays possédant des marchés importants et en pleine expansion, avec un pouvoir d'achat élevé et où les entreprises sont susceptibles d'obtenir des rendements supérieurs et de meilleurs retours sur investissement. Par ailleurs, un grand marché favorise une utilisation plus efficace des ressources et des économies d'échelle. Plus les revenus urbains ou régionaux du pays hôte et son potentiel de développement futur seront importants, plus ce dernier attirera des IED (Billington, 1999). La taille du marché est aussi un facteur clé pour stimuler la spécialisation industrielle et encourager la créativité et la production de nouvelles idées dans la mesure où la vente d'une seule idée est plus rentable dans un grand marché. De même, les grands marchés urbains stimulent de manière positive l'accumulation du capital humain et la transmission des connaissances.

La fiabilité est un autre indicateur important pour attirer des IED, comme on le voit dans le tableau 6.1. Diverses études ont en effet montré que les sociétés possédant des normes de fiabilité et des lois bien développées affichent une meilleure croissance économique, une stabilité civique supérieure et possèdent des institutions publiques plus efficaces. Par ailleurs, les mesures institutionnelles concernant les politiques nationales, urbaines et industrielles doivent correspondre à la structure des institutions afin de garantir une coordination efficace entre les objectifs politiques et les objectifs et les capacités institutionnels (UNECA 2017b). Les investisseurs étrangers ont en effet tendance à fuir les pays affichant des gouvernances déficientes, une non-application des droits de propriété, une non-

Tableau 6.1.
Les facteurs déterminants des IED en Afrique

Variables	IED selon le modèle 1	IED selon le modèle 2
Participation des femmes à la population active	--	--
Taille du marché domestique	++	++
Fiabilité	+++	+++
Corruption	-	-
Disponibilité de crédits	+++	+++
Système de gouvernance semi-présidentielle		---
Système parlementaire (premier ministre)		--

**Le point de référence du système de gouvernance est le système présidentiel
Source : Wall et Nyamai, 2017. Selon les données de fDi Markets et de la Banque mondiale

Tableau 6.2.
Les facteurs déterminants des IED en Asie

Variables	IED selon le modèle 1
Participation des femmes à la population active	+++
Adaptation technologique	+
Taille du marché intérieur	++
Exemption de visa	++
Santé	+
Superficie des terres	+++
Ratio de zones littorales	+++
Crédit domestique	+++

Source : Wall et Nyamai, 2017. Selon les données de fDi Markets et de la Banque mondiale

+++ très importante et relation positive -- plus importante et relation négative
 ++ plus importante et relation positive +- importante et relation négative
 + importante et relation positive -+ pas importante, mais relation positive
 --- très importante et relation négative - pas importante, mais relation négative

responsabilité des services financiers et juridiques et un manque d'engagement et de garanties (à tous les niveaux du gouvernement).

Dans un contexte similaire, l'indicateur de corruption a également un impact négatif sur les capacités d'un pays à attirer des IED. Il est généralement accepté, comme le montrent de nombreuses études, que beaucoup d'économies subsahariennes connaissent de graves problèmes de corruption. Selon l'indice de perception de la corruption qui constitue une évaluation largement utilisée des risques de corruption dans les marchés

émergents, 90 % de l'Afrique subsaharienne serait touchée par des problèmes de corruption, même si ce niveau varie en fonction de chaque pays. Il est impératif de régler ce fléau, même si cela est bien sûr difficile, car la corruption réduit l'efficacité du pays concerné ainsi que la qualité de son environnement institutionnel, et entrave ses capacités à attirer des investissements étrangers.

Le tableau 6.1 indique par ailleurs que la disponibilité de crédits intérieurs est un autre facteur clé pour attirer des IED. En effet, l'accès à divers modes de financement et de finances est une condition préalable essentielle pour investir. Il n'est donc pas surprenant que, parmi les régions en développement, l'Asie de l'Est possède le système de crédit le plus avancé et affiche les meilleurs ratios d'investissement-PIB (rapport d'UNCTAD Trade and Investment 2016). Des efforts à grande échelle sont donc nécessaires pour mettre en place des systèmes bancaires et financiers efficaces à l'échelle d'un continent, et proposer des crédits et liquidités favorisant une expansion productive rapide.

Le chapitre sur les connaissances des IED dans la partie B de la version disponible en ligne a également constaté que le développement des marchés financiers avait un impact significatif sur les IED, notamment dans l'industrie fondée sur le savoir. Des mesures de politique volontariste sont essentielles ici pour surmonter les premiers obstacles, encourager les initiatives viables et rentables du secteur privé et concrétiser ces dernières en projets jouant un rôle majeur dans la transformation structurelle. Selon Alfaro et coll. (2004), le manque de développement des marchés financiers locaux peut également limiter les capacités de l'économie à tirer profit des retombées potentielles des IED. De plus, Azman-Sandra et coll. (2010) ont montré que les IED n'ont un impact sur la croissance qu'une fois que le développement financier local dépasse un certain seuil. Tant que ce palier n'est pas atteint, les IED ne présentent pas d'avantages.

Les gouvernements devraient par conséquent mettre l'accent sur la diffusion en élaborant des politiques d'IED qui favorisent le développement des marchés financiers. Les pays africains devraient également renforcer leurs systèmes fiscaux, élargir leur base fiscale et développer leurs marchés financiers afin d'accroître les flux d'investissement (Groupe de la Banque Africaine de développement 2017). Une étude de la Banque mondiale a également révélé que le système de taxation du Nigéria contient

un certain nombre de « taxes vexatoires » et multiplie par deux les impôts sur la mobilité des personnes et des marchandises entre les États. Les sociétés paient ainsi près de 31 % de leurs bénéfices avant impôts en taxes. De plus, les tarifs élevés et les prélèvements et taxes non tarifaires augmentent le coût des importations (Banque mondiale 2011).

Le tableau 6.1 montre l'impact des systèmes de gouvernement présidentiel en Afrique et leur influence pour attirer des IED. Plus le niveau de sophistication démocratique d'un pays est élevé (et possède un système présidentiel qui est le point de référence), plus ses capacités à attirer des IED sont importantes. En revanche, les pays qui possèdent un système de gouvernance parlementaire ou un régime semi-présidentiel attirent généralement

moins d'IED (voir le tableau). Autrement dit, plus les gouvernements sont démocratiques, plus les investisseurs sont disposés à s'implanter dans ces pays.

Une analyse similaire a été faite avec l'Asie (voir le tableau 6.2) et il s'avère que cette région présente un ensemble d'indicateurs différents et des aspects que l'Afrique pourrait prendre en considération à l'avenir. Par manque d'espace, nous ne pouvons malheureusement pas examiner ceux-ci dans le détail ici, mais nous indiquerons quelques pistes potentielles de développement futur.

Comme on l'a vu plus haut, en Asie, la participation des femmes dans la vie active formelle constitue un aspect essentiel pour attirer les investissements étrangers. La disponibilité de crédits est un autre élément clé en Afrique. L'adaptation

Tableau 6.3.
Les motivations des entreprises à investir dans le monde, en Europe ou en Afrique

Critères mondiaux	Projets bénéficiant d'IED	% de projets	Sociétés	% de sociétés
Potentiel de croissance du marché intérieur	14 926	40,7	9 482	43,6
Proximité des marchés ou des clients	12 837	35,0	9 257	42,5
Main-d'œuvre qualifiée	6 528	17,8	4 853	22,3
Contexte juridique ou économique	5 240	14,3	4 158	19,1
Infrastructures et logistique	3 207	8,7	2 662	12,2
Groupes sectoriels / masse critique	2 666	7,2	2 380	10,9
Réduction des coûts	1 770	4,8	1 542	7,0
IPA ou soutien du gouvernement	1 713	4,6	1 502	6,9
Attractivité / qualité de vie	1 521	4,1	1 357	6,2
Technologie ou innovation	1 225	3,3	1 081	4,9
Autres facteurs	4 519	12,3	3 706	17,0
Critères européens				
Potentiel de croissance du marché intérieur	2 692	40,0	2 316	44,7
Proximité des marchés ou des clients	1 957	29,0	1 586	30,6
Main-d'œuvre qualifiée	1 306	19,4	1 107	21,3
Contexte juridique ou économique	827	12,2	747	14,4
Infrastructures et logistique	777	11,5	693	13,3
Groupes sectoriels / masse critique	690	10,2	658	12,7
IPA ou soutien du gouvernement	450	6,6	416	8,0
Technologie ou innovation	384	5,7	355	6,8
Attractivité / qualité de vie	375	5,5	343	6,6
Universités ou chercheurs	238	3,5	226	4,3
Autres facteurs	918	13,6	836	16,1

Table 6.3. (suite)
Les motivations des entreprises à investir dans le monde, en Europe ou en Afrique

Critères africains	Projets bénéficiant d'IED	% de projets	Sociétés	% de sociétés
Potentiel de croissance du marché intérieur	694	52,2	542	53,6
Proximité des marchés ou des clients	413	31,1	342	33,8
Contexte juridique ou économique	317	23,8	263	26,0
Main-d'œuvre qualifiée	91	6,8	80	7,9
Infrastructures et logistique	70	5,2	66	6,5
Ressources naturelles	64	4,8	53	5,2
Réduction des coûts	58	4,3	56	5,5
Groupes sectoriels / masse critique	43	3,2	43	4,2
IPA ou soutien du gouvernement	36	2,7	34	3,3
Attractivité / qualité de vie	30	2,2	27	2,6
Autres facteurs	104	7,8	97	9,5
Marché africain	Projets bénéficiant d'IED	% de projets	Sociétés	% de sociétés
Intérieur	2 049	53,7	1 274	52,2
Régional	1 702	44,6	1 332	54,6
Sous-régional	40	1,0	39	1,6
Global	29	0,7	29	1,1
Marché européen	Projets bénéficiant d'IED	% de projets	Sociétés	% de sociétés
Régional	8 051	45,7	6 644	54,3
Intérieur	6 633	37,6	4 562	37,3
Sous-régional	2 198	12,4	1 903	15,5
Global	891	5,0	783	6,4

Source : Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

technologique joue également un rôle majeur en Asie. L'assimilation des technologies implique l'acquisition, le développement, l'intégration et l'exploitation de connaissances et de produits technologiques par les sociétés locales au moyen de sources externes, comme des multinationales. Pour cela, les politiques d'éducation des pays et des villes doivent préparer les étudiants à l'utilisation des nouvelles technologies pour leur permettre de collaborer avec des sociétés internationales qui utilisent ces outils. En l'absence de cette préparation, la main-d'œuvre locale ne pourra prétendre qu'à des fonctions de grades inférieurs et ne pourra pas bénéficier d'innovations.

Pour les raisons expliquées précédemment, la taille du marché intérieur est un facteur clé pour attirer des IED en Asie comme en Afrique. Le tableau 6 indique que l'exemption de visa accordée par l'Asie

a eu un effet positif sur les investissements. Cet aspect pourrait présenter un intérêt pour les États d'Afrique qui imposent souvent des conditions de visa très strictes aux voyageurs de certains pays. Ces restrictions peuvent en effet dissuader les visiteurs étrangers et nuire aux efforts d'intégration régionale des pays africains. Selon Neumayer (2010), ces restrictions réduisent le nombre de touristes, voyageurs d'affaires et autres, endommagent l'industrie du tourisme et limitent le commerce et les échanges scientifiques, culturels et autres avec les pays étrangers.

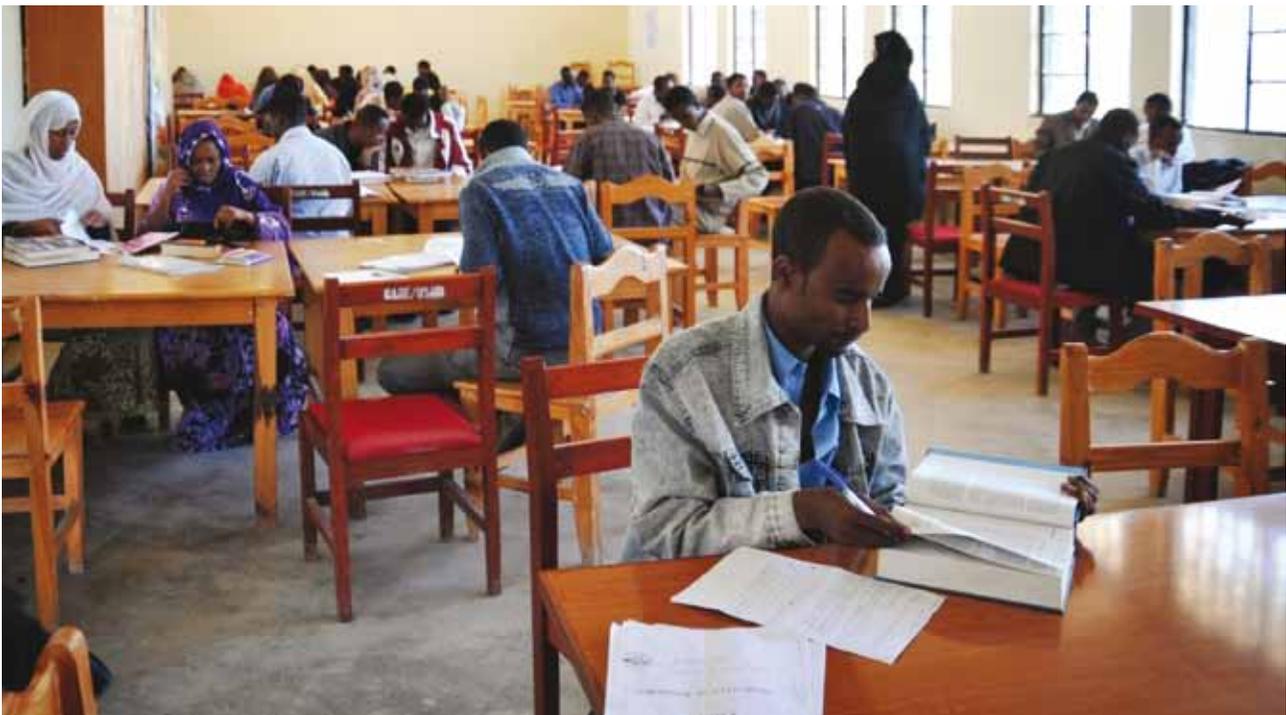
6.2. Facteurs qui incitent les sociétés à investir dans différentes régions géographiques

Contrairement à la section précédente qui se fondait sur une analyse économétrique, le tableau 6.3 expose les résultats d'une enquête basée sur des milliers

d'entreprises et présente leurs priorités en matière de sites d'investissement. On constate que le principal facteur qui encourage les sociétés à investir à travers le monde est le potentiel de croissance du marché intérieur (43,6 % des 9 482 entreprises interrogées). Il s'agit ici de villes et de régions urbaines qui, comme Gauteng, présentent des niveaux d'urbanisation élevés, une classe moyenne en pleine croissance et un potentiel de fortes dépenses (futurs). On remarque aussi que la proximité des marchés ou des clients est un aspect essentiel. Ce critère correspond aux villes de grande taille et plus particulièrement aux grandes villes proches d'autres villes au sein d'une grande région métropolitaine ou urbaine bénéficiant de bonnes liaisons infrastructurelles (routes, voies ferrées, aéroports, ports et télécommunications et informatique). Comme le montre le tableau 6.3, ces deux indicateurs sont également importants pour les sociétés qui investissent en Afrique. La proximité des marchés ou des clients est le deuxième critère de choix (ou le premier pour les investisseurs européens). Des réseaux et des infrastructures bien connectés offrent aux entreprises un accès rapide et simple à des milliers de villes, comme en Europe. Pour remplir ce critère, les villes africaines devraient mieux intégrer à d'autres villes en améliorant leurs réseaux et leurs

infrastructures. Pour les investisseurs internationaux et d'Europe de l'Ouest, une main-d'œuvre qualifiée est le troisième facteur le plus important. Pour répondre à ce critère et attirer les investisseurs, les décideurs africains doivent renforcer, au niveau local et national, les programmes d'enseignement secondaire et supérieur, favoriser la compétitivité de leurs universités et promouvoir la recherche et le développement.

Quand on compare les priorités des investisseurs en Afrique (voir la troisième partie du tableau 6.3) à celles des investisseurs dans le mode (voir la première section du tableau 6.3), on s'aperçoit que dans le cas, le potentiel de croissance des marchés intérieurs est un facteur clé. Ceci indique que l'Afrique connaît actuellement une période d'urbanisation rapide et que les attentes en matière de croissance future de ses marchés sont élevées. La proximité des marchés est le deuxième critère le plus important pour les investisseurs mondiaux et africains. Ce point montre que beaucoup de multinationales implantées en Afrique s'éloignent aujourd'hui de la production destinée à l'exportation pour se concentrer plutôt sur la vente de produits au sein des marchés locaux et régionaux. Comme dans le cas du premier critère, cet aspect révèle aussi que les villes africaines se transforment rapidement en grandes régions urbaines



Les gouvernements africains doivent améliorer considérablement la qualité de leurs universités et faire correspondre leurs programmes d'enseignement aux secteurs régionaux et mondiaux en pleine croissance

©Vladgalenko

Tableau 6.4.
Impact sur le RNB par habitant en Afrique des différents secteurs d'IED et d'autres indicateurs

Variables	RNB par habitant				
Ensemble des IED	+++				
IED dans le secteur Hi-tech		++			
IED dans le secteur manufacturier			+++		
IED dans les ressources				+-	
IED dans le secteur des services					+++
Population urbaine	+++	+++	+++	+++	+++
Communauté d'Afrique de l'Est (CAE)	---	---	--	---	---
Communauté de développement d'Afrique australe (CDA)	---	-	---	---	---
Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	---	---	---	---	---
Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)	--	--	-	---	--
Communauté des États d'Afrique centrale (CEN-SAD)	---	---	---	---	---

Source : Wall et Nyamaj, 2017, Selon les données de fDi Markets et de la Banque mondiale

+++ très importante et relation positive ++ plus importante et relation positive + importante et relation positive --- très importante et relation négative
 -- plus importante et relation négative +- importante et relation négative -+ pas importante, mais relation positive - pas importante, mais relation négative

et développent une variété de marchés proches de plus en plus attractifs pour les multinationales. Le troisième facteur le plus important pour les investisseurs en Afrique est la présence de règlements et d'un contexte propices aux affaires (selon 26 % des 263 investisseurs en Afrique). Ce critère souligne le fait que les entreprises cherchent à investir dans des pays et des villes fiables et dignes de confiance disposant de systèmes juridiques qui leur sont favorables. Ce point est particulièrement important en Afrique, où l'on constate des niveaux élevés de corruption et de criminalité, mais moins important en Europe (14,4 %) et dans le reste du monde (19,1 %). Il est donc essentiel pour les gouvernements nationaux, provinciaux et municipaux africains de cultiver un climat d'affaires sain et d'inspirer la confiance pour encourager les investisseurs à intervenir dans leurs territoires.

Contrairement aux investisseurs mondiaux qui placent la main-d'œuvre qualifiée en troisième position, ce facteur est le quatrième facteur qui incite les investisseurs à intervenir en Afrique (7,9 % des 80 entreprises interrogées). Ce point souligne le fait que ces entreprises ne s'intéressent pas à l'Afrique en raison de l'insuffisance de compétences disponible. Toutefois, dans la mesure où une main-d'œuvre qualifiée est essentielle pour sortir les citoyens africains de la pauvreté, les gouvernements africains doivent

tenir compte de cet aspect. Le niveau d'éducation général et la qualité de leurs universités doivent être considérablement améliorés et leurs programmes d'enseignement doivent correspondre aux secteurs régionaux et mondiaux qui affichent une croissance afin de fournir le type de main-d'œuvre nécessaire pour renforcer la compétitivité des villes africaines au niveau régional et mondial. Les employés locaux qualifiés pourront être mieux absorbés par la population active des multinationales et stimuler l'innovation et la production locales.

Les infrastructures et la logistique constituent le cinquième facteur de choix pour les investisseurs africains (6,5 %). En Europe (13,3 %) et dans le reste du monde (12,2 %), cet aspect est grosso modo deux fois plus important pour les investisseurs. Par conséquent, si les villes africaines améliorent leurs réseaux d'infrastructures et de logistique, elles pourraient s'attendre à voir l'arrivée d'IED augmenter. Les ressources naturelles sont le sixième facteur en termes d'importance pour les investisseurs africains (5,2 %). Les entreprises africaines qui investissent en Afrique sont généralement moins intéressées par les matières premières, sans doute en raison de la forte baisse du prix de ces produits au cours de la période 2003-2016, et de la forte hausse de secteurs tels que la production fondée sur le savoir, les services et les

industries de haute technologie. Ce phénomène indique que les gouvernements africains doivent désormais se concentrer davantage sur les secteurs autres que les ressources dans la mesure où ceux-ci ont tendance à créer plus d'emplois, des revenus plus élevés et peuvent aider à réduire la pauvreté et les inégalités économiques. Cela signifie également que les gouvernements africains doivent redoubler d'efforts pour rendre leurs villes moins dépendantes des consommateurs et privilégier plutôt l'innovation, la productivité des biens, des services et des informations.

S'agissant des investisseurs mondiaux et européens, les ressources naturelles ne figurent pas parmi les dix principaux facteurs d'investissement. On constate aussi que la réduction des coûts est la septième raison qui motive les investissements en Afrique. Ce critère n'est donc pas très important. Ce point est confirmé dans le chapitre sur la distribution des salaires à travers les villes africaines et son effet sur l'attraction des IED (voir la partie B du rapport disponible en ligne). Autrement dit,

Les agences de promotion des investissements (API) ou l'appui du gouvernement sont des aspects beaucoup plus importants pour les investisseurs européens et mondiaux, que pour les investisseurs africains. Si les décideurs africains amélioraient leurs API et proposaient un contexte d'affaires sain, les IED en Afrique augmenteraient

il ne s'agit pas d'un coût opérationnel significatif pour les multinationales. La plupart du travail généré par les multinationales est relativement minime, mal payé et, surtout, il existe peu de variations de salaire à travers le continent. Cela suggère que les salaires minimums et les différences de salaire doivent être rigoureusement négociés et formalisés au niveau continental, national et municipal de la gouvernance en Afrique, afin d'éviter toute exploitation volontaire ou involontaire.

Le huitième facteur le plus important pour les investisseurs en Afrique est la masse critique de groupes sectoriels. Pour les investisseurs mondiaux

et européens, il s'agit là du sixième critère le plus important. Autrement dit, les investisseurs étrangers recherchent de fortes densités de filiales et de fournisseurs locaux dans des secteurs connexes. Pour l'Afrique, il ne s'agit toutefois pas d'un critère prioritaire (4,2 % des entreprises interrogées). Cela signifie que les entreprises internationales qui opèrent en Afrique ne dépendent pas des entreprises locales, ce qui soulève un important problème. Les responsables politiques doivent par conséquent déployer davantage d'efforts pour améliorer la quantité et la qualité de leurs groupes sectoriels au niveau local (en créant par exemple des zones industrielles spécialisées) au sein des secteurs qui affichent déjà un potentiel, ainsi que dans de nouveaux secteurs qui disposent de fortes perspectives de croissance au niveau régional et mondial. La création d'une masse critique d'entreprises locales dans ces secteurs aura une influence positive sur la façon dont les sociétés étrangères coopèrent avec les entreprises africaines.

Les agences de promotion des investissements (API) ou l'appui du gouvernement sont des aspects beaucoup plus importants pour les investisseurs européens et mondiaux, que pour les investisseurs africains (neuvième facteur). Si les décideurs africains amélioraient leurs API et proposaient un contexte d'affaires sain, les IED en Afrique augmenteraient. Le dixième critère en Afrique est l'attractivité des villes et la qualité de vie (2,6 %). Comparé à l'Europe et au reste du monde, ce point est une mesure incitative beaucoup plus faible pour les investisseurs africains. Là encore, l'amélioration de l'attractivité et de la qualité de vie dans les villes africaines devrait fortement améliorer la quantité et surtout la qualité des IED en Afrique. Les entreprises des secteurs de la production et des services de pointe, ainsi que les industries fondées sur le savoir cherchent à s'implanter dans des villes très attractives. Certaines villes comme Kigali, Le Cap et Casablanca prouvent ce point en attirant ce genre d'investissement haut de gamme.

6.3. Impact des IED sur l'Afrique et l'Asie

Dans la partie suivante, nous explorons l'impact qu'ont les IED sur le développement économique en Afrique, c'est-à-dire sur le RNB par habitant. Le RNB par habitant est défini par la Banque mondiale comme la valeur en dollars américains du revenu final d'un pays en un an divisé par son nombre d'habitants. Ce chiffre reflète les revenus moyens des citoyens d'un pays. Si le

PIB est la mesure couramment utilisée pour calculer la croissance économique, nos recherches emploient plutôt le RNB/habitant pour évaluer la puissance économique d'un pays par personne afin d'obtenir une meilleure représentation de la répartition du capital à travers la population. Pour les besoins de notre analyse, les IED ont été divisés en différents secteurs (production, Hi-Tech, ressources, services, etc.). Nous avons constaté que tous les secteurs d'IED affichent un effet positif important sur le RNB par habitant, à l'exception du secteur des ressources où cet impact est insignifiant. Si le commerce de ressources semble une activité logique pour un continent qui possède de très nombreuses matières premières, les avantages de cette activité en termes de développement socio-économique et de croissance économique durable sont toutefois sous-optimaux.

Sur la base de ces constatations, les gouvernements africains devraient prendre des décisions fondamentales pour identifier les investissements les plus susceptibles de favoriser la croissance économique, comme les secteurs de la manufacture et des services Hi-Tech. L'industrie des services constitue également une grande partie du stock d'IED en Afrique, même si cette proportion est plus faible que dans d'autres régions et ne concerne qu'un nombre relativement restreint de pays. Les IED dans les services peuvent jouer un rôle important pour soutenir la participation des économies africaines dans les chaînes de la valeur mondiales. Les secteurs des services et de la manufacture ont largement contribué de manière significative au RNB par habitant en Afrique et en Asie, compte tenu du nombre d'emplois créés.

Les résultats de recherche présentés dans le tableau 6.4 suggèrent que le secteur de la haute technologie a fortement contribué à la croissance économique en Afrique. Ces recherches indiquent également que les progrès technologiques des pays aux revenus les plus faibles se limitent essentiellement à un processus d'adoption et d'adaptation à des technologies étrangères, plutôt que la création de nouvelles technologies. Cependant, selon un rapport publié en 2014 par la Banque mondiale et Elsevier, la production annuelle des régions d'Afrique subsaharienne en matière de recherches a augmenté de 0,44 % à 0,72 % au cours de la période 2003-2012. S'il s'agit, certes, d'une évolution positive, ce chiffre représente néanmoins moins d'un pour cent de la production mondiale dans ce domaine. Ces rapports

indiquent par ailleurs que des pays asiatiques affichant des niveaux comparables en matière de recherche à l'Afrique, tels que la Malaisie et le Vietnam, ont vu leur production augmenter beaucoup plus vite durant la même période. Autrement dit, il reste beaucoup à faire pour rendre ce secteur concurrentiel à l'échelle mondiale.

Il existe plusieurs raisons pour cela. Selon un rapport récent de Quartz Africa, l'Afrique serait à la traîne en termes de recherche et d'innovation en raison de la faiblesse de ses programmes scolaires et du fait que ses financements privilégient essentiellement la santé et le développement agricole plutôt que la science, les technologies, les mathématiques et les projets d'ingénierie.

Des progrès dans le domaine technologique sont essentiels pour favoriser la croissance économique et le bien-être de n'importe quel pays, indépendamment de son niveau de développement. Au vu de l'évolution rapide des technologies au sein des économies avancées du monde entier, il est aujourd'hui impératif de combler les lacunes qui existent en Afrique en matière de capacités technologiques afin d'attirer davantage d'IED et d'aider les nations africaines à réduire la pauvreté et à assurer un développement durable. Les politiques de promotion de la recherche scientifique et de l'innovation en Afrique devraient viser à corriger les faiblesses qui entravent systématiquement l'acquisition et la diffusion de connaissances en Afrique (Aziz, 2012). Un nouvel effort encourageant les Africains à adopter une culture fondée sur l'innovation pourrait aussi aider à régler certains problèmes d'urbanisation comme la sécurité alimentaire urbaine, les transports et la mobilité et la réduction de la pauvreté.

Les résultats d'analyse (tableau 6.4) montrent par ailleurs qu'il existe des différences régionales au sein du continent. L'Union du Maghreb arabe (UMA) a été utilisée comme point de référence pour identifier l'impact de l'ensemble des IED et des secteurs d'IED sur la croissance des économies africaines. Ces résultats indiquent un impact négatif important sur la croissance économique si l'AMU affichait les mêmes caractéristiques que les autres blocs économiques du continent. Il est également démontré que, dans le cas de l'UMA, l'impact des différents secteurs d'IED sur le RNB par habitant est supérieur que dans le reste de l'Afrique. De même, le Rapport sur les investissements publié par l'ONU en 2015 montré que la croissance des IED dans les secteurs des services et de la manufacture était beaucoup plus élevée en Afrique du Nord.



Les industries fondées sur le savoir cherchent à s'implanter dans des villes très attractives comme Le Cap

© Michael Zhang

7. Facteurs sociaux, environnementaux et économiques déterminants des groupes d'IED à Johannesburg



Le quartier central des affaires, Johannesburg

© Patrick Allen

7.1. La géographie des IED à Johannesburg

Dans cette dernière partie de la partie A, nous avons cartographié les groupes d'IED des districts de Johannesburg par code postal sur diverses années, puis regroupé ces données en sept régions urbaines (régions A à G de Johannesburg), comme on peut le voir sur la carte de la figure 7.1. Ces données ont ensuite été mises en corrélation avec des données sociales, environnementales et économiques locales correspondant à ces régions municipales. Enfin, le résultat a été utilisé de manière à obtenir une modélisation statistique et évaluer

l'effet de ces facteurs urbains sur l'attractivité des IED dans les districts de Johannesburg.

On remarque tout d'abord un grand nombre de groupes d'IED (nœuds rouges) dans les régions aisées de la banlieue nord de Johannesburg, comme à Sandton ou Rosebank (régions indiquées en bleu foncé). On constate aussi que les régions D et G, qui incluent les quartiers les plus défavorisés du sud de la ville (comme Soweto), ne reçoivent aucun IED. La répartition inégale des IED constatée à l'échelle mondiale et régionale semble donc être également présente au niveau des villes. Les points jaunes sur la carte indiquent l'emplacement des entreprises locales.

Ces dernières sont clairement plus homogènes et dispersées à travers la ville que dans le cas des sociétés d'IED qui sont regroupées le long des principaux axes routiers dans le sens sud-nord. Il est également intéressant d'étudier les facteurs déterminants de ces régions urbaines en matière d'IED afin d'identifier les facteurs de localisation sociale et économique qui expliquent le mieux ces groupes d'investissement

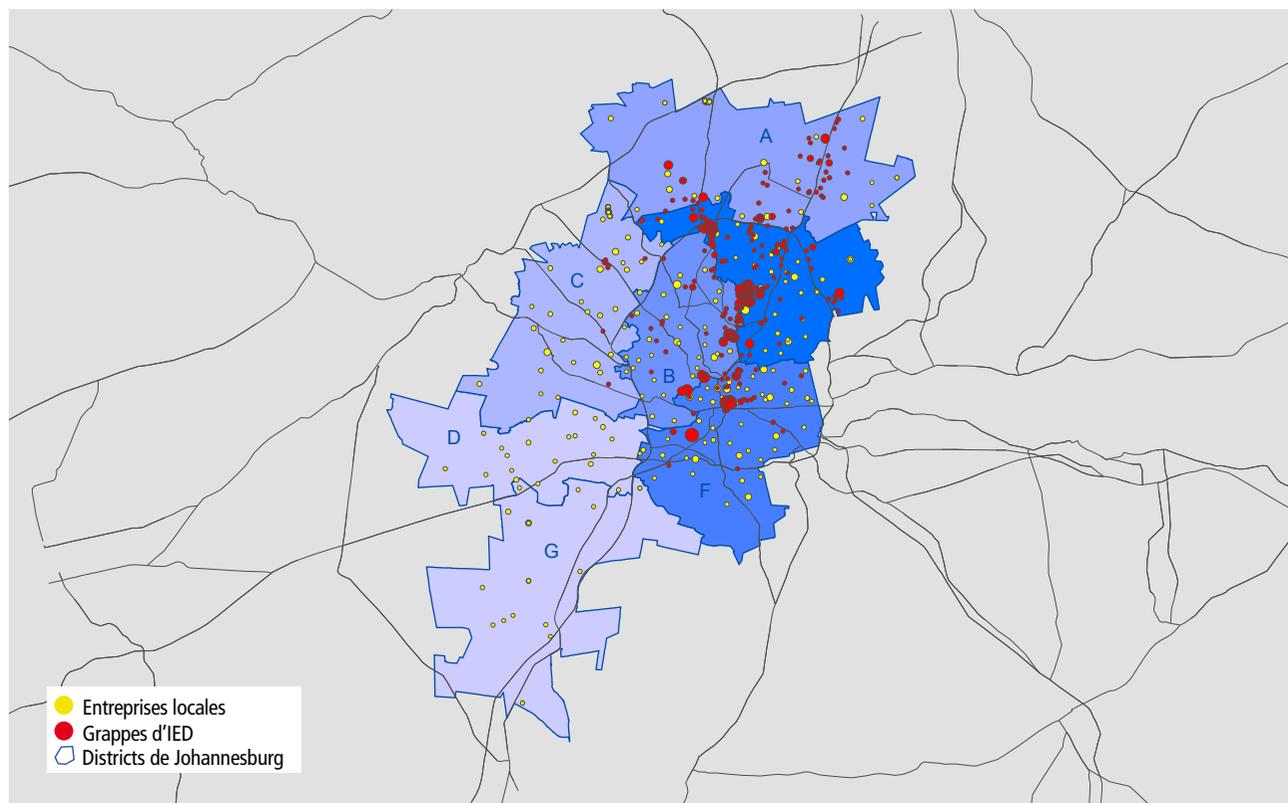
7.2. Critères d'attraction des IED dans les sept principaux districts de Johannesburg

Cette étude révèle que les IED augmentent depuis 2004 dans les districts de Midrand, Diepsloot, Randburg, Rosebank, Sandton et Alexandra. Dans l'ensemble, les IED dans ces régions sont relativement stables. Le quartier de Sandton est le plus grand bénéficiaire d'IED (voir le tableau 7.1). Dans le tableau 7.1, les IED ont été évalués à l'aide de plusieurs modèles. Ces modèles sont représentés par les colonnes 2 à 6. Le modèle 1 correspond à la colonne 2 et ainsi de suite.

Le premier modèle considère l'effet des caractéristiques liées à la population du district sur les IED. Le nombre total de résidents titulaires d'un diplôme de troisième cycle indique le niveau de scolarité. On constate que le nombre de résidents titulaires d'un diplôme de troisième cycle a augmenté dans tous les districts depuis 2004, Sandton et Alexandra affichant la plus forte croissance. Le PIB inclus pour indiquer la croissance économique a augmenté dans tous les districts, bien que la croissance des districts de Midrand et de Diepsloot soit significativement plus faible que celle des autres districts. L'indice de développement humain (IDH) offre une mesure synthétique de différentes dimensions du développement humain, comme l'espérance de vie et le niveau de vie. Le tourisme a fortement augmenté dans tous les districts depuis 2008. Le quartier de Sandton attire le plus grand nombre de touristes de la région. La taille du district est incluse en tant que contrôle d'ampleur spatiale.

Le deuxième modèle s'intéresse à la relation qui existe entre les secteurs économiques en fonction du

Figure 7.1. Répartition des IED et des entreprises locales à Johannesburg.



Source : Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets et les cartes de fichiers SIG (avec la permission de la municipalité de la ville de Johannesburg)

Tableau 7.1.
Les déterminants des grappes d'IED dans les districts de Johannesburg (2003 - 2016)

Variabiles	Indicateurs généraux	Indicateurs liés au secteur GVA	Indicateurs liés au commerce	Indicateurs liés à l'emploi	Indicateurs combinés
Taille de la région urbaine	++	-	++		
Diplômes de 2 ^e cycle (Journal)	+				
Tourisme (Journal)	+++				++
Valeur ajoutée brute du secteur de l'immobilier (Journal)		+++			
Valeur ajoutée brute du secteur de l'électronique (Journal)		-			
Exportations vers l'Afrique (Journal)			++		+
Exportations vers la zone atlantique (Journal)			++		
Exportations vers l'Amérique centrale (Journal)			++		
Population totale (Journal)				-	++
Emploi dans l'agriculture (Journal)				---	++
Emploi dans la finance (Journal)				+++	
Emploi dans l'exploitation minière (Journal)				---	---

Source : Wall et Rutten 2017. Selon les données de fDi Markets

+++ très importante et relation positive ++ plus importante et relation positive + importante et relation positive --- très importante et relation négative
 -- plus importante et relation négative +- importante et relation négative ++ pas importante, mais relation positive - pas importante, mais relation négative

point de vue des IED. Les secteurs suivants ont été étudiés : immobilier, électronique, finance, hôtellerie, commerce et commerce de détail. La valeur brute ajoutée par région indique l'activité économique de chaque secteur. Dans tous les secteurs, on constate que la production a augmenté depuis 2004, tandis que les quartiers de Sandton et d'Alexandra, le centre-ville et la zone sud de Johannesburg affichent les plus hauts niveaux de production. La taille du district est incluse en tant que contrôle.

Le troisième modèle examine la relation qui existe entre les flux de commerce locaux et le niveau d'IED. Ce modèle utilise la valeur des exportations commerciales à destination de différentes régions géographiques. Les exportations vers l'Afrique, l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Amérique centrale sont incluses dans cette analyse. On remarque que tous les districts exportent de plus en plus vers la région Afrique. Les importations sont également incluses en pourcentage du PIB.

Le quatrième modèle explore la relation qui existe entre la composition du marché de travail local et les IED. Les secteurs d'emploi inclus sont l'agriculture, la finance et l'extraction minière.

Le dernier modèle combine toutes les variables significatives trouvées dans les modèles précédents. Il comprend les variables suivantes : valeur ajoutée

du secteur immobilier, exportations vers les régions d'Afrique et emploi dans les secteurs agricole et minier. La population totale du district est incluse en tant que contrôle.

On constate que les variables suivantes ont une relation positive significative avec les IED à travers toutes les régions de Johannesburg (voir le tableau 7.1) : (1) nombre de diplômés de deuxième cycle ; (2) nombre de touristes ; (3) valeur ajoutée brute de l'immobilier ; (4) exportations vers la région Afrique ; et (5) emploi dans le secteur financier. Là encore, ces résultats soulignent à quel point il est important de développer des compétences avancées locales, de faire des villes des destinations plus attrayantes pour les affaires comme les touristes, et de proposer des environnements bâtis de haute qualité. On notera aussi le rôle que joue Johannesburg dans le commerce régional africain et la disponibilité de capitaux suffisants comme des points essentiels. Il convient de noter que l'emploi dans les secteurs minier et agricole entretient une relation significative, mais négative avec les IED dans la ville. Autrement dit, les IED à Johannesburg s'intéressent davantage aux secteurs secondaire et tertiaire. Cette tendance est observée à travers tout le continent africain.

Dans le modèle final, les exportations vers la région Afrique indiquent une relation positive très

significative avec les IED de Johannesburg, tandis que l'emploi dans le secteur minier affiche une relation négative avec les IED au cours de la période d'étude. Dans ce modèle final, les autres variables ne semblent plus avoir de relation significative avec les IED. Le modèle final représente 55 % de la variation à travers les régions et au fil du temps. Ces résultats suggèrent que les IED ont tendance à se concentrer dans les quartiers de la ville qui possèdent la main-d'œuvre la plus qualifiée au niveau local, le plus grand nombre d'entreprises engagées dans le commerce international, un secteur immobilier productif, des niveaux d'emploi élevés dans le secteur financier et un plus grand nombre de touristes. Par ailleurs, dans leur étude de cas de Johannesburg présentée dans la partie C de ce rapport, Kollamparambil et Jogee (2018) ont identifié plusieurs facteurs géographiques et politiques qui font de Johannesburg une destination majeure pour les IED en Afrique.

7.3. Potentiel des futurs secteurs d'IED à Johannesburg

Le développement urbain durable et inclusif repose sur la capacité des gouvernements et des municipalités à faire les bons choix. Ceci est aussi vrai quand il s'agit d'attirer le bon type d'IED dans les villes. Dans le cas de Johannesburg, les critères de choix se fondent sur des facteurs tels que les capitaux précédemment attirés par la ville dans différents secteurs industriels, le nombre d'emplois générés par les IED dans ces secteurs ou une combinaison des deux, comme on le voit dans le diagramme de dispersion de la figure 7.2.

On remarque dans ce cas que le secteur des communications a apporté le plus de capitaux à la ville pendant la période 2003 – 2016 et créé une quantité raisonnable d'emplois. Le secteur des métaux quant à lui a créé le volume le plus élevé d'emplois directs, tout en attirant la troisième plus importante dépense en capital. Le secteur des logiciels et des services informatiques bénéficie d'une bonne position centrale et constitue également un bon choix. À un moindre degré, les services financiers, les services commerciaux, l'hôtellerie, le tourisme et les transports sont également de futures options d'IED intéressantes pour Johannesburg.

Parallèlement aux secteurs dans lesquels la ville possède une bonne expérience professionnelle, les décideurs pourraient choisir de développer les secteurs où elle affiche des performances plus faibles. Leurs choix pourraient aussi se fonder sur

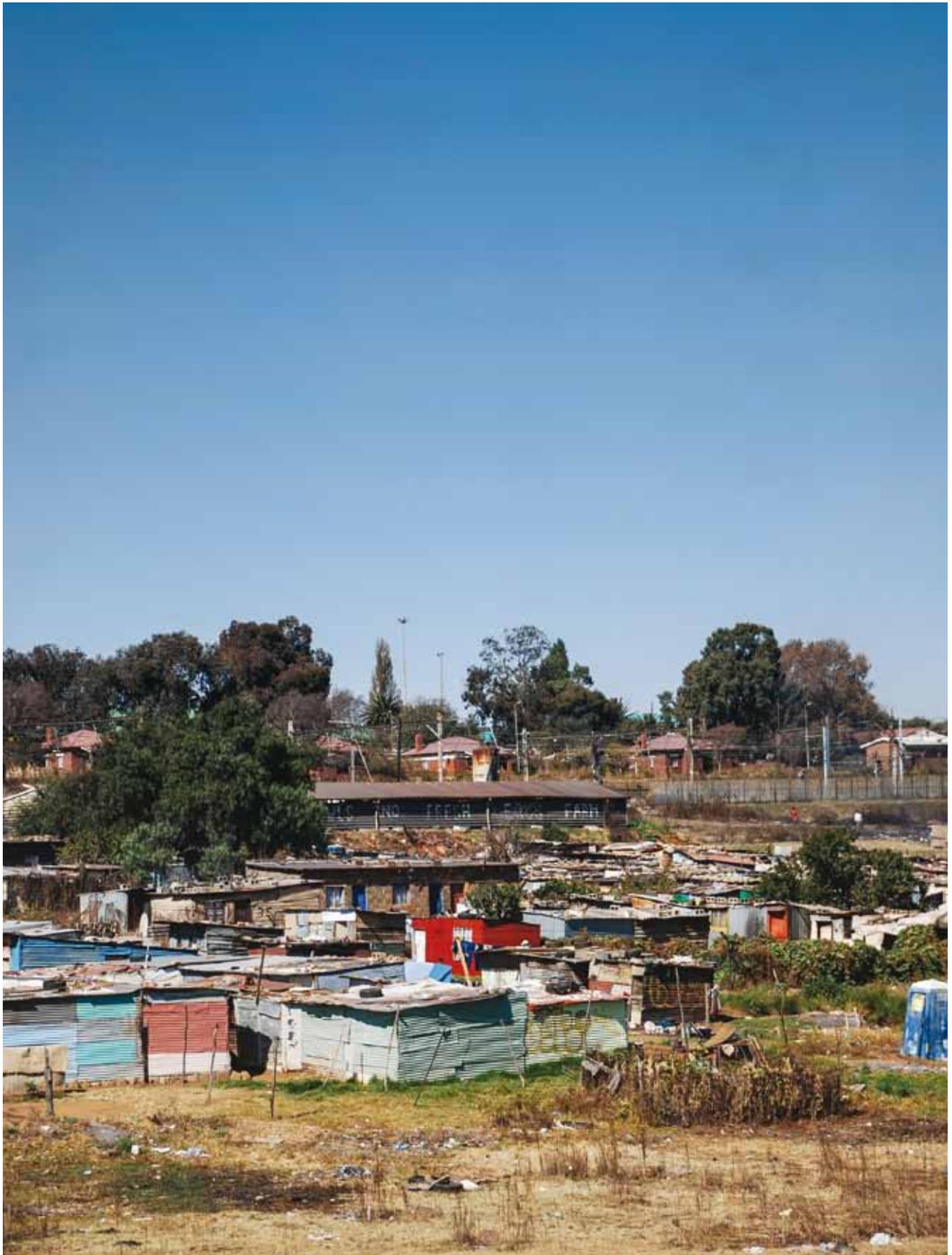
d'autres arguments, comme dans le cas des énergies renouvelables où les EDI affichent l'une des plus fortes croissances en Afrique et à travers le monde, et qui constituent un élément essentiel des objectifs de l'ONU sur les villes durables et le changement climatique. Dans un même temps, comparé aux autres régions du monde, l'Afrique ne reçoit qu'une petite quantité d'énergie renouvelable. Cet aspect est davantage examiné dans la partie B de ce rapport qui indique les politiques qui pourraient attirer des IED pour les énergies renouvelables et présente des recommandations pour les pays africains.

Le cas des IED du secteur alimentaire est assez similaire. La sécurité alimentaire est le deuxième principal objectif de l'ONU, en particulier en Afrique, le continent qui souffre de la plus grande précarité alimentaire. Dans la mesure où Johannesburg attire près de 10 000 nouveaux habitants par mois, provenant généralement de zones rurales, le secteur

Le développement urbain durable et inclusif repose sur la capacité des gouvernements et des municipalités à faire les bons choix. Ceci est aussi vrai quand il s'agit d'attirer le bon type d'IED dans les villes.

de l'alimentation pourrait constituer un domaine idéal pour créer des emplois pour une grande partie de ces migrants qui possèdent souvent des compétences agricoles. Ces personnes devraient probablement être formées pour utiliser des modes de production à technologie moyenne ou Hi-Tech, ou pour travailler dans ces centres de production alimentaire régionaux et périurbains et acquérir un esprit d'entreprise. Ceci permettrait à un grand nombre de chômeurs à Johannesburg (et dans d'autres villes africaines) de travailler tout en nourrissant les villes et en contribuant à la sécurité alimentaire.

L'exemple ci-dessus indique clairement que l'attraction des IED doit reposer sur des politiques claires, une bonne gouvernance et une vision précise de ce qui est bon pour une ville donnée, notamment en termes de développement social, économique et environnemental inclusif. Une fois qu'une ville a choisi ses secteurs d'IED, la prochaine étape



Soweto, l'un des quartiers les plus défavorisés de Johannesburg, n'attire pas d'investissements étrangers directs (figure 7.1)

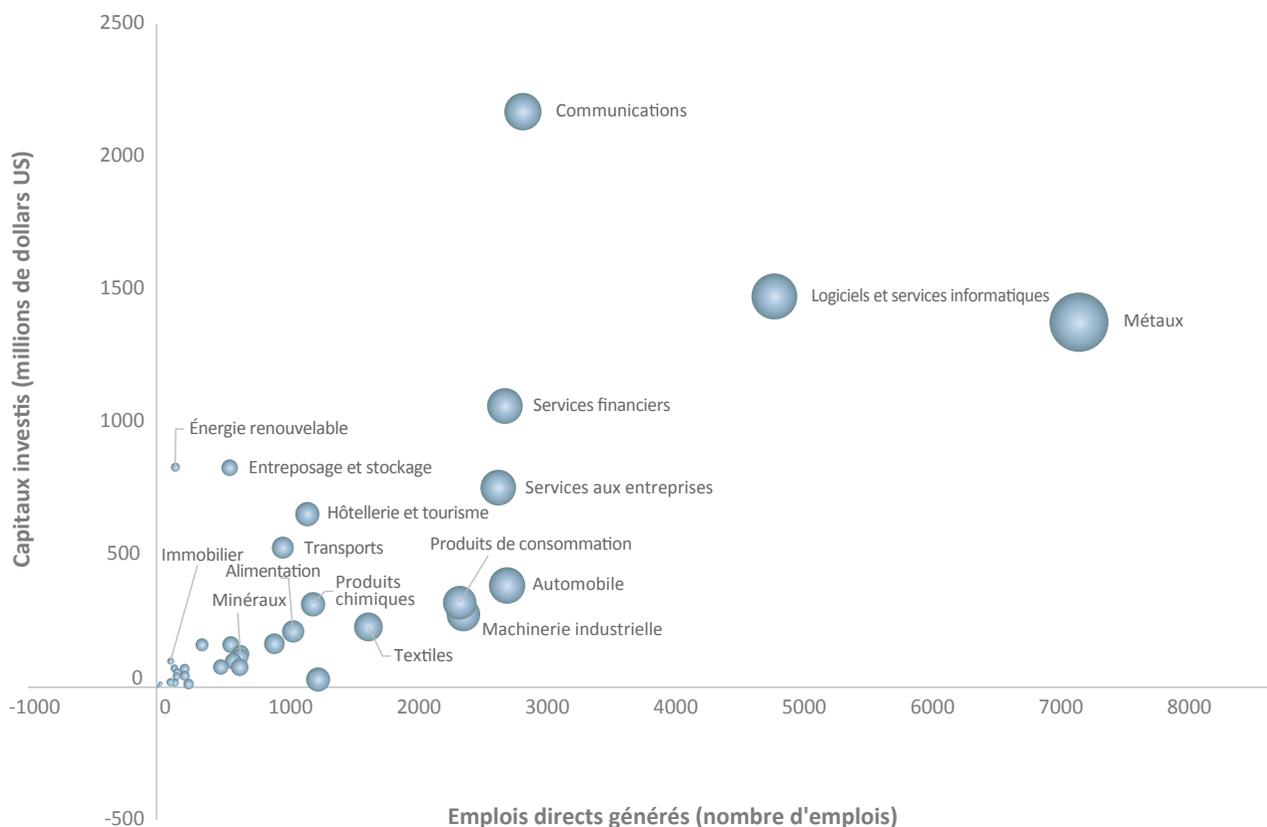
© Prakh Treetasayuth

consiste à examiner les politiques et les facteurs de localisation nécessaires pour commencer à attirer des IED. Pour cela, il est essentiel d'identifier les villes du monde entier qui parviennent à attirer les plus hauts niveaux d'investissements dans le secteur en question, d'explorer les politiques et les facteurs qui font de ces villes des concurrents de taille dans ce secteur et de découvrir les villes qui ont investi en elles par le passé. Il faudra pour cela utiliser un modèle d'urbanisme qui correspond aux qualités locales de la ville et qui tient compte de la demande changeante pour les réseaux d'investissement locaux, régionaux et mondiaux.

En nous basant sur les deux points forts de Johannesburg en matière d'IED, à savoir les communications et l'informatique (voir la figure 7.2) et sur deux possibles candidats futurs, les énergies renouvelables et l'alimentaire, nous avons procédé à une analyse dans la base de données des marchés d'IED afin de déterminer les principales villes dans

chacun de ces secteurs. Dans le cas des IED pour les communications, les principales villes mondiales sont, par ordre décroissant : Bangalore, Madras, Shanghai, Pékin, Singapour, Sao Paulo, Londres et Hong Kong. Ces villes peuvent être quantitativement et qualitativement explorées dans le détail pour identifier les caractéristiques, facteur politiques et de localisation qui déterminent leur réussite. Dans le cas du secteur des logiciels et de l'informatique, les concurrents mondiaux sont Bangalore, Hyderabad, Shanghai, Singapour, Pune et Madras. Dans le cas des énergies renouvelables, il s'agit de Bangalore, Singapour, Santiago et Dar es Salam. Dans le cas du secteur alimentaire, il s'agit de Shanghai, Bucarest, Moscou, Leeds, Cracovie et Saint-Pétersbourg. Une étude détaillée de ces villes offrirait à Johannesburg des informations essentielles pour développer la ville, ses installations et services, et identifier tous les autres facteurs de localisation qui pourraient la rendre plus compétitive dans ces secteurs.

Figure 7.2. Les IED à Johannesburg, par capitaux investis et emplois générés (2003 – 2016)



Source : Wall, 2017. Selon les données de fDi Markets

7.4. Les IED provenant de Johannesburg et d'autres villes africaines

De nombreuses études ont montré que si presque toutes les villes du monde ont la capacité d'attirer des investissements, seul un nombre limité d'entre elles ont la possibilité d'investir dans d'autres villes (2009 Wall et v.d. Knaap 2013). Les villes en mesure de le faire sont, sans exception, des villes bien développées qui contrôlent la production et les marchés d'autres villes. On peut donc avancer que la stimulation des investissements externes d'une ville par les sociétés locales contribuera aussi à atteindre un niveau de développement urbain supérieur. En outre, il a été démontré que les IED externes des sociétés locales à destination d'autres villes ne nuisent pas au bien-être économique de la ville source. Au contraire, on observe une dynamique gagnant-gagnant qui profite à la fois aux entreprises et aux travailleurs des villes sources et à ceux des villes bénéficiaires (Moran, 2006).

Une analyse des IED externes des villes africaines montre clairement que seule une poignée de villes ont la capacité d'investir dans d'autres villes africaines ou offshore. En effet, seules 12 villes africaines sur 100 y parviennent actuellement. Johannesburg occupe la première place en matière d'IED externe et a maintenu un taux de croissance exponentielle positive de 4 % au cours de la période 2010-2016. Cette performance fait de Johannesburg une véritable ville mondiale, et sans doute aussi l'une des plus développées. Johannesburg est suivie par Casablanca qui, bien que présentant un volume d'investissement beaucoup plus faible, affiche néanmoins un taux de croissance très élevé, reflétant la hausse éminente des investissements africains. Ces deux villes sont suivies dans un ordre décroissant, par Le Caire, Lagos, Nairobi, Le Cap, Port-Louis, Lomé, Dar es Salam, Tunis et Durban. Il convient aussi de noter que la plupart de ces villes présentent un taux de croissance négatif en matière de l'IED externes au cours de cette période, reflétant la tendance mondiale de la diminution des IED depuis le début de la récession mondiale. Les autres villes africaines n'ont pas de statut significatif en matière d'investissements extérieurs ou de potentiel.





Singapour figure parmi les principales villes mondiales en matière d'IED dans les secteurs des communications, des logiciels et de l'informatique et des énergies renouvelables © Sira Jantararungsan

Partie A | Chapitre 2

Les investissements étrangers directs de la Chine en Afrique

Par Canfei He et Shengjun Zhu





EDITERRANEE
Lde Chypre
SYRIE
Jerusalem
Babylone
Ispahan
Arabie
Nubie
Abissinie
Ethiopia
KAWAR
TAMALMA
Bornou
Bornou
Semaconda
TIE
Reghebil
Darfour
Gorhan
Fungeno
Man
L'Aquilunda
Dongu
Sembé
Butua
TAMAN
Namaguina
Namaguois

la Mecque
Sana
Moka
Galle
Bosha

100
100
中国人民银行
100
壹佰圆
Y4W8595424
00



L'acquisition par ICBC de 5,4 milliards de dollars américains d'une participation de 20% dans la Standard Bank d'Afrique du Sud a provoqué une forte hausse des IED chinois en Afrique en 2008 ©Alexey Novikov

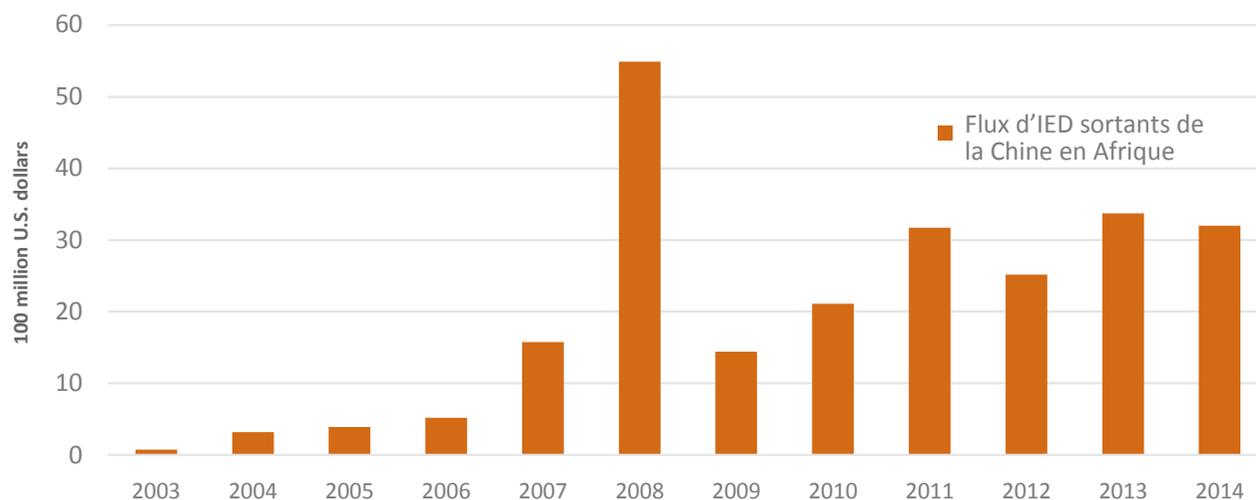
Introduction

Cette partie étudie les investissements étrangers directs (IED) de la Chine en Afrique en s'appuyant sur les dernières données chinoises. On y examinera en premier lieu le développement et la distribution historiques des IED de la Chine en Afrique, avant de s'intéresser à la façon dont ces derniers se sont peu à peu diversifiés en matière de propriété, de régions sources et bénéficiaires et de secteurs industriels. Les IED chinois en Afrique étant particulièrement complexes et variés, il serait trop simpliste d'affirmer que ces derniers ont des répercussions « positives » ou « négatives » sur le développement du continent africain. En effet, les caractéristiques de chaque pays ainsi que ses affiliations politiques et économiques avec la Chine jouent un rôle clé dans la distribution géographique de ces IED.

Après avoir ouvert ses portes aux investissements étrangers à la fin des années 70, la Chine est devenue une destination phare pour les IED du monde entier. Grâce à sa décision d'« attirer des IED » et à sa politique

d'industrialisation axée sur l'exportation, la Chine a affiché une croissance économique rapide. Plus récemment, le pays a encouragé la capitale chinoise à « se mondialiser » dans le cadre de son dixième Plan quinquennal (2001-2005). Cette politique a été réaffirmée en 2005 dans le onzième Plan quinquennal chinois. Dans un même temps, les investissements de la Chine vers l'étranger sont passés de 2,7 milliards de dollars américains en 2002 à 123,1 milliards de dollars américains en 2014. Ses stocks externes d'IED sont quant à eux passés de 22,9 milliards de dollars américains en 2003 à 882,6 milliards de dollars américains en 2014. Les IED chinois représentent désormais 3,4 % des IED mondiaux (par rapport à 0,3 %), la capitale chinoise ayant considérablement étendu sa présence mondiale en matière d'IED. Aujourd'hui, celle-ci investit dans 186 pays/régions.

Sur la période 2003-2014, les stocks d'IED de la Chine en Afrique sont passés de 491 millions de dollars américains à 32,4 milliards. Selon certains, ces IED auraient été en grande partie encouragés par

Figure 1. Les IED de la Chine en Afrique (2003-2014)

Source : He et Zhu, 2017, selon des données provenant de l'Université de Pékin

des considérations politiques et diplomatiques, au vu de la domination des entreprises publiques chinoises présentes dans ces flux externes d'IED (Buckley et coll., 2008). D'autres soutiennent que les IED chinois en Afrique pourraient tout simplement s'expliquer par la théorie des IED, à savoir la recherche de nouveaux marchés, la recherche de ressources et l'aversion aux risques calculés (He et coll., 2015). Néanmoins, l'influence croissante de la Chine en Afrique a donné lieu à d'importants débats sur les conséquences de ce phénomène sur les évolutions institutionnelles et économiques des pays africains.

Dans la mesure où la Chine adopte souvent une approche politique non interventionniste et propose des investissements sans condition particulière, certains soutiennent que les IED de la Chine en Afrique n'ont qu'un impact négligeable sur la gouvernance politique ou la durabilité de la croissance économique des pays concernés (Brooks, 2007). Pour d'autres, la capitale chinoise constituerait une source de financement alternative pour développer les économies des pays africains (Cheung et coll., 2012). Les prêts, aides et investissements en infrastructures du gouvernement chinois ont joué un rôle positif dans l'amélioration des infrastructures, l'augmentation de la productivité, la stimulation de la croissance économique et l'amélioration du niveau de vie de nombreux pays africains. Les débats portant sur le rôle que joue la Chine en Afrique ou sur les motivations des investisseurs chinois reposent sur le fait que la

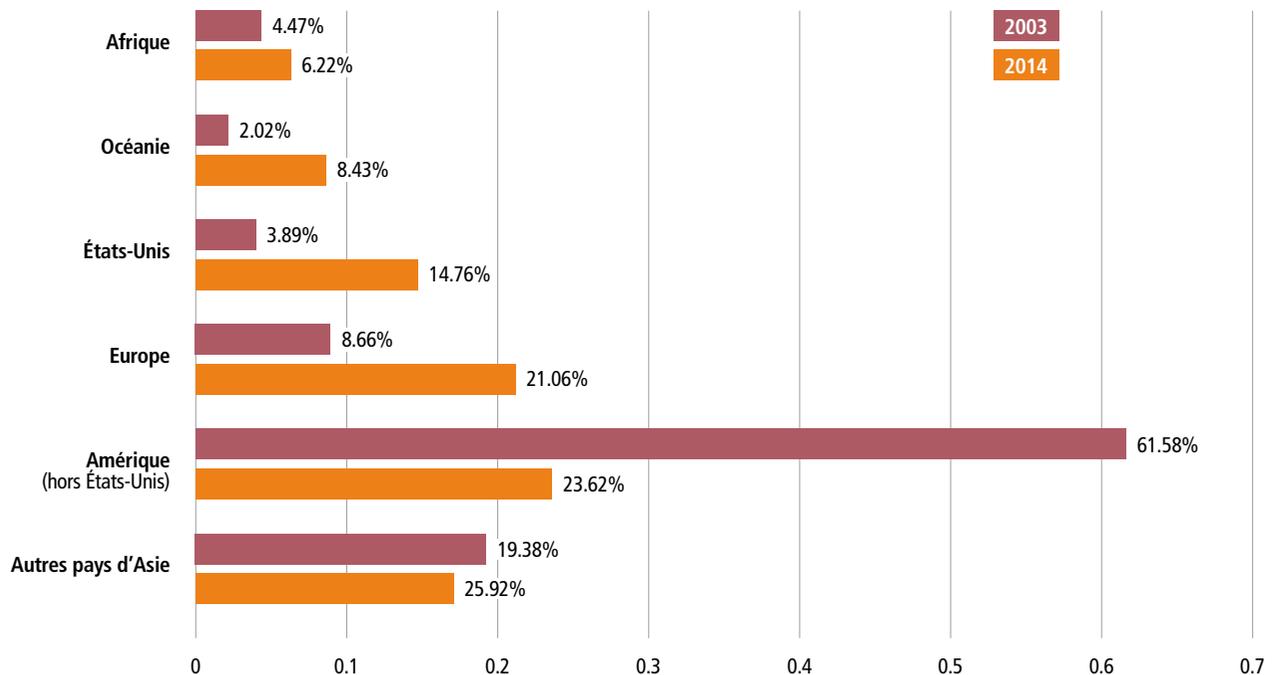
plupart des études supposent que la Chine et l'Afrique sont des territoires homogènes (Kaplinsky et Morris, 2009). Mais en réalité, les choses ne sont pas aussi simples que cela dans la mesure où les entreprises chinoises qui investissent en Afrique diffèrent les unes des autres en termes de mode de propriété, de motifs d'investissement et de projets d'investissement. Cette section vise à attirer l'attention sur la complexité et la diversité des IED chinois en Afrique.

Le développement des flux d'IED de la Chine en Afrique

Le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) a publié dans son rapport annuel intitulé : *Bulletin statistique des investissements étrangers directs de la Chine* des données nationales sur les stocks et les flux d'IED de la Chine. Les données d'entreprises proviennent d'un groupe de données qui comprend des informations sur les IED publiés par MOFCOM et agréés par cette autorité. Des données supplémentaires sur les entreprises chinoises ayant investi en Afrique proviennent de la page Web du MOFCOM.

Si les IED de la Chine en Afrique étaient étonnamment faibles jusqu'en 2006, on notera qu'ils ont rapidement augmenté par la suite (voir la figure 1). Ces derniers sont passés de 748 millions de dollars américains en 2003 à 5,4 milliards en 2008, essentiellement en raison de l'acquisition cette année-là d'une participation de 20 % dans la Standard Bank d'Afrique du Sud par la Banque industrielle et

Figure 2. Flux des IED de la Chine dans les différentes régions du monde de 2003 à 2014



Source : Il et Zhu, 2017, selon des données provenant de l'Université de Pékin

commerciale de Chine, un investissement à hauteur de 5,4 milliards. Suite à cette opération ponctuelle et dans la foulée de la crise financière mondiale, les IED chinois en Afrique sont retombés à 1,44 milliard de dollars américains en 2009.

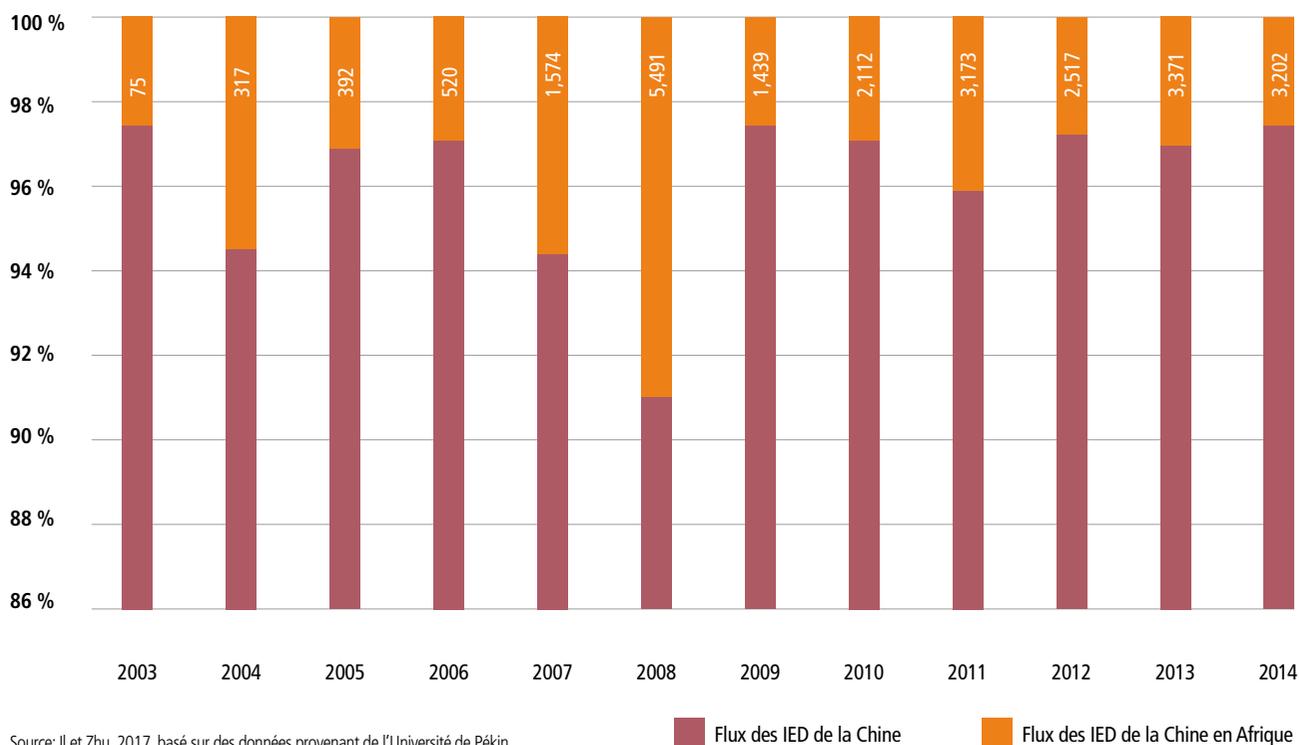
En 2009, la Chine est devenue le principal partenaire commercial de l'Afrique. Ceci a relancé les IED de la Chine en Afrique et créé un rebond de 2,1 milliards de dollars américains en 2010. Ce chiffre a affiché une progression régulière pour atteindre 3,2 milliards de dollars américains en 2014. Autrement dit, les IED de la Chine en Afrique ont commencé tard, augmenté rapidement et se sont stabilisés dans les années 2010.

Après deux décennies d'expansion rapide, la part de 6,22 % des flux d'IED de la Chine en Afrique en 2014 reste néanmoins faible comparé à l'ensemble des IED mondiaux ou aux investissements américains et européens en Afrique (figure 2). La majeure partie des IED de la Chine concerne l'Asie, les Amériques et l'Europe et représente 70 % de l'ensemble des investissements chinois. Au cours de la période 2003-2014, la part des IED de la Chine en Afrique est restée à environ 4 à 6 %, même si ce chiffre a augmenté considérablement en 2008 (figure 3) en

raison de l'acquisition mentionnée plus haut d'une participation de 20 % dans la Standard Bank d'Afrique du Sud par la Banque industrielle et commerciale de la Chine.

À mesure que les IED de la Chine en Afrique ont augmenté, ils se sont aussi diversifiés. Au cours de la période 2003-2014, le nombre de nouveaux investisseurs chinois en Afrique est passé de 11 à 391. Au total, on comptait 620 entreprises publiques détenues par le gouvernement central, 371 entreprises publiques détenues par les gouvernements locaux, et 1 762 entreprises non publiques (voir figure 4). Certaines études ont tendance à surestimer l'investissement des entreprises publiques chinoises en Afrique. Si les investissements d'entreprises privées et d'entreprises publiques détenues par les gouvernements locaux constituent, certes, un facteur important dans les relations économiques et commerciales de la Chine et de l'Afrique (Wang, 2007), les entreprises publiques détenues par le gouvernement central doivent néanmoins se conformer aux politiques diplomatiques et commerciales du gouvernement chinois. Par conséquent, les motifs des investissements

Figure 3. Part des flux des IED de la Chine en Afrique (en millions de dollars et %, de 2003 à 2014)



Source: Il et Zhu, 2017, basé sur des données provenant de l'Université de Pékin

des entreprises privées chinoises en Afrique sont davantage axés sur le marché.

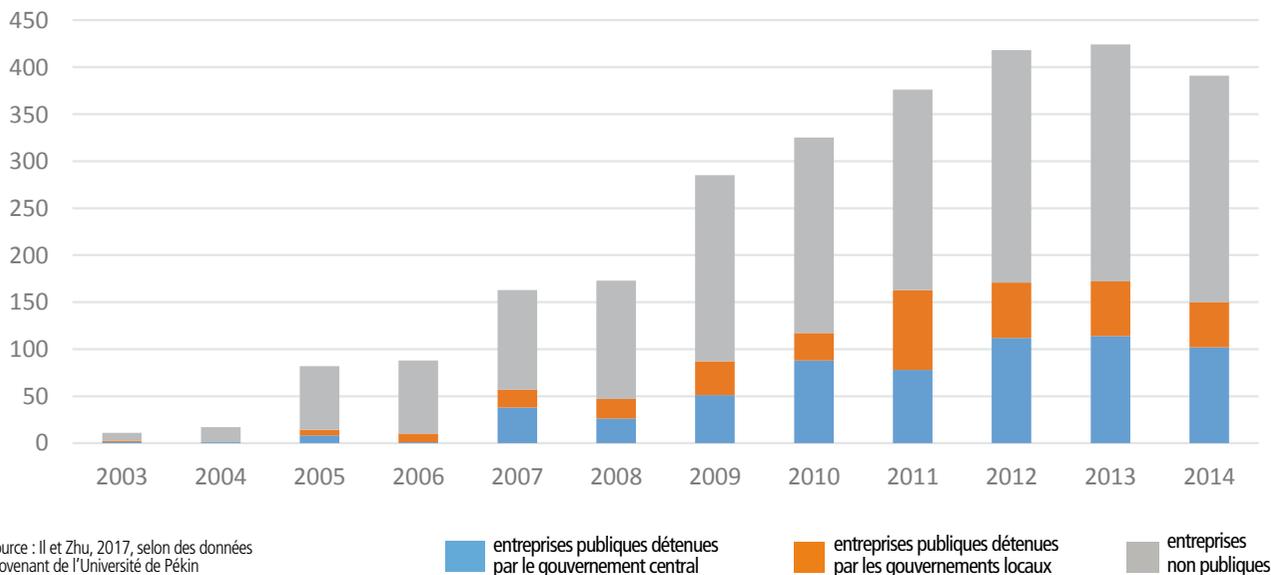
En 2014, les IED chinois en Afrique provenaient de toutes les provinces chinoises à l'exception de la région autonome du Tibet. Au cours de la période 2003-2014, en plus des 620 entreprises publiques détenues par le gouvernement central, de nombreuses entreprises détenues par les gouvernements locaux investissent en Afrique (voir figure 5). Juste après les entreprises publiques détenues par le gouvernement central, la région côtière développée de la Chine est la plus importante source d'IED chinois en Afrique (voir figure 6).

Les capitaux chinois sont présents dans 52 pays africains. En 2014, l'Algérie, le Tchad, la République démocratique du Congo, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, Maurice, le Mozambique, le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe représentaient la majorité des IED et des stocks chinois (voir figures 6 et 7). La part des IED chinois en Algérie a considérablement augmenté, passant de 3,3 % en 2003 à 20,8 % en 2014, suite à la fin de la guerre civile et à la nécessité d'améliorer les infrastructures du pays ainsi que d'autres types

d'investissements. Les IED de la Chine en Zambie ont également augmenté durant cette période. Les investissements chinois se concentrent essentiellement sur l'exploitation minière dans la ceinture de cuivre zambienne, l'agriculture, la production de produits et le tourisme. L'Afrique australe arrive en tête de classement en termes de stocks d'IED chinois alloués entre 2003 et 2014, suivie par l'Afrique occidentale et l'Afrique du Nord.

On compte plus de 100 entreprises chinoises présentes en Angola, Égypte, Éthiopie, Ghana, Kenya, Nigeria, Afrique du Sud, Tanzanie et Zambie. Les entreprises publiques détenues par le gouvernement central chinois ont tendance à s'implanter en Angola, en Éthiopie, au Nigeria, en Afrique du Sud, en Tanzanie et en Zambie. Parmi ces pays, Zambie occupe le rang le plus élevé avec 36 entreprises publiques détenues par le gouvernement central chinois qui investissent dans cette région, suivi par l'Afrique du Sud avec 35 entreprises publiques également détenues par le gouvernement central chinois. En 2014, les entreprises publiques détenues par les gouvernements locaux chinois et les entreprises non publiques chinoises se concentraient

Figure 4. Types d'entreprises chinoises qui investissent en Afrique (2003-2014)



essentiellement en Éthiopie, au Nigéria, en Tanzanie et en Zambie. Le Nigeria accueillait par exemple 237 entreprises non publiques et 23 entreprises publiques détenues par des gouvernements locaux chinois. La province du Jiangsu est l'un des principaux partenaires commerciaux du Nigéria. Le pays attire des entreprises publiques détenues par des gouvernements locaux chinois et des entreprises non publiques se spécialisant dans les domaines du textile, du conditionnement d'aliments et la production de chaussures. En 2014, Jiangsu a ouvert à Abuja, Nigeria, un bureau de développement des PME afin de faciliter l'arrivée d'IED en provenance la province de Jiangsu .

Les figures 8 a et 8 b indiquent les principales régions d'où proviennent les IED chinois en Afrique ainsi que les villes ou pays destinataires. Dans les deux cas, cette distribution géographique rappelle celle des IED chinois en Afrique de la figure 6. Les premiers investissements chinois en Afrique furent lancés par les régions côtières développées et plus particulièrement par de grandes villes chinoises comme Pékin, Hangzhou, Shanghai et Shenzhen. L'Afrique du Sud et la Zambie en Afrique australe, l'Éthiopie en Afrique orientale et l'Égypte en Afrique du Nord sont devenus les principaux pays destinataires des IED chinois. En 2015-16, la Chine a investi à grande échelle dans de nouveaux projets

en Afrique suite à la signature d'un contrat par le gouvernement égyptien et la société chinoise Fortune Land Development Co (CFDL) visant à développer 5 700 hectares à l'est du Caire (Groupe de la Banque Africaine de développement 2017). Parmi les principales villes africaines qui attirent ces nouveaux projets chinois, on citera plus particulièrement Addis-Abeba, Le Caire, le Cap et Johannesburg. Le Caire et Johannesburg sont les deux villes qui ont reçu la plus forte valeur d'IED pour la création de nouveaux projets en Afrique (Wall et coll., 2018).

La dynamique industrielle

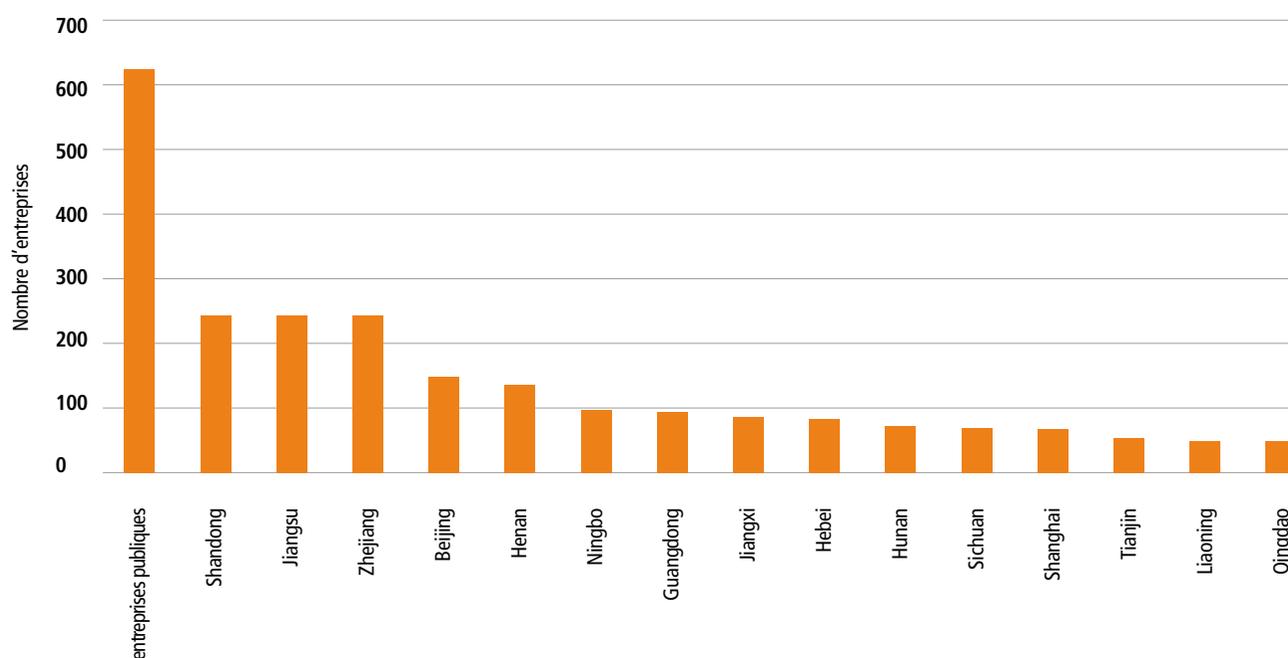
La figure 9 (a) indique qu'en 2014, 1 503 et 1 099 entreprises chinoises étaient présentes dans les secteurs secondaire et tertiaire africains, représentant respectivement 55 % et 40 % du total. Ces entreprises investissaient plus particulièrement dans la production de produits (textile, construction, production d'équipement minier et minéral), l'exploration et le développement géologique, les infrastructures, les importations et exportations et le commerce de détail (voir figure 9 b). Conformément à la politique générale du gouvernement chinois sur la sécurité énergétique nationale, les investisseurs chinois, et plus particulièrement les entreprises publiques détenues par le gouvernement central,

concentraient leurs capitaux dans l'exploration et le développement géologiques, dont le pétrole et les métaux non ferreux. Les importations de pétrole représentaient 34 % de la consommation intérieure de la Chine en 2001 et environ 60 % en 2015. La sécurité énergétique constitue une cible essentielle des IED chinois. Il s'agit d'une priorité que toutes les entreprises chinoises, et plus particulièrement les entreprises publiques, doivent respecter. Par ailleurs, l'acquisition de ressources et d'énergie par la Chine est souvent liée à des projets d'infrastructures. Les entreprises chinoises fournissent à certains pays africains les fonds et l'expertise nécessaires pour développer des infrastructures qui permettent de promouvoir la stabilité politique et d'améliorer le niveau de vie des habitants de ces pays. Ces infrastructures facilitent aussi l'exportation de ressources primaires. À titre d'exemple, l'autoroute Addis Abeba-Adama, conçue et construite par la China Communications Construction et couvrant un total de 78 kilomètres, est la première infrastructure de ce type en Éthiopie et la première autoroute d'une telle ampleur et d'une telle qualité bâtie en Afrique orientale. Certains estiment toutefois que les contrats étrangers portant sur l'exploitation de ressources

primaires sont un sujet controversé. Selon eux, les récents accords d'exportation conclus avec la Chine et l'Inde ne contribueraient pas au développement économique de l'Afrique du Sud de la manière qui avait été prévue, dans la mesure où ils ne profiteraient pas à l'économie locale et ne parviendraient pas à encourager une intégration industrielle verticale (ONU-Habitat 2014).

Les investissements chinois se sont concentrés sur différents secteurs économiques dans différents pays africains (voir figure 10). Dans certains pays politiquement stables et relativement avancés (comme l'Éthiopie ou l'Afrique du Sud), ils ciblent essentiellement la production de produits, profitant de coûts de production faibles et d'importants marchés intérieurs. Beaucoup de sociétés chinoises se spécialisant dans la production de vêtements et de chaussures se sont notamment implantées à Dukem, la Zone industrielle orientale de l'Éthiopie, à 37 km au sud de la capitale Addis-Abeba, pour proposer des produits bon marché et de bonne qualité aux marchés éthiopiens et internationaux. Les PME chinoises préfèrent éviter les pays africains moins développés qui affichent un niveau de stabilité politique faible et de petits marchés intérieurs (comme la Zambie

Figure 5. Régions sources d'IED chinois en Afrique par nombre d'entreprises d'investissement (2003-2014)



Source: Il et Zhu, 2017, selon des données provenant de l'Université de Pékin

et la RD du Congo). Seules les entreprises publiques s’implantent dans ces pays où elles se concentrent essentiellement sur l’exploration et le développement géologiques ainsi que certains investissements dans les domaines des infrastructures et de la construction. Enfin, la capitale chinoise est une nouvelle venue dans des pays comme l’Algérie et le Kenya où les investisseurs chinois ont tendance à privilégier les services commerciaux dans un premier temps, afin de se familiariser avec le climat économique local.

Au cours de la période 2003-2014, 1 698 sociétés chinoises ont créé 2 738 filiales en Afrique. La figure 11 illustre les liens qui existent entre les sociétés mères situées en Chine et leurs filiales implantées en Afrique dans les secteurs de la production de produits, la construction, l’exploration et le développement géologique, l’import/export, le commerce de gros et de détail. La majorité des 856 sociétés mères spécialisées dans la production investissent dans le secteur manufacturier, bien que certaines filiales s’intéressent à des secteurs en aval et en amont, comme l’import/export pour soutenir leurs activités de production. La domination de la filière production indique que

les IED chinois ciblent principalement les marchés et cherchent à produire dans des territoires présentant de faibles coûts de production.

Les sociétés mères des entreprises spécialisées dans la construction et l’exploitation minières en Chine s’intéressent essentiellement aux mêmes secteurs en Afrique, et sont également diversifiées. À titre d’exemple, les sociétés mères spécialisées dans la construction possédaient 155 filiales africaines proposant des services commerciaux pour favoriser leurs connexions avec les clients africains et mondiaux, recueillir des informations sur les marchés et fournir des services de gestion.

Facteurs déterminants des IED chinois en Afrique

L’étude suivante se concentre sur l’ensemble des pays africains et utilise le modèle tobit, dans la mesure où certains de ces pays ne bénéficient d’aucun IED chinois. Toutes les variables et leurs définitions sont indiquées dans le tableau 2.1. Les résultats statistiques du tableau 1 indiquent que les IED chinois ont tendance à concerner les pays présentant des niveaux de stabilité politique

Figure 6. IED chinois en Afrique : régions sources et pays destinataires (2003-2014)

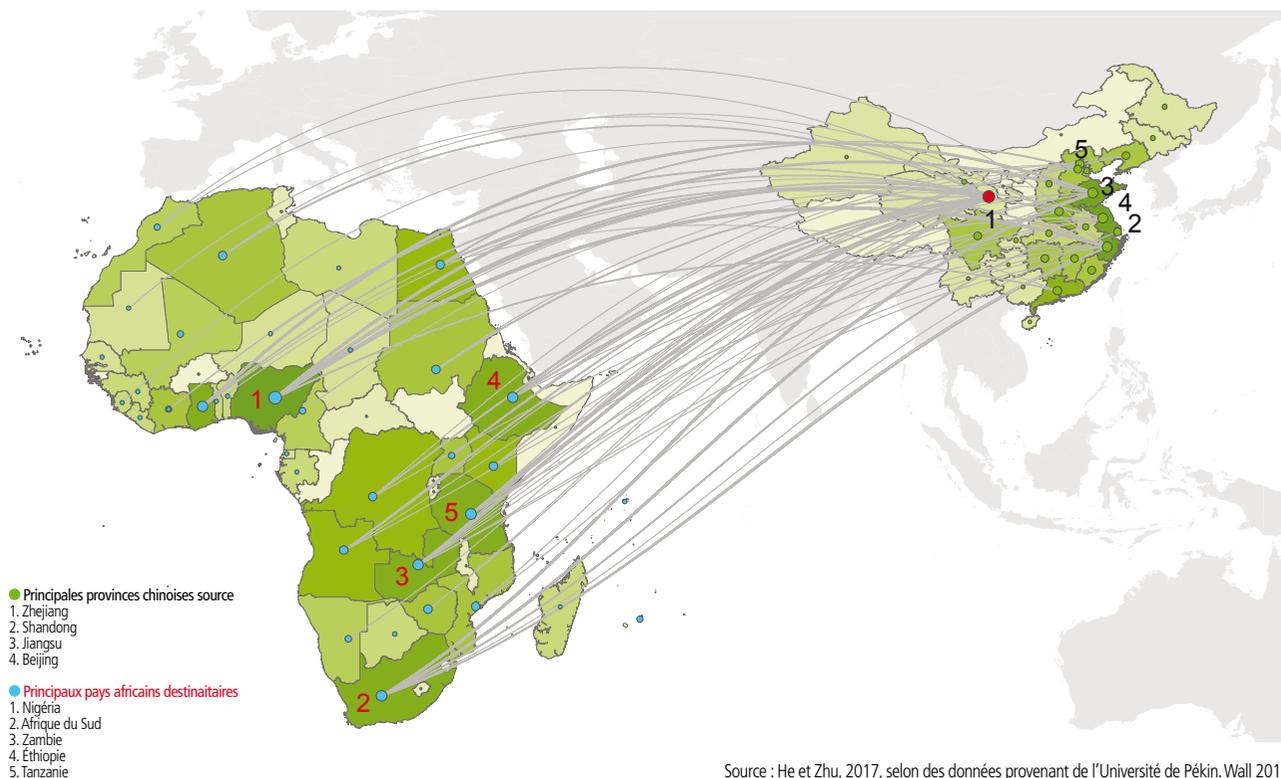
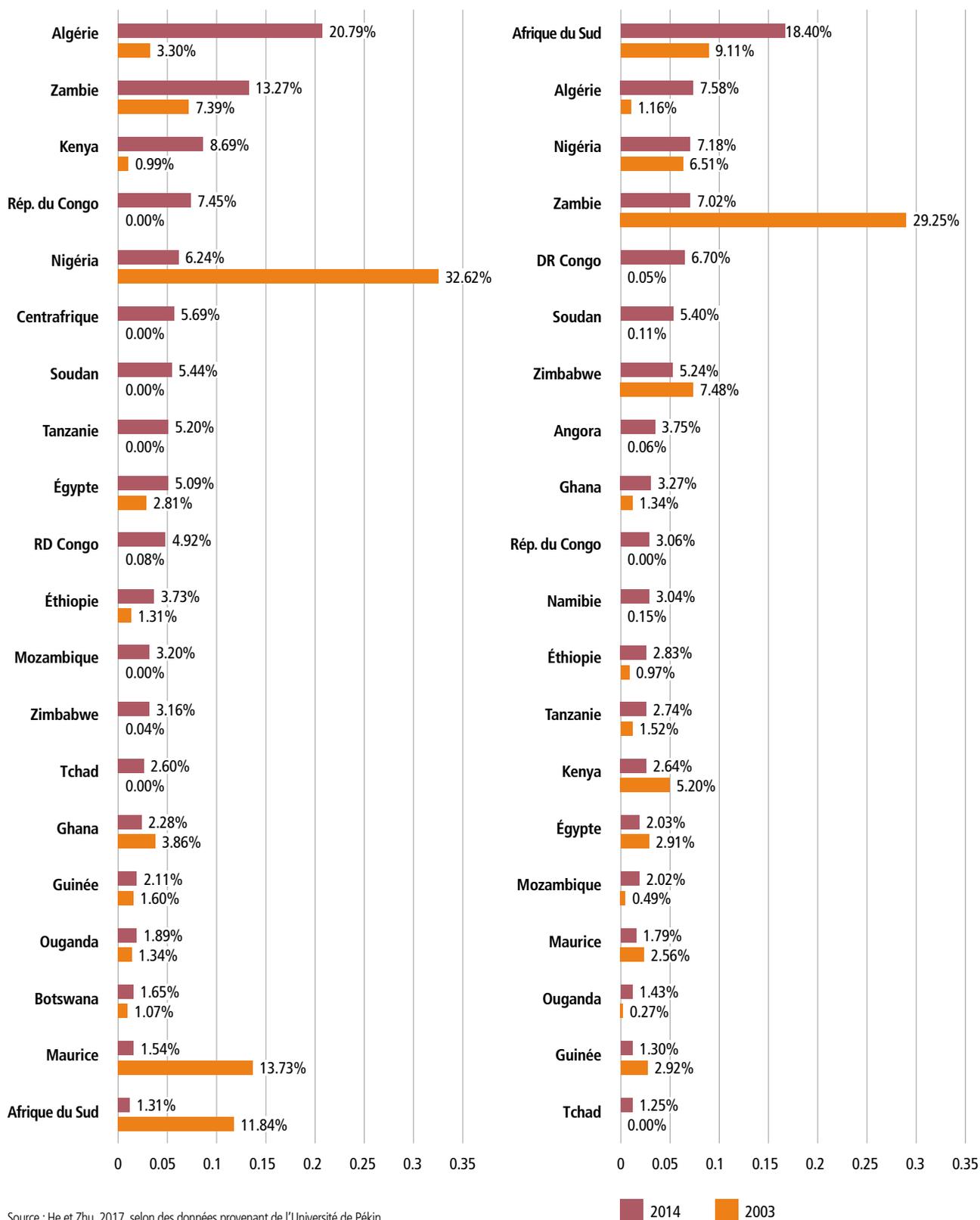
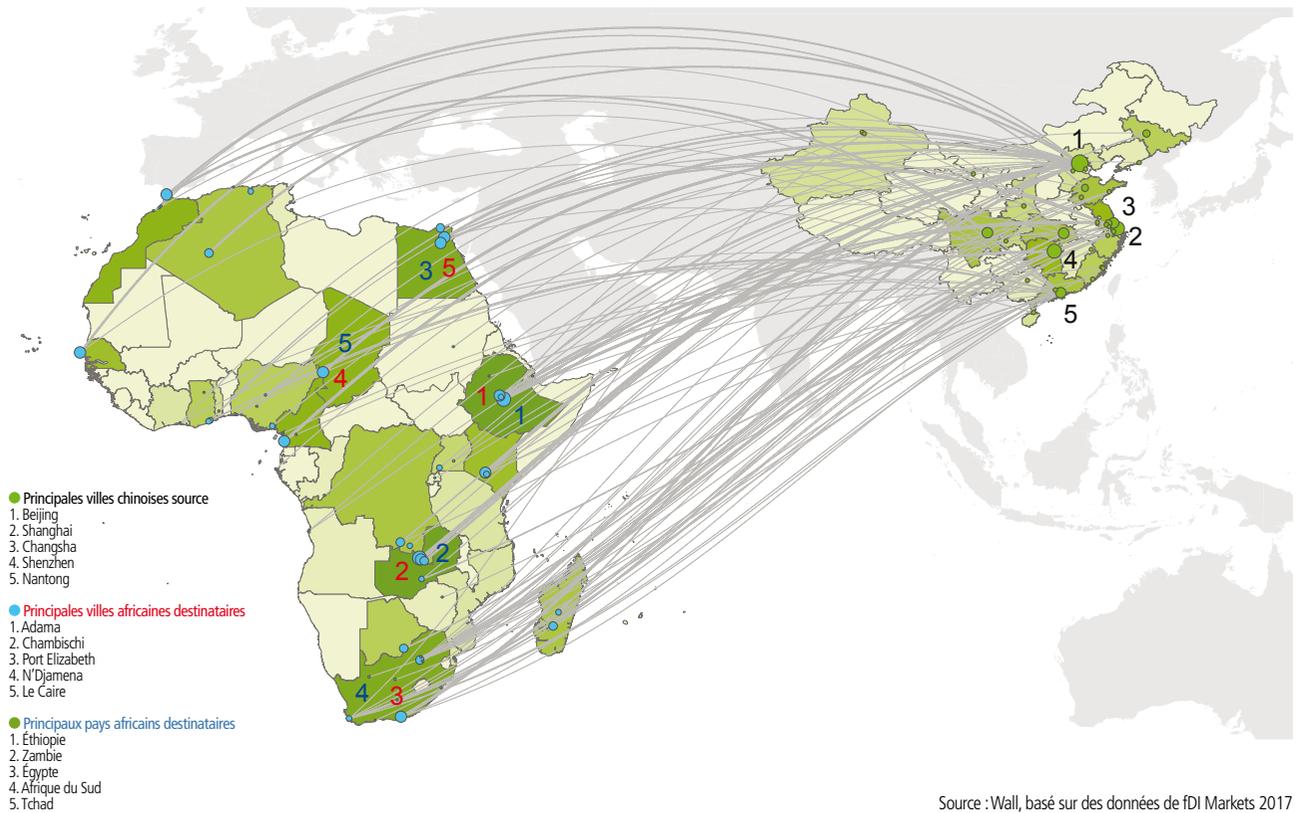
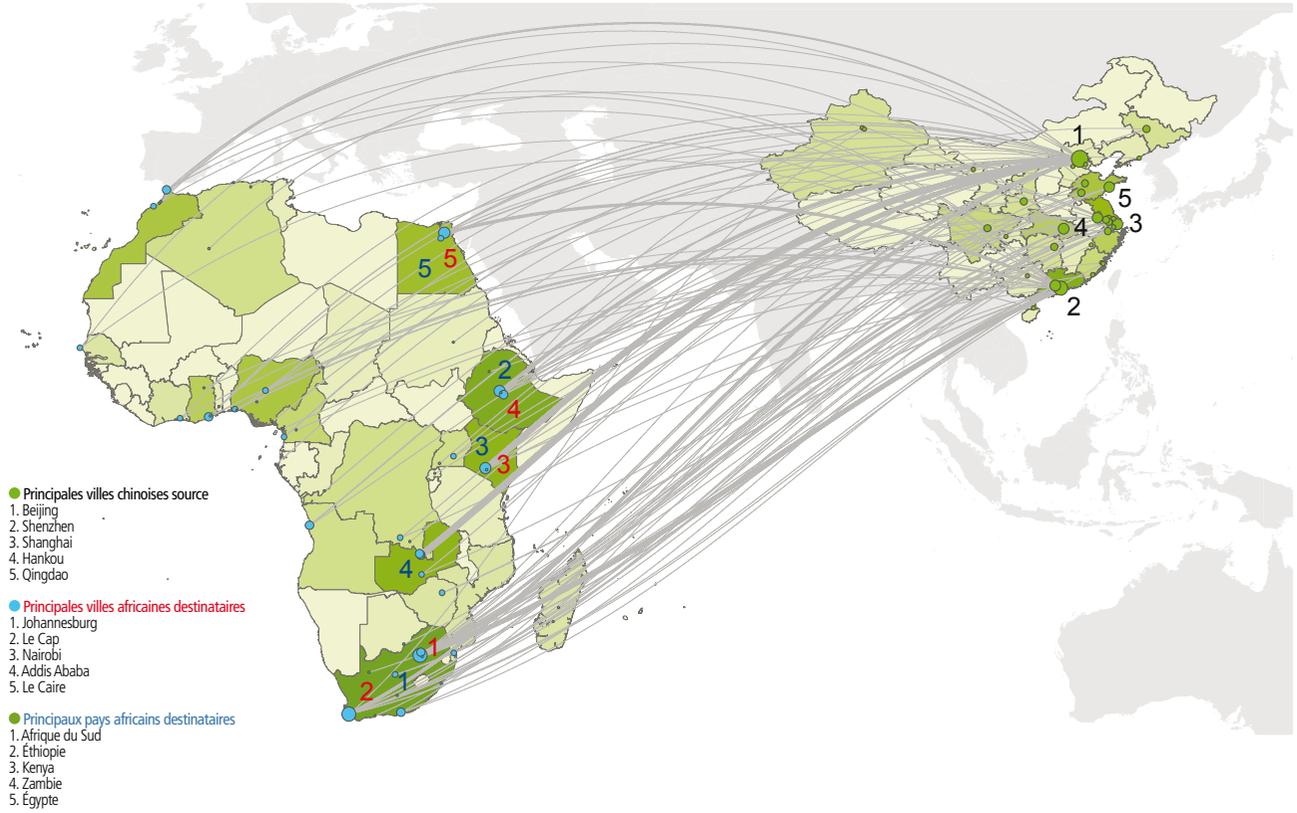


Figure 7. Les 20 principaux pays africains bénéficiaires d'IED (a) et de stocks (b) chinois



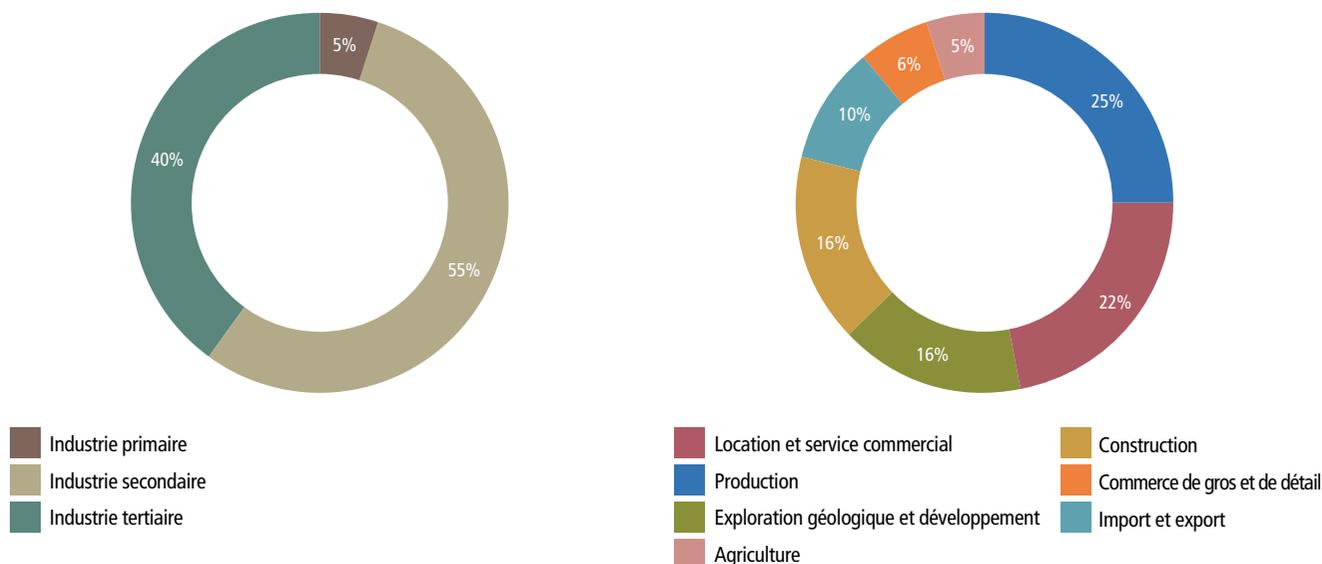
Source : He et Zhu, 2017, selon des données provenant de l'Université de Pékin

Figure 8. Nombre (a) et valeur (b) des IED chinois consacrés à des nouveaux projets en Afrique



Source : Wall, basé sur des données de FDI Markets 2017

Figure 9 a et b. Composition industrielle des IED chinois en Afrique en 2014



Source : He et Zhu, 2017, selon des données provenant de l'Université de Pékin

inférieurs. Ce constat va à l'encontre de l'aversion au risque énoncé par la théorie classique des IED selon laquelle l'instabilité politique est généralement un facteur défavorable.

Ceci s'explique par plusieurs raisons. Premièrement, les entreprises publiques ne cherchent pas forcément à optimiser leurs profits lorsqu'elles sont guidées par les considérations politiques et diplomatiques du gouvernement central chinois. Comme on l'a vu plus haut, la Chine s'est mise à importer du pétrole en 1993. Dès 2003, elle dépassait le Japon et était le deuxième consommateur mondial de pétrole après les États-Unis. La grande majorité de la consommation pétrolière chinoise est assurée par l'importation. La sécurité énergétique est par conséquent devenue une priorité majeure en termes d'IED. Les entreprises chinoises, et plus particulièrement les entités publiques, sont parfois obligées d'opérer dans des pays présentant de faibles niveaux de stabilité politique lorsque ces derniers peuvent leur proposer des ressources abondantes.

Deuxièmement, les pays africains ayant des niveaux de stabilité politique plus élevés attirent déjà un grand nombre d'investisseurs étrangers, provenant notamment d'économies avancées. La Chine arrivant relativement tard sur le marché africain, elle a tendance à cibler des pays relativement moins stables pour ne pas avoir à rivaliser avec ces autres investisseurs. L'Angola illustre bien ceci. Pendant des décennies, ce pays a été déchiré

par des guerres civiles. Les investissements chinois en Angola concernent des projets d'infrastructure visant à faciliter la reconstruction du pays après la guerre civile de 2002.

Troisièmement, la Chine applique peut-être également une stratégie à long terme avec la possibilité de rendements futurs élevés, et cherche à se tailler une position privilégiée sur le marché avant l'arrivée de nombreux concurrents. Par exemple, Huawei a implanté l'un de ses huit pôles d'innovation mondiale à Lagos et investi 6 millions de dollars dans cette ville. Les PME chinoises fabriquent aussi des biens de consommation pour le peuple nigérian, et représentent 90 % de la consommation intérieure totale du Nigeria.

Quatrièmement, dans les pays relativement instables, le pouvoir de négociation du gouvernement et des investisseurs chinois est parfois plus important que celui des gouvernements des pays d'accueil qui ne bénéficient que d'investissements modestes. Les entreprises chinoises profitent également parfois du soutien de ces gouvernements, de sorte que les risques réels pour un investisseur sont finalement beaucoup plus faibles qu'il n'y paraît. Le cas de la Shanda Aluminum Company est un bon exemple. Cette société fut établie à Newcastle, en Afrique du Sud, avec l'aide du gouvernement de Shanghai. Avant de faciliter l'implantation de Shanda, la Commission du Commerce de Shanghai organisa une visite en Afrique du Sud

afin de recueillir des informations sur le marché et rencontrer les autorités locales.

Cinquièmement, certaines entreprises chinoises, et notamment les petites entreprises privées, ne possèdent peut-être pas les fonds et les ressources nécessaires pour obtenir des informations suffisantes. Ces entreprises connaissent souvent mal le contexte commercial des pays africains, et prennent parfois des décisions d'investissement sans tenir suffisamment compte des risques réels.

Enfin, les indicateurs de stabilité politique sont calculés du point de vue des investisseurs des économies avancées. Ils ne reflètent donc pas nécessairement la perception des risques des entreprises d'économies émergentes comme la Chine.

Par ailleurs, la Chine préfère traiter avec des pays démocratiques dans la mesure où des coûts de transaction supplémentaires peuvent être exigés par les pays affichant un faible niveau de démocratie et des problèmes de corruption. Si les études existantes sur les facteurs qui déterminent le choix du pays soulignent la relation qui existe entre les institutions « bien et mal conçues » et les IED, ces dernières ne reconnaissent toutefois pas le fait que l'institution du pays hôte n'est souvent ni monolithique ni homogène. Les institutions du pays bénéficiaire d'IED peuvent ainsi paraître « bien conçues » en termes de stabilité politique, tout en obtenant un mauvais score en matière de démocratie. L'indice de corrélation de ces deux facteurs institutionnels correspond à 0,23. Les pays comme la Zambie ont ainsi obtenu des scores élevés en matière de démocratie, mais faibles en matière de stabilité politique.

De 2003 à 2007, les IED chinois étaient essentiellement attirés par des pays possédant d'abondantes ressources naturelles pour répondre à la consommation intérieure en raison de la dépendance croissante de la Chine sur l'importation de ressources. La variable non statistiquement significative de recherche de ressources de la période 2008-2014 (voir tableau 1) indique toutefois un déclin de l'intérêt des investisseurs chinois présents en Afrique pour ces ressources. Ceci s'explique peut-être par le fait que, si les entreprises publiques chinoises doivent se conformer aux politiques du gouvernement central en matière de sécurité énergétique, les entreprises non publiques, elles, s'intéressent davantage à la recherche de profits et de nouveaux marchés. Dans la mesure où les IED des entreprises non publiques affichent une hausse de 2008 à 2014, on peut en conclure que,

Tableau 1.
Les déterminants des IED en Asie

Variabiles	2003-2014	2003-2007	2008-2014
Indice de stabilité politique	--	--	--
Indice de démocratie	++	+++	-+
Recherche de ressources	-+	++	-+
Recherche de marchés	+++	+++	+++
Recherche d'actifs	-+	-+	-
Ouverture économique	-+	-	-
Stabilité économique	-	-+	-+
Proximité politique	+++	+++	+++
Proximité économique	+++	+++	++
Proximité géographique	-+	-+	-

Source : Il et Zhu, 2017, selon des données provenant de l'Université de Pékin

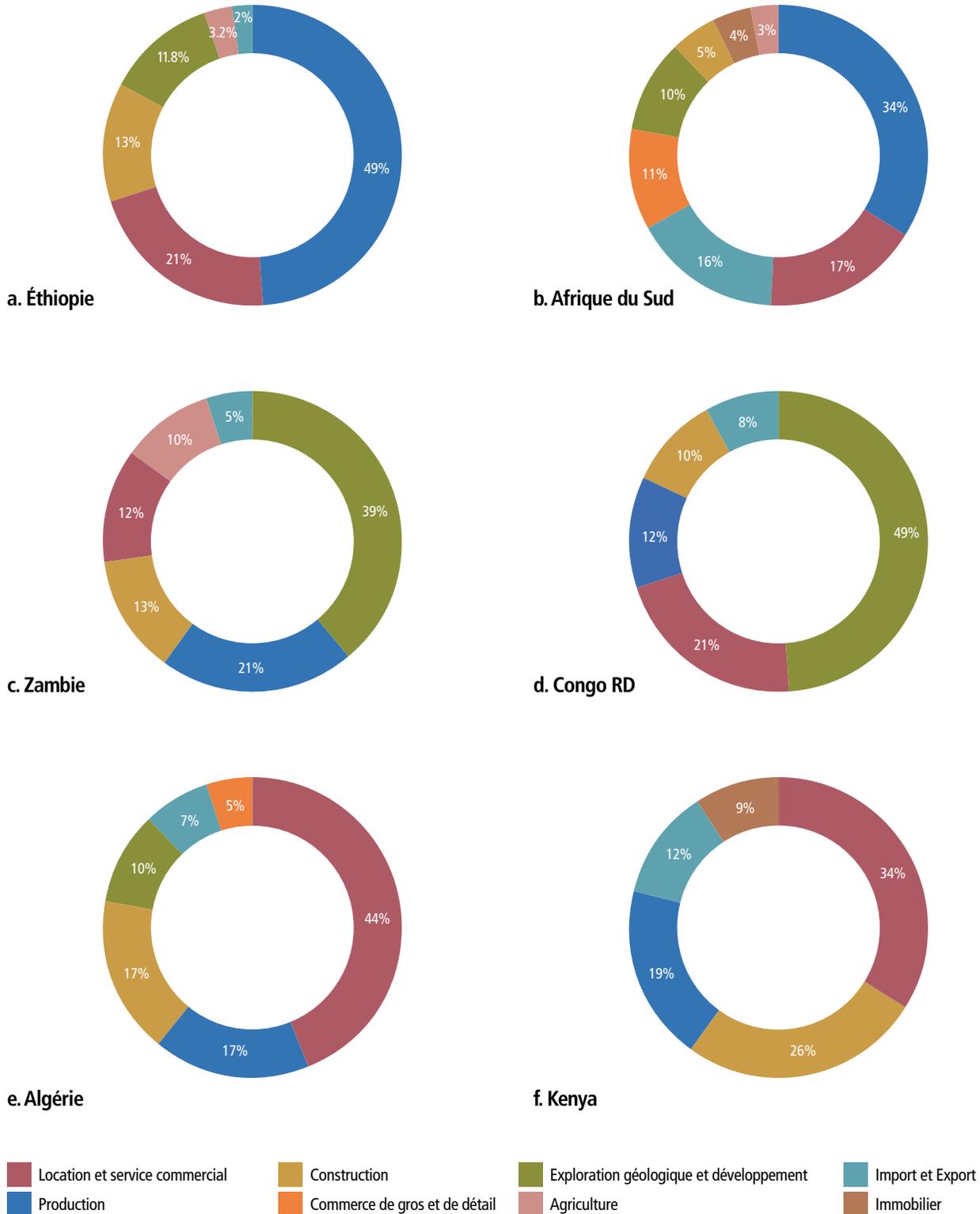
- +++ Très importante et relation positive
- ++ Plus importante et relation positive
- + Importante et relation positive
- Très importante et relation négative
- Plus importante et relation négative
- + - Importante et relation négative
- + Pas importante et relation positive
- Pas importante et relation négative

dans l'ensemble, les IED chinois en Afrique étaient moins motivés par la recherche de ressources. Par ailleurs, le coefficient de la variable de recherche de marché est important et positif, ce qui confirme que les IED chinois se sont progressivement concentrés davantage sur les marchés que sur les ressources.

L'exemple de Lifan Motors illustre bien ceci. Cette société chinoise a commencé à travailler en Éthiopie dès 2007. Quelques années plus tard, elle a créé une filiale, Yangfan Motors, à Addis-Abeba. Récemment, elle s'est installée à Dukem, dans une nouvelle usine de la Zone industrielle orientale, à 37 km de la capitale, Addis-Abeba. Aujourd'hui, cette usine emploie plus de 150 personnes, dont 97 % de ressortissants éthiopiens. À ce jour, Lifan Motors a vendu près de 3 000 voitures en Éthiopie. En 2016, 821 de ces voitures furent achetées par le gouvernement éthiopien pour en faire des taxis. Clairement, l'activité de Lifan Motors en Éthiopie est un investissement à long terme qui cherche à exploiter la taille du marché intérieur et s'intéresse davantage au profit qu'aux ressources énergétiques. Par ailleurs, la variable de recherche d'actifs n'est pas importante, ce qui indique que les nouvelles technologies ne sont pas le facteur qui motive les IED chinois en Afrique.

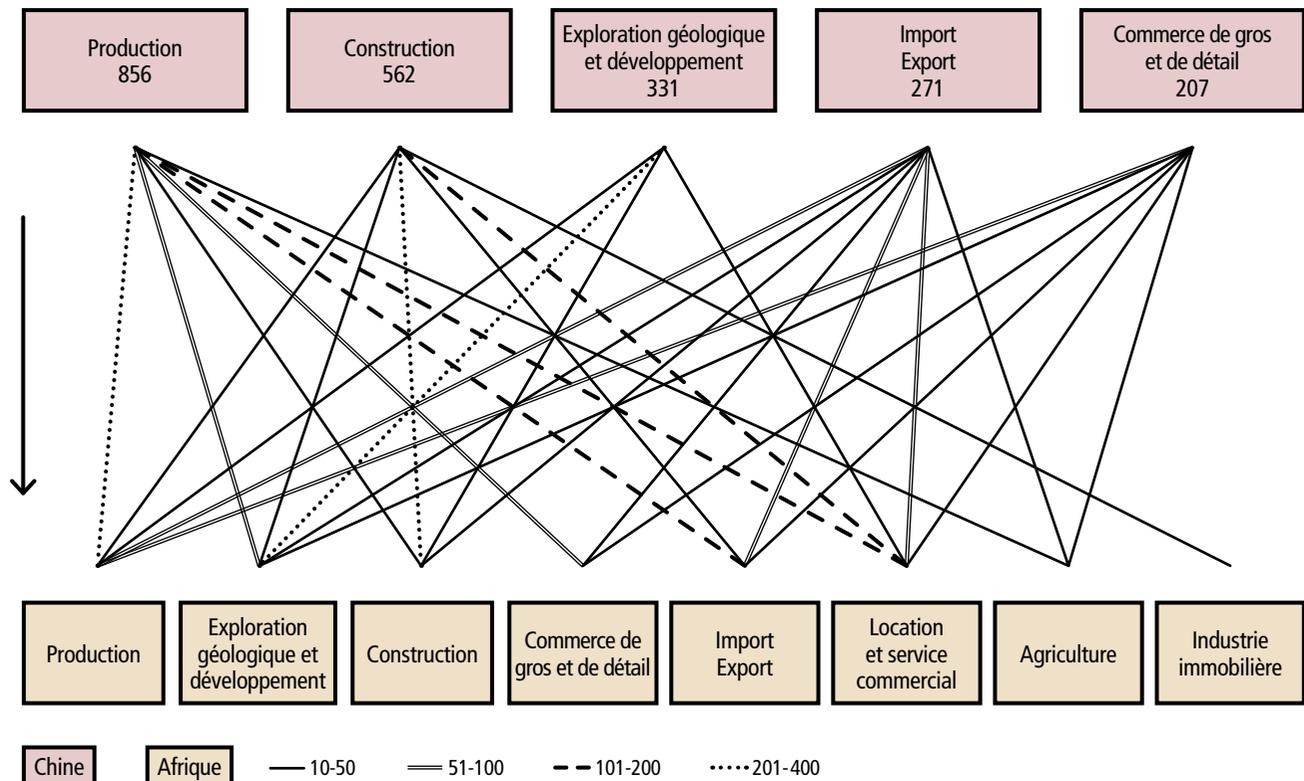
Chaque événement diplomatique concernant la Chine et le pays hôte reçoit un score. Une somme

Figure 10. Les différents secteurs chinois (2014) (a), en Afrique du Sud (b), Zambie (c), RD du Congo (d), Algérie (e) et Kenya (f).



Source: He et Zhu, 2017, selon des données provenant de l'Université de Pékin

Figure 11. Sociétés mères en Chine et leurs filiales en Afrique (2014)



Source : He et Zhu, 2017, selon des données provenant de l'Université de Pékin

pondérée est ensuite calculée afin de mesurer la proximité politique (c'est-à-dire la solidité des relations politiques). Les pays africains qui entretiennent des liens politiques étroits avec la Chine sont susceptibles de recevoir davantage d'IED chinois dans la mesure où ces pays ont tendance à proposer un contexte commercial plus favorable aux IED chinois. Le gouvernement chinois peut parfois beaucoup s'impliquer dans les affaires des entreprises chinoises qui souhaitent se mondialiser. Le gouvernement municipal de Shanghai entretient par exemple d'étroites relations avec l'Afrique du Sud. Pour aider la Shanghai Light Industry Equipment Company (SLIEC) à investir dans ce pays, la Commission du commerce de Shanghai envoya en 1997 une délégation sur le terrain afin de recueillir des informations sur le marché et de rencontrer les autorités locales. Suite à un rapport détaillé, la SLIEC investit 1,82 million de dollars américains à Newcastle, Afrique du Sud, et y créa en 1998 une filiale, la Shanda Aluminum Company.

Les entreprises ont souvent tendance à recueillir des informations sur les pays qui les intéressent en menant des transactions préalables afin d'évaluer la faisabilité et la rentabilité de tout investissement. Enfin, les distances géographiques entre la Chine et l'ensemble des pays africains étant relativement comparables, le nombre de vols entre la Chine et un pays hôte spécifique est un substitut pour la proximité géographique entre ces deux pays, même si ce facteur ne joue pas un rôle important dans notre étude.

L'impact des IED de la Chine

La Chine demeure un investisseur relativement récent en Afrique, ses investissements n'ayant réellement démarré qu'en 2003. L'étendue des IED chinois en Afrique reste modeste et ne représente que 2,6 % du total mondial. Par conséquent, l'impact global des IED chinois en Afrique ne peut pas être pleinement évalué et ne doit pas être surestimé de manière positive ou négative. Malgré tout, la partie qui suit tente de

fournir une évaluation préliminaire de l'impact des IED chinois en Afrique.

Impacts économiques

Les entreprises chinoises ont également construit de très nombreuses infrastructures en Afrique, comme des routes, des chemins de fer, des ports, des barrages et des ponts. Selon le rapport de la Banque mondiale de 2010 sur les infrastructures africaines intitulé « Un temps pour la transformation », les réseaux d'infrastructures africains sont à la traîne comparé à ceux d'autres régions en développement et cette lacune serait le principal frein de l'activité économique, ralentissant la productivité d'environ 40 %. Le chapitre portant sur les infrastructures dans la partie B de ce rapport souligne d'ailleurs que l'intégration routière peut avoir un impact important sur l'arrivée d'IED. Les villes disposant de bonnes liaisons routières avec les régions voisines ont en effet tendance à attirer davantage d'IED que celles dont les connexions sont plus limitées (voir également le chapitre 5 de la partie B disponible en ligne). Le coût associé à la rectification des insuffisances en matière d'infrastructures est estimé à environ 93 milliards de dollars américains par an, soit deux fois plus que le montant actuellement investi par les pays africains. Par conséquent, les IED chinois comprennent souvent la construction d'infrastructures ainsi que des améliorations qui contribuent au développement à long terme de l'Afrique.

En 2010, les infrastructures africaines bénéficièrent d'investissements totalisant 50,7 milliards de dollars américains, dont 9 milliards provenant de Chine. Ce dernier chiffre comprend la contribution de Sino Hydro, en 2013. Cette entreprise de construction chinoise aida le Ghana à construire un barrage hydroélectrique de 400 mégawatts sur la Volta Noire, un projet qui a permis d'augmenter de 22 % les capacités de production électrique du Ghana. Un autre exemple de ce type d'investissement est le projet South Outer Ring Expressway au sud d'Abuja (Nigeria). Ce dernier comprenait également des ouvrages auxiliaires tels qu'un terrassement, des travaux de drainage, la construction de routes, la construction d'un pont, l'installation d'un éclairage de ville, des systèmes d'eau et des installations électriques et de communications. Ces investissements ont aidé à combler les lacunes en infrastructure d'Abuja, à améliorer le contexte commercial et à stimuler le développement économique à long terme du pays.

La façon dont les investissements et la construction d'infrastructures sont associés à l'aide publique au développement de la Chine distingue les IED chinois des investissements des économies avancées. On notera à ce propos que l'aide au développement de la Chine n'a rien de nouveau. Ce type d'assistance était très courant dans les années 70, alors que la Chine percevait les pays africains comme des « camarades » du tiers-monde. De nos jours, l'aide au développement est offerte par la Chine afin de cultiver des relations mutuellement bénéfiques à long terme avec les pays africains, même si certains reprochent à la Chine d'utiliser cette aide pour faciliter ses IED en Afrique. La construction d'infrastructures n'est qu'une partie de la coopération économique, politique et commerciale entre la Chine et l'Afrique. Les investissements de la Chine en Angola, essentiellement liés aux ressources naturelles

Les villes disposant de bonnes liaisons routières avec les régions voisines ont en effet tendance à attirer davantage d'IED que celles dont les connexions sont plus limitées

et à des projets d'infrastructure contribuent à la reconstruction du pays après la guerre civile de 2002. Le gouvernement chinois a accordé à l'Angola des prêts très importants à faible taux d'intérêt ou sans aucun intérêt pour la construction de ces infrastructures. Les entreprises chinoises ont collaboré avec le gouvernement angolais et les entreprises du pays pour construire des infrastructures en fournissant à ces derniers du matériel et d'autres produits importés de Chine. Le gouvernement angolais a remboursé sa dette en fournissant à la Chine des ressources naturelles. Dans ce « modèle de l'Angola », le commerce, l'aide publique au développement, les investissements et la construction d'infrastructures sont étroitement liés.

De même, en RD du Congo où China Railway et d'autres sociétés chinoises ont bâti des routes, des autoroutes, des HLM, des hôpitaux et d'autres établissements à Bandundu, Katanga et Kinshasa, le gouvernement congolais a permis à China Railway

de mettre en place et d'exploiter une mine de cuivre-cobalt en partenariat avec une société locale qui utilise du matériel importé de Chine. De 1956 à 2005, la Chine a accordé à 900 projets d'infrastructure africains des prêts à faible taux d'intérêt ou sans aucun intérêt totalisant 44 milliards de dollars américains. En 2009, 45,7 % du Fonds d'aide étrangère de la Chine furent alloués à l'Afrique. 61 % de cette aide concernait l'amélioration des infrastructures. Jusqu'en 2009, la Chine avait aidé l'Afrique à construire plus de 2 000 km de voies ferrées, plus de 3 000 km d'autoroutes, 52 stades et 11 ponts, sans compter que le nombre de ports, d'aéroports, d'installations d'approvisionnement en eau et d'infrastructures de télécommunications.

Les entreprises chinoises se contentent souvent de profits plus faibles que les autres pays qui investissent en Afrique, dans la mesure où elles fonctionnent souvent par le biais de joint-ventures qui partagent leurs revenus avec leurs partenaires africains. En 2006, la Sinosteel Corporation, développeur et processeur de ressources métallurgiques et minières détenu par le gouvernement chinois a notamment conclu un accord avec la Samancor Corporation, le principal propriétaire de minerai de chrome d'Afrique du Sud pour exploiter de manière conjointe le chrome de ce pays. La Sinosteel et la Samancor détenaient chacune une participation de 50 % dans cette coentreprise. Cet accord était un projet gagnant-gagnant qui permettait à Sinosteel d'acquérir des ressources naturelles et à l'Afrique du Sud de bénéficier de technologies, connaissances en matière de gestion et de commercialisation, de fonds et d'un accès à long terme au marché chinois. Ce projet a contribué à la croissance économique du pays et au renforcement des échanges bilatéraux de l'Afrique du Sud. Certains affirment toutefois que ce type de collaboration impliquant des entreprises publiques chinoises et de grandes entreprises africaines sont discutables dans la mesure où les avantages de ces coentreprises profitent essentiellement aux autorités locales et à certaines grandes entreprises plutôt qu'au peuple africain. Cela est peut-être vrai, mais les entreprises publiques ne sont pas les seuls investisseurs chinois en Afrique.

Les entreprises non publiques chinoises sont plus actives et davantage présentes dans les secteurs de la vente au détail, du commerce et des industries de transformation primaire rudimentaires que les entreprises publiques. Par conséquent, elles ont un impact beaucoup plus étendu et profond sur

le développement économique local en Afrique. Contrairement aux entreprises publiques qui se concentrent sur les infrastructures et les ressources naturelles, les entreprises non publiques chinoises ont tendance à se diversifier en Afrique en travaillant souvent dans plusieurs secteurs à la fois. Étant donné que les entreprises non publiques ciblent souvent les réseaux économiques locaux, elles offrent plus d'opportunités en matière de développement du capital humain et de création d'emplois dans les pays d'accueil. Et dans la mesure où ces entreprises fabriquent et vendent des biens de consommation à bas prix, elles réduisent également le coût de la vie du peuple africain.

La réussite du modèle de l'Angola est étroitement liée à la politique du gouvernement angolais qui consiste à échanger des ressources naturelles contre des infrastructures et du matériel. Toutefois, la façon dont les populations africaines bénéficient des IED chinois et du développement économique local dépend fortement de certains facteurs institutionnels et de la manière dont les autorités du pays hôte choisissent d'utiliser l'argent généré. Cette situation change lorsque certains gouvernements africains (comme le Nigeria) décident de remplacer le modèle « ressources naturelles en échange d'infrastructures et de matériel » par le modèle « ressources naturelles en échange d'argent ». Si la première approche profite habituellement au développement local et au peuple dans son ensemble, la seconde en revanche ne favorise que l'élite politique et économique du pays. Au lieu d'être réinvestie dans l'économie, l'arrivée de liquidités peut servir à financer le style de vie opulent des élites. Dans cette optique, l'amélioration de la transparence au sein de la société et du système politique constitue aujourd'hui un défi important pour les pays africains.

La Chine n'investit pas uniquement en Afrique pour exploiter les ressources du pays et se retirer une fois ses besoins satisfaits. La plupart des investissements chinois en Afrique adoptent généralement une vision à long terme. Comme certains l'ont souligné, la Chine a une stratégie claire pour l'Afrique, mais l'Afrique n'a pas de stratégie pour la Chine. Une solution possible pour les pays africains serait de rechercher une plus grande diversité économique plutôt que de compter uniquement sur les investissements chinois. Ces pays devraient apprendre plus systématiquement auprès des entreprises qui leur fournissent des IED,

qu'il s'agisse d'entités chinoises ou d'autres pays, et surtout, améliorer leur transparence en matière de gouvernance et de responsabilité, particulièrement s'agissant des industries liées aux ressources naturelles.

Impacts sociaux et environnementaux

La création d'emplois est toujours un aspect très important pour les pays qui reçoivent des IED, d'un point de vue économique, mais aussi social. Cet aspect est d'autant plus important en Afrique où près de 60 % de la population a moins de 24 ans. En 2014, l'indice de corrélation entre les stocks d'IED chinois et la création d'emplois dans les pays africains était de 0,47, tandis que l'indice de corrélation entre les stocks d'IED chinois et l'augmentation du nombre d'entreprises était de 0,42. Statistiquement, les IED chinois en Afrique ont un lien positif avec la création d'emplois. Les investissements chinois dans les industries de main-d'œuvre intensive (transformation primaire, vêtements, commerce de détail et chaussures) ont joué un rôle particulièrement important dans la création d'emplois. En Éthiopie, au Ghana, au Kenya,

au Nigéria, en Tanzanie et en Zambie, plus de la moitié des investissements étrangers dans le secteur manufacturier provenaient de Chine et ont contribué à une croissance significative du nombre d'emplois. La construction d'infrastructures exige également un grand nombre de travailleurs non qualifiés ou semi-qualifiés. Chaque milliard de dollars investi par la Chine dans l'infrastructure a généré environ 110 000 emplois en Égypte, au Maroc et en Tunisie.

S'agissant du secteur de l'énergie et des ressources naturelles, les investisseurs chinois sont présents à travers toute la chaîne de la valeur et nécessitent davantage de main-d'œuvre intensive. En 2006, par exemple, lorsque le gouvernement de la République démocratique du Congo a interdit les exportations de minerai de cobalt, et les sociétés minières de Ningbo Xinglong qui exploitaient ce minerai ont ouvert des usines de traitement du cobalt et créé davantage d'emplois dans le pays.

Certains soutiennent que les entreprises chinoises ont tendance à employer une main-d'œuvre importée de Chine pour des raisons de compétences, docilité, disposition à travailler dur et de proximité culturelle,



La Zambie se classe au premier rang des flux d'IED des entreprises du gouvernement central chinois

©Ruletkka



Des pays comme l'Angola, frappés par la guerre civile, attirent des investisseurs chinois pour les aider à reconstruire leurs infrastructures

© Yolanda Van Niekerk

et que, par conséquent, elles ne contribuent pas à la création d'emplois en Afrique de la manière qui avait été prévue (Shen, 2013). Les IED chinois en Afrique impliquent en effet souvent l'importation de travailleurs chinois. Néanmoins, des recherches récentes fondées sur 35 entretiens menés dans des sociétés en Afrique et en Chine, (Shen 2013) ont conclu que le rapport général d'embauche de travailleurs chinois et de personnel local dans le secteur manufacturier est d'environ 1:15. Par ailleurs, ce rapport est en train de changer dans la mesure où les entreprises privilégient désormais l'embauche locale à mesure que les travailleurs locaux sont formés, et Shen n'a trouvé aucune preuve d'importation excessive de travailleurs chinois. Parallèlement à l'exemple cité plus haut concernant la production automobile en Éthiopie, les entreprises publiques chinoises chargées de la construction des tronçons de la rocade nord et east de Nairobi employaient 1 400 travailleurs, dont seulement 50 Chinois .

L'une des principales critiques à l'encontre de la Chine est que les travailleurs locaux ne se voient proposer que des emplois manuels peu ou semi-qualifiés, tandis que les postes plus intéressants et les fonctions managériales sont réservés aux employés chinois. Certains affirment également que le transfert

de technologie et la formation professionnelle sont insuffisants dans la mesure où les formations proposées à la main-d'œuvre se limitent à des niveaux de base. Si ce type de formation est certes important étant donné que beaucoup de nouvelles recrues ne possèdent aucune qualification, le fait est que les fonctions techniques et managériales sont généralement pourvues par un personnel chinois pour des raisons essentiellement culturelles et linguistiques (Shen, 2013). Cette situation s'explique aussi par le fait que les entreprises non publiques chinoises sont souvent des sociétés familiales où les postes de direction sont principalement occupés par des membres de la famille.

L'emplacement géographique et la qualité des emplois créés sont des aspects clés pour assurer pour une croissance économique à long terme en Afrique. Récemment, des investisseurs chinois se sont concentrés sur la formation professionnelle et le transfert de technologies, comme dans le projet de Mombasa-Nairobi Standard Gauge Railway au Kenya où la China Road and Bridge Corporation était le principal entrepreneur. Les travaux se sont terminés en 2016 et la voie de chemin de fer a été mise en service en 2017. Ce projet employait 25 000 Kenyans, dont plus de 16 000 avaient été formés en début de carrière.

2 700 de ces Kenyans sont par la suite devenus des techniciens de laboratoire qualifiés, des géomètres ou des mécaniciens. La société a également travaillé avec des instituts de formation au Kenya pour ouvrir des centres de formation spécialisés dans la construction et la gestion de chemins de fer. Ce projet a doté le Kenya du matériel, des connaissances et des compétences nécessaires pour mener à bien la construction et l'exploitation de son système ferroviaire.

Un troisième problème lié aux IED chinois concerne les conditions de travail proposées par les usines chinoises établies en Afrique. Bien que ces conditions varient d'un site à l'autre, elles sont généralement insatisfaisantes. Certaines usines forceraient notamment leurs employés à faire des heures supplémentaires non payées ou exerceraient des représailles à l'encontre des employés syndiqués qui chercheraient à améliorer leurs conditions de travail. Le droit du travail de la plupart des pays africains étant souvent fondé sur la législation des anciens colonisateurs, celui-ci est généralement plus rigoureux que les lois chinoises. Les entreprises chinoises devraient par conséquent mieux comprendre et respecter les lois locales liées au travail ainsi que la religion et la culture des travailleurs locaux.

Enfin, certaines sociétés chinoises ne tiennent pas suffisamment compte de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et de la protection de l'environnement. En Chine, celles-ci, et plus particulièrement les entreprises publiques détenues par le gouvernement central, font généralement face à peu de pression pour agir de manière transparente ou écoresponsable. Quand elles reproduisent ce comportement en Afrique, elles engendrent des conflits. Le Parc national de Bui au Ghana sera affecté de manière significative par la construction du barrage de Bui dans la mesure où 21 % de la superficie du parc disparaîtra sous les eaux. Ce barrage pourrait aussi changer le mode d'écoulement de la rivière et endommager des habitats situés en aval. Ce projet forcera également 1 216 personnes à déménager de façon permanente. Pour éviter de ralentir la construction du barrage, la Bui Power Authority a opté pour un processus de relocalisation rapide ayant un impact négatif sur les communautés locales. Comme le montre cet exemple, la perception des entreprises chinoises présentes en Afrique est mitigée. Si ces sociétés ont gagné le respect des populations en raison de leurs investissements et de leur efficacité, elles ont aussi rencontré des difficultés lorsqu'elles ont tenté de

privilégier l'opportunisme et le profit aux intérêts des communautés locales.

On notera toutefois que les entreprises chinoises ont récemment commencé à modifier leur attitude en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE) et d'environnement afin de protéger leur réputation en Afrique. Par exemple, Sinohydro a investi 900 millions de dollars américains dans 30 projets en Angola, englobant la construction de centrales hydro-électriques, d'hôpitaux, d'écoles et de transports en commun. La société a également formé et employé plus de 8 200 travailleurs locaux. En 2011, elle a parrainé la création de points d'eau pour les écoles de Nairobi à un moment où le Kenya traversait sa pire sécheresse en 60 ans. La voie ferrée reliant Mombasa-Nairobi traverse le Parc national de Tsavo au niveau du sol, présentant potentiellement un risque de collisions important avec la faune. Pour faciliter le passage des animaux sauvages, la société a construit six viaducs à intervalles réguliers et bâti le reste de la voie ferrée sur des remblais surélevés pour réduire davantage ce risque.

En 2015, la China International Trust Investment Corporation (CITIC) a collaboré avec la International Finance Corporation (IFC) et annoncé le lancement d'une plate-forme d'investissement millions de 300 millions de dollars américains pour construire des logements abordables et fournir 30 000 foyers africains au cours du prochain quinquennat. Les travaux ont débuté au Kenya, au Nigeria et au Rwanda avant de s'étendre à d'autres pays subsahariens. Avec près de 40 000 personnes migrant vers les villes chaque jour, l'Afrique affiche le taux d'urbanisation le plus élevé sur le plan mondial, et rencontre aujourd'hui de graves pénuries en matière de logement urbain. Au Kenya, ce manque de logements est estimé à 2 millions d'unités. Le Nigeria a besoin de plus 17 millions d'unités. Selon ONU-Habitat, plus de la moitié de la population urbaine de pays comme le Nigeria ou le Soudan, vit dans des bidonvilles, en partie car peu de développeurs locaux possèdent les capacités techniques et financières nécessaires pour entreprendre des projets de grande envergure à faible coût, et en partie car le marché du logement abordable est moins rentable que celui des classes à revenus plus élevés.

Les 30 000 nouveaux logements prévus par IFC et CITIC pourraient donc présenter une solution importante. CITIC a été choisie pour mener à bien ce projet suite à la réalisation d'un programme similaire comprenant 200 000 unités de logement à Kilamba

Kiaksi, une ville nouvelle située en Angola où CITIC a construit 710 logements, 41 écoles et jardins d'enfants, 246 magasins, un transformateur électrique, une station de purification de l'eau et d'épuration des eaux usées, des routes et des feux de circulation en seulement 54 mois. Pour l'heure, cette nouvelle ville ressemble toutefois à un site fantôme dans la mesure où la majorité des appartements n'ont pas été vendus, leur prix étant trop élevé pour la plupart des Angolais. Ces projets mal conçus montrent que les entreprises chinoises doivent travailler davantage avec les autorités locales et la société civile afin de mieux comprendre les besoins locaux.

Malgré les remarquables résultats qu'ont permis d'obtenir les IED chinois en Afrique, il reste encore d'importants défis à relever : (1) la valeur stratégique de la RSE n'est pas toujours reconnue par les sièges et les filiales des entreprises chinoises implantées en Afrique dont le service de RSE est souvent marginalisé ; (2) le personnel local est davantage motivé par la réalisation de bénéfices que par la responsabilité sociale des entreprises ; (3) certains managers chinois rechignent à échanger avec la société civile, les médias et les collectivités locales et n'accordent pas une participation suffisante aux intervenants locaux ; et (4) certaines entreprises préfèrent investir dans des pays qui appliquent une réglementation environnementale et sociale laxiste afin de réduire leurs coûts de conformité à court terme, ce qui augmente les risques commerciaux à long terme.

Une stratégie possible consisterait à encourager la coopération des pays occidentaux et de la Chine afin d'améliorer l'approche des IED chinois en Afrique en matière de développement. Cette collaboration pourrait améliorer les capacités des investisseurs chinois en matière de RSE, en offrant, par exemple, aux responsables chinois des formations appropriées. Les investisseurs chinois devraient également participer davantage aux discussions sur les normes internationales liées à la RSE. La création de partenariats internationaux publics et privés fondés sur des projets spécifiques pourrait fournir une bonne base pour faciliter cela.

Conclusions

Les relations qu'entretient la Chine avec l'Afrique ont beaucoup évolué depuis l'approche idéologique de Mao Zedong qui cherchait à promouvoir et soutenir les mouvements anticolonialistes des pays africains. Désormais, ces relations se fondent essentiellement sur le commerce international, les programmes

d'aide officiels et, plus récemment, les IED chinois vers l'Afrique. Si l'augmentation constante des IED chinois en Afrique attire aujourd'hui l'attention du monde entier, les points de vue sur ces flux d'investissements sont fortement polarisés. Certains félicitent la Chine en affirmant qu'elle comble les lacunes financières et technologiques du continent africain. D'autres mettent en doute les motivations de ces investissements et leurs impacts, accusant même la Chine d'être le nouveau colonisateur de l'Afrique. Cette étude utilise récentes données chinoises sur les IED du pays pour analyser la complexité des investissements chinois en Afrique au niveau des entreprises.

Au fil du temps, les IED chinois en Afrique sont devenus plus complexes et plus diversifiés en termes de propriété, de régions sources et destinataires, et de secteurs économiques. Les études empiriques réalisées sur ces IED ont tendance à se concentrer sur les investissements des entreprises publiques détenues par le gouvernement central, dans les secteurs notamment de l'énergie, des ressources naturelles et des infrastructures, en négligeant les entreprises

Certains félicitent la Chine en affirmant qu'elle comble les lacunes financières et technologiques du continent africain. D'autres mettent en doute les motivations de ces investissements et leurs impacts, accusant même la Chine d'être le nouveau colonisateur de l'Afrique.

publiques détenues par les gouvernements locaux chinois et les entreprises non publiques, lesquelles sont rarement influencées par les recommandations politiques du gouvernement central chinois et jouent un rôle de plus en plus important en matière d'investissement, particulièrement dans le secteur manufacturier.

Il est indéniable que les IED chinois ont étendu leur présence en Afrique. En 2014, on les retrouvait dans 52 pays africains. Les motivations des investisseurs chinois correspondent essentiellement à la théorie classique des IED, même si l'Afrique et



Au Ghana, le parc national de Bui a été affecté par la construction du barrage de Bui, soutenue par la Chine, qui a laissé le parc sous l'eau et forcé le déplacement des communautés

©Terrie Schweitzer/Flickr.com

le reste du monde doivent mieux comprendre le comportement des investisseurs chinois. Arrivées relativement tard en Afrique, les entreprises chinoises ont tendance à choisir des pays moins stables et négligés par les autres investisseurs, afin d'éviter toute concurrence avec les investisseurs des économies avancées déjà présents en Afrique et bénéficier de marges de profit plus attractives. Au cours des dernières années, les IED chinois en Afrique se sont concentrés davantage sur les marchés que sur la recherche de ressources. La proximité politique et économique constitue un facteur important pour les investisseurs chinois.

Les investissements de la Chine en Afrique ne faisant que commencer, il est difficile de bien comprendre leurs répercussions à long terme. Dans la mesure où les IED chinois en Afrique deviennent plus complexes et diversifiés, il est encore trop tôt pour dire si ces investissements sont globalement positifs ou pas. Décrire ces investissements comme un « néocolonialisme » est erroné puisque les entreprises chinoises ont favorisé les investissements,

amélioré le niveau de vie des populations et stimulé le développement économique local à long terme en investissant dans des infrastructures, en introduisant de nouvelles industries et en créant des emplois.

En revanche, les entreprises chinoises ont parfois été critiquées à juste titre pour leurs déficiences dans le domaine social et le domaine environnemental, même si leur attitude envers la RSE et la protection de l'environnement a récemment évolué afin de protéger leur image en Afrique. Suite à la diminution de la demande mondiale pour les produits d'exportations chinois après la crise financière de 2008 et le ralentissement de la croissance économique du pays, la Chine a intensifié ses investissements externes, en établissant notamment des réseaux avec l'Asie, l'Europe et l'Afrique. L'objectif est sans doute de faciliter l'intégration de l'économie du continent africain au niveau mondial, d'améliorer les infrastructures et de promouvoir la croissance économique. Les IED chinois devraient par conséquent jouer un rôle encore plus important en Afrique à l'avenir.